les négociations salariales DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Le gouvernement proposerait une prime de 400 à 500 francs en mars

LIRE PAGE 38



La lutte contre la hausse des prix

> +0,7% en janvier Lire nos articles page 34

Guerre du Golfe: Washington se dit « sérieusement inquiet » le gouvernement recule

Un double avertissement

Que la destruction de pétroliers ancrés devant le terminal iranien de Kharg soit finalement confirmées ou non, il paraît évi-dent que l'Irak est décidé à franchir un nouveau degré dans l'escalade. Bagdad a annoucé, mardi matin 28 février, que son aviation « s'apprête à détruire tout navire ou pétrolier qui tenterait de s'approcher des côtes iraniennes ». Si la menac mise à exécution, le détroit d'Ormuz serait - de facto -, fermé à la navigation internatio-

En agissant ainsi, le gouver-nement du président Saddam Hussein semble poursuivre plu-sieurs objectifs d'ordre politique et militaire. Un blocus prolo du Golfe aurait comme prem effet d'empêcher la République islamique d'écouler la majeure partie de son pétrole et de la priuence, des revenu qui lui permettent de continuer

Celle-ci, malgré les démentis de Bagdad, a enregistré quelques succès non négligeables. Les forces islamiques, qui avancent sur un front d'esviron 300 kilomètres, ont atteint sur plusieurs points la route stratégique gdad-Bassorah. De furieus batailles, parfois au corps à corps, ont lieu non loin de l'uni-que port méridional de l'Irak, ainsi que dans la région des marais, plus au nord, et. à en croire M. Rafsandjani, le président du Parlement iranien, deux des quatre corps d'armée adverses sont menacés d'encerclement dans la région de Bassoit d'Al-An teur de la localité d'Al-Qournah, à l'intersection de l'Euphrate et du Tigre, une unité islamique a même franchi la route Bagdad-Bassorah et se dirigerait vers

Contre toute attente, l'aviation de Téhéran — de proportion singulièrement modeste – a manifesté ces derniers jours une agressivité qui a surpris nombre d'observateurs militaires. Il est normal dès lors que l'Irak craigne le pire, notamment le bombordement de ses installations

l'île de Kharg, Bagdad paraît vouloir adresser un double avertissement : l'un à l'Iran, pour l'obliger à restreindre ses ambitions militaires ; l'autre à l'Occideut, pour l'inciter à exercer les pressions nécessaires sur l'agresseur persan ». Les Etats-Unis, les dix membres de la CEE, le Japon, ont déjà exprimé, chacun à sa manière, leur profonde inquiétude devant la perspective d'une éventuelle pénurie de pétrole.

du hasard si un groupe naval américain venant de l'océan Indien - où naviguent une trentaine de bâtiments de guerre, et à la tête duquel se trouve le porte-avions « Midway », fait route actuellement vers le détroit d'Ormuz, pour rejoindre les cinq bâtiments qui croisent au large des côtes de la République islamique. Ni une coîncidence si un navire américain a, dès dimanche, tiré des coups de semonce en direction d'un avion iranien. La marine des Etats-Unis veillera sans doute à ce qu'aucun des seize pétroliers et vingt cargos qui se trouvent dans le Golfe soit la cible d'une atta-

que aérienne. Ces mesures vont-elles diss der les deux belligérants de franchir le seuil de l'irréparable ? Il est prématuré de répondre à une question dont la réponse dépend moins des intentions de Bagdad et de Téhéran que de la tournure que prendra, sur le terrain, la guerre du Golfe. La victoire de l'un risque, en effet, de pousser l'autre à jouer son va-tout.

Bagdad assure avoir bombardé Kharg et détruit « plusieurs pétroliers » ce que dément Téhéran

le point de s'étendre, voire de s'internationaliser? L'annonce par l'Irak, lundi soir 27 février, que ses avions avaient détruit plusieurs petroliers - movillant dans le port iranien de Kharg n'avait recu aucune confirmation. mardi en fin de matinée. A Londres, un porte-parole de la Lloyds. le Syndicat des assureurs britanniques, a déclaré : · Nos sources ne disposent d'aucun renseignement sur la question ». A Washington, de même, le départe-ment d'Etat et le Pentagone ont annoncé qu'aucune des informations dont ils disposent pe permettait de corroborer le communiqué militaire de Bagdad. A Téhéran, enfin, un porte-parole de l'étatmajor iranien a déclaré à l'AFP : - Nous démentons toutes les affirmations irakiennes à ce sujes. Il ne s'agit que de mensonges. Les compagnies mari-times le savent parfaitement. »

En annonçant lundi soir à la télévision la destruction des pétroliers, le porte-parole militaire irakien n'avait indiqué ni le nombre ni la nationalité des bâtiments atteints. Il a précisé cependant que l'Irak avait décidé d'imposer partir du 27 février un blocus dans cette région, qu'il a qualifiée de « zone d'exclusion maritime ».

- L'Irak, a poursuivi le porteparole, continuera ses attaques et ses opérations militaires dans cette région tant que l'Iran ne mettra pas en application les résolutions du conseil de sécurité des Nations unies pour un règlement négocié du conflit et ne permettra pas à l'Irak d'utiliser ses installations pétrolières, ses ports et les voies maritimes internationales. »

Le porte-perole a lié la destruction des pétroliers aux attaques iraniennes dans la région des marais, dans le sud-est de l'Irak, en direction des champs pétrolifères et des installations d'exploitation pétrolière irakiennes.

Disant tout ignorer du bombardement de Kharg, le département d'Etat a cependant déclaré : · C'est une affaire qui nous inquiète sérieusement et nous suivons les événements de près. - Si

La guerre du Golfe est-elle sur la nouvelle devait être confirmée, a-t-il ajouté, il s'agirait d'une • escalade regrettable » dans la guerre du Golfe.

Le Pentagone a révélé, pour sa part, que dimanche - soit vingtquatre heures avant l'annonce de l'attaque contre Kharg ~ un bâtiment de la marine des Etats-Unis avait tiré des coups de semonce et lancé des fusées éclairantes vers un avion de reconnaissance iranien, qui s'était approché des unités de la flotte américaine. L'appareil a aussitôt rebroussé

On indique encore au Pentagone qu'un destroyer lancemissiles américain, le Lawrence, a eu des échanges radio avec une frégate iranienne qui avait pénétré à l'intérieur de la zone de sécurité de 5 milles du navire. La frégate s'est éloignée, et aucun coup de seu n'a été tiré, précise-t-on de

(Lire la suite page 3.)

Enseignement privé:

Les socialistes veulent éviter d'envenimer la querelle scolaire au moment où ils s'efforcent de rassembler les Français pour la bataille économique

Le gouvernement paraît décidé à rechercher une solution d'apaisement à la querelle scolaire. A la demande du président de la Répu-blique, M. Pierre Mauroy a assoupli sa position. On indique à l'Elysée qu'il convient d'avancer aussi loin que possible dans la négociation avec l'enseignement catholique et qu'il n'est pas question de déposer au Parlement un projet de loi qui ne disposerait pas du soutien publique-ment exprimé des représentants de

Ces indications sont données après les déclarations faites innuli 27 février par M. Lionel Jospin, pre-mier secrétaire du parti socialiste, qui semble favorable à une solution encore plus radicale : l'abandon pur et simple du projet Savary. Il vaut mieux, estime en substance M. Jospin, s'efforcer de rassembler les Français sur l'entreprise de modernisation industrielle que les diviser sur le débat scolaire. . L'objectif, a-t-il

M. Mauroy: moderniser la France

Dans le texte qu'il a adressé au « Monde »,

le premier ministre plaide pour des « syndicats forts et responsables ».

affirme qu'il n'est pas question

de modifier la législation sur les licenciements

et refuse le « dilemme artificiel » qui opposerait

déclaré, est de rassembler sur la bataille économique (...) On ne peut pas se fixer plusieurs objectifs, plusieurs terrains d'action à la fois ». Les socialistes, à-son avis. doivent être, dans l'affaire scolaire, · fermes sur les principes mais soules, prudents, pragmatiques dans

M. Jacques Delors - partage totalement - cette analyse. Le ministre de l'économie et des finances souhaite que M. Savary « puisse rame-ner les protagonistes sur le terrain des propositions concrètes ». « En France, a-t-il déclaré lundi à France-Inter, on ne s'en sort pas quand on se bat sur des grands principes ».

La déclaration de M. Jospin, qui s'est entretenu ensuite avec le chef de l'Etat, confirme une évolution des socialistes dans le sens de la décrispation. Le premier secrétaire du PS estime qu'aucune conciliation n'est plus possible entre les deux parties

en présence, laïques et défenseurs de l'enseignement privé. Dans ces conditions, il pense que la majorité et le gouvernement n'ent pas intérêt - en plaine « bataille économique » - à alimenter un affrontement qui ne tourne pas à leur avantage et qui fournit à l'opposition la matière d'une offensive sur le thème des

Le souhait de M. Jospin revêt, d'autant plus de signification que l'attachement du premier secrétaire du PS à la défense de la laïgité peut difficilement être contesté. En tranchant en lavour de l'apaise dans ce qui est, à ses yeux, un débat d'opportunité, quitte à mécoateater la partie la plus laïque de la base du PS, M. Jospin répond aux préocci-pations déjà exprimées, au sein de son parti, notamment per de nom-breux députés socialistes, directe-ment concernés par la perspective d'une bataille parlementaire sur ce thème à la session de printemps (le Monde du 21 février).

<u>V</u>23

The second secon

The second secon

Néanmoins, à la différence du premier secrétaire, certains socia-istes estiment que la voie de la conciliation - quitte à adopter un « profil bas » — est encere ouverte et qu'il est souhaitable de l'emprun-

> JEAN-LOUIS ANDRÉANL (Lire la suite page 13.)

Lire aussi page 14

notre dossier sur

l'enseignement privé et page 13 l'article de JEAN PLANCHAIS:

« Le moule »

(Lire la suite page 12)

les imaginations. Ce n'est déjà plus

de la prospective, c'est la réalité contemporaine. Les jouets sevoris de

nos enfants n'évoquent-ils pas, à leur manière, notre vie quotidienne de demain, facilitée par l'électronique.

PIERRE MAUROY.

APRÈS L'ASSASSINAT D'UN RÉFUGIÉ BASQUE ESPAGNOL

La philosophie sanglante du GAL

LIRE PAGE 15 LE REPORTAGE DE PHILIPPE BOGGIO

LE NOUVEAU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS

les tenants de l'« archaisme » aux partisans de la « modernité » La crise se traduit, certes, par un La « crise » est devenue une vedette de télévision. Tant mieux si dérèglement de l'économie monsa réalité quotidienne est ainsi diale. Son enjeu est toutefois plus

les foules à propos de périls au

profond que l'indispensable réorgamieux comprise et, partant, mieux nisation des relations monétaires ou des échanges entre le Nord et le Sud Il ne suffit pas de faire trembler de la planète. Le mot de crise, que nous utilisons communément, rend en définitive mal compte de la situation. Il donne l'illusion d'une fatalité pestagère. Tel n'est pas le cas.

demenrant réels, il convient surtout d'apprécier le plus sereinement possible les enjeux et les marges de manusvre dont nous disposons. Car s'il sernit souhuitable que les Européens coordonnent davantage leurs efforts - et la France, par les initiatives du président de la République. ne cesse de s'y employer, - il ne peut être question d'attendre que tout le monde soit d'accord.

rêver, nous donner envie d'aîter de l'avant. Le laser, les « puces », la conquête spatiale, l'ordinateur à domicile, voilà de quoi enflammer

Le phénomène décisif auquel

nous sommes confrontés réside dans

la mutation des technologies. Elle

devrait nous émerveiller, nous faire

AU JOUR LE JOUR

Dualisme

D'annulations en contestations, d'urnes perdues en builetins mai comptés, une nouvelle institution émerge dans le paysage politique de la France: la commune à maires multiples.

La France étant coupée en deux parties égales, les majorités se font et se défont, presque partout, au gré des variations de quelques poignées d'électeurs. Il serait plus simple de généraliser et de pérenniser le dualisme communal. Chaque citoyen pourrait traiter avec le maire de son choix.

Les déçus - et les malins.iraient de l'un à l'autre sans attendre les élections.

BRUNO FRAPPAT.

Bordeaux dans ses meubles

La Musée des arts décoratifs de

Bordeaux vient de rouvrir ses portes, après trois années de restauration et de réaménagements. C'est le musée de la bourgeoisie bordelaise. Il témoigne de sa manière de vivre, feutrée, volontièrs secrète. Son goût pour un confort sans grand éclat, mais soi se retrouve dans les meubles et dans les faïences de table. Dans l'architecture aussi. Standhal le vovegeur lorsque sa difigence s'arrêta la nuit sur la grande place remarqua aussi-tôt la noblesse des façades taillées dans la pierre, et même celles des échoppes », ces maisons à un étage et à fronton, toutes alignées sur la rue, symétriques et bien balancées, si fréquentes à Bordeaux.

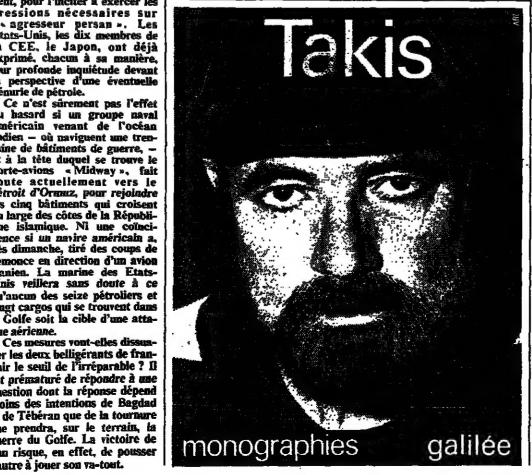
L'hôtel Lalande, rue Bouffard, où est installé le musée est un des plus beaux exemples de l'architecture aristocratique de la ville, en pierres classicisme à peine teinté de cette liberté baroque du dix-huitième, bien timide, il est vrai, en province. Les grandes recettes concourent à sa réussite ; façade à redents entourant une terrasse, cour pavée devant et jardin dernère... Le jardin n'est plus là. On a construit a sa place un bâtiment carcéral et dens l'hôtel lui-même installé les services de la police et des mosurs. En 1925, on lui

Jusqu'à sa modernisation, c'était un de ces petits musées de province comme il en existe beaucoup, un peu confidentiels, mais souvent plein de

Aujourd'hui, étaps nouvelle, il s'ouvre au grand public. Au lieu d'en faire un rassemblement de vitrines enferment des objets plus ou moins momifiés, Mre Jacqueline du Pasquier, son conservateur, a préféré les reconstitutions d'ambience, qui met-tent en situation réelle, meubles, ux, sculptures et œuvres d'art décoratif. Les musées américains avec leux

parti pris d'ouverture au grand public ont largement contribué à développé le réalisme évocateur des périodrooms. Cette approche s'est d'autant plus imposée ici que cer-tains salons de l'hôtel Lalande ont été conservés presque dans leur état orioinel avec cualques-uns de leurs nées, le poêle à colonne en faience flanqué de deux angelots, des peintures de dessus de porte en grisaille et les parquets à compartiments, Le décor a été rafraîchi selon les règles établies par les architectes de l'épo-

> JACQUES MICHEL (Lire la suite page 16.)



Les Françaises et la politique

Comment se comportent politiquement les Françaises depuis qu'elles ont obtenu, en 1944. le droit de vote? Janine Mossuz-Lavau présente une étude très fouillée de l'évolution de leurs conduites qui tend anjourd'hui à les rapprocher de celles des Français. De son côté, Mariette Sineau note que les partis et les assemblées se féminisent à un rythme très lent, ce phénomène contrastant avec celui qui est constaté dans les autres pays d'Europe.

Ce que femme vote...

EPUIS qu'alles ont, en 1944, obtenu le droit de vote, les Françaises as sont mises, pau à pou, de scrutin en scrutin, à observer des conduites assez pro-ches de celles des Français. Jusqu'en 1981, tout au moins, car, dans l'ave-nir, les hommes et les femmes pour-raient bien exercer différenment leur droit de faire ou défaire une majorité.

Les débuts ont été fort longs: pendent près de trente ans (approxi-mativement jusqu'en 1973), les fermes sont apparues moins en-clines que les hommes à se recucines que les normes a se rendre aux urnes et moins pressées de soutenir les pertis de gauche. Ainsi, en 1951, quand 17 % des hommes déclarent s'être abstanus lors des élections législatives, 24 % des fammes reconnaissent n'avoir pas pris part au vote. Au cours de cette période, l'écart oscille souvent entre 7 et 10 points. Electeurs et électrices s'éloignent un pau plus dans les choix qu'ils arrêtent : entre 1946 et 1969, le déficit des aufirages de gauche demeure à pau près égal à 12 points chez les nouvelles venues à l'isoloir. Par example, en 1965, lors du second tour de l'élection présidentielle, 37 % des voix féminines se sont portées sur François Mitterrand contre 51 % des voix masculines (sondage SOFRES).

Les raisons de ce décalage sont à aux umes et moins pressées de sou-

Les raisons de ce décalage sont à la fois sociologiques, psychologiques et politiques. Dans les années 50, les Françaises cumulent de nombreuses caractéristiques susceptibles d'en-traîner mériance ou indifférence à l'égard de la politique, réticence ou crainte à l'encontre des forces de gauche, les Français réunissent, au contraire, des atouts qui favorisent l'intérêt pour les affaires publiques et l'enrôlement sous les étendards roses ou rouges. Cette distorsion est particulièrement accusée pour ce qui est de l'activité professionnelle (en est de l'activité professionnelle (en 1954, les femmes ne forment que 34,8 % des actifs), le capital sociaire (même parmi les moins de trente ans, elles ont deux fois moins souvent que les hommes fréquenté les établissements du secondaire), l'âge (en 1954, 3023000 d'entre elles ont plus de soixante-cinq ans, 1906 000 hommes sedement ayant dépassé ce cap), la situation de famille (on rencontre près de 3 millions de veuves, à peine 800000 veufs), la pratique religieuse (en 1952, 52 % des femmes contre 29 % des hommes vont en principe à la messe tous les dimanches) (1).

Pourtant, ces traits n'expliquent pas à eux seuls l'écart électoral sépapas a eux sours l'ecart electoral sepa-rant l'un et l'autre sexe. Car même au sein de la population active, parmi les jeunes, les personnes mariées et les catholiques non pratiquems, les femmes restant moins souciauses que les hommes d'aller au bureau de vote, moins attirées ausei per la geu-che. C'est qu'un obstacle de taille est à l'époque encore posé sur le est à l'époque encore posé sur le chemin qui pourrait les conduire à l'activité politique : l'état des menta-lités, La famme est d'abord vue comme une mère et une épouse qui régne sur l'ordre privé et laisse la sphère publique à l'homme.

Les années de décollage

Aussi plus d'une électrice poten-tielle a-t-elle pu penser que les droits nouveaux qu'on lui octroyait ne seveient pas à l'image qu'elle avait (ou que les autres pouvaient avoir) d'elle-même et, en conséquence, ou bien ne s'en est pes servi, ou bien les a utilisés au profit des partis érigeant en modèle ce portrait traditionnel: en clair, des candidats conservateurs et chrétiens. Enfin, à partir de 1958, le gaullisme allait offrir aux femmes un territoire où entendre à l'envi un discours correspondant è des impressions encore vives aujourd'hui chez certaines : la mise en cause de la politique dite « politic probre jeté sur les partis, fauteurs de ce conflit qui leur fait toujours peur. Au début des années 70, espan-dant, le situation bascule.

Il faut attendre 1974 pour noter des changements et voir les deux partenaires épouser des comporte-ments plus voisins. Dès 1977, et sans désemparer jusqu'en 1981, les per JANINE MOSSUZ-LAVAU (*)

femmes participant aux scrutins autant que les hommes, et, de plus, un rapprochement se dessine dans le contenu même des choix opérés, l'écart sur le vote de gauche se réduisant à diverses reprises (1975, 1977, 1979, 1981) à 4 ou 5 points. Ainsi, lors des élections législatives de 1981, 54 % des fernmes comme 58 % des hommes donnent leur appui à ceux qui vont composer l'ac-tuelle majorité.

L'évolution est de taille et doit être rapportée d'abord aux bouleversements socio-économiques et culturels auvenus dans la population fé-minine dans la période récente, boulevarsements autrement plus amples que ceux qui ont affecté le groupe masculin. Le plus important à cet égard réside sans doute dans le scolarisation massive des femmes, qui s'est accompagnée d'une entrée en force de celles-ci sur le marche du en rores de belles-ci sur le marche ou travail (elles constituent, en 1982, 41 % des actifs) et d'une percée dans les couches socio-profession-nelles « favorisées ». Bien qu'elles nelles « ravorsses ». Bien qu'elles scient souvent enseignantes loraque leurs compagnons sont ingénieurs ou cadres administratifs, elles n'en ont pas moins progressé, entre 1954 et 1980, de 13,8 % à 25 % parmi les cadres supérieurs professions libérates à 25 % par les cadres supérieurs professions libérates de 25 % par les cadres supérieurs professions libérates de 25 % par les sons libérates de 25 % par libérates de 25 % par les sons libérates de 25 % par les cadres supérieurs-professions libé-raies, de 36,7 % à 50 % chez les ca-

Une recherche effectuée à la Fondation nationale des sciences politiques, à pertir d'une grande enquête réalisée par la SOFRES en 1978, témoigne du rôle primordial joué par le travail pour pointaer et redicaliser les attitudes féminines (2). Les femmes actives sont plus en prise sur les questions intéressant la collectivité nationale et plus engagées à gauche que celles qui n'ent jamais exercé d'activité professionnelle. Elles se d'activité professionnelle. Elles montrent également plus distant

l'égard de la religion, plus libérales au plan des mœurs. Et, lorsqu'elles occupent un poste très qualifié, elles ne sont pas en reste sur les hommes appartenant aux mêmes milieux qu'elles pour se préoccuper de politique et afficher leurs préferences pour la gauche. Le travail salarié exerce de sustroit des effets durables puisque les femmes rentrées « à la maison » après avoir, pendant un temps, ga-gné leur vie à l'extérieur (les exactives) conservent des comporte-ments plus proches de ceux des jours au toyer.

Le temus de l'incertitade ?

Néermoins, si les transformations Naemmons, si les transformations économiques et sociales ont fait leur cauvre, elles ne peuvent effacer les marques du passé. Les femmes âgées restant à l'écart de ce processus et se révèlent bien plus éloignées des problèmes positiques et bien plus conservatrices que les bien plus conservativos que les nomnes entrés comme elles dans. l'hiver de la vie. Ce qui souligne les imites d'une explication par les seuls métaits du vieillissement. L'âge, pour merans du viellussament, i, age, pour une femme, selon qu'elle à trente ou soixente-dix ans, c'est aussi soix le chance d'être née à une époque où l'égalité de traitement avec les hommes commençait à poindre, soit le malchance d'avoir grandi et passé une partie de son existence en subiesant une condition qui lui freinsit l'ecobs à l'éducation et au salariet qualifié, et qui la maintanait hors de furênce politique. Les plus journes ont franchi le pas, poussées en ceta per la réorganisation des partis entamés dans les années 1972-1974. Après la disparition du gaulliame, il devenait difficile, lorsqu'on ne votalt pas pour le geuche, de garder l'illusion de ne

pes non plus voter pour la droite. Mais s'achemine-t-on pour autant vers une identité parlaite des gestes de l'électrice et de l'électeur ?

Depuis 1983, on note comme une. pause dans ce mouvement qui ten-dait à a assurer » le comportement

electoral. A l'occasion des élections municipales, les femmes se sont, dans les villes de plus de trante mille habitants, plus fréquentment abstenues que les hommes et et dans ces mêmes agglomérations, elles ont à peine moins soutenu les listes de gauche (43 % contre 46 %), il n'en va pas tout à fait ainsi lorsqu'on pénète plus avant dans la France profonde. Le sondage FOP ETL, réalisé sur l'ensemble des villes de plus de neuf mille tiabitants, montre que 42 % de leurs soffrages sont allés à la gauche contre 49 % des suffrages masculins (3). Les informations les plus récentes semblent accusar les plus récentes semblent accusar les plus récentes semblent accusar les hommes et 37 % des femmes se décisraient « atisfaits » du président de la République, ils le acet en décembre à raison respective de 41 % et 33 % (4). électoral. A l'occasion des élections

at 33 % (4). Si les femmes paraissent vaciller quelque peu, aiors que les caractéristiques « lourdes » de cette population n'ont guère changé en deux ans, sans doute faue il recharcher les raisses de la cette population n'ont guère changé en deux ans, sans doute faue il recharcher les raisses de la cette population de la cette peut de la cette de la cet sons proprement politiques du returni cui s'esquisse: les Françaises ne requert-elles pas, plus encore que les Française, d'émettre un jour un vote-senction?

(1) Cf. ser ces prints Doger (Mat-tel). Narbonne (Jacques), les Fran-ceises face à la politique. A. Colin. 1955. (2) Monne-Liven (fanise), Siscen (Mariotto), Enquête sur les femmes et

(2) Monne-Lives (famis), Smean (Mariette), Enquête sur les femmes et le politique en France, PHF 1983 (Collection «Rocherchet politique»).

(3) Parodi (Jean-Luc), «Les éléctions municipales de 1983 », Revise politique et parlementaire, avril 1983.

(4) Jaffiré (Jérême), «Le retournement de l'opinion» (le Monde daté 1~2 janvier 1984».

« APOLIONIE » de Henri Jurquet

et Marie Romanet Du côté de l'Aubrac

E suis né dans un coin ni perdu ni suspendu dans le vide, mais au centre du monde. Et le centre du centre était le maison. Et le caur vivent du centre était le maison. Et le caur vivent du centre était le forme. Pour moi, c'était Apollorie. Pour moi, c'était Apollorie. Aitel se présente le poème que, aux. Envocation de sa grandmagnitus officialism durquet, assists de Marie Rouaner, poème en prose avec des mots tout sim-ples, partumés partois de « franci-ten », un occitan francisé qu'on

erie en Aveyronnels. Pes d'enistaires », mais l'histore presque benele d'une vie, symbole d'une civilisation dispe-rue. Est-ce si loin donc ? Pas du tout. Apollonia a di naître vers 1890, elle a écé mère juste avent c quatorze », veuve de guerre bien que son mai soit mort sans avoir vu le combat durant son

amps d'Instruction à Rodez. Civilisation où la femme est raine, une reine qui travaille dur et sans relâche. Au seud de la maison, une pierre différente des au-res joue la rôle du tambour à l'entrée des églises : quand il la franchit. l'homme passe d'un monde à l'autre, entre dans le dovance, presque en intrus. Certes, il y apporte le grain, le cochon tue, trus les produits des ré-coltes, mais leur transformation,

leur conservation et leur usage, c'est alle qui les régente. Gardiennes des provisions, du feu, de le santé felles commissent les tissues nécessaires à la dérées à la diétéles tisanes nécessaires à la diété-tique de chacun), les femmes ont, entre elles, des contivences qui éclatent lorsque l'une d'elles, à son tour, transmet la via. Une fois de plus, l'homme est exclu, son rôle de jeteur de semence accom-pli. Il lui faucira attendre des années avant de mettre la main sur le petit mâle. Les fillettes, elles,

Avec leur mère, elles entretien-mest le jérdin, cet autre domaine réservé, apprament les accrets domestiques qu'elles consignent dans des agendas, plus tard transmis à leurs filles, Les ferrimes savent sur le bout du doigt la généalogie familiale, privi-légiant puiours la branche famelle, mémoires vivantes des altiances et des biens, effectifs ou convoités. Chroniqueuses, du temps qui passe, elles « partent » les minnes événements que ramè-nent les saleche et les rites refi-gieux, trois vies soccestres recontées, celle du projet, celle du vécu et la plus exaltante, celle du

Tout cela est solarement dit, lourd de tendresse et aussi de mélancolie. Le village d'Apollorie, au flanc de l'Aubrac, est mort, vidé de sa population par l'appelvide de sa population par rapper-des machines et l'aspoir d'un des-tin moins dur. Mortes sont aussi ces jeunnes qui tenaient, en laurs mains, sens en tare état, la pou-voir et l'influence; à la tâche tou-jours, à l'attache aussi, mais sou-versines absolues an Jeur, patit terrintes

G. GUITARD AUVISTE * Apollonie: de Henri Jurquet et Marie Rouanet, Plon. 340 p. 78 F.

1944-1984 : la résistible ascension

culin du pouvoir. Alors que les électité politique plus active et plus revendicative (cf. dans cette même page l'article de J. Mossuz-Lavau), les partis et les assemblées se féminiles partis et les assemblées se rémm-sent à un rythme extrêmement lent. Le décalage est flagrant entre les responsabilités croissantes qu'occu-pent les femmes, depuis la guerre, dans la vie économique et profes-sionnelle et le rôle mineur qui est le leur dans la vie politique.

La sous-représentation des femmes dans les assemblées de notre pays n'est pas difficile à démontrer : elles constituent moins de 5 % des parlementaires et moins de 4 % des conseillers généraux. La proportion de conseillères municipales est plus élevée : 14 %. Toutefois les femmes maires ne sont que 3,9 % et les ferrmes maires de grandes villes re-lèvent de l'exception : 5 seulement dirigent une ville de plus de 30 000 habitants... C'est finalement au Parlement européen, dépourvu de pouvoir véritable, que la présence féminine est la mieux assurée

(21 %). Symbolique de la place des femmes aux sommets de l'État est leur absence totale du Conseil leur absence totale du Conseil constitutionnel : depuis 1958, ancune n'a été appelée à sièger parmi les neuf « sages ». La haute administration resté domaine réservé mascuin, en dépit du principe d'égalité dans la fonction publique : en janvier 1982, elles n'étaient que 5,9 % à détenir des emplois de direction dans les administrations centrales, et

PRÈS quarante ans d'exis-tence, l'égalité des droits politiques entre les sexes guère entamé le monopole mas-n du pouvoir. Alors que les élec-pour élevée : depuis l'arrivée de la pour élevée : depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, elles ne sont pas moins de 6 au gouvernement sur une quarantaine de membres (14 %) et forment environ 15 % des effectifs

dans les cabinets ministériels. Ce statut de minoritaires vaut aux femmes un pouvoir politique très li-mité. Elles sont écartées des fonctions de leadership et leur spécialisa-tion dans les secteurs sociaux, peu convoités par les hommes car con dérés comme périphériques, ajoute encore à leur marginalisation.

Le retard de la France

En référence à la représentation politique des autres femmes euro-péennes, celle des Françaises n'en apparaît que plus dérisoire. Sait-on que les Suédoises siègent à raison de 30 % dans les différentes assemblées de leur pays ? Que les Norvégiennes ne seur pays? Que les Norvegiennes occupent un quart des fonctions électives? Sait-on que la Suisse, où le suffrage féminin n'a été acquis qu'en 1971, élit plus de femmes au Parlement (11 % en 1983) que la France? Sait-on enfin que dans les pays du Conseil de l'Europe, la France compte paymicent qui ont le France compte parmi ceux qui ont le moins de femmes députés ? Se simons de lemmes deputes : de sa-tuant, sur ce critère, après les pays scandinaves, les Pays-Bas et la Suisse, mais aussi après l'Autriche, le Portugal, la République Fédérale Allemande, l'Irlande, l'Italie, la Belgique et le Luxembourg!

Il est difficile de concevoir que la France a aujourd'hui moins de

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

de pharmacien, d'I.E.P. ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves

de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde an-

haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La péda-

gogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professo-

ral réputé en on fait l'une des toutes premières écoles françaises de

gestion, comparable aux meilleures institutions étrangères d'ansai-

10-12 septembre 1984.

1" millet 1984.

Prochaine session pour la rentrée 1984 :

Documentation et dossier d'inscription

ESSEC-Admissions, BP 105-95021

CERGY-PONTOISE, Cedax. - T. 038.38.00

ESSEC, Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État

Deta limita de dépôt des dossiers de candidature :

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin,

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus

par MARIETTE SINEAU (*)

semblée astionale de 1946 compor-tant 7 % d'élues. A partir de 1951, c'est le lent déclin, avec notamment vingt-ans de « traversée du désert » : de 1958 jusqu'à 1978, les femmes détiement moins de 2 % des sièges de l'Assemblée nationale. L'évolution à la Chambre haute n'a pas été différente : dans le Sénat de 1946 siégeaient 8 % de femmes, contre 2 % a consellement

On ne peut s'empêcher de consta-ter que le gel de la promotion politi-que des femmes en France a corres-pondu à la mise en place de la Ve République, en 1958. Et sans au-cun doute, deux éléments ont porté un coup d'arrêt à la mixité de la vie politique.

D'une part, le nouveau régime re-crute une part importante de son personnel politique dans le vivier masculin des grands corps et des masculin des grands corps et des grandes écoles. D'autre part, l'instauration en 1958 du scrutin nominal majoritaire pour l'élection des députés a entraîné une baisse considérable des candidatures féminines (qui chutent de 10 % à 2 %). Dans ce système uninominal, donc personnalisé, les partis trouvent plus facilement le battant qui « tient » la circonscription parmi les hommes que parmi les femmes. Le processus de notabilisation qu'implique une élecnotabilisation qu'implique une élec-tion qui se déroule dans les petites circonscriptions en est la conséquence directe. Le changement de règle a, en outre, comcidé avec le raz-de-marée gaulliste et le recul concomitant du PC, qui présentait et faisait élire le plus de femmes au Parlement

Mais la responsabilité des partis dans la marginalisation politique des femmes reste première et entière. Ceux-ci ont été des lieux de confiscation du pouvoir au profit des hommes, avant d'être des lieux d'apprentissage pour les femmes.

Oligarchie partisane et pouvoir patriarcal

Alors même que la misogynie du corps électoral n'est plus à redouter, les partis, surtout à droite, sont toujours réticents à présenter des femmes : aux dernières élections lézislatives de 1978 et 1981, la proportion de candidates pour les quatre partis n'atteint pas 8 %! Sans comp-ter qu'ils sont loin de leur réserver les « bonnes » circonscriptions : les femmes sont la plupart du temps bien moins nombreuses parmi les élus que parmi les candidats. Dans la course aux ambitions person-nelles, la volonté affichée dans les programmes d'assurer l'égalité des sexes ne pese pas lourd.

En dépit d'une féminisation lente des hiérarchies partisanes, les femmes restent sous-représentées dans les organes directeurs (voir le

(*) Chercheur au CNRS et à la Fon-ation nationale des sciences politiques.

fornmes parlementaires qu'à la Libération. Tel est pourtant le cas, l'Asration. Tel est pourtant le cas, l'As-Les contestations feminaines in-ternes, qui se sont produites au PS (l'ex-courant G, deveau le collectif « Mignonnes allons voir souls la rose»), comme au PC (les mili-tantes d'« Elles voient rouge»), ont échoué à infléchir les pratiques et les programmes, démontrant ainsi l'extrême difficulté de créer un es-pace féministe dans les partis tradi-tionnels.

Les femmes pourront-elles long-

temps encore être tenues à l'écart du pouvoir, considérées, à l'exception de quelques individualités, comme « illégitimes » ? Les mesures volon-taristes tentées par le ministère des droits de la femme pour forcer les

tableau), de même qu'elles tendent inbitudes ont subi un échec. Le 25 % de femmes parmi l aux municipales, dans les villes de plus de trois nelle Can Cansanable tants.

Le pouvoir ne se donné pas, et les femmes devront le conquerir. Elles aux municipale

Le pouvoir ne se donné pes, et les femmes devront le conquerir. Elles cont commencé de se faire au niveau local. En gagnant 14 \$\frac{1}{2}\$ des mandats municipaux les \$\frac{1}{2}\$ et \$\frac{1}{2}\$ mans\$\frac{1}{2}\$ mans\$\frac{1}{2}\$. elles ont plus the doublé leur surface politique par rapport \$\frac{1}{2}\$ 1977. Cette implantation municipale; particulièrement forte dans les grandes villes et les régions développées et villes et les régions développées et industrialisées, pourrait leur servir de tremplin pour mener une carrière nationale. Mais la route est longue...

Les femmes parmi les responsables des quatre grands partis politiques

Partis (juin 1982)	Adhérents	Instances législatives	Instances exécutives	
			. iarges	restreintes
Parti companiste	36%	comité central 21 %	Politique 18 %	secrétaries 17 %
Parti socialiste	21 %	comité directeur 18 %	exécutif 15 %	secrétaries
Parti républicais	40 % ·	conité matiqual 32 %	burem politique 20 %	secritoriat 6 %
Rantemblement pour la République	43 %	comité central 8 %	conseil politique 8 %	executive

Source: J. Mossuz-Lavau, M. Sincau, Enquête sur les femmes et la politique en France, Paris. PUF, 1983. (Recherches politiques.)

Le Monde-

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDER 69. C.C.P. 4207-23 PARIS - TSux MONDIPAR 650572 F Tél.: 246-72-23

PRIX DE VENTE **AL'ÉTRANGER**

Alphrie. 3 DA; Nieron, 4,20 dh.; Turisin, 380 st.; Albertogree. 1,70 DM; Antriche, 17 sch.; Belgique. 28 fr.; Cannda. 1,10 \$; Cèqe-d'hvoire, 300 F CFA; Densemark, 4,50 kr.; Espagne. 110 per.; E-U. 28 c.; G.-B., 26 p.; Grice. 15 pr.; Libye. 0,340 DL; Lutterhourg. 28 F.; Norvège., 3,00 kr.; Pays-Ben, 1,76 ft.; Partugal, 25 sen.; Sénégal, 300 F CFA; Sodde, 7,76 kr.; Saiste, 1,60 ft; Vougeshoie, 162 sd.

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant : André Lucrana, chrectour de la pu

Anciers directeurs: Hubert Bouve-Méry (1944-1989) Jacquee Feuvet (1969-1982)

S. des halos Selection

sauf accord avec l'administration Commission paritaire des iturnans et publications, nº 57 437 ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 605 F 259 F 1000 F TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1245 F 1819 F 2360 F ETRANCER.

BELGIQUE-LUXEMBOURG IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Per voie aérieuse: buil set demande.
Les abonnés qui paient per chèque pos-tal (trois voiets) voudront bles joindre te chèque à lour demande.
Changements d'adresse définitifs ou provincires (deux semisieur en plus); not-abonnés sont invités à formaler leur de-mande une semaine un moine avage leur départ.

départ. Johndre la dernière bassie d'estre l Venillez avoir l'obligeance de ridiger tous les noms propose en capitales d'imprimeile.

المتكناس الله على

LES NÉGOC M. Gromyk

DIPLO

de « rei

La River - 1 seriossis

2 T THE WAY TO 18 YE

2012 CE - - - - - ME

THE PARTY OF THE P

BETTER MENT TO THE WIRE

to be a con

35 8 mm

55 CC 1. 4 - 1 ... 1. 280

Sign and the second

25-100 x 27-1 x 2 163

IN COLUMN PARTY

M Date of the Mark

The plan we reserve

1143 × 14

SEPTEMBER OF SEPTEMBER

Marie Committee of the Committee of the

mark mark or a comme

grid 1875 7 2 8738

A tar court

With that

1 mm & 1400

2271 - 17 - 1294

patita fili taire 🕿

Company and the page of

to the course of the

Barrier Commence

mar er-er ere dien 🛎

医中型 一种 网络种

gar outle cure et à

ELECTION TO THE PARTY OF

Street are road, Nich

変になる!の(数)

and the second of the second

POR THE PROPERTY AND ADMINISTRAL

Terre e Cristania State of Properties 🛲 Marie Committee

THE STATE OF THE PARTY AND ADDRESS.

Brief during modes Windows of the said

Taroca provene

Participation of the Control of the

200 to See 2500

to proper outside

The leave sell Color Service Colors

Const and market

Was June ment

The Contract

ENERGY V.

Ro M Kaung

and the made

Bergiger en er gre

🐋 🐃 jet jet ist 😭

010

Moscou - A Fay the same of the Philippe promiest de dimpariname ar circuma prison Mark to Billion Growing . Tot ALER water: cicote de the carrie mans and Paris services desire territors in

to more purity. Tikbasar Gorbate Le texte integra M Gromite, publi herec de American de 3 a . Le: propres michigae rome . represent Littles ! beremen: en vign dese est nécessare & la diplomatic

actions of Fol Senter leur volon discount dis pré-con le déplose enincaines . Aucune parts ioqualibre extras armements

in mes preis sur merce problem Wiegres en En M. Gramyko L'i Maria anscile desequilibre

Le Monde

Promise the second section that her will be the section of the section

The state of the s THE PERSON OF LOT,

The second state of

The same of the sa Section of the sectio

A STATE OF THE STA

THE HE WAS TO THE THE THE

A STATE OF THE STA

P 25 15

The art managers

the thirt is a periodic

A STORY THE SE

A 1 1 4 1 5

and the second

11.0

1000

ng in a grant of the same

 $\gamma_{p-1} = \sigma_0 e^{-\sigma_0 \frac{2}{p}}$

75 - 124 - 147 - 4

and the

多等种种种

To See An

A The Person See

Bet week it was provided

-

WILLIAM BANK !

Control of the same

Service of Programs and the

The traff (Members of the Man

建筑 (44) (42) (11) (11)

Ballet Till Commence

Marie Committee and

Tree Sec. Sec.

7 7 2 2

-

-

The state of the state of

energing energing energing

personal automorphism (

Section 1

State of the second

A 44.00

2020年2月1日 - 1

Section - Laurence

-

Mary Wald

S. Supplement Hall

THE PERSON NAMED IN

A CONTRACTOR

A POST TO THE PARTY OF

Company of the second

The state of the s

Secret Statement Statement

Maria landa

Comment of the second The second of the second

Martin comments and the

The state of the s

Contract to the state of the st

Total Page

The state of the s

application of the

海军等1.004年第二日。

that the state were not

A Texas And

étranger

DIPLOMATIE

Bonn rejette le plan de « restructuration de l'OTAN » proposé par M. Kissinger

américain, M. Henry Kissinger, qui demandait, dans un long article publié par Time de cette semaine, une plus grande participation des alliés troupes américaines et une direction sommes pas propriétaires ».

européenne des négociations avec les a rejeté lundi 27 février les proposi- Soviétiques sur les réductions d'artions de l'ancien secrétaire d'Etat mements. M. Alois Mertes, ministre d'Etat aux affaires étrangères, a déclaré à la radio Deutschlandfunk que l'Europe « ne peut pas exercer des responsabilités dépassant sa européens aux décisions de l'alliance puissance » et ne peut non plus atlantique, un redéploiement des «disposer d'armes dont nous ne

Un général européen devrait être à la tête du commandement allié, estime l'ancien secrétaire d'Etat

· Un plan de restructuration de l'OTAN», occupe cinq pages du magazine américain, M. Kissinger développe les thèmes qu'il avait esquissés dans son intervention au colloque organisé à Bruxelles en janvier par le centre d'études stratégiques de l'université Georgetown (le Monde, daté 15-16 janvier). L'ancien secrétaire d'Etat s'y livre d'abord à une critique en règle de la doctrine militaire de l'OTAN, qui consiste, écrit-il, en « une combinaison précaire de forces classiques inadéquates, conduisant à la dépendance vis-à-vis des armes nucléaires dans un environnement stratégique qui rend la menace de leur emploi. et par conséquent leur valeur dissuasive, de moins en moins crédible; enfin un climat de pacifisme nucléaire grandissant qui mine ce qui reste de crédibilité ». Critiquant une nouvelle fois les Européens « qui présentent les Etats-Unis comme une bande de cow-boys portés sur la gachette et dont le bellicisme a provoqué l'intransigeance soviétique », il selève « l'élévation en grade de toutes les grandes délégations européennes aux funérailles d'Andropov, par comparaison avec celles de Brejnev quinze mois plus tôt, à l'exception de celle de la France ».

Tout cela provient à son avis de la schizophrénie européenne: la -crainte que les Etats-Unis pourraient ne pas être prêts à risquer leur propre population pour la dé-fense nucléaire de l'Europe, jointe à la peur de voir l'Amérique entraîner l'Europe dans un conflit non désiré par un traitement maladroit des problèmes du tiers-monde ou des relations Est-Ouest ...

Pour M. Kissinger, par conséquent, « la vitalité de l'alliance atlantique exige que l'Europe déve-

Dans cet article, qui, sous le titre loppe une plus grande identité et une plus grande cohérence en matière de défense ». En particulier, l'Europe « devrait assumer en 1990 la responsabilité principale pour la défense classique au sol » et le commandant suprême allié en Europe (SACEUR) devrait être un officier européen au lieu d'un général américain. De même les négociations avec l'Est sur les armes nucléaires intermédiaires (FNI) et conventionnelles (MBFR) devraient être - européanisées » avec un président européen et un adjoint américain. Les Etats-Unis, en revanche, se verraient consier le poste de secrétaire général de l'OTAN (assumé par un Européen jusqu'à présent), ils « garderaient leur responsabilité pour la défense nucléaire à la fois stratégique et tactique » et devraient même renforcer leur puissance aérienne basée sur le Vieux Continent ».

> Enfin, s'îl était admis, à l'issue d'une étude qui serait menée pendant deux ans par un groupe « d'hommes et de femmes connus pour leur attachement à l'unité occidentale », que les armes nucléaires doivent rester le force de dissussion ultime même face à une attaque classique, il conviendrait de procéder - à un retrait graduel d'une partie substantielle, allant peut-être jusqu'à la moitié, de nos forces terrestres actuelles - (cinq divisions aujourd'hui). Ce retrait, qui s'étalerait sur cinq ans, pourrait s'accompagner du maintien des forces classiques en excédent « pour un certain temps en Europe dans un statut analogue à celui des sorces françaises, prêtes à l'emploi en Europe mais aussi disponibles pour des urgences se produisant ailleurs -. Tout cels, conclut l'ancien secrétaire d'Etat « ne doit pas être considéré comme un abandon de l'Europe, mais comme une étreinte de l'Europe ».

LES NÉGOCIATIONS SUR LES EUROMISSILES

M. Gromyko réaffirme les conditions posées par louri Andropov

De notre correspondant

Moscou. — A l'approche des élec-tions au Soviet suprême du diman-che 4 mars, les membres du bureau politique prennent la parole par ordre d'importance croissante dans leur circonscription. En s'adressant jundi 27 février à ses électeurs de Minsk, en Biélorussie, M. Andrei Gromyko s'est assuré une place rela-tivement élevée dans la hiérarchie, non écrite mais très stricte, des dirigeants soviétiques. Il se situe en cinquième position, puisque seuls n'ont pas encore parlé MM. Tchernenko, Tikhonov, Gorbatchev, et Oustinov.

Le texte intégral du discours de M. Gromyko, publié ce mardi par la Pravda, réaffirme les thèses souvent développées depuis la déclaration d'Andropov du 24 novembre dernier. . Les propositions de l'Union soviétique pour la réduction du nombre de fusées nucléaires en Europe sont commes et elles restent en-tièrement en vigueur. » Une seule chose est nécessaire, poursuit le chef de la diplomatie soviétique, - les Etats-Unis et l'OTAN doivent manifester leur volonté de revenir à la situation qui prévalait en Europe avant le déploiement des fusées américaines ».

 Aucune partie ne doit par sa politique et par ses actions détruire l'équilibre existant dans la sphère des armements nucléaires. Nous sommes prêts sur une telle base, je le répète sur une telle base, à régler aussi le problème des armements nucléaires en Europe », a précisé M. Gromyko. L'analyse soviétique est bien connue : l'installation des nouveaux missiles de l'OTAN a créé un « déséquilibre » ; il n'est pas question de négocier tant que les

Occidentaux ne sont pas disposés à y mettre fin.

La ligne de l'URSS quant à l'arrêt de la course aux armements nucléaires et à leur réduction reste immuable, mais, pour avancer dans cette voie, il importe que l'Occident ait la même aspiration. Pour le moment, nous ne constatons rien de semblable », a ajouté le ministre des affaires étrangères.

Aux chefs d'Etat et de gouverne ment étrangers qui l'ont rencontré à l'occasion des funérailles de M. Andropov, M. Tchernenko avait paru prêt à pratiquer une certaine « ou verture » à l'Ouest. M. Gromyko tient à faire savoir que celle-ci n'est possible que si les conditions qu'il expose inlassablement à ses interlocuteurs occidentaux depuis plusieurs mois sont respectées.

Il a également parlé à Minsk de la Chine et du Proche-Orient. « Ces derniers temps, on a constaté quelques progrès positifs dans les rapports sino-soviétiques. Nous sommes pour un assainissement ul-térieur des relations avec la République populaire de Chine. Les peu ples des deux pays ont à y gagner, et cela peut servir aussi à l'amélio-ration du climat politique dans le monde entier », a-t-il ajouté,

En ce qui concerne le Liban, le ministre soviétique des affaires étrangères s'est contenté de répéter les accusations habituellement portées contre les Etats-Unis et a précisé que l'URSS n'affaiblissait pas son attention quant à la situation - dans cette région.

DOMINIQUE DHOMBRES.

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU GOLFE

Washington se dit « sérieusement inquiet »

(Suite de la première page.)

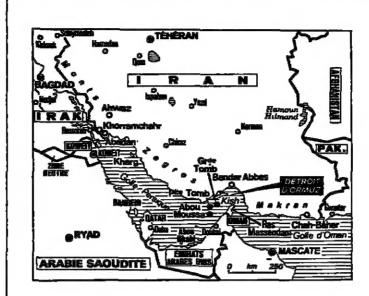
Bien que le lieu exact de ces incidents n'ait pas été révélé, on précise qu'ils seraient survenus dans le Golfe près du détroit d'Ormuz. Les autorités américaines ont indiqué dans le passé avoir intercepté des avions iraniens, mais c'est la pre-mière fois qu'un bâtiment américain ouvre le feu dans cette région. Ce qui paraît confirmer que le gouvernement américain prend au sérieux

Le Japon est, lui aussi, inquiet. Un porte-parole de l'Association des armateurs japonais a annoncé, ce mardi, que deux pétroliers nippons, qui devaient arriver à Kharg entre

le 7 et le 10 mars, avaient reçu pour consigne d'attendre devant l'île de Sirri, à l'embouchure méridionale du Golfe. On précise à Tokyo qu'au-cun petrolier appartenant aux Japonais, ou affrété par eux, ne se trouve actuellement à Kharg. Les dix membres de la Commu-

nauté économique européenne, réunis à Paris lundi, ont, pour leur part, rendu publique une déclaration dans laquelle ils demandent aux deux belligérants de renoncer à toute activité qui pourrait « mettre en danger la libre navigation dans le Golfe ..

Mettant l'accent sur l'intensification récente des combats, la déclara-



Le terminal pétrolier de l'île de Kharg

Téhéran (AFP). — Le terminal pétroller de File de Kharg dans le nord du goife, à 35 kilomètres de la côte frantense, voit transiter la quasi-totalité des ex-portations de brut de l'Iran.

Cette lle quesi désertique d'une superficie de 35 kilomètres carrés a été amé-nagée, à partir de 1960, en un gigantesque terminal pétrolier. Sur la côte est, à une centaine de mètres du rivage, une jetée pout accueillir simultanément dix pétroliers jangeant juoqu'à 250 006 tonnes. Sur la côte ouest, également à distance de la terre, une autre jetée a été construite en 1971 pour recevoir six pétroliers d'un port en leures de 506 600 tonnes.

Une série de pipe-lines sous-marins approvisionnent l'île depuis la côte ira-nieme, une autre depuis des forages en mer un nord-ouest de l'île. En son centre, sur une colline à 62 mètres du niveau de la mer, une cinquantaine de réservoirs d'une capacité de 14 millions de barils out été construits. Le ciargement des ne-vires s'effectue par gravité, grâce à un système de valves utiramoderne. Les sta-tions de pouspage des pipe-lines, très valuérables, ne sont pas sur l'île.

Ces installations tourness au raienti depuis les memaces irakiennes, mais le con menamentos unertient no rationu neguis les memores irakiemen, mais les livraltons n'out pratiquement jamais été interrompues. Pour diminimer les risques, seuls deux ou trois navires opèrent en même temps, et seuls les réservoirs nécessaires à leur chargement sont milisés. L'île est défendue par une forte DCA, des missiles sol-air Hawk de fabrication américaine, la marine iranienne et des F-14, les appareils les plus performants de l'aviation iranienne,basés à Chiraz.

Tension et incertitude sur les marchés pétroliers

Le marché à terme du gas-oil à New-York a immédiatement réagi lundi 27 février au soir à l'annonce par les Irakiens d'une attaque du terminal iranien de Kharg. Les cours du gas-oil pour les livraisons en mars oat augmenté de 8 dollars, passant de 250 dollars par tonne à 258 dollars par tonne. A Rotterdam, mardi matin, les cours du gas-oil ont également progressé, passant de 248 dollars à 252,50 dollars dès l'ouverture. A Londres, une certaine tension se manifestait également. Les milieux pétroliers restaient néanmoins extrêmement prudents en l'absence de confirmation officielle de l'attaque irakienne. En fin de matinée, la plupart des informa-tions disponibles tendaient à démentir le fait que le terminal de Kharg ait été effectivement touché, les compagnies assurant que les chargements se poursuivaient normalement et les assureurs maritimes ne faisant état d'aucun dégât matériel sur les pétroliers circulant dans la zone. Si ces nouvelles rassurantes se

confirmaient, la tension des cours pourrait retomber aussitôt. La situation du marché, jusqu'ici équilibrée, et l'existence de stocks importants, tant au niveau des compagnies privées one des États consommateurs (Etats-Unis et Japon) et de l'Arabie Saoudite (le Monde du 28 février), ne justifient pas a priori une hausse des prix du brut que seule pourrait expliquer une spéculation de la part des négociants actifs sur le marché libre. Génés par la baisse des prix du brut et des produits depuis un an, les négociants saisiront à l'évidence toute occasion de récupérer les moins-values réalisées si l'amorce d'une escalade se produisait. En revanche, les compagnies pétrolières semblent plutôt disposées à « calmer le jeu autant que possible afin d'éviter des évolutions erratiques des cours.

Sans doute l'hypothèse d'une aggravation du conflit entre l'Iran et

l'Irak ayant des répercussions sur l'approvisionnement pétrolier mondial ne peut être prise à la légère Bien que son poids ait beaucoup diminué depuis cinq ans, le Golfe fournit encore une part non négligeable du brut importé par les économies occidentales. Sur une production totale de 10,2 millions de barils/jour (1) en moyenne l'an passé, les pays bordant le Golfe, mis à part l'Irak qui exporte via la Tur-quie par la Méditerranée, ont exporté environ 7,5 à 8 millions de barils/iour. Sur ce total, 2.3 millions de barils/jour ont été destinés au Japon, soit 65,3 % des importations de brut nippones, 1,6 million de barils/jour ont été fournis à la Communauté européenne (soit 29,6 % des importations communautaires) et 0,4 million de barils/jour ont approvisionné le marché des Etats-Unis (soit 14 % des importations américaines). En France, le brut provenant du Golfe a représenté 34,9 % des importations, dont 22,5 % en provenance d'Arabie Saoudite, 8,3 % des Emirats arabes unis, 4,1 % de l'Iran.

Mais compte tenu des capacités de production inemployées dans les autres pays producteurs (estimées à 3 millions de barils/jour) et des stocks existant dans les pays consommateurs (90 jours de consommation en moyenne dans les pays de l'OCDE), auxquels il faut ajouter les stocks flottants (50 à 60 millions de barils) accumulés par l'Arabie Saoudite depuis deux mois, les risques de pénurie réelle, même momentanée, restent cependant quasiment nuls. . Pour les approvisionnements pétroliers, il n'y a pas le feu pour l'instant », a déclaré M. Jacques Delors, lundi 27 février.

(1) 1 million de barils/jour équivalent à 50 millions de tonnes/an.

tion de la présidence française de la CEE souligne que « cette situation risque de conduire à de nouvelles étapes dans l'escalade de la guerre et à une crise dangereuse dans la ré-

Les Dix demandent au secrétaire général de l'ONU, M. de Cuellar, - de reprendre sa mission pour trouver une solution pacifique juste et durable au conflit . La déclaration précise encore que les pays de la Communauté européenne - son! prêts à coopérer activement avec les moyens à leur disposition » en vue d'une telle solution.

La visite de deux jours qu'effectue à Paris, depuis lundi, le premier vice-président du conseil irakien, M. Taha Yassin Ramadan, prend, dans les circonstances actuelles, un relief particulier, bien que les pourparlers qu'il a engagés soient essentiellement consacrés aux questions économiques.

M. Ramadan a eu ce mardi matin un « petit déjeuner de travail » avec M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances. Il devait déjeuner avec M. Mauroy, avant de tenir, dans l'après-midi, une confé-rence de presse. Mercredi, le dirigeant irakien sera reçu successive-ment par MM. Fabius et Cheysson, respectivement ministres de l'industrie et des relations extérieures. Aucune rencontre n'est prévue avec le ministre de la désense, M. Charles

Les conversations porteront, outre les problèmes économiques, sur la situation dans le Golfe et, sans doute, sur le sort des trois Français détenus, depuis décembre dernier, par des maquisards du Parti démocratique kurde d'Irak.

L'Irak et la France devaient conclure un accord financier analogue à celui qui a été signé en 1983. Cet accord -prévoit un refinance-ment des échéances de la dette pour 1984, soit plus de 3 milliards de francs. Ce rééchelonnement porte sur trois ans, avec un an de délai de grâce, à un niveau supérieur de 1,65 point au taux interbancaire de Lon-dres.

EXPLOSION AU CENTRE **DE JÉRUSALEM**

Une vingtaine de blessés (De notre correspondant.)

Jérusalem. – Un colis piégé a explosé ce mardi 28 février en plein centre de Jérusalem faisant, selon un bilan provisoire, dix-huit blessés, deurs gravement atteints. Il était 9 h 30 (heure locale) lorsqu'une explosion a partiellement détruit un magasin de confection situé dans la rue de Jaffa, la principale artère commerçante de la ville, très fréquentée à cette heure de la

Juste après l'attentat, les occupants d'une voiture immatriculée à Bethléem (Cisjordanie) ont tenté de prendre la fuite, mais en ont été empechés par un conducteur d'autobus qui a mis son véhicule en travers de la chaussée pour leur barrer le passage. Les automobilistes out été arrêtés par la police, qui les considère comme suspects. Peu avant l'explosion, un jeune homme avait été aperçu en train de déposer un paquet dans le magasin. Il a pu s'enfuir et se perdre dans la foule du

Sans témoins

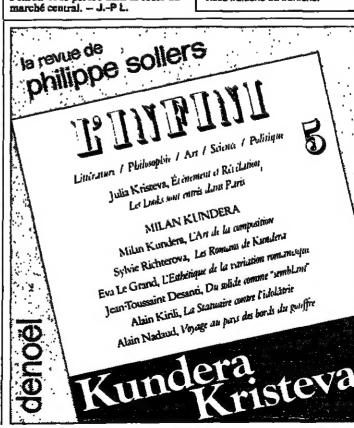
L'une des particularités de la guerre du Golfe qui se poursuit presque sans relăche depuis près de quatre ans, c'est qu'elle se déroule pratiquement en l'absence d'observateurs étrangers impartiaux. Téhéran et Bagdad, qui se livrent une lutte à mort et sont opposés sur la plupart des problèmes, ne sont d'accord que sur un seul point : interdire aux journalistes et cameramen étrangers l'accès des champs de bataille. Ces derniers, en fait, ne sont tolérés qu'occasionnellement et dans la mesure ou l'une ou l'autre des parties en présence estime ou elle vient de remporter sur le terrain une victoire éclatante sur l'ennemi. Même dans ce cas, le déplacemem des journalistes étrangers est séverement réglementé et contrôlé par les autorités militaires locales, qui invoquent pour cala des raisons de sécurité qui.

En réalité, les cameramen et journalistes étrangers ne sont autorisés à filmer et à voir que ce que l'on veut bien leur montrer, de préférence les nombreux cadavres ennemis qui jonchent les champs de bataille, les prisonniers qui sont ostensiblement exhibés et les porte-parole militaires qui expliquent comment la bataille s'est déroulée. Dans ces conditions, il est difficile de se feire une opinion indépendante du déroulement des combats.

d'ailleurs, ne sont pas toujours

l'ottensive iranienne, aucune des daux parties n'a jugé bon pour l'instant d'inviter les journalistes étrangers à se rendre à proximité des lieux des combats. On connaît les réticences et les réserves que nourrissent les autorités tranjennes à l'égard de la presse étrangère. En ce qui concerne les trakiens, ils ne semblent guère pressés d'accueillir sur piece des observateurs étrangers, alors que le sort de la bataille semble leur être défavorable. Dans un seul cas, des journalistes étrangers, pour la plupart arabes, accrédités en Irak, ont été emmenés sur les lieux : c'était pour constater que l'agglomération d'Al-Qoumah, dont la prise avait été annoncée par les franiens, se trouvait toujoure sous contrôle irakien.

En attendant que l'une des parties en présence estime avoir remporté une victoire incontestable, les lecteurs des journaux étrangers devront se contenter de synthèses faites à partir de dépêches d'agence essentiallement fondées sur les communiqués officiels ou d'analyses politiques et militaires faites par des spécialistes dans les diverses rédactions étrangères. Les téléspectateurs, pour leur part, devront se contenter des films de propagande produits par les services irakiens ou iraniens.



PROCHE-ORIENT

LE CONFLIT DU LIBAN

d'union avec les dirigeants des

être traditionnellement enclins au dialogue avec l'islam politique — à la soumission à son diktat »,

clament les chrétiens extrémistes, -

après une longue éclipse, ont com-mencé, dans la crise actuelle, à jouer

un rôle de catalyseur d'abord au sein du clergé chrétien, y compris le patriarche maronite, puis dans des discussions islamo-chrétiennes, au

niveau des instances religiouses,

dont les premières assises se sont tenues à l'archevêché grec-orthodoxe en plein Beyrouth-Est.

Le patriarche grec-orthodoxe, Ignace IV Hazim, dont le siège est à Damas et qui se trouve actuellement

à Beyrouth, a joué et joue un rôle

capital dans cette partie délicate. Les Arméniens, après s'être plutôt tenus à l'écart, adoptent une atti-tude similaire à celle des grecs-orthodoxes, bien que plus effacée.

Le rôle de M. Frangié

tienne purement politique. Sa figure de proue est aujourd'hui un homme

qui, en 1975-1976, avait été pour l'islam le symbole de l'« hégémo-nie », voire de l'« entétement » maro-

nite: M. Soleman Frangié, à l'épo-que président de la République, et, es qualité, chef de file de ce qui

devait devenir le Front libanais

(chrétien). Entré en conflit avec les

phalangistes, qui ont fini par assassi-ner son fils Tony en juin 1978,

M. Frangié a su maintenir deux

constantes politiques, qui, aujourd'hui, le mettent dans une situation privilégiée: des relations étroites avec la Syrie, en particulier avec son président, M. Assad, et un

refus intransigeant de toute relation

une position d'arbitre et d'interces-

seur auprès de Damas, et il est solli-

cité par les chrétiens des zones péri-

phériques sous le coatrôle syrien,

Zahlé. De plus, en 1983, il a montré à la conférence interlibanaise de

Genève, en imposant la primauté

d'un président de la République issu pourtant d'un parti devenu son ennemi juré, qu'il ne perdait jamais de vue sa condition de maronite.

M. Frangié exige l'abrogation inconditionnelle de l'accord libano-

israélien et se ferait fort, sur cette

base, de parvenir à un arrangement avec son ami, le président Assad. Il est peut-être le maronite qui sauvera la mise de sa communauté. Cello-ci

a toujours engendré une personnalité qui a assuré cette mission dans les

tenir le dialogue avec l'adversaire. Avant M. Frangié, M. Raymond Eddé a joué ce rôle à l'égard des

Palestiniens en 1975-1976, et déjà, en 1958, le patriarche maronite lui-

même, Mgr Méouchy, avait main-

tenn le contact avec le président

tholique après des incidents sur-venus le 26 février à la cathédrale

de Punta Arenas, à l'extrême sud

du Chili, lors d'une prise d'armes présidée par le général Pinochet. Plusieurs centaines de manifes-

tants avaient conspué le chef de l'Etat chilien, puis s'étaient réfu-giés dans la cathédrale, L'édifice

avait été encerclé pendant cinq

heures par les forces de l'ordre.

La police avait arrêté seize per

sonnes, dont le chef local du Parti

démocrate chrétien et un diri-

geant syndical. Le lundi 27, le se-

crétaire général du gouvernement

a assuré que plusieurs prêtres s'étaient joints aux manifestants.

Les autorités religieuses de Punta

Arenas déclarent, au contraire,

que des ecclésiastiques sont

verms - afin de calmer les es-

prits » et que ce sont des parti-

en jetant des pierres contre l'édi-fice. ~ (AFP, Reuter.)

Guatemala

LUCIEN GEORGE.

ides crises et a permis de main-

Les événements l'out placé dans

avec Israči.

Reste enfin l'opposition chré-

Les chrétiens orthodoxes réputés

autres communantés.

PARTAGÉE ENTRE L'INTRANSIGEANCE ET LE COMPROMIS

La communauté chrétienne est loin de suggérer une solution unique aux problèmes qui l'assaillent

Beyrouth. - C'est avec les siens. les chrétiens, que le président Amine Gemayel risque désormais d'avoir le plus de problèmes après s'être apparemment résigné à l'abrogation de l'accord libano-israélien du 17 mai 1983.

Sa décision est « prise », assure-t-on dans le dernier carré de ses conseillers. Mais, outre un minimum de déclarations d'intention ou de bonne volonté - improprement qualifiées de « garanties » — qu'il lui faut obtenir de la Syrie, le chef de l'Etat tente de désamorcer, avant de passer à l'acte, un consiit avec son propre parti, les Phalanges, et plus généralement les chrétiens de tous bords. Leur camp est loin d'être monolithique, même à l'intérieur du « réduit » chrétien, en dépit du ré flexe de solidarité qui s'y manifeste actuellement face à la menace de débordement islamique », que celle-ci soit réelle ou fictive.

Le président Gemayel vient, en principe, d'obtenir le soutien de son parti · dans tout choix ou orientation, pour qu'il soit en mesure d'assumer ses responsabilités dans les circonstances historiques que traverse le Liban (...), le chef de l'État étant plus à même que qui-conque de choisir parce qu'il dispose plus que tout autre de l'ensemble des données du problème.

Cette résolution adoptée par le bureau politique des Phalanges, dimanche 26 février, et entérinée le leademain par leur conseil central, cache mai, cependant, de profondes réticences à l'égard de l'abrogation de l'accord avec Israël. elle a été imposée par M. Pierre Gemayel, père du chef de l'Etat. Ces réticences proviennent de la base, fort inquiète du retour à un tête-à-tête avec la Syrie qui s'était déjà mai terminé en 1978, alors qu'il procédait d'une alliance et non, comme à présent, d'une défaite.

L'opposition voit dans le feu vert phalangiste une manœuvre consis-tant à rejeter a priori la responsabi-lité de la décision finale sur la seule personne du président de la République, en vue de s'en démarquer le cas

L'opposition des Forces libanaises

Quoi qu'il en soit, si les instances politiques du parti se sont laissées, pour le moment, forcer la main, sa milice, les Forces libenaises, est carrément opposée à l'abrogation de l'accord avec Israël. Son comman-dant, M. Fady Frem, l'a dit publiquement, et ses dirigeants ne achent pas leur intention de récupérer le peu de pouvoir rétrocédé à Etat en zone chrétienne dès que le président Gemayel procéderait à une telle démarche.

Théoriquement, les Forces libanaises ne sont pas la milice du Parti phalangiste et elles en étaient effec-Bechir Gemayel, qui avait eu l'habileté, tout en y incluant les miliciens du parti, d'en faire l'instrument de son pouvoir. Privées de leur chef, assassiné le 14 septembre 1982, les Forces libenaises sont plus ou moins revenues dans le giron du parti par le biais d'une sorte d'autorité morale qu'exerçait sur elles M. Pierre

De notre correspondant Gemayel. La crise actuelle les a amenées à reprendre leurs distances, avec peut-être d'ailleurs l'accord

tacite de ce dermer. Tonjours est-il que les Forces libe-naises — auxquelles adhèrent deux autres milices chrétiennes, les Gar-diens du Cèdre et le Tanzim (« organisation ») — qui semblent jouir de nouveau d'un appui moins tiède d'Israël, après s'être considé-rées comme - poignardes dans le dos - par ce - grand frère - à l'occa-sion de la bataille de la montagne, et de leur défaite en septembre, non seulement refusent l'abrogation de l'accord, mais en exigent la ratification par le Parlement. Cela étant, chacun sait que même l'abrogation d'un accord ratifié n'entrainerait plus aujourd'hui une intervention militaire israélienne massive, seule propre à balayer l'armée syrienne du

Vieux routier de la politique, l'ancien président Camille Chamoun adopte une attitude au moins aussi radicale. Après avoir spectaculaire-ment dépèché son fils cadet, M. Dany Chamoun, à Jérusalem, il répète sans trève que l'abrogation de l'accord avec Israél ne doit intervenir que si le Liban obtient en contrepartie le retrait total de l'armée syrienne du Liban. Or Damas refuse même d'en discuter avant l'évacuation israélienne. M. Dany Chamoun a parié de « trahison » si le président Gemayel procédait à une abrogation pure et simple de l'accord du

MM. Chamoun père et fils ont trois bonnes raisons d'agir de la sorte : ils reflètent le sentiment d'une large partie des chrétiens du réduit »; ils règlent un vieux compte avec les phalangistes et la famille Gemayel, qui leur ont arra-ché la direction du secteur chrétien; enfin ils peuvent espérer prendre la tête d'une contestation politique dont les Forces libanaises seraient le vrais maîtres du jeu dans le camp chrétien.

D'aucuns prétendent même que M. Chamoun pourrait, à terme, monnayer un changement de cap, si la succession du président Gemayel était ouverte, pour placer son fils ou, si la «cantonisation» venait à être consommée, qu'il serait en mesure de prendre la tête d'un canton chrétien. Il est vrai qu'on prête toujours, à Beyrouth, beaucoup d'intentions machiavéliques à M. Camille Cha-

Le camp chrétien comprend, en dehors des opposants, deux autres tendances importantes, distinctes des forces précitées qui restent les principales. Ce sont le Rassemblement des maronites indépendants, d'une part, et, de l'autre, de façon générale, le clergé (à l'exclusion des moines maronites) et en particulier celui de la communauté grecque-orthodoxe. Constitué de six députés modérés et représentant grosso modo l'opinion des notables maro-nites traditionnels, le groupe parlementaire des « maronites indépendants » se pose en partisan de la coexistence islamo-chrétienne dans le cadre d'un Etat unifié, et joue, quand il le peut, le rôle de trait

Le gouvernement américain reconnaît qu'il est réduit à un rôle de spectateur

Au lendemain du départ des marines » de Beyrouth, le gouver-nement américain a reconnu, lundi 27 février, qu'il était réduit actuelle-ment à un rôle de spectateur au Li-ban dans l'attente du résultat des né-gociations en cours dans ce pays et à Damas.

dans.

"Le Liban, pour le moment, est dans les mains de tierces parties, a déciaré le porto-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, tout en indiquant que la diplomatie américaine allait désormais concentrer des accesses alles des accesses accesses alles des accesses accesses alles des accesses alles des accesses accesses accesses alles des accesses accesses alles des accesses acce ses efforts sur des aspects « plus globaux » de la situation au Proche-

« Nous attendons de voir ce qui va sortir des discussions entre Ge-mayel, les factions et d'autres par-tles », a reconnu, pour sa part, un haut fonctionnaire de la Maison Blanche ayant requis l'anonymat.

M. Speakes a réaffirmé que les Etats-Unis demenraient « fidèles à leurs objectifs : un Liban stable, le retrait de toutes les troupes étrangères et des accords de sécurité pour le nord d'Israël ».

Il a, en outre, indiqué que les vols de reconnaissance américains au Li-ban allaient se poursuivre : « Parce

que nous avons là-bas une présence diplomatique et militaire et que nous voulons pouvoir y défendre nos

On apprend, d'autre part, officiel-lement à Washington, que M. Do-nald Rumsfeld, émissaire du prési-dent Reagan, n'interviendra plus dans la recherche d'une solution nédans la recherche d'une soustion ne-gociée du conflit libenais et consa-crera, désormais, ses efforts à un rè-glement global au Proche-Orient. M. Rumsfeld, reatré récemment à Washington pour des consultations avec le président Reagan, retour-nera ultérienrement au Prochs-Orient, mais aucune visite su Liban

A New-York, de sériouses diver-gences sur l'envoi d'une force des Nations unies à Beyrouth continuent à opposer les États-Unis et l'URSS au Conseil de sécurité de l'ONU, qui a poursuivi ses travaux lundi après-midi sans prendre de décision.

Le Conseil devait continuer ses consultations mardi. Les non-alignés, les Etats-Unis et l'URSS ont, an cours de débats menés à luis clos lundi, avancé un certain nombre

vendredi soir. La France va ma nant tenter d'en tenir compte dans l'espoir de parvenir à un compromis acceptable par tous. Le principale exigence soviétique porte sur le désengagement définitif des Occidentaux du Liban et sur le retrait de tous leurs avantes des côses libe. tous leurs navires des côtes libanaises et pas seulement de ceux ser-vant de soutien logistique à la force mulcinationale.

En ce qui concerne le déploie-ment des « casques bleus », l'URSS a estimé que la formule contenne :-dans le projet français -- Paggiomération de Beyrouth -- est trop vagneration de Beyrouth — est trop vagneet qu'elle risque d'être sujette à interprétations. Elle a proposé que cedéploiement soit limité à la seule capitale libanaise. Elle a demanifé également que le nombre des « casqueableus » soit limité à mille et que leur
mandat n'excède pas trois mois.

Quant au financement de la force de l'ONU, il devrait être assuré par des contributions volontaires. Elle est bostile, enfin, à une mise sur un pied d'égalité d'Israel et de la Syrie quant au retrait de leurs forces du Liban.

La démarche française en faveur de l'envoi de « casques bleus » à Beyrouth est appuyée par les autres membres de la Communauté européenne

étrangères des pays membres de la CEE se sont réusis lendi 27 février, à Paris, pour y tenir la première séance de concertata preguere seance de concerta-tion politique depuis que la France à pris, le 1" janvier der-nier, la présidence tournante du conseil européen. Leurs travaux out été principalement consa-crés à la situation au Proche et Moyen Orient, à l'Afrique aus-trale et à l'état actuel des relations Est-Ouest.

Les Dix souffraient, depuis le sommet d'Athènes en décembre dernier, d'une sorte de « coopération politique rentrée ». L'échec des questions économiques essentielles, leur avait en effet interdit de pous-ser très avant, dans la capitale grooque, cette forme de concertation à laquelle plusieurs d'entre eux, dont la France, sont pourtant fort atta-chés. Une déclaration politique avquit même été mise en circulation dans les couloirs de la réunion, assez imprudemment, par la présidence d'alors, puis retirée.

Mais Paris tensit aussi à la réu-nion du 27 février pour une raison ent pius circonstantielle. Il s'agissait de montrer que, même si le retrait successif des contingents britannique, italien et américain de la force multinationale a abouti à laisser seuls sur le terrain à Bevrouth les soldats français, la position diploma-tique de la France sur le conflit du liban n'est cependant pas isolée. Et queses démarches en direction des Nations unies, en particulier, pour obtenir que ses troupes scient relayées par des « casques biens », ont

Les ministres des affaires la Communanté.

Le voen de M. Cheysson a été exaucé. La déclaration adoptée lundi par les Dix contient, ourre la traditionnelle mention de leur inquiétude devant les événements du Liban, et l'appel - à toutes les parties conservées nous cu'elles parties concernées pour qu'elles par-viennent à un accord durable et efviennent à un accord durable et ef-fectif de cessez-le-feu », une demande explicite: la « mise en place, dans l'agglomération de Bey-routh, d'une force des Nations unien qui prendrait position dès le départ de la force multinationale, sur la base du mandat qui lui serait confié par le Conseil de sécurité. » Dans leur déclaration, les Dix précisent outre qu'à leurs yeux; « le rétabilsoutre qu'à leurs yeux, . le rétablisa de l'intégrité et de la souve raineté de l'Etat tibanats exige une réconciliation préalable » et sersit favorisé par la reprise de la conférence de Genève, ainsi que par le re-trait de toutes les forces étrangères dont la présence n'aurait pas l'agrément des autorités légales du Liban, position qui correspond assez exac-tement à celle de Paris.

Renouer le dialogue avec Moscou

Les ministres des affaires étran-gères de la CEE ont par ailleurs de-mandé à Bagdad et à Téhéran d'assurer la liberté de navigation dans le Golfe (l'approvisionnement de la Communanté en pétrole se trouvaint menacé par les derniers bombarde-ments), et à M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, de rechercher à nouveau « une solution pacifique, juste et durable » à la guerre Isan-Isak.

S'agissant de l'Afrique, ils ont enregistré « avec satisfaction » in dé-tente qui se manifeste cos dernières semaines dans les relations de l'Afrique du Sud avec l'Angola et la Mozambique. M. Cheysson a, par ailleurs, fait une communication à ses collègues sur la situation au Tehad. Mais il semble qu'il s'agisse là d'un donaine où la solidarité ini soit moire apparaisment accordés qu'à moins spontanément accordée qu'à propos du Libau.

Quant aux relations Est-Onest, les Dix n'ont pu que s'interroger sur l'après-Andropov et sur les chances de renouer avec le Kremlin un dialogue qu'ils estiment plus nécessaire que jamais. Le sentiment dominant lors de la réunion de Paris a été qu'il fallait devantage s'attendre, de la part de Moscou, à la commune qu'à COUVERDING.

Le sommet de Bruxelles, les 19 et 20 mars, devrait donner lien à une déclaration politique assez com-plète, qu'il ait permis, ou non, de surmonter les difficultés commu-nantaires (dons le chancelier Kohl parle à nouveau ce mardi avec M= Thatcher à Londres, avant M. Mitterrand qui rencontrera lundi 5 mars le premier ministre britami-que). Cette déclaration permetus aux Dix de procéder à un « be-layage» très large de l'actualité internationale, paisqu'elle devrait no-tamment aborder, outre le Proche-Orient et le Moyen-Orient et les relations Est-Ouest, la question de Chypre, l'Amérique latine et l'Afghanistan. Une occasion, pour As granuscat. One occasion, pour les pays membres de la Communauté, de rappeler que la dimension politique de celle-ci ne pâtit pas trop de ses alées budgétaires.

BERNARD BRIGOULEDL

Chili INCIDENTS ENTRE L'ÉGLISE ET LE GOUVER-ENTRE Où le soleil est-il si bien. NEMENT. - Le gouvernement ilien a mis en cause l'Eglise ca-

En Finlande, naturellement!

qu'il en oublie de se coucher?

Partez en voiture!

Adresse:

La Finlande, pays des lacs et des îlots vous offre tous les plaisirs d'une nature authentique : chalet et barque au bord de l'eau, pêche, randonnées, voile, camping... Et pour les amateurs de terres vierges, d'horizons lointains :

la Labonie, avec tout l'exotisme du Grand Nord. En voiture, vous atteindrez la Finlande, en vous embarquant soit à Travemunde*, près de Hambourg, soit à Stockholm**, à bord de luxueux paquebots-ferries qui vous feront goûter aux plaisirs d'une mini-croisière - aux prix profondément doux! Un conseil pour les amateurs de Laponie : les trains autosconchettes finlandais mettent Le Cercle Polaire à une muit de sommeil d'Helsinki.

FINNJET LINE. Travenainda-Helsinki, 3 fois par semaine.
 SILJA LINE ET VIKING LINE, Sandholm-Turka ou Helsiski, qualidiconsmund.

Pour recevoir une documentation complète, retournez le coupon-réponse à : Office National

du Tourisme de Finlande 13, rue Auber-75009 PARIS Nom:

naturellement vôtre

sans du gouvernement qui ont semé le trouble en tentant de forcer les grilles de la cathédrale et

 NOUVEAUX ENLÊVE-MENTS. - Un comité guatemaltèque de parents de disparus a dénoncé, le lundi 27 février, à Mexico, l'enlèvement survenu le 22 février de M. Victor Quintanilla, avocat et universitaire, et de son épouse, M= Alma Samayon, étudiante en chirurgie dentaire. Un ingénieur, M. Ser-gio Linares, a également été enlevé le 23 février et son domicile perquisitionné par les forces de sécurité. Selon le comité, quinze membres de l'université guatémaltèque de San-Carlos out été enlevés ou tués au cours des der-niers mois. - (AFP.)

TRAVERS LE MONDE

Haute-Volta

DES MAGISTRATS DÉNON-CENT L'ACTION DES COMITÉS DE DÉFENSE DE LA RÉVOLUTION. - Le Syndicat autonome des magistrats de Haute-Volta (SAMAY) a demandé, hindi 27 février, aux autorités de mettre fin aux · immixtions » des comités de défense de la révolution (CDR) dans l'action de la justice. Au terme de son premier congrès national, les samedi 25 et dimanche 26 février, à Ouagadougou, le SAMAV a reproché aux CDR de s'ériger en juges, de demander aux magistrats de prendre telle ou telle décision, d'obliger les gendarmes à arrêter telle ou telle personne suns raison valable = - (AFP.)

Inde

• PROCHAINE VISITE DU MARÉCHAL OUSTINOV. -Le maréchal Oustinov, ministre soviétique de la défense, qui avait reporté une visite en Inde peu avant le décès du président Andropov, effectuera se voyage à partir du 5 mers prochain.

Mozambique

APPROBATION DES NÉGO-CIATIONS AVEC PRETO-RIA. – Les plus hautes instances dirigeantes du pays (conseil des ministres, commission permanente de l'Assemblée populaire, bureau politique et secrétariat du FRELIMO (parti unique), ont approuvé landi 27 février. « à l'unanimité », le projet de pacte de non-agression avec l'Afrique du Sud. – (Reuter.)

Philippines

 COMBATS ENTRE ARMÉE ET MAQUISARDS MUSUL-MANS. – Quatorze soldats gouvernementaux et dix maquisards musulmans out été tués au cours de combats dimanche 26 février dans l'ile de Basilan (extrême sud des Philippines), a-t-on ap-pris lundi de source militaire. Cinq soldats ont également été blesses dans ces affrontements qui se sont produits entre une sec-tion d'infanterie de l'armée régnlière et des maquisards du Front national de libération Moro (MNLF), mouvement d'inspiration musulmane et sécessionniste. - [APP.]

Tchad

. M. GATEL A N'DIAMENA. M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat. à la défense, est arrivé, lundi 27 février en fin d'après midi, à N'Djamena pour une visite de trois jours su Tchad, an cours de laquelle il sera rocu par le prési-dent Hissène Habré.



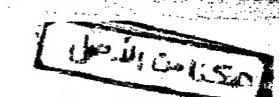
PAYEZ-VOUS DEUX **PROFESSEURS** D'ANGLAIS **POUR LE PRIX** D'UN AU 807.07.05.

L'un est Peter W. WRIGHT. diplôme de l'université de Landres L'autre est le Testron

un mini ordinateur programme pour vous aider à corriger les fautes les plus fréquentes en Anglais

Et le stage intensif - du 5 au 10 mars . ne coûte que 450 F. tout comoris.

Wall Street Institute 18, rue du Faubourg du → 750EParis Tel 807.07.05 ★



Jou

ر براد المراجعة المراجعة المراجعة المراجعة المراجعة

10047 64 1 74

September 1. Links

Land to the Re

Samuel Company

Section 1. The real Parties of the P

Aug. 20 1 4/48

Telegraph Alexander

green and a constitution

Alex state or like the

28 275 11878

and the second

· (2012年) 1.14年(201

The same of the same

22.11

立にない オードを乗り

Buchter in fere.

The second second

DE COLUMN TO STREET

April 1. Carry age.

200 To 11 to 12 Walls

ADDE C. 大廳

The same of the

Francisco de de

智力學 化氯化 通

The second of the second

427.172

VOU CHIES VO

> 12, r 23, ru 95, ru

93. m Centre

méricain reconnain

AND THE STATE OF THE STATE OF Barren - All man 7 100 diam's 2 416 SOUTH OF THE REAL the Military of the con-THE STREET

The state of the s

Here were at

E Company of State of Age States to ---The same of the sa The second secon · 大学的一个

Service and service apply the state of the same The spirit water Same We see the contract of Stand and the water of the second The second second second The same of the same of the same of THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER. with the market my 30 mg Francisco & A COLUMN TO SERVICE STATES

placed to the same · 李明·明·安全。 parties this historian THE PERSON NAMED IN -

rôle de spectateur

Nous avons reçu de l'ambassa-deur du Liban en France, M. Farouk Abillama, une lettre dont nous extrayons les passages suivants : L'article consacré aux chiites, paru dans le Monde daté 12-13 février, est rempli de contre-vérités, dont la moindre n'est certainement pas la répartition démographique au Liban. Ainsi, on y lit que les musulmans constitueraient 70 % de la population, tandis que les chrétiens ne seraient que 30 %. Pour étayer ces chiffres, l'anteur cite le seni Wall

The same of tell the franchis Marie Communication of the Com THE REAL PROPERTY. The state of the same

B. C. Waller and Co. Butter of the same of المدارية وجهمه والأراق والم Marie A Committee of the Comm

A Committee of the same

The French Street,

Section 15

4¹

- Enfin, il ressort de l'ouvrage de Luc-Henri de Bar, les Comme-nautés confessionnelles du Liban (Paris, 1983) que les populations maronite et chitte sont à peu près égales, avec une légère supériorité La partie historique du même article laisse entendre au lecteur que

un sujet aussi controversé que celuici, et en l'absence de toute donnée

dispose. Je vous en citerai quelques-

La World Christian Encyclo-pedia (1982) fait état d'une popula-tion chrétienne équivalent à 59,7 %.

- Le Minorities Rights Group de

Londres vient de publier les résul-tats de recherches dues au spécia-

liste David McDowall, donnant près

- M. Bassem El Jisr, un intellec-tuel et journaliste libanais sunnite.

aux termes d'une étude sérieuse et

après avoir comparé tous les travaux

effectués en ce domaine (améri-

cains, libanais chiites et chrétiens),

parvient à la conclusion d'une répar-

tition à peu près équivalente avec, peut-être, un léger avantage aux mn-sulmans (voir « Les conflits libanais

et l'entente », Dar an-Nahar, Bey-

Le Conseil supérieur chitte lui-même (la plus haute instance reli-gieuse de cette communauté) ne re-vendique, pour l'ensemble des

communantés musulmanes, druzes

compris, que le chiffre de 60 %, soit

un chiffre inférieur à celui fourni

dans l'article de votre journal.

de 45 % de chrétiens.

routh, 1981).

les chittes se trouvaient dans la mon-tagne libanaise avant les chrétiens. On y lit en effet : « Ils s'enracinent au cœur du most Liban qui devait, plusieurs siècles plus tard, devenir un fief de la chrétienté. Ils avaient, en effet, devancé les maronites (...)

Point n'est besoin, je n'en doute pas, de vons rappeler que la chré-tienté s'est installée au Liban dès ses

Une lettre de l'ambassadeur du Liban

PROCHE-ORIENT

origines. Avant que les maronites ne s'y réfugient au V° siècle, la monta-gne n'était pas vide, d'autres chré-tiens vivaient là. Quant à prétendre que les chittes se trouvaient là ayant les maronites, c'est oublier que l'is-lam n'a vu le jour qu'au VIIª siècle et qu'il ne s'est répandu au Proche-Orient qu'après la mort du Prophète (632).

Enfin, permettez-moi d'être choqué par le titre de cet article. « Les chittes veulent devenir des citoyens à part entière » insinue qu'ils ne se-raient que des demi-citoyens. Or le système politique libanais est ainsi fait qu'il permet à toutes les commu-nautés, sans exception, de participer au pouvoir et que l'hégémonie d'une Street Journal, référence pour le moins contestable. Je crois que pour communanté sur les autres est imofficielle, il convient pour être juste

- sanf à faire preuve de partialité d'exposer toutes les thèses dont on

Contrairement à une réalité géné-ralement admise par l'ensemble de la presse française, on pouvait lire dans le Monde du 8 février (pages 4 et 5) que M. Amine Gemayel « a fait prendre d'assaut la bantieue sud peuplée de chittes . Or - et M. Nabih Berri lui-même dément cette version dans l'entretien qu'il a accordé à vos envoyés spéciaux le 16 février – jamais l'armée liba-naise n'a reçu l'ordre de lancer une offensive contre la banlieue sud, où, soit dit en passant, habitent non seu-lement des chiites mais aussi des chrétiens et des sunnites. Et je puis vous assurer que l'armée, harcelée depuis des semaines par les miliciens d'Amal appuyés par des élé-ments étrangers, n'a fait que ripos-ter au moment où elle venait de perdre deux de ses positions les plus importantes, Mar Mikhaëi et Sfeir, prises par les miliciens chiites.

Dans le même article (page 4), il était écrit que « le bombardement des quartiers à prédominance sunnite achève de convaincre les dirigeants modérés de cette communauté charmère de rompre avec le régime et de se précipiter à Damas ». Je voudrais d'abord préciser que le bombardement de Beyrouth-Onest ne doit pas être im-puté à l'armée libanaise, mais aux miliciens qui s'emparaient de cette partie de la capitale. Il n'y a pas non plus de cause à effet entre ces bom-bardements et le voyage à Damas de cinq personnalités sunnites. Ce déplacement, qui répondait à une invi-tation des dirigeants syriens, était prévu – et annoncé dans la presse libanzise – depuis une quinzaine de

Enfin, toujours dans cet article, on pouvait lire que les cadres de l'ar-mée sont « à la dévotion du parti (phalangiste) - et que les principaux rouages de l'Etat sont entre les mains du « parti phalangiste ». Ces affirmations sont inexactes et non fondées. D'une part, l'équilibre com-

l'intérieur de l'armée. D'autre part, les nominations aux postes de l'administration out scrupuleusement respecté la répartition confessionnelle prévue par le pacte de 1943. Ainsi, aucun phalangiste n'a été nommé à ces postes, attribués par le président Gemayel à des hauts fonc-tionnaires de confession chrétienne ou musulmane. En revanche, vous y trouvez plusieurs personnes qui n'ont jamais affiché une quelconque sympathie pour le Parti Kataëb et d'autres qui lui ont été parfois hossille.

 Aucun recensement de la population libenaise n'ayant été effectué depuis 1932, les chiffres avancés depuis lors ne sont que des estimarents. Certains, par exemple, tiennent compte de tous les expa-triés maronites, même de nationalité non libanaisa. D'autres comptabilisent les expatriés de toutes confessions; d'autres, encore, se limitent du Liban. Nous nous sommes référés à l'étude citée par le Wall Street Journal parce qu'elle est la plus récente disponible. La controverse sera conclue le jour où les Libanais se mettront d'accord pour effectuer, en-

fin. un recensement officiel.

· Les meronites, les chiltes et le Kesrouan. - Les maronites sont bien arrivés les premiers au Liban (au sixième et non au cinquième siècle. comme l'écrit notre correspondant), mais ils se sont installés dans le Nord, notamment dans la région de Zghorta, et non dans le Kesrouan. Les chittes, qui ont peuplé ce massif dès la moitié du septième siècle, y étaient très largement majoritaires jusqu'au début du quatorzième siècle. Et ce n'est qu'au dixième siècle (en 939) que les maronites établirent leur siège patriercal au mont Liban (cf. les communautés confessionnelles du Liban, Luc-Henri de Bar; l'Histoire du Liban moderne, de Kamai El Salibi).

 L'assaut contre la baniieue aud de Beyrouth. - Durant les deux semaines qui ont précédé l'assaut, la presse libanaise faisait état des préparatifs intensifs de l'armée, tandis que M. Pierre Gemeyel, le chef phalangiste et père du président de la République, prônait publiquement le recours à la force. Il est pour le moins curieux que l'ambassadeur du Liban se réfère à deux incidents entre l'armée et la milice Amai pour justifier le bombardement, dix-huit heures durant, à l'aide de solxante chars et des pièces d'artillerie, d'un quartier peuplé de sept cent mille de ses compatriotes, dont cent soixante-dix mille ont dû fuir leurs foyers.

 Les quartiers à prédominance sunnite bombardés par les chiites ?, comme l'affirme votre correspondans. - Aucun dirigeant sunnite n'a accusé Amai d'un tel forfait. En recommunauté sunnite, réunis à Beyrouth le 23 février, ont condamné uniquement le bomberdement de la banlieue sud châte et ont demandé que « tous les responsables civils et duits en justice.

■ La « phalangisation » de l'Etat libanais n'est contestée que par les phalangistes, leurs alliés et leurs partisans. Si la thèse de notre correspondent devait être prise au sérieux, on devrait se poser la question de savoir pourquoi toutes les communautés musulmanes, et une partie non négligeable de la communauté maronite elle-même, contestent le pouvoir de M. Amine Gemayel. Pourquoi les responsables du messacre de Sabra et de Chatita, pourtant bien connus, n'ont pas été inculpés ou même inquiétés et continuent à occuper des postes de commande-ment ? Pourquoi aucune mesure n'at-elle été prise pour restituer à leurs ou Palestiniens, dont la Fédération internationale des droits de l'homme détient les noms, qui ont été enlevés per la milice phalangiste ?

Des vitres blindées et des calories économisées

Publicité .

Le fameux film anti-effraction Secury-film, appliqué sur vos vitrages, leur confère une résis-tance de 2,6 tonnes au centi-mètre carré. Il est invisible et peu coûteux. Et pour lutter très effica-cement contre le froid et le bruit, posez vous-même ou faites poser survitrage DUO-FENÊTRE, très esthétique et l'un des moins onéreux du marché. PRIVAD, 5, rue Charlot, 93320 Pavillons-sous-Bois. Tél.: (1) 848.85.37. Pose uniquement à Paris et 100 km alentour.



Jouez et gagnez vos vacances à vie

jours.



en déposant votre liste de mariage dans votre Pavillon Christofle

> Pavillon Christofle

12, rue Royale • Paris 8° 24, rue de la Paix • Paris 2º 95, rue de Passy • Paris 16e 93, rue de Seine • Paris 6e Centre Commercial Parly II

184 ORDINATEURS LORDINATEUR

Printemps 84

INDIVIDUEL nº 57 - 22 F chez votre marchand de journaux.

Chine

Les projets de réforme dans l'industrie se heurtent à des résistances obstinées

Pékin. - Le débat qui divise, de puis cinq ans, partisans et adver-saires de réformes paraît traverser actuellement une phase plus aigue. C'est ce que suggèrent plusieurs éditoriaux récents de la presse centrale appelant à « unifier la pensée » et briser les vieilles routines ».

AMÉRIQUES

Washington. - Après deux se-

maines de dénégations peu pro-

bantes, M. Jesse Jackson a choisi,

dimanche 26 février, de reconnaître

publiquement ses torts. Le candidat

noir à l'investiture démocrate avait

bel et bien employé, le 25 janvier,

dans une conversation avec un jour-

naliste du Washington Post, les mois hymies et hymietown pour dé-

Diminutif d'un prénom juif, hy-

mies n'a vraiment pas d'équivalent en français, mais pourrait se rendre

par les Moshe, et hymietown par

mosheville. Ce n'est pas - youpins -,

mais ce n'est pas non plus le langage

que l'on pouvait attendre d'un mili-

L'affaire faisait scandale depuis

que le grand quotidien libéral avait

rapporté ces propos le 13 février, au

détour d'un long article consacré

aux relations entre la communauté

juive et M. Jackson, somme quel-

ques jours plus tard dans un sec édi-

torial de « s'expliquer » ou de « s'ex-

Le candidat démocrate affirmant

ne pas se souvenir - d'avoir utilisé

ce vocabulaire - incompatible avec

[son] engagement de longue date en

faveur des droits de l'homme -

n'avait fait ni l'un ni l'autre. Harcelé

de questions par les journalistes et les électeurs, il se contentait de ré-

pondre : . Je suis un pasteur chré-

tien, Jêsus était juif. Je ne suis pas

antisémite. . C'était éviderament in-

suffisant. Jour après jour, sa position s'était affaiblie dans le New-

avaient laissé espérer une très bonne

place - la seconde peut-être - à l'élection primaire de ce mardi.

Il fallait faire vite, et M. Jackson,

chamboulant soudainement son em-

ploi du temps, a saisi la meilleure oc-casion possible de trancher dans le

vif. L'une des dernières réunions

électorales de l'État se tenait diman-

che soir dans une synagogue. Il s'y

est présenté pour dire : . Ce vocabu-

laire était malheureux (...) bien

qu'innocent » et « j'ai eu tort de l'employer ».

signer les juifs de New-York.

tant antiraciste.

Les oppositions se cristallisent, selon toute apparence, sur les moyens d'adapter l'appareil industriel aux nécessités d'une plus grande effica-cité économique. Ce n'est pas un hasard, en effet, si le thème des réformes est réapparu dans les éditoriaux au moment où se tenait, à Pékin, une conférence nationale sur l'économie, où cette question a été abordée. La conférence s'est conclue en assimant que . la résorme est inévitable ., mais aucune mesure concrète illustrant ce postulat n'a èté annoncée. Les entreprises déficitaires ont été exbortées à éliminer leura pertes d'ici à la fin de l'année sous la menace de sanctions contre les responsables et d'un renforcement de la discipline et du contrôle financier, mais sans que leur soient conseillées pour autant de nouvelles

méthodes pour atteindre cet objec-

Incapables de freiner la transformation des structures agricoles (individualisation et spécialisation des exploitations paysannes, disparition des communes populaires) ou l'émergence d'un secteur marchand moins soumis à la tutelle étatique, les adversaires des réformes paraissent vouloir faire de l'industrie un bastion d'où il est, à l'évidence, difficile de les déloger. Il existe toujours, notait le Quotidien du peuple la semaine dernière, « un certain nombre de camarades qui ne travaillent pas selon le critère de l'efficience économique - et qui même « perturbent » cette tâche. Evoquant certaines récriminations, le journal rapportait cette phrase entendue chez des responsables : - Demander à améliorer encore l'efficience économique, c'est demander à un cheval de ne pas manger et de travailler davantage. »

La ligne de partage dans ce débat ne paraît pas tant passer entre gau-chistes et non-gauchistes - il est re-

Etats-Unis

ACCUSÉ D'ANTISÉMITISME

M. Jesse Jackson fait des excuses à la communauté juive

De notre correspondant

vorablement accueilli les regrets du

pasteur Jackson, l'applaudissant

même lorsqu'il a déclaré, par exem-

ple, qu'il avait « dédié » sa campa-gne à « la réunification des enfants

d'Abraham par le dialogue entre

Noirs, Hispaniques, juiss et

Restait un problème soulevé de la

salle avec insistance : pourquoi avdir

si longtemps prétendu « n'avoir pas

souvenir - de ces regrettables pu-

- Franchement je ne m'en souve-

nais pas », u-t-il répondu, eu expli-

quant que ces mots, courants dans

son enfance sudiste, lui étaient

venus aux lèvres sans qu'il y pense, et que le journaliste avec lequel il

avait eu une conversation privée y

avait attaché une importance dispro-

Lundi, les responsables des

grandes organisations juives natio-nales se sont félicités de la confes-

sion de M. Jackson. Il n'est pour au-

tant pas certain que cette affaire

appartienne - maintenant au

passé .. comme l'a déclaré le prési-

dent de l'Union des congrégations

juives américaines, le rabbin

Schindler. Car si M. Jackson n'est

certainement pas antisémite, il est

en revanche en mauvais termes poli-

la communauté juive.

tiques avec l'écrasante majorité de

Ancien compagnon du pasteur Martin Luther King, M. Jackson ap-partient en effet à cette génération

de la communauté noire qui, après

avoir lutté pour la reconnaissance des droits civils élémentaires, veut

donner aux Noirs américains une

autonomie et une identité politiques.

mocrates. De longue date, ils se sont

sentis une parenté de destin avec les

juifs dont la Bible, qui tient une place centrale dans leur culture for-

tement religieuse, leur apprend la

fuite hors d'Egypte après la servi-

tude, la grandeur et la destruction

d'Israel et le refuge dans la foi.

Globalement, les Noirs sont dé-

portionnée.

Peu rancunière, l'assistance a fa-

De notre correspondant marquable qu'aucune attaque ne soit lancée dans ces éditorianz récents contre les « cliques de Lin Biao et Jiang Qing - - qu'à l'intérieur du camp des tenants d'une ligne idéologique modérée. En schématisant, la présentation actuelle des choses indique que la principale opposition que doivent surmonter les réformateurs est celle émanant de gens qui se contenteraient d'un re-tour aux méthodes de gestion classi-ques, largement inspirées du modèle soviétique et appliquées dans les premières années du nouveau ré-

> Les attaques contre les tentatives réformistes vont très loin, puisque ceux qui s'y opposent ou les freinent vont, selon le Quotidien du peuple, jusqu'à « suspecter la présente poli-tique d'être droitière et de s'éloigner de la vole socialiste ». La réplique des réformateurs consiste à demander aux modérés d'être logiques avec eux-mêmes et d'admettre non plus seulement en paroles, mais en pratique, les principes de la résolu-tion adoptée lors du troisième plé-

Longtemps, la fondation de l'Etai

hébreu et la promotion des juiss dans les Etats-Unis d'après-guerre

leur ont semblé une raison d'espérer.

Les juifs, de leur côté, ont vigoureu-sement appuyé le combat des an-

nées 60 pour les droits civiques et

l'alliance politique entre les deux

communautés avait pu sembler sans

La méfiance

Puis il y eut le malaise à propos des lois favorisant l'ascension sociale

des Noirs par l'instauration de

quotas destinés à combattre la dis-

crimination. Courtisés par l'OLP et

les lobbies pro-arabes, certains diri-

geants noirs ont commencé à s'iden-

tifier auz Palestiniens. Quand M. Young, l'ambassadeur noir de M. Carter aux Nations union

obligé de donner sa démission en 1979 pour s'être entretenu avec des

se produit. Puis, au cours d'une tour-

née au Proche-Orient, M. Jackson est snobé par M. Begin et reçu à

bras ouverts par les dirigeants arabes, dont M. Arafat auquel il

donne l'accolade. La méfiance s'ins-

talle. A l'annonce de la candidature

de M. Jackson, une poignée de juifs d'extrême droite créent un groupe

bantisé - Les juifs contre Jackson :

et organisent de petits chahuts dans

quelques-unes de ses réunions. La communauté juive condamne mais

n'apprécie pas d'apprendre, plus tard, que l'organisation qu'anime M. Jackson a reçu de fortes sommes

M.Jackson - cela n'est pas un se-

cret - a une grande sympathie pour

la cause palestinienne, à l'instar de

nombreux jeunes Noirs qui veulent faire entendre leur voix en défen-

dant une politique êtrangère qui leur soit propre, c'est-à-dire différente de celle du consensus américain.

Compte tenu de l'attachement

profond et viscéral de la commu-nanté juive américaine à la défense

d'Israel, cette situation est lourde

d'un antagonisme aussi dangereux

BERNARD GUETTA.

de la Ligue arabe.

Carter aux Nations unies, est

sentants de l'OLP, une cassure

un, en décembre 1978. Or ce document - auquel avaient alors adhéré l'ensemble des courants opposés à l'ultra-gauchisme, y compris celui de M. Hua Guofeng - énonce effectivement les idées directrices d'une politique de réformes audacieuses dans le domaine économi-

De puissantes positions

Contestant l'opportunité d'un re-tour aux méthodes appliquées il y a vingt ou trente ans, le Quotidien du peuple soulignait, samedi 25 février, que des erreurs ganchistes avaient été commises non seulement pen-dant, mais avant la révolution culturelle. Plus précisément, le journal notait : « Les documents adoptés au cours des années 50 et 60 n'étaient pas entièrement justes. Et même s'ils étaient justes à l'époque, c'est parce qu'ils correspondaient à la si-tuation de l'époque. Aujourd'hui, la situation a changé. Il ne faut donc plus se contenter de suivre tels quels ces documents. Il faut adopter de nouvelles mesures. .

La politique suivie depuis cinq ans, expliquait encore l'organe du comité central, « a dépassé large-ment celle suivie avant la révolution culturelle ». Donnant des exemples d'innovations, le journal mentionnait la politique d'ouverture économique vers l'étranger, les réformes dans l'agriculture, le développement du amerce et de l'économie individuels, l'acceptation du principe ad-mettant que certains travailleurs peuvent s'enrichir plus vite que d'autres. Continuer aujourd'hai de s'opposer à de nouvelles adaptations du système, c'est, affirmait le Quotidien du peuple, rester prisonaier du carcan d'un modèle étranger [autrement dit soviétique] dans la pla-nification et le système de gestion ».

Or une telle conception, selon le journal, a été à l'origine d'« idées gauchistes qui ont laissé des traces profondes dans la pensée de certains . C'est là une attaque qui durcit considérablement le débat. puisqu'elle consiste à faire passer d'anciens alliés dans le camp bonni du gauchisme, donc dans celui des adversaires. En guise d'illustration de cea « vieilles routines de coloration gauchiste », le Quotidien du peuble mentionnait la conception estimant que l'ampleur de la propriété publique doit rester élevée, l'idée selon laquelle « manger à la grande marmite » — c'est-à-dire l'égalitarisme - est - une munifestation de la supériorité du socialisme » ou encore selon laquelle la production de marchandises (et non pas seulement de biens) est - une idée inspirée du conitalisme ». Le journal critiquait encore ceux qui s'opposent à une activité commerciale des paysans et ceux qui contestent le principe d'un enrich ssement différencié des sala-

Ouelle sera la réaction de ceux qui sont ainti mis en accusation? Se contenteront-ils de continuer à opposer une résistance passive aux innovations du - socialisme aux couleurs chinoises - ou adopteront-ils une forme de riposte plus active? La question est posée. Ce qui est sur, c'est qu'ils occupent toujours de puissantes positions de pouvoir - on range généralement parmi eux des hommes comme M. Li Xiannian, le président de la République, et M. Chen Yun, autre membre du comité permanent du bureau politique – et qu'ils sont en mesure de bloquer sérieusement toute poussée réformatrice, en tout cas dans l'inl'échec de la dernière conférence nationale de l'économie.

MANUEL LUCBERT.

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA

Nouakchott reconnaît

la République arabe sahraquie démocratique

blique arabe sahraoule démocratique le hundi 27 février, jour du huitième anniversaire de sa proclamation. Dans un message adressé à M. Mohamed Abdelaziz, président de la RASD et secrétaire général du Front Polisario, le lieutenant-colonel Khouna Ould Haidalla, chef de l'Eist maurita-nien, se déclare convaincu que les deux pays - entretiendront des relotions confiantes et amicales fondées sur les principes du respect réciproque de la souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale, de la nonimmixtion dans les affaires intérieures, de bon voisinage - et qu'ils contribueront à « l'édification d'un Grand Magrheb arabe uni et pros-

La Mauritanie, cinquantequatrième Etat (le vingt-septième en Afrique) à reconnaître la RASD, exprime le vœu que celle-ci trouvera avec le royaume frère du Maroc une solution juste et durable - au conflit qui les oppose. Le président Haidalla avait dépêché des émisriadain avan depende des emis-saires à Alger et à Tunis - avec les-quels il a signé le « traité de frate-nité et de concorde » en vue d'instaurer le Grand Maghreb -

La Mauritanie a reconnu la Répu- de la RASD : « Toute solution du conflit du Sahara occidental passe par la chute du roi Hassan II, car, par la crute du roi Hassau II, car, encouragé par ses alliés, il poursuit su politique d'expansion et d'occupation et rejette le plan de paix de l'OUA » adopté au dix-neuvième sonnet. Alors que le souverain célèbre, samedi 3 mars, le vingttroisième anniversaire de son accession au trône. M. Abdelaziz a qualifié de « prérévolutionnaires » les émeutes de janvier au Maroc et confirmé la volonté de la RASD de participer an sommet de l'OUA à Conakry en mai. COL

4.1

.

ଥିବା ଜୀବୟକ

واقع المائية والمائية

2000

i i izda ir irli

Alaman, John St

10 M

Time to the

A 47.47

to an annual state of

For the same of the

The second secon

Grand Com

-

A COURT

Todown Shan

w 11 2 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 And And Indian

Marine Strain

Albert Contraction

En outre, le conseil des ministres de l'OUA, qui s'est ouvert lundi, a décidé de ne pes examiner le conflit tchado-libyen pour se consacrer uni-quement à l'examen de la grave crise financière que comaît l'Orga-nisation : en décembre, vingt-six des cinquante et un Etats membres n'avaient versé que 7,49 millions de dollars au titre du budget 1983-1984, d'un montant de 23,6 millions. Les arriérés, qui atteignaient 27,05 millions de dollars en juin dernier, s'élèvent actuellement à tariat risque d'être, à brève d'instaurer le Grand Maghreh échéance, dans l'Impossibilité de pour les informer de sa décision.

De son côté, M. Abdelaziz a déciaré dans un discours proponcé à de M. Peter Ont, secrétaire général par intérim. — (Reuter, AFP, AP.)

La France double le montant de son aide à la Mauritanie

« Nous rentrous chez nous très reconnaissants et très satisfaits », a déclaré, vendredi 24 février, M. Abmed Ould Minnih, ministre mauritanien des affaires étrangères, au terme des travaux de la cinquième grande commission mixte qui s'est tenue à Paris. Il vensit de signer avec M. Christian Nucci, ministre de la coopération et du développement, une série d'accords en vertu desquels l'aide globale de la France dépassera cette aunée 300 millions de francs contre 130 l'an dernier.

La part assumée par l'Etat se répartit ainsi: 100 millions pour l'assistance technique (300 coopérants dont 105 techniciens), 35 sous forme de dons dont la moitié a déjà été débloquée, 20 environ pour l'aide alimentaire et 10 pour divers projets. De son côté, la caisse centrale de coopération économique as-sure le financement de plusieurs programmes, à concurrence de

150 millions de francs. Comme l'a souligné M. Nucci à ouverture des travaux, jeudi, la France a voult « manifester concrètement sa solidarité » à la suite de l'implacable sécheresse » qui frappe la Magritanie, en lui fournissant une aide d'urgence exception-nelle (le Monde du 22 février). La

d'améliorer une gestion qui laisse à désirer, en mettant l'accent sur la formation et l'assistance technique dans quelques domaines prioritaires, notamment le développement rural et la pêche qui représente l'avenir de la Mauritanie. La France a costribué, depuis septembre, pour près de 6 millions de france à la surveillance maritime. De même, elle participe au développement du secteur minier et elle est, après l'Italia, le deuxième scheteur du fer mauritanien, qui connaît une mévente (7,8 millions de tonnes en 1983 au lieu des 10,4 prévus) et une baisse des prix de 10 % depuis janvier.

coopération doit lui permettre

Les projets financiés par la Caisse centrale de coopération économique portent notamment sur les télécommunications (96 millions de francs sur deux ans), l'aménagement de l'aéroport de Nouakchott pour lui permettre de répondre aux normes internationales et d'accueillir de gros porteurs (environ 80 millions), une contribution au redressement de la compagnie d'électricité SONE-LEC et au développement des énergies alternatives (89 millions).

Nigéria

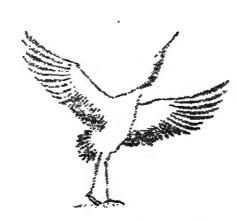
Emeutes religieuses à Yola

Près de cinquante morts

Des émeutes à caractère religieux ont fait, lundi 27 février - selon un premier bilan officiel, - quarante-neuf morts et trente-trois blessés graves dans la ville de Yoia, capitale de l'Etat du Googola (nord-est du Nigéria). Selon M. Mohamed Gambo, « numéro deux » de la police nigériane, les autorités contrôlaient, mardi matin 28 février, la situation à Jimeta-Town, le fanbourg de Yola où se sont déroulés ces incidents. Plusieurs policiers figurent parmi les victimes, et la police a pro-cédé à près de trois cents arresta-tions. A Lagos, on estime que les émeutiers sont des adeptes de la secte Yen Izaia, du « prophète » intégriste musulman, Muhamadu Marwa (alias Maitatsine), d'origine cameronnaise, qui fut tué lors d'émeutes semblables à Kano, en décembre 1980, qui avaient fait, selon le bilan officiel, quatre mille cent soixante-dix-sept morts.

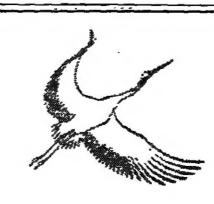
Entre 1977 et 1980, ces militants intégristes ont été à l'origine de très nombreux incidents. La plupart d'entre oux vousient, semble-t-il, d'antres pays africains, notamment du Tchad, du Niger, du Cameroun et de Guinée. Le 10 juillet 1981, de nouvelles émeutes se produisaient à Kano et, du 26 au 30 octobre 1982, de violents affrontements dans l'Etat du Borno (extrême nord-est du Nigéria), causaient la mort de deux cent six personnes (dont dixhuit policiers). Là encore, les intégristes « maitatsinés » étaient à l'origine des troubles. Le Borgo est à 95 % composé de musulmans, l'Erat du Gongola, où se sont produits les troubles du 27 février, est, parmi les Etats du Nord à majorité musulmane, celui où la population chrétienne, bien que minoritaire, est la

FAITES DÉCOLLER VOS AFFAIRES VERS LEXTRÊME ORIENT.



Avant le vol.

Votre carte de visite en japonais, une étude de votre marché au Japon, un interprète, une réservation pour un stand? Demander, JAL s'en occupe.



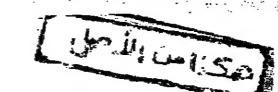
En vol.

Un lit. Un vrai lit pour une vraie nuit. Ou un fauteuil inclinable à 60°, en 1° classe? Deux des nombreux raffinements du service JAL!



La classe Affaires.

20% de sièces en moins, c'est autant de confort en plus. Et au menu; cuisine française ou japonaise, saké ou champagne. Bon appétit!



-

Party of La

Back the Book and See America

Marie Marie

Marie Control of the second

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

Ed Spation Com

The water to a

the state of the

Mary Mary Mary 1

** / + / 1 to

A THE PARTY OF THE

ne double le montant de sea

inter religieuses à Yx

& to Mauritanie

-

in the same

MANAGEMENT PROPERTY

the state salaroom

AFRIQUE

Cameroun

La peine de mort a été requise contre l'ancien président Ahidio

Le procès ouvert à Yaoundé le Le procès ouvert à Yaoundé le 23 février pour juger les auteurs du « complot contre la sécurité de l'Etaf » (le Monde du 25 février) a franchi, lundi 27 février, une étape décisive avec l'annonce des peines — extrêmement sévères — requises contre les accusés. Le procureur initiation e an effet peute le pointe de contre les accusés. Le procureur militaire a, en effet, requis la peine de mort, « par fusillade sur la place publique », contre l'ancien président du Cameroun, M. Ahmadou Ahidjo, jugé par contumace. Une peine de « confiscation de tous les biens dont on ne pourrait pas retrouver avec précision l'origine » a également été requise contre lui. Une peine d'emprisonnement à vie a, d'autre part, été demandée contre le chef d'escadron Ibrahim Oumarou et le capitaine Salatou Adamou, respectivetaine Salatou Adamou, respective-ment anciens intendant et aide de camp de M. Ahidjo. An cours de la même audience, le

هكذا من الأعل

procureur a réclamé l'inculpation de MM. Bello Bouba Maigari, ancien premier ministre, pour *subver-*sion . Maikano Abdoulaye, ancien ministre d'Etat chargé des forces armées, pour « subversion et violation du secret professionnel », et Ibra-him Wadjiri, ancien commandant de la gendarmerie, pour « complicité de subversion ». Peu après. M. Ahidjo a également été accusé M. Aliajo a egalement eté accuse d' « injures envers le chef de l'Esat) (1). Les différents verdicts devaient être rendus publics ce mardi après-midi 28 février. De Tuns, où il séjourne à titre privé, M. Ahidjo a fait savoir lundi qu'il souhaitant s'abstemir de toute déclaration avant d'avoir pris comaissance du verdier. Pour sa part, le chef de l'Etat camerounais, M. Paul Biya, se trouve actuellement à Ge-

Des pretives minces

Le procès de Yaoundé a été suivi par deux observateurs judiciaires in-ternationaux, M° Yves Baudelox, avocat à Paris, au nom de la Fédération internationale des droits de l'homme et du Mouvement international des juristes catholiques Pax Romana, et Me Alfred Pognon, avocat à Cotonon, mandaté par ce dernier organisme.

Si, selou les observateurs, le procès en hui-même s'est déroulé dans des conditions équitables en ce qui concerné le respect de la procé-dure d'andience et la possibilité pour les accusés de s'exprimer, la procédure d'instruction et la mise en œuvre des droits de la défense soulèvent, en revanche, de nombreuses in-

Les faits reprochés aux accusés apparaissent à la fois extrêmement nces et contradictoires.

MM. Ibrahim Onmaron et Salaton Adamon sont inculpés de « sub-version, conspiration d'assassinat et de révolution » (2), et M. Ahidjo de « subversion et conspiration d'as-sassinat ». L'acte d'accusation (ordonnance de reavoi) distingue trois teits :

1) Le samedi 18 juin 1983, M. Brya, chef de l'Enst, procédait à un renamiement ministériel entraf-nant le départ de plusieurs anciens collaborateurs de M. Ahidjo. Celuici réunissait alors dans sa résidence du Lac, vers 15 heures, les ministres entrants et sortants de la province du Nord pour leur demander de don-ner leur démission. « Le but de la mangravre, indique Pordonnance, était de mettre le chef de l'Etat dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions et d'entraîner le pays dans des troubles graves: guerre civile, sécession du Nord-Cameroun. Le premier ministre Bello Bouba Mai-gari (...) était l'animateur principal de ce mouvement hautement subver-sif, secondé par M. Maikano Ab-doulaye en sa qualité de ministre d'Etat chargé des forces armées et commundant en chef des forces ar-mées. » Pour différentes raisons,

cette initiative n'aboutit pas.
2) Le même jour, à 23 h 30, M. Malkano convoque, au domicile de M. Ibrahim Wadjiri, délégué gé-néral à la gendarmerie, plusieurs of-ficiers supérieurs et hauts fonctionréunion était d'« entraîner l'armée dans la rébellion pour rétablir l'an-cien président Ahidjo», mais elle se solda par également par un échec.

3) Le 18 juillet, M. Ahidjo quitte le Cameroun en compagnie de M. Ibrahim Onmarou. Six jours plus tard, l'ancien président charge le commandant Ibrahim de rencontrer, à Yaoundé, le capitaine Salatou afin que celui-ci prenne contact avec le maréchal des logis-chef Etienne Hollong,chef de section de la protection rapprochée du président Biya. Le but est d'organiser l'assassinat du chef de l'Etat: Après différentes pé-ripéties, M. Hollong avertit son chef hiérarchique, le colonel René Meka, directeur de la sécurité présiden-tielle, de la «mission» (non explici-tée) que lui a confiée le capitaine Salatou. Le colonel Meka, « pour en savoir plus long », fait arrêter le canitaine Salato

Tels sont les faits relatés dans l'or donnance de renvoi. Si, au cours des journées du procès, d'importantes précisions ont pu être apportées, l'audition des accusés et des témoins a aussi révélé les faiblesses de l'acte d'accusation et les lacunes de l'instruction. Un point au moins est acquis : que ce soit avant ou au cours des audiences, MM. Ibrahim Oumarou et Salaton Adamou out réitéré, à de multiples reprises, leur volonté de ne pas se faire assister par un avo-cat, et ont plaidé coupables dès l'ou-verture du procès (même si, par la suite, ils se sont, dans une certaine mesure, rétractés). Ce sont les éponses des deux accusés qui, les, ont pris contact avec un avocat parisien, Me Charrière-Bournazel, pour que celui-ci assure la défense de leurs maris, Maigré leur insistance, Me Bournazei n'a pu se rendre à Yaoundé (bien qu'ayant reçu l'autorisation du tribunal et des autorités), étant donné que les accusés cux-mêmes refusaient l'assistance d'un avocat.

Selon les propos d'un avocat ca-merounais, Me Pierre Fouletier, qui - seul — a pu rendre visite aux deux accusés alors en prison (propos rap-portés par Me Bournazel), le com-mandant Ibrahim - tremblotait - la première fois qu'il a fait part de son refus d'être assisté d'un avocat. Le caractère « spontané » de ce refus soulève, en effet, quelques dontes. Selon M= Ainidjo, contactée, lundimatin 27 février, per téléphone, à Tunis, par Me Bourmazel, les deux accusés ont été torturés. Ce qui, notamment, expliquerait leur reps. tamment, expliquerait lour refus.

C'est le 22 août dernier que le président Biya a révélé l'existence d'un complot. Or, selon l'ordon-nance de ranvoi, les deux accusés sont « détenus » depuis le 1 » novem-bre. Que s'est-il passé, au niveau de l'instruction, entre ces deux dates ? Le procès n'a apporté aucune précision à ce sujet. D'autre part, fuite », dès lors qu'il n'a pas répondu à la citation à comparaître du juge d'instruction. Cette citation lui aurait été adressée à son seul domicile de Garous, au Cameroun, alors qu'il était de notoriété publique que l'ancien président se trouvait en France, dans sa propriété de Grasse. En ou-tre, l'avocat qui a été désigné d'of-fice pour assurer la défense de M. Ahidjo, le bâtonnier Black Yondo, a reçu l'avis de sa désigna-tion le 22 février, soit la veille de l'ouverture du procès. Etant dans l'impossibilité de vérifier les conditions de la contumace, il a demandé - suns succès - le renvoi du procès.

Le « complot d'assassinat » a co cupé une part très réduite des dé-bats, l'essentiel ayant été consacré aux deux réunions « séditieuses » du 18 juin. La procédure sur le complot est restée secrète et ni le capitaine Salatou ni le maréchal des logis-chef Hollong n'ont été en mesure d'apporter une quelconque précision sur manière dont devait se dérouler l'assassinat de M. Biya. L'accusé et l'accusateur se sont contentés de parler d'une « mission » dont le pre-mier aurait chargé le second. Au

ministre des forces armées a affirmé à l'audience que, loin d' « entraîner l'armée à la révolte », il avait, au contraire, incité les officiers à ne pas

M. Ahidjo en ait été l'inspirateur.

Il semble donc bien que, parmi les chefs d'accusation retenus contre les accusés, le seul fait effectivement irréfutable soit la réunion des minis-tres nordistes convoqués à l'initiative de M. Ahmadou Ahidjo. C'est

LAURENT ZECCHINI.

(1) Ce chef d'accusation fait probablement référence aux propos temus en août 1983 par M. Ahidjo, qui avait ac-cusé son successeur d'avoir « butauré un régime policier, de terreur, de men-songe » (le Monde du 25 août).

(2) L'article 95 du code pénal camerounais sur la « conspiration », dispose notamment: « Il y a conspiration des que la résolution de commettre une infraction est concertée et arrêtée entre deux ou plusieurs personnes.

L'article 114 sur la «révolution» dis-pose: « Est puni de la détention à vie celui qui tente par la violence soit de modifier les lois constitutionnelles, soit de renverser les autorités politiques ins-tituées par lesdites lois ou de les mettre dans l'impossibilité d'exercer leurs

« UNE MASCARADE JUDICIAIRE >

M. Ahmadou Ahidjo, ancien préident du Cameroun, a chargé, mardi 28 février, Mª Bournazel, avocat à Paris, de rendre public le communiqué suivant :

 l'apprends par la presse inter-nationale et par des témoins qui me l'ont rapporté que je suis l'objet, à Yaoundé, d'un simulacre de procès au cours duquel sont jugés en même temps que moi mon intendant, le de camp, le capitaine Salatou.

 Je n'ai, pour ma part, jamais été avisé de l'ouverture d'une information me concernant. Je n'ai non plus jamais reçu notification de la moindre citation à comparaître.

» Pourtant, les autorités camerounaises connaissent exactement le lieu de mes résidences et sont informées de mes moindres déplacements. Mon successeur a toujours zu me joindre quand-il. l'a voulu. Ma suite civile et ma suite militaire émargent au budget de l'Etat camerounais comme moi-même en ma qualité d'ancien chef de l'Etat.

- Est-il besoin de souligner dans ces conditions qu'il est ridicule de prétendre que je serais en fuite ?

» La mascarade judiciaire à laquelle nous assistons est indigne du Cameroun et du peuple camerou-nais. J'ai été informé de l'attitude courageuse du barreau de mon pays, dont les membres, commis d'office, ont refusé de s'y associer. Lorsque je connaîtrai l'issue de ce procès, je donnerai personnellement une conférence de presse (...). .

a expliqué qu'il n'était pas d'accord avec ce projet, qu'il avait fait son possible pour gagner du temps et qu'il s'était résigné à contacter M. Hollong pour obéir aux ordres de son supérieur, le commandant Ibra-him. Celui-ci a également indiqué qu'il n'était pas favorable au projet de l'ancien président.

Enfin, concernant les deux rén-nions du 18 juin, il faut tout d'abord noter que MM. Bello Bouba Mai-gari, Maikano Abdoulaye et Ibra-him Wadjiri étaient cités comme témoins lors de ce procès, et qu'ils se retrouvent sous le coup d'une inculpation! S'agissant de la réunion des officiers nordistes an domicile du délégué général à la gendarmerie, le

lective des ministres nordistes. Cette version des faits, en contradiction formelle avec l'acte d'accusation, a été confirmée par tons les participants à cette réunion, qui ont été entendus au cours du procès. Aucune déposition ne permet, appa-remment, de prouver le caractère séditieux de ladite réunion, ni que

LE SAINT-SIÈGE ET L'APURE BANQUE AMBROSIANO

(De notre correspondant,)

cardinaux pour l'étude des problèmes administratifs et éconor ques du Saint-Siège est réuni au Va-tican depuis lundi 27 février. Cette réunion à laquelle prennent par quinze prélats n'a pas été annoncé officiellement. Elle devrait se iour figurest l'examen des finances de la curie, ainsi que vraisemblable-ment la question de l'Institut pour

Ce conseil a été créé par Jean-Paul II, en mai 1981, pour mettre sur pied une gestion plus collégiale des finances du Vatican. Il s'est rénni trois fois : en juillet 1981, en mars et en novembre 1982. A la suite de cette dernière réunion fut publié le bilan financier du Vatican pour l'exercice 1981. Au cours de chacune de ces réunions, le conseil a examiné la question de l'IŒR, dont les activités sont gérées indépendamment du reste de l'économie vaticane. Il est vraisemblable que le conseil devra notamment régler le problème du remboursement par l'IŒR d'une partie des sommes dues par le Banco Ambrosiano avec le-

PH. P.

EUROPE

AVANT TOUTE AUTORISATION D'ÉMIGRATION

Berlin-Est exigerait que la nièce du chef du gouvernement revienne en RDA

Les négociations se poursuivent discrètement entre Bonn, Berlin-Est et Prague pour résoudre le délicat problème posé par la nièce du chef du gouvernement est-allemand M. Willi Stoph. M∞ Ingrid Berg se trouvait toujours à l'ambassade de RFA à Prague, ce mardi 28 février, en fin de matinée. Elle s'y est réfugiée vendredi avec son mari, sa belle-mère et ses deux enfants. Deux autres ressortissants est-allemands se trouvent également dans le bâtiment. Tous demandent l'autorisa-

tion de se rendre en Allemagne fédé-

A Bonn, les milieux dirigeants se refusent à toute déclaration. . Nous voulons des résultats, pas de la publicué », a simplement dit le porte-parole du gouvernement. De bonne source, on indiquait cependant que les autorités de Berlin-Est seraient prêtes à permettre à M™ Berg et à sa famille de passer à l'Ouest, à condition qu'elles reviennent d'abord en RDA. Selon le journal Bild. Berlin-Est menacerait d'arrêter totalement l'émigration d'Allemands de l'Est vers la RFA si la nièce de M. Stoph refusait de revenir en RDA.

Une filière peu connue

Le président du groupe socialdémocrate au Bundestag, M. Hans-Jochen Vogel, et son prédécesseur, M. Herbert Wehner, qui a joué un grand rôle dans le rapprochement entre les deux Etats allemands dans les années 70, ont estimé pour leur part, que les Allemands de l'Est se réfugiant dans les ambassades occidentales compromettaient les chances d'émigration de ceux qui choisissent la voie légale pour quitter la RDA. Les partis de la coalition gouvernementale partagent -sans le dire ouvertement - le même point de vuc.

Cependant, « l'affaire Berg » n'a pas eu de conséquences immédiates sur les sorties de ressortissants de la

MENT DES DETTES DE LA

Cité du Vatican. - Le conseil des

conclure le 1º mars. A l'ordre du du Vatican et des projets de réforme les œuvres de religion (IŒR).

quel l'Institut avait été en affaires.

Selon le Wall Street Journal, un accord scrait intervenu, le 17 février, à Genève, entre les banques italiennes ayant pris en charge la li-quidation du Banco Ambrosiano et les banques créditrices étrangères. Cet accord prévoierait le rembourse ment de 550 millions de dollars, dont 250 millions seraient versés par

RDA. Une centaine d'entre eux sont arrivés lundi, comme tous les jours depuis plusieurs semaines, au camp de réfugiés de Giessen, dans le Land de Hesse, près de la frontière entre les deux Etats allemands.

En se réfugiant à l'ambassade de RFA à Prague, M= Berg a dévoilé au grand jour une filière d'émigra-tion qui fonctionnait d'autant mieux q'elle était peu connue. Depuis le début de l'année, des centaines de ressortissants est-allemands se sont présentés à l'ambassade et de nombreux cas auraient été réglés favorablement. Les diplomates ouest-

allemands à Prague redoutent que la RDA ne surveille maintenant sa frontière avec la Tchécoslovaquie qui était le seul pays pour lequel les Allemands de l'Est n'avaient pas besoin de passeport. Cette crainte est avivée par le récent voyage à Berlin-Est du ministre tchécoslovaque de l'intérieur.

Les moyens d'information de RDA ont observé un silence complet sur la fuite de la nièce du chef du gouvernement, mais les Allemands de l'Est, tenus au courant par la radio et la télévision opest-allemandes en ont fait leur sujet de conversation favori. - (AFP, AP.)

POUR BONN

Une seule nation, une seule nationalité

Correspondance

Bonn. - La loi fondamentale (Constitution) de la RFA ne reconnaît qu'une seule nation allemande ; tout habitant de la RDA possède automatiquement, aux yeux des autorités de Bonn, la même nationalité que les habitants de l'Allemagne de l'Ouest.

Cette règle, qui vaut également pour les anciens territoires allemands annexés par la Pologne et l'URSS après la guerre, s'applique aussi bien aux per-sonnes en transit en RFA qu'à celles qui viennent s'y installer. Elie a pour conséquence pratique, comme le soulignait récemment encore le sénateur berlinois Rupert Scholz, de conférer à tout habitant de la RDA, se trouvent en RFA, les mêmes « droits et devoirs » que tout habitant de l'Ouest, il peut notamment demander à son arrivée sur le territoire de l'Allemagne fédérale un pesseport ou une carte d'iden-

M^{me} Ingrid Berg, la nièce du premier ministre est-allemand Willi Stoph, et les membres de sa famille qui ont trouvé refuge.

la semaine demière à l'ambassade de RFA en Tchécoslovaquie, n'échappent pas à la règle. lis ne peuvent en aucun cas être considérés par les autorités ressortissants étrangers : ils ont la droit à être défendus comme n'importe quel Allemand (de l'Ouest) et ne peuvent être remis aux autorités tchécoslovaques. Le problème pour Bonn est de négocier, avec le gouvernement de Prague, une autorisation de sortie comme s'il s'agissait de ressortissants quest-allemands entrés illégalement en Tchécoslovaquie.

Sur cette question, les points de vue de la RFA et de la RDA sont tout à fait différents, la Constitution est-allemande de 1972 ne faisant plus référence au maintien de la nation allemande. Selon la doctrine officielle de Berlin-Est, les deux États allemands constituent deux nations distinctes, thèse que les Allemands de l'Ouest se sont toujours refusés à reconnaître.

Grande-Bretagne

En appelant à une grève d'une demi-journée les syndicats lancent un avertissement au gouvernement conservateur

De notre correspondant Après un débat houleux aux Com-

Londres, - Outre leur appel à une grève d'une demi-journée qui devait, ce mardi 28 février, paralyser une partie des services publics. les syndicats britanniques viennent leur hostilité au gouvernement conservateur qui est peut-être plus significatif encore d'un changement d'attitude. Ils menacent en effet M= Thatcher de cesser leur partici-pation à divers organismes de concertation avec le patronat et le

C'est la décision prise par le pre-mier ministre d'interdire les organisations syndicales au centre d'écoutes de Cheltenham, dépendant de la défense nationale (le Monde du 23 (évrier) qui fournit à la confédération nationale TUC (Trade Union Congress) l'occasion d'adresser au gouvernement une mise en garde. M= Thatcher a sans doute sous-estimé l'ampleur des réactions à l'« affaire de Cheltenham - et elle a eu le tort de prendre contre les syndicats une initiative de trop », après toute une série d'autres mesures - législatives notamment - destinées à limiter considérablement les activités et l'influence du mouvement syndical, conformément à ces objectifs proclamés depuis son arrivée au pouvoir

munes, lundi soir, le gouvernement a fait approuver sa décision d'interdire aux fonctionnaires de Cheltenham, pour des motifs de « sécu-rité », l'adhésion à un syndicat, mais M. Edward Heath, ancien premier ministre, et une vingtaine d'autres conservateurs modérés se sont abstenus. Ces derniers mois, M. Heath, en compagnie de M. Francis Pym, ancien secrétaire au Foreign Office, anime ostensiblement au sein de la majorité un mouvement de fronde qui provoque un certain malaise à l'intérieur du cabinet et ne fait qu'encourager l'opposition à hausser ie ton alors que le parti travailliste comme les syndicats - était sur la défensive depuis l'écrasante victoire électorale de M= Thatcher en Le supériorité flagrante dont le

gouvernement a profité face à ses adversaires semble appartenir au passé. Les syndicats paraissent reprendre soudain confiance dans leurs possibilités de contestation, de même que le parti travailliste à qui un sondage publié par le Guardian vient de prédire, pour la première fois depuis deux ans, un possible succès en cas de nouvelles élections.

FRANCIS CORNU.



Les escales.

De Bangkok à Hong Kong, de Sydney à Tokyo, de Tokpo à Shangai ou Honolulu, le plus grand nombre d'escales, c'est JAL.



Affaires et loisirs.

IALTOUR et « Tour du Monde» : des tarifs économiques qui permettent de cumuler vovages d'affaires et de loisirs. Qui dit mieux?



Les hôtels.

«L'Executive Hotel Service» et le « Budget Hotel Service»: les meilleurs hôtels à un tarif de faveur. Pour les passagers JAL. Exclusivement.

Appelez jal:



Les petites attentions font les grands vols.

JAPAN AIR LINES

ACTUEL PRÉSENTE:

JACK LAKE CHEZ LES REELLES



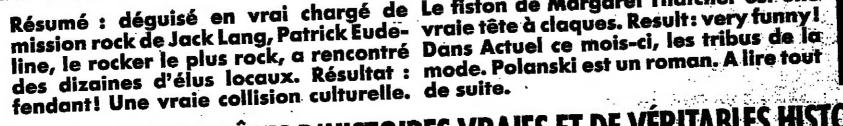


Ah ... ah, euh ... Nous coatrolons.

Quelques jours plus tard à Hazebrouck...

Monsieur le maire, comment votre jeunesse a t'elle ressenti le clivage entre le hard-rock traditionnel et une mythologie bien plus heavy qui glorifie la délinquance ?





Résumé : déguisé en vrai chargé de Le fiston de Margaret Thatcher est une mission rock de Jack Lang, Patrick Eude- vraie tête à claques. Result: very funny!



CE MOIS-CI : DE DRÔLES D'HISTOIRES VRAIES ET DE V

Printer a rise manufer or Design mil de la gatable. Daymann II & 4 WARRIET L HE fatter - mustering Ranie I Treation ides, s'est applique **22.** •

No Statute Vallande dans de Mande dans de Mande dan 15 Marie COUNTY CAN MAN A d positions, works la affermé que het lous les guerns de la France déma un de Mar Veil au fance As sujet du on souplezze de l'a | finance - . et all +1 Themens . 4 e la antice est 🐠 2000 france see

printe care de ter la . designation Pio a affirme dia Sielle existe.

au cal A la surre d'an Corrère » est

chilogue deven La bataille & our changer wrent de la L opposition

1-44

Le tribunal administratif de Nice devait proclamer, mardi 28 février, les résultats du second tour de l'élection municipale partielle de La Seyne-ser-Mer (Var), mettant ainsi un terme au suspense qui dure depuis le dimanche 26 février. Il était alors 23 heures, M. Jean Vuil-laume, président de la délégation spéciale, venait d'annoncer les résultats de trente-deux des trente-trois bureaux de vote que compte la ville. La liste de M, Blanc, maire commu niste invalidé, était en tête avec 14786 voix contre 14496 à celle de M. Scaglia (UDF-PR), soit une avance de 290 voix pour la majorité. M. Vuillaume déclarait ensuite qu'il n'était pas en mesure de donner les résultats du trente-deuxième bureau. Une longue attente d'une heure trente commençant, ponctuée par les slogans entonnés par plu-sieurs centaines de personnes mas-sées devant l'hôtel de ville pour

Selon une première information transmise par téléphone au bureau centralisateur, les scores des deux candidats dans le 32 bureau étaient de 291 voix pour M. Blanc et de 529 voix pour M. Scaglia; ce qui, au total des trente-trois bureaux, plaçait la liste de la majorité en tête avec 52 voix d'avance. Cependant les résultats proclamés par le président du 32 bareau donnaient au contraire l'avantage à l'opposition et, selon les services préfectoraux, c'est M. Scaglia qui devait l'emporter avec 18 voix d'avance.

l'armonce des résultats définitifs.

A 0 h 30, M. Vnillaume précisait qu'il y avait litige sur les chiffres cernant ce bureau de vote et que les résultats ne pouvaient être proclamés officiellement. On apprenait alors que, si le procès-verbal du 32 bureau avait bien été signé, il était vierge de tout chiffre. A l'étonnement succédait la syupéfaction. Ce bureau (le plus favorable à l'opposition au cours des deux dernières consultations municipales) était présidé par M. Arthur Paech, ancien député UDF du Var, actuel maire de Bandol. Le PCF estime que ce procès-verbal en blanc et des manipulations - de l'urne sont la preuve que l'opposition a fraudé en

M. JOSPIN: la gauche a mieux tenu

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a commenté, lundi 27 février, le résultat des élections municipales de Draguignan et de La Seyne-sur-Mer. Il a estimé que le recui de la gauche apparaît «plus sensible» à La Seyne-sur-Mer qu'à Draguignan. Il a néanmoins jugé que la gauche a «mieux tenu», lors de ces deux échéances, que lors d'entres - municipales partielles récentes ». « La loi, a-t-il ajouté, qui favorise l'opposition dans les par-tielles, s'est appliquée dans les deux

A propos du débat entre M= Simone Veil et M. Michel Rocard dans le Nouvel observateur. (le Monde du 25 février), M. Jospin a estimé que Mª Veil « caricature » les positions socialistes sur l'Europe. Il a affirmé que les consultations menées par M. François Mitterrand avec tous les partenaires européens de la France démentent l'affirmation de M= Veil selon laquelle le PS français ne conçuit l'Europe que

Au sujet du constit des routiers, M. Jospin a rendu hommage à la souplesse de l'administration des finances ., et au « sens du concret du nevernement », qui ant rendu possible la mise en œuvre rapide du système d'attribution d'une somme de 2000 france aux camionneurs. Il a souligné que l'attribution d'une prime = est • une façon classique de solder un conflit, et non un bak-

Enfin. à propos de la polémique entin, à propos de la potentique sur la «deuxième gauche». M. Jos-sin à affirmé: «Je ne crois pas à l'existence de la deuxième gauche. Si elle existe, elle est marginale.»

utilisant des . méthodes putschistes ». • Je me considère comme le maire de La Seyne », déclarait aussitot M. Charles Scaglia, tandis que M. Blanc dénonçait la fraude commise; selon lui, par ses adver-saires de l'opposition et précisait qu'il déposerait un recours en annu-

Plus d'un millier de personnes ont manifesté handi soir 27 février pour apporter leur soutien à M. Maurice anc. Les manifestants ont défilé derrière MM. Guy Hermier, metu-bre du bureau politique du PC, et Blanc, dénonçant - le coup de force de la droite contre La Seyne » et réclement « le respect du suffrage universel et de la démocratie. Devant l'hôtel de ville, le président du comité de soutien à la liste d'union de ja gauche a donné lecture d's un appel lancé au président de la République » dans lequel les partisans du maire sortant demandent « l'arbitrage [de M. Mitterrand] pour le respect de la loi et du sufrage universel ».

Le même jour, le bureau politique du PCF a réclamé - le retour devant les électeurs ». Il a estimé que l'UDF et le RPR ont décidé de recourir à des méthodes putschistes pour interdire la libre expression du suffrage universel». «La droite, sentant sa défaite inéluctable, a décide un véritable coup de main dans le bureau nº 32, que présidais le maire de Bandol, conseiller général et ancien député UDF, Arthur Paecht », selon le bureau politique du PCF. - Il l'a fait, ajoute-t-il, en déposant un procès-verbal en blanc... » Le PC affirme aussi que l'urne, entre la fin des opérations de vote et son arrivée au bureau centralisateur, a subi *« plusteurs manipu*lations totalement incontrôlées ».

D'autre part, les employés municipaux de La Seyne ont décidé, hundi 27 février, de faire grève pour protester contre les accusations portées par M. Paecht contre un des leurs. Le président du 32º bureau de vote avait déclaré, pour expliquer l'absence de chiffres sur le procèsverbal, que la secrétaire de ce bureau avait omis de les transcrire.

SAONE-ET-LOIRE : Givry (2º tour).

Inscr., 2257; vot., 1592; suffr. expr., 1556. Un. oppos. (M. Labarge), 717 voix en moyenne, 20 ELUS; un. g. (M. Brost, PS), 454 voix en moyenne, 2 ELUS; act. loc. (M. Lumpp, m. s.), 358 voix en

Cette élection partielle était consé-cative à la dissolution par le couseil des ministres, le 18 janvier, du conseil dequel va conflit opposit le unire. M. Lamps, à ses conseillers. Ces der-niers contestalent la décision de M. Lemps de nommer secrétaire de mairie l'épouse d'un conseiller maniel-

La liste d'opposition conduite par M. Labarge, premier adjoint sortant, et composée pour l'essentiel de conseillers étus en mars, obtient 20 sièges. Seuls M. Labarge et un de ses collatiers me sent pas sélème.

Un membre de la liste de M. Labarge avait été étu au premier tour de ce scrutin partiel, dont les résultait avaient été les autvants : inscr., 2257; vot., 1557; suffir. expr., 1523. Un opp. (M. Labarge), 667 voix en moyenne, 1 ELU; un g. (M. Brost), 422 poix en moyenne, 2 et les autvants : est les des la company en la comp 422 voix en moyenne; set. lec. (M. Lumpp), 411 voix en moyenne.

En mars 1983, in liste d'opposition que conduisait M. Lumpp avait recueilli dès le premier tour 1123 voix en moyenne pour 1738 suffrages exprimés et enievé la totalité des 23 sièges à pourvoir. Le maire sortant, qui présen-tait cette fois une liste de gestion com-munale, est butts. Aucun de ses colleinimité, est étu. En revunche, deux représentants de la majorité font iour entrée an conseil municipal de Givry à l'occasion de cette élection partielle. Le 6 mars dernier, la liste d'union de la ganche (583 voix en moyenne) u'avait es ancon éin.]

Querelle de procédure au conseil général de la Corrèze

A la suite d'une querelle de procédure, la session du conseil général de la Corrèze a été suspendue lundi soir 27 février. Elle devrait trouver son épilogue devant le Conseil d'Etat.

La bataille s'était engagée sur la demande, formulée par l'opposition, d'une réunion supplémentaire pour modifier le règlement intérieur et pour changer la composition du bureau de la commission perma-

nente du conseil général. L'opposition nationale est majoritaire au sein de l'assemblée départementale depuis le décès de deux conseillers généraux qui ont été rem-placés par deux élus RPR. Désor-mais, l'opposition détient vingt

ISTOIRES MARRANG

sièges et la gauche seize. M. Armand Boucheteil, communiste, président du conseil général, a demandé l'arbitrage du Conseil d'Etat et il va solliciter l'avis du ministère de l'intérieur sur l'interprétation de la loi. M. Jacques Chirac, maire de Paris et député de la Corrèze, a affirmé que M. Boncheteil, « se retranchant derrière le droit, inserdisait à l'assemblée de voter démocratiquement . . le constate que le stalinisme n'est pas mort dans notre département », a-t-il ajouté, estimant que l'attitude du president fondait l'opposition à attaquer pour excès de pouvoir toutes ses futures décisions »,

La Seyne-sur-Mer : le PC accuse l'opposition | Saint-André-de-la-Réunion : le retour des vieux démons

De notre correspondant

Saint-Denis-de-la-Réunion. -Cinq listes s'opposeront, le diman-che 4 mars, dans la commune de Saint-André-de-la-Réunion, à la saint-Anore-de-12-Reunion, a ta suite de l'amulation par le Conseil d'Etat, le 18 janvier, du scrutin du 6 mars qui avait vu M. Jean-Paul Virapoullé (UDF) maire sortant, l'emporter de quarante-sept voix sur la liste d'union de la gauche conduite par le communiste Laurent Vergès, fils du secrétaire général du Parti communiste réunionnais. M. Paul Vergès, maire du Port et représentant de la France à l'Assem-

blée des Communautés européennes (1). Cette commune, d'un peu plus de trente mille habitants, sur la côte est de l'île, est le cadre d'une partie de bras de fer que suit attentivement sout le département. Les lutteurs se connaissent. L'ancien maire, M. Jean-Paul Virapoullé, conseiller régional, vice-président du conseil général, s'est choisi le rôle, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, de porte-parole de l'opposition. Incon-testablement doué pour la communi-

cation, c'est lui qui, dans les grandes circonstances, va au devant des caméras de la télévision locale. Volontiers polémiste, il ne manque pas une occasion de lancer des défis à l'homme fort de la gauche dans l'Ile, M. Paul Vergès, le secrétaire général du PCR. Pour le Parti communiste réunionnais. Saint-André, où M. Laurent Vergès, conseiller régional, mêne son premier vrai combat, n'est pas une commune comme les autres. Il s'agit même d'un lieu chargé d'histoire et de symboles. Le docteur Raymond Vergès, un des fondateurs du mouvement communiste dans l'île, grand-père de l'actuel candidat, fut, dans les années 50, maire de Saint-André. C'est la chute de Saint-André, en septembre 1957, où les voix communistes tombèrent en un an de trois mille quatre cent que-

(1) Les listes en présence sont : la liste d'Union, conduite par le maire sor-tent, M. Jean-Paul Virapoullé; le liste du Parti de la conscience sociale et libé-rale, conduite par M. Daniel Ramas-sany (div. dr.); la liste Pour le dévelop-pement de Saint-André, la justice et la dignité des citoyens, conduite par M. Serge Sinamalé, indépendantiste : la liste d'Union pour le changement à Saint-André, conduite par Michel Latchoumanin (div. dr.); la liste d'Union de la majorité présidentielle PS-PCR, conduite par Laurent Vergès.

torze à cent trente-six, qui marqua l'ouverture d'une sombre décennie

placée sous le signe du bourrage d'urnes, de la fraude massive et violente. C'est à Saint-André encore, en décembre 1969, qu'un jeune homme impétueux s'est lancé, à vingt-six ans, dans la vie politique face à M. Paul Vergès : il s'agissait de...

Fraude : le moi a de nouveau êté lâché dès le lendemain du scrutin de mars dernier après la courte victoire du maire sortant. Des recours ont été introduits. Le Conseil d'Etat a considéré que le fait, pour des partians de M. Jean-Paul Virapoullé. d'avoir transporté des électeurs dans des véhicules prives, de les avoir rassemblés pour leur distribuer des bulletins et d'avoir accompagné certains d'entre eux jusqu'à leur bureau de vote révélait . l'existence de pressions », qui, eu égard au faible écart des voix par rapport à la majorité absolue des suffrages exprimés. était de nature à entacher la sincérité du scrutin.

Les forces politiques en présence n'avaient cependant pas attendu la sentence pour mobiliser leurs troupes. Le Parti communiste, tout comme M. Jean-Paul Virapoullé, ont multiplié leurs efforts pour inciter le plus grand nombre possible de Saint-Andréens à s'inscrire sur les listes électorales au cours des derniers mois de l'année 83.

Le refus par les commissions administratives de prendre en compte plusieurs centaines de demandes a été à l'origine de quelques révélations. Le PCR introduit quatre cent trente-sept recours devant le tribunal d'instance de Saint-Benoît. Le juge refusa de donner satisfaction à deux cent soixante-dix-neuf requérants considérant qu'une demande d'inscription doit constituer une démarche individuelle, expression d'une volonté autonome ». Il appuya sa décision sur - un faisceau de faits troublants ». Un conseiller municipal communiste avait été à lui seul chargé d'inscrire plus de quatre cents électeurs. Ce qui représente plus de 2 % du corps électoral de la commune. L'examen « sourcilleux » de procurations signées par les requérants a révélé, dans trois cent soixante-dix cas sur trois cents quatre-vingt-dix-huit, que le nom du mandataire et son état civil avaient été inscrits par le même scripteur et an'ainsi le choix du mandataire

n'avait pas été « librement déterminé - par le requérant. Le juge-ment souligna également que, sur trois cent quatre-vingt-dix-huit fiches d'état civil annexces aux procurations, aucune n'avait été certifiée conforme par l'intéressé. Enfin,

il releva que la totalité des requé-

quartier et lotisseme Si l'on en croit toujours les demandes d'inscription, douze personnes en age de voter habitent une modeste maison, résidence d'un adjoint chargé du quartier.

Un climat de tension

La polémique sur le travail accompli par les commissions administratives se poursuit entre le Parti communiste et M. Jean-Paul Virapoullé. Le candidat indépendantiste dénonce, pour sa part, · le gangsté-risme électoral » aussi bien des mmunistes que de la droite.

La campagne se déroule dans un climat de tension. Les candidats ont signé un code de bonne conduite, mais, presque chaque soir, des coups de poing et des jets de pierres sont échangés entre les plus fanatisés des deux camps. Il y a même eu des coups de leu. Policiers et gendarmes ont dû s'interposer à plusieurs reprises et faire usage de gaz lacry-

L'enieu de la consultation est important pour le rapport de forces dans cette première circonscription, dont M. Michel Debré (RPR) est le député. Aux dernières municipales, la gauche a emporté deux mairies. La conquête de Saint-André aurait un profond impact. L'électorat semble, toutefois, s'interroger sur la conduite du PCR qui. après un soutien sans réserve de la politique du gouvernement, multiplie les considérations critiques. Le dynamisme de l'union de la gauche n'est plus le même qu'en mars 1983. Socialistes et communistes sont parvenus à un accord pour présenter une liste unique, mais la grave détérioration de leurs rapports depuis les sénatoriales a laissé des traces. Les problèmes de fond et les divergences d'appréciation sur la politique goumentale restent entiers.

M. Jean-Paul Virapoullé, qui bénéficie du soutien de tous les cou-

même, à an assumer les « ris-

Autre difficulté rancontrée : le

message. En se refusant à antici-

per sur les réformes anvisages-

bles le jour où l'opposition revien-

drait au pouvoir, M. Barre, de son

propra aveu, pense adopter « une

attitude intellectuelle raisonna ble » et « un comportement politi-que efficace ». Mais il peut aussi

issser à ne vouloir exposer que

« quelques grands principes » et à

refuser tout projet qui fasse sa

M. Barre expliquent peut-être un

certain changement de ton dens

le discours plus crispé et plus sar-

castique, qui ne lui permet pas

toujours d'éviter de tomber dans

une certaine forme de démagogie.

Celle-ci consiste à s'assurer la

complicité de ses interlocuteurs

en dénonçant la bêtise des autres.

Ce n'ast plus la gauche opposée à

gents » face à la vaste légion des

« Je ne changerai pas »,

affirme toujours M. Barre, tout en

laissant entendre, aussi, qu'il ne

sa laissara pas « marginaliser ».

Les deux préoccupations peuvent

devenir contradictoires. Dens

l'affaire des « avions renifleurs ».

M. Barre avait laissé M. Giscard

d'Estaing se porter sur le devant

de la scène et rétablir une sorte

de hiérarchie entre l'ancien prési-

dent de la République et son

ancien premier ministre. Pour les

élections européennes, il a choisi

de se tenir à l'écart. Dans la

future organisation de l'UDF, il ne

compte pas jouer de rôle. A force

de ne vouloir, « en aucune façon.

se prêter à l'exécution d'une par-

tition au sein d'un trio ou d'un

quartet », et à trop refuser de se

situer par rapport is ses concur-

rents lors des étapes intermé-diaires, M. Barre prend le risque

de se laisser distancer pour la

seule échéance importante à ses

yeux, celle de 1988. A trop vou-

loir conduire sa partie en solitaire,

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

la droite, mais le « club des intell

Les difficultés que rencontre

ques a croissants.

pert au rêve.

rants de l'opposition, est malgré tout sur la défensive. Sa tentative, lors des dernières élections dans la 3º circonscription, a été un échec. Sa vicet l'annulation du scrutin ont prouvé que l'assurance dont il fait volontiers montre ne correspond pas toujours à la réalité. Une chose est certaine : les résultats de la prochaine consulrants avaient été présentés sur un tation auront des retombées sur formulaire identique, classés par

HUBERT BRUYÈRE.

BESANCON ET SES «ÉLECTEURS FANTOMES »

De notre correspondant

Besançon. - En admettant que vingt-sept personnes ne devraient effectivement plus être inscrites sur les listes municipales du quartier de Planoise à Besançon (onze ont été radiées, neuf ont été inscrites dans d'autres communes et sept sur les listes d'autres bureaux de vote de Besançon), le tribunal d'instance de cette ville a, dans une certaine mesure, désamorcé la «bombe» que neuf conseillers municipaux de l'opposition avaient placée sous le fauteuil de M. Robert Schwint (PS), maire de Besançon et sénateur du Doubs, Les élus de l'opposition avaient en effet déposé une réclamation auprès de la juridiction compétente aux fins d'examiner si buit cent vingt-sept des trois mille sept cents électeurs inscrits sur les listes du bureau de Planoise étaient bien domiciliés dans ce quartier. Cette procédure avait été engagée à la suite du retour de lettres portant la mention - n'habite pas à l'adresse indiquée ».

En saisissant l'opinion publique, les conseillers minoritaires avaient mis l'administration municipale en cause et. par le jeu d'une savante extrapolation, posé la question de savoir si Besançon ne comptait pas au total quelque seize mille «élec-teurs fantômes». Le jugement du tribunal ramène l'affaire à de plus modestes proportions puisque huit cents des huit cent vingt-sept élec-teurs signalés sont confirmés dans leur droit à figurer sur les listes d'un quartier où la population est, au demeurant, très mobile.

CLAUDE FABER

Un sondage

LES FRANCAIS ET LES ÉLECTIONS

En tenant compte des problèmes nationaux, 60 % des français se détermineront pour les élections européennes. C'est ce qu'indique un sondage réalisé par la SOFRES, du 17 au 22 février, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes et publié par le Figaro.

D'après cette enquête, 56 % des Français souhaitent que - les électeurs profitera de cette élection pour manifester leur mécontentement à l'égard de la gauche ». Les partisans de ce vote-sanction se trouvent essentiellement au RPR (88 %) et à l'UDF (79 %); 26 % des électeurs communistes et 31 % des électeurs socialistes souhaitent que les élec-teurs manifestent, le 17 juin prochain, leur mécontentement à l'égard de la gauche.

En ce qui concerne les intentions de vote, 48 % des personnes interrogées affirment vouloir accorder leurs suffrages à la liste d'opposition conduite par M= Simone Veil; 23 % à la liste socialiste de M. Jospin et 12 % à la liste communiste de M. Marchais. Les autres listes annoncées - Front national, écologistes, centre gauche, extrême gauche et PSU - sont respectivement créditées de 7 %. 5 %. 3 % et 2 % des intentions de vote.

Rencontre PS-MRG. - Des

délégations du PS et du MRG se sont rencontrées, mardi matin 28 février, pour confronter leurs pro-grammes européens. Les deux délégations ont constaté leur volonté commune de voir se renforcer la construction de l'Europe et favoriser la mise au point de projets concrets en matière économique et sociale. En revanche, socialistes et radicaux de ganche n'envisagent pas de manière similaire l'évolution institutionnelle de la Communauté. Les radicaux de gauche se prononcent, en effet, pettement pour une formule fédérative dans le cadre d'« Etats-Unis d'Europe ...

Le «phénomène Barre» se banalise

Son amploi du temps n'est pas moins chargé que par le passé. l'Institut d'études politiques, où il donne des cours; entre son «secrétariet» du boulevard Saint-Germain, à Paris, et sa permanence, cour Vitton, à Lyon; entre la province, où il continue de se rendre à l'invitation de clubs ou d'associations d'opposition, et l'étranger, où il préside des séminaires, prononce des conférences et rencontre de nombreux responsables politiques et économiques, M. Raymond Barre ne s'accorde que peu de repos. Sa lettre mensuelle. Faits et arguments, compte de plus en plus d'abonnés; les groupes de travail qu'il avait mis en place dès le mois de septembre 1981 se réunissant toujours aussi régulièrement, et ses collaborateurs mani-

stent le même zèle. Pourtant, en ce début d'année 1984, l'ancien premier ministre semble marquer le pas. Dans les sondages, sa cote de popularité se stabilise, voire régresse, et ce ou'on a bien voulu appeler le c phénomène Barre » se benelise A cela, sans doute, rien que de très normal. La voie solitaire choisis par le député du Rhône est samée d'embüches. Il le mesure aujourd'hui plus qu'hier. Après les premières griseries de la traver-sée, apparaissent les difficultés d'une navigation au long cours, qui devrait permettre à M. Barre de rallier 1988. Mais la distance

est encore longue ! Cas difficultés de navigation sont de plusieurs ordres. Elles tiennent, pour une part, à l'actualité, qui propulse sur le devant de la scène ou maintient dans les lisses talle ou telle personnalité. Ce furent, ces derniers temps, dans l'opposition, M. Jean-Marie Le Pen, Mª Simone Veil et M. Yves Montand. M. Raymond Barre a beau vouloir se tenir à l'écart de l'agitation pui secoue le « microcosme » politique, il ne peut pas ne pas tenir compte des trajectoires de ces personnalités, ni des mouvements d'opinion qu'elles révelent.

Cas difficultés tiennent aussi è l'attitude des partis, qui s'irritent, même quand ils lui sont favora- aura, comme il le reconnaît luibles, comme les centristes et les radicaux, du peu de considération que leur accorde en ratour M. Barre, et ce d'autent plus qu'ils sentent leurs militants attentifs aux propos de l'ancien premier ministre. En outre, les dirigeants nationaux du RPR, qui défendent leur présidentiable, se sont déjà essayés à quelques attaques ouvertes, se demandant, notamment par la voix de M. Bernard Pons, secrétaire général, quelle «politique nouvelle» pouvait bien proposer M. Barre. lla signifient aussi régulièrement leurs élus locaux qu'il n'est pas absolument indispensable qu'ils se montrant aux côtés de l'ancien oremier ministre dans ses tour nées en province. La campagne des élections municipales, au cours de laquelle l'ancien chef du gouvernement avait pu jouer les fédérateurs, est terminée.

Les risques de la marginalité

M. Barre. En effet, si les « municipales » lui avaient permis d'affic-

Les échéances font partie de ces difficultés que rencontrer

mer son poids sur la scène politique, les élections européennes le leissent sur le côté de la route, et c'est Me Vail qui joue - pour un temps peut-être - ce rôle de rassembleur, avec M. Jacques Chirac, Las nouveaux soubresauts qui ont secoué, à certe occasion, l'UDF, auront des répercussions au lendemain du 17 juin. Tournée vers les échéences législatives, l'UDF voudra, sans doute, se choisir un chef de file qui puisse l'entraîner, M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, et M. André Rossinot, président du Parti radical, ont clairement dit que ce choix ne pourrait être indéfiniment retardé ; récemment, M. Miche Pinton, au nom des adhérents directs - dont M. Philippe Mestre, ancien directeur de cabinet de M. Barre, semble vouloir s'occuper activement, - rendait un hommege appuyé à l'ancien premier ministre. Si ce demier continue de vouloir rester en dehors de ce qu'il appelle le jeu des partis, il

Roumanie : des trous dans le mythe

\\. - Vingt-deux millions de fourmis et quelques cigales

Le mythe de l'indépendant de la Rosmanie convainc plus certains Occidentaux que les Roumains. Il suppose en tout cas beaucoup d'ambiguïtés et c'est surtout M. Ceausescu qui en profite (le Moude du 28 février).

Bucarest. - • L'efficacité des syndicats se juge à la bonne réalisation du plan. Ce n'est pas ici, au siège des syndicats roumains, qu'on aurait mauvaise conscience à jouer les courroies de transmission ou à reprendre des slogans dignes des années 50. C'est le camarade Ceausescu qui l'a dit, dans un tout récent discours, et donc c'est vrai. D'ail-leurs son portrait géant trône dans le beau bureau couvert de boiseries de ce responsable de section, ancien secrétaire de parti et haut dirigeant du socteur minier. Il y a aussi le por-trait de Madame (Ceausescu), mais plus petit, plus familier, posé sur le téléviseur. Les syndicats occupent le même bâtiment que le ministère du travail, et pendant quelques années les deux organismes avaient le

Cela fait des années que d'innombrables discours appellent les Rou-mains à travailler plus et mieux, tandis qu'une cascade de décrets s'appliquent à les y inciter, de gré ou de force. A mesure que la situation conomique s'aggrave (les effets de la crise en Occident, évidemment), les appels se font plus pressants, les décisions plus radicales. Toute la Roumanie vit aujourd'hui sous le la généralisation du système dit de l'« accord global », en octobre dernier. Très complexe, ce système aboutit dans la pratique à deux me-sures concrètes : la rémunération au rendement (les travailleurs sont payés en fonction des résultats de l'entreprise, et donc de la réalisation du plan), et - corollaire - la sup-pression de tout salaire minimum.

Pris à la lettre, ce dispositif pourrait avoir des conséquences extrême-ment graves sur le niveau des salaires — d'autant que, dans la grande majorié des cas les travail-leurs n'ont aucune influence, sinon purement formelle, sur la marche de l'entreprise. Quant au plan, il est marqué par un tel volontarisme que sa réalisation est bautement aléatoire. Le plan ne prévoyait-il pas pour 1983 une production de bateaux de 842000 tonnes sur une base de 393000 tonnes produites l'année précédente; le résultat ne fut que de... 315 500 tonnes. Même voitures : produ 1982, 89 000 véhicules, plan 1983, 160 000; résultat, 76 900! Naturellement, il s'agit d'exemples limites, mais on n'a visiblement pas fini ici de prendre ses désirs pour des réa-

Ordre et discipline

Pour l'instant, l'application géné-rale de l'accord global n'en est qu'à ses balbutiements, et ses effets sont encore incertains. Au siège des syndicats, on indique que 70 % des entreprises industrielles ont dépassé le plan — en particulier toutes les mines de charbon — et qu'en conséquence les revenus de leurs salariés s'en sont trouvés accrus. Et on ajoute que le but premier de l'ac-cord global est d'instaurer - l'ordre et la discipline -.

Les échos recueillis dans la population sont fort différents; ils tour-nent autour du thème : le système reste parfaitement obscur, mais le résultat est clair : les salaires ont baissé. Le chiffre de 25 % est le plus couramment cité. Il pourrait s'expliquer par le fait que le décret prévoit, au cas où l'entreprise n'est pas en état de réaliser le plan pour des rai-sons objectives (conditions atmosphériques, manque de pièces im-portées, etc.), une rémunération ègale à 75 % du salaire habituel.

Tout cela peut-il être accepté sans douleur? Quelques mouvements de protestation ont été signalés (dans ne usine de camions de Brasov par exemple), mais le problème a été rapidement réglé par des menaces de renvoi immédiat, particulièrement efficaces pour des ouvriers d'origine paysanne dont le revenu est indispensable à la famille restée à la campagne. Des grèves (officiellement, on n'est pas au courant) ont aussi été observées dans les mines du Ma-

ramures, et même à Bucarest. Il semble, à essayer d'y voir clair au milieu de nombre de versions contradictoires, que dans la pratique le pouvoir soit enclin à céder ponctuellement aux revendications ouvrières dans les régions où elles risquent de présenter un certain danger. Officiellement, on indique qu'une augmentation générale des revenus de 10 % a été décidée : elle s'applique progressivement, de l'été 1983 à l'été 1984, en commençant

par le secteur minier et énergétique et en finissant par les administra-tions; mais les policiers ont été, semble-t-il, plus gâtés, et plus tôt : 40 % d'augmentation, dès l'automne

quel tout le monde, officiels ex-ceptés, est d'accord : le niveau de vie n'a pas cessé de baisser depuis plu-sieurs années, et surrout la vie est devenue plus difficile. Il y a bien sûr les queues, plus ou moins longues se-lon les produits et, surtout, selon les

A Bucarest, c'est surtout la viande qui manque (quatre cents personnes, en plein centre, pour ten-ter d'acheter des lots de viande congelée et de volaille). La situation s'est améliorée récemment pour le lait (même s'il s'agit de lait reconstitué à partir de poudre) et les œufs — on dit que la récente période des anniversaires » (successivement de Mme et de M. Ceausescu, au mois de janvier) explique ce « mieux ». Dans tout le pays, les seuls produits officiellement ra-tionnés sont l'huile et la farine, mais il y a souvent des difficultés pour le

bre de gens dont le visage et les vête-ments portent les marques de la vraie pauvreté – des vieux en particulier. Les gens plus riches ont d'au-tres problèmes : le manque d'essence (là aussi, queues interminables), de café, de bananes. Par contre, et contrairement à ce qui se passe en Pologne, on trouve sans grande diffi-culté la plupart des produits industriels (les meubles par exemple, les vêtements), même s'ils sont souvent de médiocre qualité et très chers.

De rares lumières...

Mais les privations les plus spectaculaires sont celles qui sont imposées par les économies, d'énergie au premier chef. Dans les bâtiments publics, on n'allume de rares lu-mières qu'à la toute dernière extrémité, et les fonctionnaires restent engoncés dans leur manteau : on économise le chauffage. Les rues restent plongées dans la pénombre : au mieux un lampadaire sur deux, en plein centre, beaucoup moins dans les banlieues. Toutes les ampoules de plus de 40 watts ont dis-paru des magasins, et les Roumains sont priés de débrancher leurs réfrigérateurs l'hiver et de laver leur linge à la main.

De sévères amendes sont prévues pour les contrevenants, mais là encore on aurait tort de croire que ces consignes précises (18 watts pour l'éclairage de la salle de bains), rédigées en langage impérieux et accom-pagnées de l'habituel martèlement de la propagande, sont respectées.

La consommation d'énergie des ménages ne représente que 7 % de l'ensemble de la consommation roumaine. C'est encore trop : l'objectif officiel est de diminuer de moitié ces dépenses. Tous les moyens sont bons : coupures d'eau chaude, de chauffage, raccourcissement des heures de cours et des récréations pour permettre aux écoliers de tra-vailler à la lumière du jour, suppression pendant la semaine des deux chaînes de télévision et interruption des programmes dès 10 heures du soir (sauf le jour de l'anniversaire de M. Ceausescu, évidemment : l'émis-(sauf le jour de l'anniversaire de sion a duré jusqu'à 2 heures du

Priorité aux remboursements

Comment a-t-on pu en arriver là ? Le premier responsable désigné est la grave sécheresse qui a frappé cet été l'Europe balkanique (les Yougoslaves aussi en savent quelque chose) et réduit par conséquent la production d'énergie hydroélectri-que. Elle a aussi limité la récolte de céréales à « presque 20 millions de tonnes » (contre 25 millions prévus par le plan - le plan 1984 est encore plus optimiste: 29 millions). Mais il y a aussi d'autres raisons

l'impasse dans laquelle s'est engagé la Roumanie en développant une énorme industrie pétrolière au moment où elle était encore un gros producteur et aussi où elle pouvait importer à bas prix le complément d'hydrocarbures nécessaires à ses boulimiques raffineries. A présent que la production est tombée, officiellement à 12 millions de tonnes la Roumanie doit, malgré tous les efforts d'économie, en importer presque autant au prix fort.

Et il faut, en plus, rembourser de lourdes dettes : après avoir long-temps cherché à retarder les échéances, quitte à user de diverses ruses pour ne pas payer les factures.

De notre envoyé spécial JAN KRAUZE

ter le fer dans la plaie, d'autant que M. Ccausescu semble en avoir fait

M. Ceausescu semble en avoir lait un point d'honneur.

A cet égard, le résultat est bril-lant, et tout à fait de nature à satis-faire les experts du FMI, dont la Roumanie est membre : la dette glo-bale a baissé; elle est désormais, se-ion les chiffres officiels, inférieure à 9 miliards de dollars. Surtout, le solde de la balance commerciale est, pour la seconde année consécutive, nettement positif (173 milliards de lei (1) d'exportations, contre 130 milliards d'importations). Mieux, les opérations en devises ont dégagé un excédent net : 800 mil-

dégagé un excédent net : 800 millions de dollars pour les échanges avec les pays d'Europe occidentale dont la part dans le commerce roumain a nettement diminué (23 % en 1983) au profit de celle du COME-CON (49 %).

Ce genre d'exploit ne se réalise pas sans douleur : si les Roumains manquent de viande, c'est (en partie) parce qu'on en vend de grandes quantités à l'URSS et à l'Irak, pour payer le pétrole. Surtout on a taillé à la hache dans les importations — avant tout dans les équipements et les outillages, en application du principe » produisons roumain ». cipe - produisons roumain -. Jusqu'où peut-on ailer dans cette voie sans causer trop de dégâts à une économie déjà mal en point, soumise à des directives aussi péremptoires que, parfois, opposées? Déjà, selon

certains observateurs, on a été trop loin, plusieurs usines ne travaillent qu'à peine, le manque d'investisse-ments se fait cruellement sentir. Il ments se l'ait cruellement sentir. Il semble d'ailleurs qu'en haut lieu on s'en soit aperçu. Vers la mi-février, M. Ceausescu a déclaré qu'il fallait importer les équipements indispensables à la réalisation du plan, quand il n'y avait pas d'autre solution. Au ministère du commerce extérieur, on laisse entrevoir, pour 1984 et surtout 1985, une reprise de certaines importations.

Encore un décret

Mais ce n'est pas là-dessus que l'on compte pour améliorer l'appro-visionnement, guérir une agriculture dont la maladie n'est guère explicable dans un pays potentiellement très riche – ne serait-ce qu'à cause des célèbres terres à ble de la Dobroudis.

Dans ce domaine, après quantité de discours et de résolutions sur la « révolution agraire », on brandit à nouveau l'arme secrète : un decre-tul, celui-là daté de la fin janvier, qui constitue un catalogue de recom-mandations, d'exigences et de monaces adressées aux paysans proprié-taires de lopins privés : chaque famille de deux à trois personnes est désormais tenue de posséder au moins une vache (ou cinq moutons),

soixante à quatre-vingts poulets et cinq à huit « autres volailles », dix à quinze lapins, sans oublier une ruche... et des vers à soie.

Si le paysan est incapable de remplir ses obligations, ses terres de-vront être cédées à la coopérative, ou à d'autres paysans. Surtout, faute de vendre à l'État et à la région les quantités de grains ou de légumes requises, il lui sera désormais inter-dit d'acheter des fourrages et de vendre ses productions sur le mar-ché privé (où les prix ou déjà été strictement limités). Ces exigences tatillonnes sont-elles réalistes — avec tout ce qu'elles supposent de controles bureaucratiques, ou de corroles bureaucratiques, ou de corroleion pour y échapper? Ou s'agit-il, comme d'habitude, de menseer beaucoup pour obtenir un

La campagne roumaine, entière-ment collectivisée dans la plaine, en partie privée dans les zones dites de montagne est encore terriblement arrièrée. C'est son charme, non seu-lement en Transylvanie on en Mol-davie, mais même dans les penits villages de la région de Bucarest: ou nire l'eau du puits, les carrioles à chevaux e'embourbent; on habite de jolies petites maisons aux conleurs vives, souvent ornées de verroteries, avec parfois des colonnettes plus ou moins droites. Les traditions, mipalennes, mi-orthodoxes, sont encore bien vivantes. Il y a des bergers, vêtus d'une grosse peau de mouton, et aussi des tziganes, des vrais, qui

-25 MAN

5 25

the second the second

On the Park Hall Brook

14.1 (-5") ... (2" MAY 758

The same of the Late Great #

10 year 20 4

Sant & Carter of cart.

200 · 24 59

April 10 Comm 新闻的

THE RESERVE A

1 may 10 to 1 mg

ACT OF A SALE STATE MATERIAL TO AND STATE OF STATE

profession and the

part by a to I william

2311 No. 19 April

Mora in this State

2 62 15 1.7 m & 21 21 21 21 tot with a Parace

TOTAL - PERMANENT

Commence on the Commence

STATE OF THE SERVICE

THE THE PARTY OF MARKS

TOO STATE OF THE PARTY.

Surplies at The

Million of Children Sales

gambi sa santrasa

rece w with \$1

MELAN STORE WAS THE cue la faire manife à

Programmer & St. Co.

Par China remarks

Martin et desegn

Special de State

er artere det

Server and second section 1

Element in the could be

Brown with the

THE WALKING DOM

THE STORE OF THE effert seineren med 🗿

ALL THE RESERVE AND ADDRESS OF THE PARTY AND A

e Marion (Au 3 Ai

聖者 からから 番種

THE CANADA SERVE SERVE

M SO ULTRACTO A

Wind too a war

De tar in the same

ANCIENS

L'UFAC

pour le rai

Use chiegaries

Pare des processes lans (LFAC) des persones de férmina

Ster, 24 tayer Ge P Citions du mande

lamment is question

SE PROPERTY CONTRACT

Mins Riva ie 18 f

Cadministration de

acte avec variefacts

portion de mountained

ment a vivie wer a

de rattrapage . I 🐃

Es novembre d

Payre, Président de me attre adressée

a Republique.

de lant element de 7.40 % qui restend M e

men asia entretent

ministre et je loi d

tell venter à ce

comple des messes reflectue trem som engagements », the least on date de l

Ment of PUFAC

pour cette mouvelle

Pants ic déclarant

The second second

per or total

To the second

grossière, en plein hiver. Il parali-qu'ils sont riches... Tont ceia est bel et ben. Mais comment expliquer que la Rouma-nie, pays enropéen, plutôt bien dont... par la nature, solt encure, quarante ans après la fin de la guerre, un pays « en voie de développement », indus-trialisé à la inssarde, sans soaci du cost économique et humain, ballotté entre les ordres et les contre ordres ?

Depuis quarante ans, ces paysans, à qui l'on accorde royalement de 800 à 1000 lei par mois pour les kolkhoziens (le salaire moyea dans l'industrie est de 2400 lei), som l'industrie est de 2400 fei), som abreuvés de discours; et priés, comme la sclasse oursière restée en fait tout près de la glèbe, d'applandir des deux mains des dirigeants infaillibles – dont les cavres complètes s'étalent jusque dans les petites librairies de village. Quand les choses vont mal, quand l'avenir radieux tarde à venir, on demande à ces fourmis de se agrer la ceinture ces fournis de se aarrer la cemture et de travailler plus. Les cigales elles, continuent à chanter. Et la morale de la fable n'est pas pous

Prochain article:

QUELQUES MURIMURES ISOLES DANS LA FOULE.













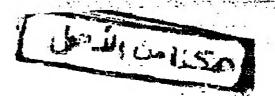












BALL

DANS IN FOLL

LES SUITES DE L'OPÉRATION A 2 - LIBÉRATION - LE SEUIL

Vive la crise, vive le trouble !...

On attendait Bernard Pivot, qui déclina la proposition ; ce fut encore - Yves Montand, On attendait un honnête succès de télévision. ce fut un «tabac» multimédias comme on en avait peu vu en France. On escomptait bien des commen-taires, ils furent innombrables, le plus souvent laudateurs. La crise ? L'émission « Vive la crise ! », diffu le 22 février par Antenne 2, parais-sait bien vaccinée contre elle par les grâces conjuguées de l'efficacité et

هكذا من الأصل

. Et pourtant, elle couveit, cette crise, là où on ne l'attendait pas : dans la rédaction du quotidien Libération, l'une des trois parties prenantes de l'opération avec Antenne 2 st les Editions du Seuil. Gardons la mesure : une petite crise, un trouble.

Très vite, à Libé, les explications sconomiques contenues dans l'émission divisent. En dépit de leur clarté et de l'exactitude d'une bonne partiede leurs termes : sommaire, mai vu, mai dit. Le quotidien se fera dans les jours suivants l'écho de divergences d'appréciation. Après tout, il ne sera nas le seci.

Mais ce qui déplait plus encore, z'est la hâte à associer sans précaution le label Libération à une opération qui lui échappe en fait à 90 %. Comme elle échappe du reste à toute définition classique et, pour finir, à raison même de son succès boule de seige, à tout le monde.

Surtout, un rédacteur « oppositionnel » depuis que le directeur de cette publication, Serge July, y a fait souffier le vent d'une modernité rimpaldienne sans limite et a hissé son modes, se rebiffe. Il a trouvé, et îl falt circuler à Libé, en forme de note criti-que, la faille selon lui révélatrice de «. Vive la crise i ».

Pour cet « oppositionnel's, Jeen-Paul Cruse, correspondant nantais de Libération et délégué SNJ-CGT, une équence de l'émission n'est nen moins ou une e escroquerie journalistique a et le signe « d'un dérapage vers l'extrême droite ». Doutes, débets, assemblée de la rédaction le 26 février : le trouble s'instelle.

La cause un set l'un des jeunes entrepreneurs bouillonnant d'idées. ique et efficace, présenté dans pette séquence comme symbole du gotiz de créer, le Vendéen Philippe de Villiers, secrétaire général adjoint de 'Albance pour une nouvelle culture Lie Monde du 3 novembre 1983). Est-il un suppôt de la droite nationaliste cetholique, de celle qui, en tout cre depuis un certain 10 mai 1981 à le reconquête politique par le bon usage de la culture ?-Jean-Paul Crusa la soutient.

sur la gauche et des propos très conquerants, tenus souvent devant des auditoires à tout le moins favorables à cette tradition de pensée et

Thèse de la direction de Libération : une « bavure » dans une opération multimédias aussi réuss un risque à assumer. Elle en tire la leçon. On va aller voir de plus près ce Philippe de Villiers et passer au crible les incontestables et multiples succès de cet ancien énarque en rupture de sous-préfecture : un prodigieux « Son et Lumières » monté au Puy-du-Fou, une énorme radio libre, Alouette FM, bientôt une école de communication...

Une apecifote 7 I la minuscule aléa de la « modernité » assumée et et les Editions du Seuil ? Philippe de Villiers n'est pas loin de le croire. Oui, il y deux types d'endroits où il ne se rend jamais, lui qui parle rievant tant d'auditoires divers : « les carcles de la nouvelle droite et les sphères staliniennes ». Qui, il est un chrétien « en interpellation permanente » et « Vandéen en plus dans une tradition qu'il ne récuse pes ». Et alors ? « Que Cruse et les gens qui pensent comme lui viennent me voir et voir ce que je fais. »

Chassez le politique...

sion, Jean-Claude Guillebaud, diagnostique de son côté € la straté gie du soupçon, un peu d'envie, la recherche du défaut de la cuirasse ». M n'a. iusqu'à plus ample information, « aucune raison de soupconnei de quoi que ce soit cet ami de Michel Albert, dont le livre fut le point de lépart de l'émission ع. لينا عربية parle evec satisfaction de «coup» et en ennance d'autres, qui ferant du bruit.

Tout cale, en apparence, n'emberrasse guère Michel Albert, PDG des Assurances générales de France, aire général au Plan. Ce que fait Philippe de Villiers, en revanche, l'enthousiasme. Pour le esta, il constate simplement : «Ce pays-lit [la Vendée] est comme pa. L'émission ? Quelle « œuvre. de cinéaste », quelle extraordinaire « perforatrice pédogogique. » Et lui ? Actionnaire de Libé en plus de tous ces titres et activités ? « Si vous voulez. J'ai donné 10 000 francs. » Actionnaire, comme Alain Minc, autre protagonista de l'émission, lui aussi publié per le Seull. Europe enfin, on l'a vu. Au point de briguer un mandet perlementaire ? «On me l'a demandé de divers oôtés. J'ai dit

ANCIENS COMBATTANTS

L'UFAC souhaiterait un échéancier pour le rattrapage du rapport constant

Une délégation de l'Union fran-çaise des associations de combat-tants (UFAC) doir être reçue, le mercredi 29 février, à l'hôtel Matignon, an anjet-de plusieurs revendi-cations du monde combattant, notamment la question du rattrapage da rapport constant du taux des pen-sions. Réuni le 11 février, le conseil d'administration de l'UFAC « a pris acte avec satisfaction que, sur pro-position du gouvernement, le Parle-ment a voté une troisième tranche de rattrapage : l % au le novembre

En novembre dernier, M. René
Peyre, président de l'UFAC, dans
une lettre adressée au président de
la République, déplorait l'absence
de tout élément de rattrapage sur les
7,40 % qui restent des 14,26 % que M. François Mitterrand avait trou-M. François Mitterrand avait trot-vésicas de sou arrivée à l'Elysée. « Je m'en suis entretenu avec le prender ministre et je lui ai indiqué qu'il de-vait veiller à ce que la prise en compte des mesures de rattrapage s'effectue bien conformément à mes engagements », répondait le chef de l'Etat en date du 16 janvier dernier. Même si ITIFAC réclamait 2 %. Même si l'UFAC réclamait 2 % pour cette nouvelle tranche, ses diri-geants se déclarent « prêts à recon-

naître objectivement les efforts consentis par le gouvernement, en une période difficile sur le plan éco-

Si l'on tient compte du 1 % prévu nu 1 movembre 1984, il restera encore 6,86 % à combler, pour lesquels l'UFAC souhaiterait obtenir un échéancier précis, plutôt que la promesse assez vague faite par M. Pierre Mauroy. Lors de l'assem-biée générale de l'UFAC, le 1º octobre 1983, le premier ministre avait déclaré, en effet, que e cet effort [le rattrapage] sura prolongé sur les deux prochains budgets ». La fin de la législature étant fixée à 1986, cela représenterait près de 3,50 % sur chaque budget. Est-ce possible? Le gouvernement vient de décider la rénnion, le 20 mars, d'une commisgion de concertation budgétaire élargie aux représentants de tous les groupes parlementaires en vue d'examiner le problème du rapport constant entre les pensions militaires et les indices de la fonction publique. Elle sera présidée par M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants.

CLAUDE DURIEUX.

FINI LES BIBLIOTHEQUES EN « TOC »

56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris Tel.: 261-65-79 et 261-65-89

LA CAMPAGNE DU FRONT NATIONAL

M. Le Pen : le socialisme est un cul-de-sac

Montpellier. - Ce n'est pas seule ment pour tenir une réunion publi-que en sourée que M. Jean-Marie Le Pen est venu lundi 27 février à

Montpellier. Il comparaissait

- a été bien « vendu » avant d'être plébiscité par le public et d' « inter-

peller» - encore ! - une partie de la classe politique. Telle est encore,

pour ca qui la concerne, la philoso-

phie en actes de Philippe de Villiers :

communiquer, communiquer, com

On ne peut toutefois se dispenser

d'une interrogation. Le brouillage

Deut-il venir du petit écran lorsqu'il

prétend parler et montrer aussi

clair? Des manipulations peuvent

elles se glisser dans le plus public

des spectacles stimulants ? « Nous

politique », dit le producteur de

'émission. Les idéologies, c'est fini,

a répété en substance son récitant,

Yves Montand. «Je suis de gauche s

la fibre associative est de gauche, de

droite si Jean-Paul II est à droite »,

de parier politique au sein même de

la rédaction, reconnaît-on volontiers

à Libération. Et le trouble qui y a

germé n'a peut-être que cette hum-

ble moralité : chassez le politique par

la porte, il rentre par la fenêtre. Qui

LAURENT GREILSAMER

et MICHEL KAJMAN.

Pas de politique ? Le mérite de

dit Philippe de Villiers.

ne l'eût pas cru ?.

LE MEETING DU PCF **A BOURGES**

Correspondance

A la suite de la lettre de M. Jean-François Deniau (le Monde du 21 fé-vrier) sur les conditions dans les-quelles s'était déroulé un meeting du Parti communiste sur les liberté et les droits de l'homme, le 12 fé-vrier, à Bourges, la Fédération du Cher du PCF nous écrit :

Cher du PCF nous écrit:

(...) Comme peuvent en témoigner la lecture des journaux locanx ainsi que les enregistrements de la télévision et des radios locales, il a bien été proposé à M. Deniau, personnellement, par M. Rémy Perrot, secrétaire fédéral, de laisser les dissidents des pays socialistes prendre la parole lors du meeting du PCF. C'est ensuite, M. Pierre Juquin luimême qui devant les caméras de le même qui, devant les caméras de la télévision, plusieurs micros et de nombreuses personnes, parmi les-quelles des dissidents, a confirmé comme l'écrit la Nouvelle République du 14 février, que « la réunion qui va commencer est ouverte à

De notre correspondant

l'après-midi devant le tribunal correctionnel sur plainte du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) pour «incitation à la haine raciale» à la suite de déclarations faites l'été dernier dans l'Hérault. Le président du Front national nie avoir tenu les propos qu'on lui prête. L'affaire n'a pas été entendue au fond. Ses avocats ont plaidé l'irrecevabilité de la plainte. Le tribunal a mis sa décision en délibéré sous quinzaine,

An moment on l'audience finis sait, un cortège de mille à deux mille manifestants, réunis à l'appel du PS, du PC, du PSU, de la CFDT, de la CGT, de la FEN et du MRAP, traversait Montpellier pour protester contre « la banalisation de l'extrême droite », ce qui faisait dire à M. Le Pen : - On me cite à comparattre devant le tribunal et on proteste contre ma venue. On manifeste dans la rue pour la liberté et on veut m'interdire la liberté d'expression. »

La manifestation s'est terminée sans incident, comme la réunion publique qui s'est déroulée dans la salle Frédéric-Mistral.

Est-ce la proximité de l'audience correctionnelle on bien l'effet d'un murissement? Le discours de M. Le Pen fut vibrant, sans excès de parole

Sans doute M. Le Pen a-t-il parié de la marée montante des popula-tions d'émigrés qu'il évalue à six millions en France. Il la compare aux flots qui, aux abords du Mont-Saint-Michel, cernent et submergent le pêcheur imprudent. « Alors quoi, dit-il, fascisme? Nazisme? La désense de notre patrie doit-elle être imputée de tels qualificatifs? Sommes-nous xénophobes parce que nous voulons que la France reste la France? Les Français ont un droit prioritaire d'être chez eux. Le patrimoine, c'est comme la santé, on ne le reconnaît que lorsqu'on le perd. - Après avoir déclaré « le socialiste est un culde-sac », il a appelé à la fraternité nationale. Sur l'Europe, il a estimé que « l'Espagne et le Portugal doi-vent avoir accès à la Communauté comme les nations captives de derrière le rideau de fer. Mais alors qu'on n'a pas su trouver un équilibre à dix, il n'est pas sage de croire qu'on le trouvera à douze ». Enfin. M. Le Pen a souhaité la présence d'une liste du Front national à la prochaine élection municipale partielle de Sète. D'une façon générale, « il vaut mieux, dit-il, voter pour un

opposant imbécile que pour un com-

muniste intelligent ».

REUSSIR LE BAC LES RESULTATS DES LYCEES

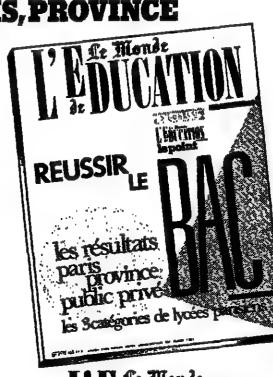
PUBLIC, PRIVE, PARIS, PROVINCE

Plus de mille lycées, publics, privés, de Paris et de province, ont répondu à l'enquête annuelle du Monde de l'éducation et du Point sur les résultats au baccalauréat 1983. Derrière les chiffres, se profilent la politique pédagogique du lycée - prime aux sections prestigieuses ou large éventail de formations, - son induigence on sa sévérité dans le « tri » des élèves.

Le Monde de l'éducation répond aussi aux questions que vous vous posez : Quelles sont les chances de réussir le bac selon les lycées ?

Dans quelle section? A quoi tient le succès d'un établissement? Les lycées parisiens sont-ils comme les autres? Dans ce numéro, en plus des journalistes, les proviseurs ont la parole et commentent leurs résultats.

Aussi au sommaire : Les réseaux d'aide au travail scolaire; 15-18 ans: l'âge des copains; Les diplômés et le marché de l'emploi; Etranges étrangers à HEC. En vente chez les marchands de journaux 11 F.



Pour préparer leur avenir Linformation sure.













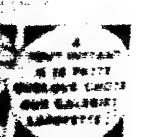








TOUT INSTANT IL SE PASSE QUELQUE CHOSE AUX GALERIES LAFAYETTE !!



聖

M. Mauroy: moderniser la France

(Suite de la première page.)

A l'évidence, avoir peur du progrès, c'est refuser l'avenir et refuser la vie. Mais l'accueillir, c'est aussi s'obliger à y préparer les hommes.

L'Europe, qui a été le berceau des deux premières révolutions indus-trielles, voit la troisième lui échapper. Elle doit donc ou redoubler d'efforts pour refaire son handicap ou se résigner au rôle de musée d'une culture engourdie. Notre am-bition, pour la France et pour l'Europe, ne peut être de cette nature.

Une compétition est engagée à l'échelle internationale. Des pays s'industrialisent qui, demain, pour-ront prétendre aux premiers rôles. D'autres, riches hier, s'ils refusent l'indispensable effort d'adaptation, sombrerout progressivement.

Or chacun peut observer la rapidité des mutations technologiques actuelles. Ceux qui croyaient avoir du temps se retrouvent soudain face à l'obstacle. Au cours des dix dernières années, l'Europe en général et la France en particulier out hésité devant l'ampleur de la tâche. Elles out déjà pris du retard.

En matière de brevets, par exem-ple, nous en déposons deux fois moins que les Britanniques, trois fois moins que les Allemands, six fois moins que les Américains et quinze fois moins que les Japonais! La créativité intellectuelle devrait pourtant être notre principale matière première. Nous avons en matière de recherches et d'innovations technologiques une riche tradition. Nous n'avons pas su en tirer un avantage industriel suffisant.

C'est en robotisant leurs chaînes de production automobile ces deres années que les Japonais ont fait vaciller leurs concurrents américains et qu'ils ont provoqué le chômage de nombreux travailleurs de la région de Detroit.

La réponse à de tels défis n'est pas à rechercher dans la fermeture des frontières, c'est-à-dire dans l'isolement par rapport aux grands courants de l'économie mondiale. Elle doit être trouvée dans l'innovation, dans la modernisation industrielle et dans une meilleure formation des

Tels ont toujours été nos objectifs.

Une nécessité vitale

Depuis bientôt trois ans, le gouvernement s'attache à moderniser la

Une modernisation institutionpelle d'abord. Je veux parier de la décentralisation, prolongée aujourd'hui par un exceptionnel effort de déconcentration. Car il est devenu indispensable de libérer les initiatives et de domer plus de sou-plesse à notre système administratif. La troisième génération industrielle sera en permanente mutation. Elle implique déjà une grande mobilité professionnelle, sociale et géographi que. Les régions, les collectivités locales des bassins d'emplois concernés doivent pouvoir faciliter les adaptation nécess

Une modernisation sociale ensuite. Faire de la négociation entre partenaires la règle de notre vie sociale, ouvrir de nouveaux droits aux salariés, c'est d'abord mettre notre pays à l'heure du dialogue et limiter ainsi les sources de conflits.

ce que j'appellerais les mœurs ou la morale publique. Cette démarche a été notamment illustrée par l'abolition de la peine de mort et l'abrogation des juridictions d'exception. En réalité, c'est tout notre droit qui est en cours d'adaptation, qu'il s'agisse du traitement des difficultés des entreprises ou de l'indemnisation des

Cette volonté de modernisation ne pouvait ignorer notre appareil de production. Il est en effet, au premier chef, concerné par l'adaptation de notre société aux réalités contemporaines.

Les conversions industrielles actuelles s'inscrivent donc dans une lo-gique politique profonde. La France bouge. Elle s'adapte. Et elle n'a pas attendu le début de 1984 pour engager ce mouvement.

Cette volonté politique, constamment exprimée dans les faits depuis trois ans, correspond à une nécessi vitale. Chacun de nous doit avoir conscience que le tiers des produc-tions industrielles d'anjourd'hui n'existaient pas il y a seulement dix ams! On peut estimer que, dans cinq ans, plus de 40 % des produits qui seront sur le marché ne sont pas lebriqués à l'heure actuelle !

Le choix qui nous est proposé est donc simple : aller de l'avant, ou perdre pied. Telle est l'alternative.

Nous devons réactiver une véritable politique industrielle. Elle était en effet inexistante sous le précé-dent septennat. Et si Georges Pompidou avait contribué à doter la Prance d'une industrie compétitive c'était en fondant son développe-ment sur l'utilisation d'une main d'œuvre à bon marché, immigrée pour l'essentiel.

Car la période de croissance a également été une période durant laquelle nous avons semé les germes de nos problèmes de société contem-

C'est durant les années de croissance que l'exode rural s'est accéléré et que la France est devenue une nation de salariés.

C'est durant cette période que le souci des profits immobiliers a gé-néré un urbanisme qui se révèle au-jourd'hui source de bien des désé-

Ce sont ces années qui ont provoconsommation et ont engendré une crise des valeurs au sein de la jeunesse dont mai 68 fut l'illustration.

Même la croissance n'allait pas sans difficultés. Et quand l'opposition exploite l'absence de croissance, aujourd'hui, pour mettre en cause l'action du gouvernement, je lui réponds : qu'avez-vous fait des marges de manœuvre dont vous disposier hier? Comment avez-vous préparé la France aux mutations contempo-

Face à la crise, les gouvernemen du précédent septennat ont choisi de faire le gros dos et d'attendre. L'in-dispensable modernisation n's pas été récilement engagée. Il nous faut, à présent, rattraper le temps perdu et adapter notre appareil de produc-

Lors du sommet de Versailles, en juin 1982, le président de la République avait présenté un rapport inti-tulé « Technologie, emploi et crois-

Une modernisation également de que j'appellerais les mœurs ou la notamment le problème d'une substitution ordonnée et rapide de nouveaux emplois aux anciens. Il insistait, à ce propos, sur la nécessité d'un effort accru de formation et de mobilité professionnelles.

La nécessité des restructurations industrielles n'est donc pas une dé-couverte de ces dernières semaines.

Dans de nombreuses branches, des actions destinées à redresser la situation avaient d'ailleurs été enga-gées, dès 1981 et 1982. C'est ainsi que des plans particuliers ont été mis en œuvre en faveur du textile et de la machine-outil. Le développe-ment de la filière électronique a été programmé. La réorganisation de notre industrie chimique a été enga-

Et je n'insiste pas sur l'exceptionnel effort qui est consenti en faveur de la recherche.

Dans le même temps, progressivement, le ministère de l'industrie et de la recherche devient un véritable outil capable de promouvoir une po-litique et non la légère superstructure dépourvue de moyens réels qu'il était demeuré depuis des décennies.

La mise en place du fonds industriel de modernisation, en juil-let 1983, a été une nouvelle illustration de certe volonté de développer les technologies contemporaines et de mobiliser, à cet effet, les ressources de l'épargne nationale.

La société semble hésiter

Le réveil industriel de la France a donc été recherché dès l'arrivée de la gauche aux responsabilités gou-vernementales. Cette volonté constitus encore le priorité du budget de 1984 et elle se situe au cœur du i Xª Plen.

Ce réveil exige en premier lieu la mobilisation des moyens de l'Etat et notamment du socteur public et na-tionalisé. Il s'agit là d'une nécessité qui s'impose dans tous les pays, quelles que solent leurs options poli-

Môme aux Etats-Unis, le passage à la troisième génération industrielle se réalise grace su soutien du gouvernement central. Les industries concernées sont en effet directement bénéficiaires des programmes de re-cherche militaires et spatianx ou de l'énorme marché public qui existe

Pourtant, cette mobilisation de la puissance publique n'est pas, à elle seule, suffisante. C'est chacun d'entre nous qui doit, dans sa vie quoti-dienne, dans l'organisation de son travail, accepter l'idée même de cette modernisation. L'effort collectif engagé par la nation doit, pour réussir, être accompagné d'un effort individuel. Car, tôt ou tard, nous serons tous confrontés à l'innovation et l ses conséquences.

Cette perspective inquiète. Je le comprends. J'ai trop vécu parmi les ouvriers pour sous-estimer, par exemple, leur attachement à un métier, à une usine, où ils sont souvent entrés encore adolescents.

Pourtant, moins que d'autres, ils doivent se laisser aller à cette forme de conservatisme que représents le refus des avancées technologiques. La culture de la gauche, celle du mouvement ouvrier, n'a-t-elle pas toujours été associée à la notion de

progrès, anssi bien technique que so-

A l'heure actuelle, la société francaise semble hésiter. La réalité de l'obstacle à franchir n'est plus niée, mais son ampleur effraye. Et certains se plaisent d'ailleurs consciemment ou inconsciemment — à en exagérer le volume. Des chifà en exagèrer le volume. Des chit-fres de suppressions d'emplois, trop souvent fantaisistes, sont par exem-ple publiés chaque jour, alors même qu'ils concernent souvent des pers-pectives sur plusieurs années. Ils contribuent à démoraliser, et donc à

Des syndicats forts et responsables

Il est vrai que les précédents en matière de restructurations indus-trielles ont pu nourrir les craintes des salariés concernés. Je serais tenté de dire que la droite avait, en la matière, une conception de type « biologique ». On coupe la « branche morte» — pour reprendre une expression chère à nos prédéces-seurs, — on élimine le corps jugé malade en accompagnant l'opération d'une dose «d'anesthésis sociale» proportionnelle à la réaction des travailleurs et des collectivités locales concernées. C'est là qu'il fau chercher l'origine des difficultés que nous rencontrons aujourd'hui dans les zones intéressées. Ce scepticisme contribue à ali-

menter des corporatismes qui ont trop souvent comme conséquence d'entraver les indispensables adapta-tions de notre société. Il s'agit là d'une vieille tentation française que nous devons être capables de surmonter. Et tous ceux qui, depuis trop longtemps, ont joué la faiblesse du syndicalisme français, ont tablé du syndicalisme trançais, un tinue sur se division, peuvent mesurer les dangers d'une telle situation. Les professions insuffisamment organisées, qui font de l'individualisme une règie absolue, constituent pour l'intérêt collectif un péril bencoup l'intérêt collectif un péril bencoup plus redoutable que des organisa-tions syndicales fortes et responsables, capables d'assurer la défense des travailleurs tout en prenant en compte les nécessaires adaptations de notre société.

Réformer et moderniser exigent le dialogue et la négociation. Le re-cours à l'affrontement, social ou l'imposition de mesures brutales ne penvent qu'engendrer des blocages, daptées. Il ne pent en résulter que de nouveaux retards dommageables

Le gouvernement s'attache donc à permettre et à favoriser ce dialogue. Il vient de proposer les outils d'une véritable politique de conversion industrielle. Comme il l'avait fait, fin 1981-début 1982, pour la politique de l'emploi. Et chacun a pu constater que nons avons ainsi stabilisé le chomage entre l'été 1981 et l'antomne 1983, ce qui constitue un ré-sultat unique au sein des pays de

Pas de vague de licenciements

Ce précédent doit convaincre que nous pouvons parfaitement atteindre les objectifs que nous nous fixons. Moderniser ne signifie pas abandonner des productions. Reconvertir

ne signifie pas sacrifier des régions. Traiter les situations de sureffectif ne signifie pas ouvrir la voie à une vagne de licenciements dans tout le vague de liceracionems dans tout le pays. Et s'il est vrai, comme l'a re-levé le président de la République, que les procédures peuvent être ac-célérées, il n'est pas question de re-venir sur la législation sociale qui, depuis dix ape récit les licencies depuis dix ans, régit les licencie-

A ceux qui redoutent que la gauche, dans cette opération, perde son ame, je dirai que l'ère industrielle est symbolisée par un progrès à la fois technique et social. Lors des deux premières révolutions indus-trielles cela s'est traduit par une dislectique d'affrontement et la maissance du mouvement ouvrier

Il nous incombe aujourd'hui la responsabilité de conduire simulta-nément cette double évolution.

Croire que la ganche puisse être bostile au progrès serait un non-sens historique. Cela reviendrait à dire one le mouvement ouvrier ne correspondrait qu'à une période précise et que les valeurs qu'il porte ne sont pas de tous les âges.

Ces valeurs qui out noms justice, solidarité, liberté et démocratie nous devous les affirmer plus que jamais. Car je ne suis pas dupe du jeu subtil dans lequel certains semblent so spe-cialiser. Pour être vraiment . mo-derne », il faudrait se rallier à l'idéoogie sommaire qui est à présent de consommation contante. Il faudrait s'extasier devant l'usage de la manière forte pour fermer les usines et licencier les travailleurs!

Je ne connais pas de dilemme plus artificiel que celui qui consiste è op-poser ceux qui denseurcralent fi-dèles aux idéaux de la gauche, mais qui se voient aussitôt taxés d'archaîsme, et ceux qui, an nom de la modernité, n'auraient d'autre peri-pective que de se rallier aux critères de la société marchande.

Ne nous épuisons pas dans ce faux débat. Ne perdons pas de vue potre problème.

Le temps de l'adaptation

La France a pris du retard. Il est vital de le rattraper. La modernisa-tion de notre industrie est incontournable. Telles sont les données de dé-

Ce que l'on appelle communé-ment la crise, c'est le temps d'adap-tation qui nous est nécessaire. La volonté de réforme, est la mieux à même de réduire ce délai.

Entretenir, au prix de lourdes subc'est prendre le risque de ne plus

pouvoir apprécier les évolutions de l'industric mondiale. C'est prendre le risque de perdre pied.

Toute l'attention du gouverne

ment est concentrée sur le sonci de réussir cette mutation en préservant les travailleurs. Et, dans le cadre de la politique de rigueur indispensable
à l'assainissement de notre économie, chacun mesure les contraintes
qui sont les nôtres. to tecul

15 1 1

pivememani

..../54 🐞

,240 📆

A 1 1 2 2 1 1 1

ァルニ 産

1 45 to . 100

Cross of the

LU TOP

Pro Property

. . .

S. 216-74

- F1 1-1 30

- 1.500

Carried States

× 24, 36

1 mar 1 mar

jun 🔯

1,000 (1**1)** 2431**(4)**

Sales Sales

a a mining

Same of the second

a 21 369

141 **##**

in topre 🙀

- "Selegi

ala ala おみ 🌶

- Traing 🙀

The purpose of the second

100

of a Supplication

1000

A Property

The Control

mirrord 🕸 🕸

State State

Section 1

JOHN L. DICKNES

White six of a

A400042

Service Services

garaga 🕝 💉 jaga 🦠

and the second s

。由1.50mm (19.00年**年的**)

America de referencia.

Epister cycle

Commence of the second

S REMARKS

الم المالية الم

4 4 1 1 1

qui sont les nôtres.

L'ampieur des efforts que nous consentous pour cinq branches industrielles est teile qu'il devient évident que toutes les entreprises et toutes les régions ne peuvent être traitées d'un seul coup. La mutation, pour aussi nécessaire et urgente qu'elle soit, doit être progressive et s'accomplir au rythme de la vie ellememe. Mieux vaut sérier les problèmes et les traiter les uns après les autres que de prendre le risque autres que de prendre le risque d'une rapture des équilibres sociaux.

Car, ce que nous entreprenous, c'est une véritable conversion, c'està-dire la mobilisation de moyens exceptionnels. Le simple arêt des activités dans les régions concernées serait en effet aussi nocif pour le pays que l'absence de modernisation.

A ceux qui s'étoment que le gran-

rion.

A ceux qui s'étoment que le gouvernement ait sélectionné des pôles de conversion bénéficient des aides les plus importantes, je répondrai que la France à deux vinesses qu'ils redoutent existe, malhemensement, déjà. S'il convient de consenir un effort particulier pour certaines re-gions sinistress, pour certains bas-sins d'emplois, c'est justement parce qu'ils accusent un retard préoccupant par rapport à le moyenne natio-nale, c'est pour leur permetire de re-

coller au peloton.

Qu'il s'agisse de la sidégurgie, des mines, de la construction navaie, il faut que les firmes de ces secteurs retrouvent leur caractère d'entre-prise. Il faut en finir avec l'accentilation des déficits de règle depuis des décennies. Et à ceux qui se plaides décennies. Et à cenx qui se prai-gnent des contraintes européennes qui pèsent, par exemple, sur notre si-dérurgie, je répondrai sentement que a nous devions affronter directe-ment le marché neodial, sens la ga-rantie du marché communautrire, la situation serait plus caritique entre la

La volonté politique existe, les instruments financiers, industriels et sociaux sont mobilisés et disponibles, à nous tous, maistenent de prendre le risque, à nous de moderniser la France en adaptant nos com-

Pédagogie

M. Pierre Mauroy in souvent pris la plume pour axpliquer le démarche de son gouvernement. dans les colonnes du Monde, le 20 avril 1982 (« Gouverner autrement »), le 24 juin 1983 (« Débattre autrement »), et le 2 septembre 1983 (c Réus Ce quatrième article procède du même souci que les précédents, Souci que le premier ministre avait exposé lui-même dans son ouvrage C'est ici le chemin, publié en 1982 : « Expliquer le changement, définir une pédago-gie est en effet l'une des têches les plus difficiles pour le gouver-nement. » Une nouvelle fois, M. Mauroy s'essaie à catte péda-

Son propos s'adresse en prio-rité à l'électorat ouvrier, et au parti communiste, que les res-tructurations industrielles décontenancent. D'où son insistance à sculigner que la gauche ne veut pas gérer les opérations de reconversion à la manière de la droite, et que la modernisation industrielle ne doit pas entreiner. e une vague de licenciements ».

Au passage, le chef du gouvernement fait une mise au point après
les réactions suscitées par les
déclarations de M., Mitterrand, le 12 février, sur TF. 1, au sujet des délais de licenciement. Il s'agit d'accélérer les procédures de licenciement, non de revenir sur

des transportaure routiers donne à M. Mauroy l'occasion de souli-gner la nécessité de syndicats « forts et résponsables » pour

Aux députés socialistes, qui evaient contesté que seuls certains des ouvriers menacés de chômage puissent bénéficier descongés de reconversion, le premier ministre répond que « la ment déjà » et que le sort privilégié réservé à ces ouvriers-là se justifie par le retard pris, par rapport à la moyenne nationale, dans les régions les plus tou-chées par la crise.

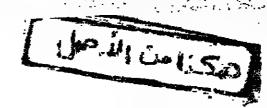
Mais, au-dela de son souol pédagogique, M. Mauroy lanca aussi un appel politique, à toute la gauche, le « deuxième » comme la « première », l'« américaine » comme la « nationale ». la « moderne » comme celle que la « moderne » comme-calle que l'on toxe perfois d' « archeisme ». Pour le premier ministre, il s'agit là d'un « faux débat ». La vraie question est : « Aller de l'avant ou perdre pied: » Comme « le jeu subdi dans Jequel cortains [de ses amis] semblem se spécialisers, M. Mauroy avyte la gauche à faire front. En pédeogue il est vrai, certaines répétitions ne sont



OISE

L'ANGLAIS ANGLETERRE Collégions - Lychens : e mafin : 15 H de cours

184 ORDINATEURS L'ORDINATEUR INDIVIDUEL



Le Monde

STATE OF THE PARTY OF Andrew Comments of the

Marine M.

No Page 1 Additional section (Alexander)

The second second

We have being a

AND THE STATE OF THE PARTY.

TOTAL P WAR

Taberto - and

ور مردود ك مو تحققهم

THE POWER S.

赛 跨賽 电放射性 化二二

Alagaria de la les

Martin Sep - 100 100

Carrier gendenfilm inn

AND THE RESERVE AND ADDRESS.

新香花花 中山 九二

新元 (1875年) 大学 (1975年) 大学 (

The state of the s

Committee of the Commit

But the state of the second

BOOK CONTRACTOR OF THE PARTY OF

Francis and more to

THE PARTY OF THE P

The state of the state of

Andreas Control of the control of th

The state of the s

A CONTRACTOR OF THE PROPERTY O

The second secon

Barbara and Commencer of the Commencer o

The second of the second

A CAMPBELL COMPANIES CO.

Street Anna .

A STATE OF THE PARTY OF THE PARTY.

MALE PROPERTY AND ADDRESS.

Section of the sec CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE WHERE THE THREE TH total de respectivo The state of the s

Marian del resource de

and they're

Marie San San San

Market Mary 1996

The state of the s

American de la companya de la compan

Aller Aller and the

A PARL MATER

Company of the Artificial Comments

Company &

A STATE OF THE STA

Pådagogie

医神经性

A SHOTE

1. 1

-

2 × 2 ×

2.5

 $-i h = \sqrt{n} \cdot \sqrt{n}$

Anna Paragraphy

14 m 51 d

 $\pi_{\rm cons} \sim s_{\rm color, T_{\rm b}^{\rm m}}$

The Caption

Charles banking

No office a

A 7 7 7 7 7

in the second of

1000

and the second

 $||_{t=(d,d)\to (d)} \leq e^{-\frac{d}{2}(\frac{\pi d}{2})}$

8 3

1.5

1. 4 × 43 12.5

" " CO

The state of the s

ide Žuure,

AND PARISONS

société

LE DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Le recul du gouvernement

(Suite de la première page.)

Ainsi, M. Edmond Hervé, secré-taire d'Etat chargé de la santé et élu local de l'Ouest (il est maire de Rennes), tout en souhaitant que la « sagesse » et la « conciliation ». l'emportent de part et d'autre, affirme qu'un renoncement total de la part du gouvernement infraisrait « une très grande déception » dans les rangs socialistes.

D'autres membres du PS font valoir qu'un règlement partiel de la question de l'enseignement privé contribuerait à accélérer la rénovation de l'école publique, dont la nécessité fait l'unanimité au sein du parti. L'opinion de M. Pierre Joxe, selon laquelle il eut été préférable, dès 1981, de mobiliser les enseignants sur ce thème, répond, à l'évidence, à une préoccupation diffuse à l'intérieur du parti.

Le gouvernement affirme, lui aussi, vouloir l'apaisement et la décrispation, mais il considère que la conciliation reste possible.

M. Mitterrand estime que les laIques ressentent des frustrations légitimes. On indique dans son entourage qu'il n'est pas question de laisser les choses en l'état. Cependant, quitte à s'aliéner une partie de la base socialiste et certains députés, l'Elysée pense qu'il faut aller jusqu'au bout de la négociation avec l'enseignement catholique.

Le principal responsable du premier parti de la majorité et le gouvernement ont donc, sur le plan des objectifs, un langage commun. Ils apprécient, en revanche, différemment la possibilité de parvenir à un accord acceptable par les deux par-

Leur démarche pourrait être de nature à désamorcer, en partie, l'offensive de l'opposition. En revanche, il sera difficile au gouvernement de ne pas donner l'impression qu'il cède à la pression de l'opinion. JEAN-LOUIS ANDRÉAM.

Les projets de réforme du premier cycle du supérieur

M™ Danièle Blondel, directrice de l'enseignement supérieur et de la recherche, a annoncé que l'examen des projets de réforme du premier cycle transmis per les universités ve-nait de commencer (le Monde du 15 février). « Nous avons toutes les raisons d'être satisfait car toutes les universités sauf deux (Bordeaux-III et Paris-II) ont envoyé un ou plusieurs projets -, a-t-elle déclaré. Ce sont environ cinq cents proposi-tions de diplômes, élaborées en lonction des objectifs de la nouvelle loi rignements supériours. sur les ens qui ont été adressées au ministère. "Un chiffre énorme -, selon M™ Georgina Dufoix, secrétaire M™ Blondel, si on le compare aux d'Etat chargé de la famille, sera réactions des universitaires au prin-temps et à l'automne 1983 à l'an-nonce de la loi préparée par M. Sa-

Des groupes d'experts doivent examiner ces projets. Vers le milieu de mars, une analyse de ces propositions et une étude des moyens supplémentaires qu'elles exigent de-vraient être connues. Ensuite des négociations s'engageront avec les établissements. Un tiens des projets pourront être mis en place à la rentrée de 1984.

PUBLICATION JUDICIAIRE

FRAUDE FISCALE

Par jugement du tribunal correctionael de Saintes du 22 septembre 1983, M. Henri Bourean, ancien haissier de justice, né le 12 août 1917 à Aulnay-de-Saintonge, demeurant à Aulnay-de-Saintonge, a été déclaré coupable de frande fiscale et d'omission volontaire d'écritures comptables, pour avoir, de 1978 à 1981, dissimulé des sommes suitettes à l'impôt pour au montant de jettes à l'impôt pour un montant de 248 819 F et majoré indûment des

248 819 F et majoré indûment des charges pour une somme de 139 836 F.

Le tribunal:

— A condamné M. Boureau à un an d'emprisonnement avec sursis et à 100 000 francs d'amende.

— A ordonné la publication de ce jugement aux frais du condamné dans les journaux le Monde, le Figuro, Sud-Ouest (page France) et dans la Revue des huissiers de justice.

Vu au parquet. Saintes, le 15 février 1984 Le procureur de la République Pour extrait certifié conforme. Saintes, le 8 novembre 1983 : Le greffler.

Un accord est possible sur les règles budgétaires

C'est le 12 janvier que M. Alain Savary a adressé à ses partenaires quatre textes détaillant les propositions qu'il soumettait aux négociations sur l'avenir des relations entre l'Etat, l'enseignement public et l'enseignement privé.

Ces propositions de ministre de l'éducation nationale visent d'une part à modifier, en les harmonisant avec celles du public, les modalités de financement des établissements privés sous contrat avec l'Etat. Elles introduisent, d'autre part, deux nouveautés : la création de l'établissement d'intérêt public (EIP), entité juridique qui se substituerait aux actuels contrats pour associer plus étroitement l'enseignement privé au service public, et la possibilité pour les enseignants volontaires du privé de devenir fonctionnaires.

Aboutissement de deux ans de travaux, discussions et consultations, les négociations ont commencé le 24 janvier dans la plus grande discrétion. Depuis cette date. les représentants du ministre reçoivent, à tour de rôle, les interlocuteurs qui ont accepté de répondre à leur invitation. Dans les pourparlers qui viennent de s'engager, les lai-ques restent les grands absents. En revanche, la commission perma-nente de l'enseignement catholique, dirigée par le Père Paul Guiberteau. a déjà été reçue plusieurs fois. Mais, avant même l'ouverture de la négociation, il était clair qu'elle ne discuterait que de deux propositions sur quatre, celles qui concernent les conditions de financement par l'Etat des établissements privés. Le premier de ces textes traite des conditions de passation des contrats, des ouvertures et fermetures de classe et des règles d'inscription au budget de l'Etat, des crédits destinés à rémunérer les maîtres de l'enseignement privé. Ces crédits seralent désormais limitatifs, c'est-à-dire que l'enscignement privé disposerait, contraire-ment à la pratique antérieure, d'un nombre de postes fixé à l'avance

 Deux nouveaux associés à l'Académie des sciences. - L'Académie des sciences a élu, lundi 27 février, deux associés étrangers : Sir Rudolph Peieris, ancien professeur aux universités de Birmingham et d'Oxford (Grande-Bretagne), connu pour ses travaux théoriques en physique des solides et en physi-que nucléaire; et M. Ryogo Kubo, ancien professeur et doyen de l'université de Tokyo (Japon), spécialiste de mécanique statique, qui a notamment formulé les grandes lois de la thermostatique hors équilibre.

● L'Institut de l'enfance et de la

familie. - M. Jean-Pierre Rosenczveig, magistrat, actuellement conseiller technique au cabinet de M™ Georgina Dufoix, secrétaire sans doute nommé directeur de l'Institut de l'enfance et de la famille, créé par un décret paru au Journal officiel du 23 février. Celuici, qui doit financer ou faire connaltre des recherches et des expérimentations (par exemple, sur les modes de garde), est administré par un conseil comprenant neuf personna-lités choisies pour leur compétence, six membres de droit (quatre représentants des organismes de recher-che, le président de la Caisse nationale d'allocations familiales et celui de l'Union nationale des associations familiales), quatre représentants des ministères intéressés et un élu du personnel.



SPECIAL 14 / 20 ANS Du 24 Mars au 7 Avril 84 Du 31 Mars au 14 Avril 84 Environs de Washington Cours, excursions, accueil et séjour dans une famille américaine.

Informations - Réservations aux confour. 13, RUE DE GRENELLE, 75007 PARIS

TEL : (1) 544 62 20

pour ouvrir des classes selon des cri-écoles privées sous contrat d'associatères équivalents de ceux de l'enseignement public et non plus à son gré. Ce mouvement a été amorcé dans les faits à la rentrée 1983. En dépit de protestations formelles, les responsables de l'enseignement catholique ont bien conscience qu'ils bénéficiaient jusqu'alors de privi-lèges difficiles à défendre surtout dans une période d'austérité.

Le second texte fixe les conditions de la participation financière des collectivités territoriales à l'égard de l'enseignement privé sous contrat. Comme dans l'enseignement public, les dépenses de fonctionnement scraient prises en charge par les communes pour les écoles, par les départements pour les collèges, par les régions pour les lycées. Cette proposition traduit, pour les deux réseaux scolaires, les dispositions de la loi de décentralisation du 22 juillet 1983.

Mon à la titularisation

La mise en œuvre de la décentralisation est une nécessité que l'enseignement catholique ne conteste pas. En outre, ce texte devrait mettre fin aux litiges qui opposent encore des

tion à des municipalités qui refusent de participer à leur fonctionnement faute d'un dispositif législatif adapté.

cière et éducative » des écoles.

Le ministre de l'éducation nationale n'a pas encore fait savoir ce qu'il pensait des contre-propositions de ses partenaires, qui restent bien déterminés à ne pas discuter de ces deux points sur les bases fixées par

LES REACTIONS

- M. Bouchareissas: la gauche risquerait de perdre ses militants les plus actifs
- Le Père Guiberteau: une ouverture mais il faut attendre pour juger

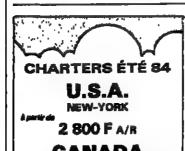
nale se refuse à commenter les déclarations de M. Lionel Jospin. Pour sa part, M. Michel Bouchareissas, secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL), a déclaré, lundi 27 février à RTL, que le problème des rapports entre l'Etat et l'enseignement privé est un des problèmes importants que la auche doit résoudre, même s'il est difficile ». M. Bouchareissas nous a prócisé qu'« un recui éventuei du gouvernement sur ce problème ferait courir, à terme, la gauche vers la perte du pouvoir -. Sclon lui, la gauche « perdrait par désenchantement, en tout cas, l'appui du noyau le plus actif et jusqu'alors le plus fidèle de ses militants, qu'il s'agisse d'enseignants, de parents d'élèves ou d'amicalistes ». Le CNAL, d'après son secrétaire générai, - jugera dans la période à venir le gouvernement à ses actes ».

Le ministre de l'éducation natio-

De son côté, l'enseignement catholique a réagi par la voix du chanoine Paul Guiberteau, secrétaire général, qui nous a déclaré : Si les actes suivent les paroles, les

M. ANDRÉ BERGERON : « DU BON SENS »

M. André Bergeron, socrétaire général de Force ouvrière, estime que les propos tenus par M. Jospin sur la querelle scolaire sont ceux . du bon sens », « A mon avis, il a raison, at-il déclaré mardi 28 février. // est des circonstances ou il faut faire preuve de réalisme et de bon sens. Il était inutile de soulever ce problème aujourd'hui. C'est ce que j'avais dit à M. François Mitterrand le 1º jivrier 1984. C'est le même souci qui a inspiré à la commission exécutive de Force ouvrière la décision de ne pas participer aux manifestations du CNAL.»



CANADA MONTRÉAL/QUÉBEC

3 550 F A/R AIRCOM SETI 93, rise de Moncepet, 75008 Paris T&L +522-89-49 LIC A962

Sur ces deux textes, il semble qu'un accord soit possible même si des divergences existent au départ

En revanche, la commission permanente de l'enseignement catholique a refusé de discuter de l'établissement d'intérêt public et de la titularisation éventuelle des maîtres dans la fonction publique. Elle a cependant présenté, à ce propos, des contre-propositions le 5 février. Elles portent sur un statut spécifique, unique, des enseignants, et inventent la notion de groupement public d'inté-rêt éducatif (GPIE). Cette structure juridique décentralisée respecterait, aux yeux de ses auteurs, l'autonomie administrative, finan-

CATHERINE ARDITTI.

le gouvernement.

propos tenus par M. Jospin montreraient une ouverture possible du côté du gouvernement. - M. Guiberteau insiste sur la nécessité qui s'impose à lui d'attendre pour juger ; Nous devons encore être fixés sur des points tels que ceux-ci : y aurat-il un dépôt de projet de loi, et sur quoi? Quels moyens aurons-nous d'exprimer notre avis sur un projet avant qu'il vienne devant le Parle-

- L'expérience nous apprend à être attentiste, a-t-il ajouté. Car, par exemple, le fait que soixante-dix communes refusent toujours de ver-ser le forfait à des écoles sous contrat nous inquiète sur la possibilité du gouvernement de faire restecter la loi. -

M. Jean Andrieu, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE) et responsable en titre du CNAL, a déclaré de son côté : • Je ne sais pas si c'est un bon calcul politique, et si, à vouloir sans cesse différer les problèmes difficiles, on ne va pas écorner la conscience polisique de la majorité, et accroître le mbre des décus du socialisme. » M. Andrieu a ajouté : - Nous avons manifesté dans la rue pendant vingt-cinq ans, et les gouvernements d'alors n'en ont tenu aucun compte. Bien sûr, la gauche a raison d'agir autrement aujourd'hui, mais ce n'est pas une raison pour abandonner un projet social. -

 M. Jacques Pommatau, secrétaire général de la FEN, a déclaré, mardi 28 février : « Si le gouvernement était conduit à céder à la pression de l'extérieur, cela ne manquerait pas de poser de sérieux problèmes à son électorat.

Le moule

tour de l'enseignement libre cache peu à peu l'obiet réel du débat. Des gens qui n'ont mis les pieds dans une église que pour un mariage ou un enterrement crient leur soutien à une foi qu'ils ignorent, enragent de voir des évêques trainer encore les pieds et prêcher une modération rela-

C'est que l'enjeu n'est pas la christianisation ou la déchristiani sation de la France. L'école confessionnelle n'est plus, ou n'est plus quère une machine à fabriquer des catholiques fervents. Elle est devenue un symbole de la liberté des parents en même temps que d'une autorité qu'ils veulent retrouver. Dans une certaine mesure, à Lille, hier, à Versailles, demain, on prend la revanche de mai 1968, Certes l'enseignement libre n'est plus ca qu'il était il y s cinquante ans. Il a, comme l'enseignement public, abandonné des contraintes jugées maintenant archaïques. associant de plus près les familles à la « communauté éducative a. Il a fait progresser une pédagogie ouverte sur l'exterieur.

Mais l'essentiel, aux yeux de la grande massa des parents, c'est que son existence même leur permet d'avoir barre sur leurs rejetons, de choisir pour eux, de les repécher après des expériences maiheureuses, de leur transmettre ce qu'ils estiment être leur héritage moral. En un mot de les former à leur image, dans une société qui, hier assoiffée de changement, aspire - sans pour autent, bon gré mai gré, cesser de changer. - à la stabilité perdue des générations répétitives. Les enseignants du sectour public n'ont-ils pas, dans leur ensemble, la même soif de faire de leurs enfants des instituteurs ou des professeurs, de feur assurer cette sécurité de l'emploi qui engendre bien des vocations pédagogiques ?

Mai 1968 était, par beaucoup de côtés, l'axplosion d'une génération nombreuse, inquiète

La poussière des combats au- d'avoir dû, dans un monde incertain, se déterminer toute seule. Comme l'Université, la famille a paru en faire les frais. Elle n'en est pas morte ; elle a changé. Le patnarcat n'existe plus guère. Les rapports se sont assouplis. sont devenus plus égalitaires. Est restée la crainte du désordre, de la rupture, des départs sans retour vers l'utopie ou la droque.

> La classe moyenne française est encore sous le choc de cette désintégration, de cette perte de ses enfants. Elle a tendance à les attribuer à l'enseignement public, bouc émissaire d'un abandon qui était le fait de l'ensemble du coms social.

Choisir pour ses enfants, c'est, à ses yeux, leur éviter l'aventure, s'assurer que des rejetons de moins en moins nombreux - quand ils l'étaient, la conformité de quelques-uns au modèle prévu faisait passer la folie des autres, - resteront dans la voie qu'on a choisse pour aux.

L'école publique a évolué, alla aussi. Malgré d'évidents défauts, sa pédagogie sa transforme. Les lycées ne sont plus au bord de insurrection depuis belle lurette. Les enseignants, ceux de moins qui ne sont pas chargés d'éponger les bayures dans les milieux les plus défavorisés, ont repris le pouvoir d'enseigner. Les élèves savent que leur avenir dépend. du moins en partie, de leur travail. Mals la grande machine, secouée par des réformes succèssives, met longtemps à trouver son rythme de croisière. Elle compte en décennies. Les parents comptent en trimestres.

D'où cette angoisse, solgneusement entretenue par tous ceux qui ont intérêt à faire basculer le pouvoir, cette hâte, la vivacité de la réaction. La gauche croyait se trouver devant un problème politique, avec des solutions techniques. Elle se heurte è bien plus que cela : à une société qui, à travers ses enfants, défend sa

JEAN PLANCHAIS.

Une mise au point du ministère sur les enseignements artistiques

Le ministère de l'éducation natio- larisés dans le corps des professeurs du 14 février 1984), et qui tait notamment contre - la décision du ministère (...) de demander à piusieurs centaines de professeurs d'éducation musicale et d'arts plastiques d'enseigner les mathématiques ou les lettres ».

Dans une lettre adressée à toutes les personnalités signataires de ce texte, M. Alain Savary précise que la « décision » ainsi mise en cause concerne la pouvelle possibilité de titularisation ouverte aux maîtres auxiliaires non titulaires de la licence ou de son équivalence nécessaire pour être intégrés comme ad-

nale à réagi fermement à l'appel d'enseignement général des collèges lancé par le Comité national pour (PEGC) et bénéficier de la sécurité l'éducation artistique (CNEA) sous de l'emploi. En contrepartie, ils dela forme d'un encadré publicitaire vront dispenser un double enseigneinséré dans nos colonnes (le Monde ment, l'un dans leur discipline d'origine, l'autre en lettres ou en mathématiques, conformément au statut des PEGC.

· En réalité, indique le ministère, les besoins d'enseignement dans les disciplines artisitques sont tels que les maltres concernés (...) enseigneront presque exclusivement dans ces disciplines. S'il est vrai qu'un déficit important existe encore en ces matières, c'est le fait de l'abandon dans lequel elles ont été laissées pendant des années -. Le ministre de l'éducation nationale annonce qu'un bilan des actions menées en faveur des enseignements artistiques joint d'enseignement. Ces auxiliaires pourront, à la rentrée 1984, être titusera fait au début du mois d'avril.





* Par cleve et par semaine, (Materiel en supplement)















TOUT INSTANT IL SE PASSE **QUELQUE CHOSE** AUX GALERIES LAFAYETTE !!











Combien seront-ils dimanche 4 mars à Versailles, dernière des cinq manifestations prévues pour l'instant par le comité national de l'enseiguement catholique? Certainement plus encore, d'autant que ce rassemblement, près de la capi-tale, prendra inévitablement un caractère national. Ces manifestations ont pour objectif de rassembler « ceux qui veulent défendre la liberté de l'enseignement », au moment même où les respopsables de l'enseignement privé négocient avec le gouvernement un nouveau mode de finance-

L'enseignement privé ment, de gestion et de fonctionnement de leurs écoles.

L'arrivée de la gauche au pouvoir a en effet posé en termes nouveaux les rapports entre l'Etat, l'école privée et l'enseignement public. La question du financement par l'Etat d'un système enseignement privé, en concurrence avec le secteur public, est un vieux cheval de bataille des militants socialistes. Lorsqu'il était candidat à la présidence de la République, M. Mitterrand avait annoucé son intention de mettre en place au grand service public, mifié et laïque de l'éducation estionale.

Il y avait de quoi inquéter les partisans de l'enseignement privé, même si, depuis son élec-tion, M. Mitterrand a teun à rassurer, renouçant, depuis le 10 mai 1981, à reprendre la formulation de son engagement électoral.

Pour traiter ce brûkent dossier, le gouvernement a évité toute précipitation. Depuis le 25 janvier 1982, le ministre de l'éducation nationale a rencontré pinsieurs fois ses partenuires, bien qu'il se soit souvent contenté de les éconter sans répondre à leurs questions. Quand son plan de décembre 1982 a été rejeté par l'enseignem catholique, il a repris les contacts pour aboutir, en octobre 1983, à de nouvelles propositions qui out reçu cette fois un accueil en partie favorable de la part des catholiques, mais nettement négatif de la part des laïones.

Ce sont ces dernières propositions qui font l'objet des négociations actuelles. Elles s'articulent autour de quatre chapitres : l'harmonisation des conditions d'ouverture de classes dans l'enseignement privé et public, la participation des col-lectivités territoriales à leur financement, les liens juridiques entre les écoles privées et l'Etat. le statut des maîtres du privé.

المتاريخ والمتاركة والمتاركة

2 80

1 S. UA

Maria San Al

. .

12000

17.00 Sec. 2010 1988

1000 1000

promote a su as

article of the legal

Property of the Art

9 H 10 W 44 A

Contract to the second

Robert Berling

elger - Large Mg

10 - 21 - 1 - 4 - 6M

The second section

Allender of the second

there is a rate

*** \$ * * * * * * * * * * * *

 $\mathcal{F}_{\mathcal{F}_{\mathbf{k}}}(\tau) + \gamma_{\mathbf{k}} + \gamma_{\mathbf{k}} + \gamma_{\mathbf{k}} = \gamma_{\mathcal{F}_{\mathbf{k}}} \sqrt{-2\gamma_{\mathbf{k}}} \mathbf{g}$

a tachait .. wa g

Patricke Contraction of

Francisco Contra

The form of the

Thomas of the said

There is the

Street, Street

was the second of the W

The same of the same of

The State of the Parks

-

Ten 1911 And 1918 See

The second second

100 mm

The section of the section of

Acres 1 mg

The second section

THE PERSON

The Company

In the second

100 Per 12 1200

Section Seman

-L STREET

TEA . MET

1 (erigin

Orde des

4 - France

to a riv comme

The four traff

-5-3

7332 as

10 10 Sept. 40 mm - 1 mm

of the Park of the

Talland

1.

titles into

St. Berry

-E 142

Les laïques se sont tenus jusqu'alors à l'écart du jeu, laissant au gouvernement le soin de trancher. Ils attendaient avec espoir le dépôt d'un projet de loi prévu pour la session pariem de printemps. Cette échéance accroît l'immiétude des défenseurs de l'enseignement privé. Si un accord paraît possible entre eux et le gouvernement sur les deux premières des quatre proposiment sur les deux premières des quarte projess-tions, il n'en est pas de même pour les deux autres, qui, seion eux, conduiraient à terme à intégrer le secteur privé au secteur public. Mais c'est justement ce que les laïques déplorent de ne pas trouver dans les propositions ménistérielles.

Le débat n'a pas fini d'agiter la classe poli-tique. Mais il concerne aussi, on l'oublie trop souvent, des élèves, des familles et des ensei

Les conditions d'une liberté...

Liberté. Sur les tracts et les banderoles, sur les badges et les affi-ches, dans les slogans et les discours, la liberté - terre symbolique entre tous - est au cœur de la bataille qui oppose les tenants de l'enseignement privé et ceux de la laicité. « Exigeons la liberté pour l'école », affirment les uns. « La seule école libre c'est l'école de la République », proclament les autres. Bataille de mots et de principes qui, politiquement, va bien au-delà du seul problème scolaire

La défense des libertés, et plus particulièrement de la liberté d'eneignement, n'est pas le privilège de la droite contre la gauche : plus de deux Français sur trois, les sondages en témoignent avec une remarquable constance, se déclarent attachés à l'école « libre ». Libre de quoi ? D'abord d'être créée à l'initiative privée, conformément aux principes de la Constitution. Libre de passer contrat avec l'Etat pour bénéficier de son aide, mais tenue, dans ce cas, de recevoir tous les enfants qui le demandent, quelles que soient les convictions philosophiques ou reli-gieuses des familles, sinsi que le prévoit la loi Debré. Tenue aussi d'appliquer les mêmes programmes, les mêmes règlements que les établissements publics et de soumettre ses nants au contrôle de l'inspec-

La liberté de l'enseignement privé a, en fait, commencé à décroître le jour où les établissements ont entretenu avec l'Etat des relations financières codifiées par la loi, et sont en définitive passés sous le régime de la liberté « surveillée ». N'est-ce pas, après tout, ce qu'en attendent au-jourd'hui certaines familles, plus soucieuses d'y trouver un recours et un label qu'un enseignement reli-

Choix et contraintes

L'enseignement public en effet no laisse aucua choix aux parents : l'affectation dans une école dépend de ment privé au contraire échappe à toute carte scolaire : les parents sont libres d'inscrire - dans la mesure des places disponibles... - leurs enfants dans l'établissement ani, selos eux, correspond le mieux à leurs besoins. Davantage de discipline, un accueil plus adapté, une pédagogie différente, souvent une réclie participation des familles aux activités éducatives et sportives en debors des heures de classe... Le choix a tout de même ses limites : l'enseignement libre - n'offre pas tout partout, et donc pas à tout le monde. Surtout,

> Dossier établi par CATHERINE ARDITTI, SERGE BOLLOCH, **ALAIN FAUJAS** et CHARLES VIAL.



L'AMERICAN CENTER SUREMENT COURS INTENSIF D'AMÉRICAIN AMERICAN CENTER TET MI BASPAIL 75014 PADIS 633.67.28

ENGLISH FOR EVERYBODY OU LUNCH ALL VEHICKES) THE 14 & 5 HEMAES

WEEK-END A L'AMERICAN CENTER 20 HEURIES DE COURS REPARTIES SUR A WEEK-EMAS

CRAQUE SAMEDI DE 13 H 30 A 16 R 30 et aussi COURS MOVES - SESSIONS TRANSSTRUCTURE

COURS POUR ENFANTS LE MERCHEM

1 -

CHAQUE VENDIREDI DE 18 K 30 A 20 F 30

certains établissements ne reconnaissent pas à leurs personnels une entière liberté syndicale.

L'Etat laisse en définitive aux établissements privés deux libertés essentielles qu'il refuse au secteur pude la seule volonté des familles, et le recrutement des enseignants, qui relève des chels d'établissement.

Une « soupape »

Les autres différences avec l'enseignement public tiennent à l'organisation décentralisée du privé. Il en est ainsi des objectifs - et donc des méthodes — pédagogiques fixés par le projet éducatif de chaque établissament, à la définition duquel sont associés parents et enseignants. C'est ce qui explique la diversité de visages que présentent les écoles pri-vées, de la plus traditionnelle à la plus novatrice, de la plus « élitiste » à la plus « démocratisée ». On y trouve au total du meilleur et du pire. Mais mil n'est obligé de s'exposer... au pire. A l'inverse, le meilleur n'est pas nécessairement le plus cher, puisque les charges essent sont supportées par l'État et les collectivités locales.

Il reste que l'Etat finance deux systèmes d'enseignement, dont l'un est un peu plus « libre » que l'autre et a, de ce fait, les faveurs de l'opinion, même si tous n'y mettent pas leurs enfants. Il est securisant pour beaucoup de parents de savoir qu'il existe dans le système éducatif une « soupape ». Le débat porte sur le point de savoir si l'Etat doit en assurer financièrement l'existence. S'il ne le faisait pas, ce système ne serait pas accessible au plus grand nom-bre. A moins de transposer à l'enseipublic les principes qui fondent le liberté de son concurrent.

Les maîtres

et la garantie

de l'emploi

Ne possédant pas le statut de

nctionnaires, les professeurs

de l'enseignement privé ne béné-

ficient pas d'une garantie abso-

lue d'empioi. Comme toute en-

treprise, une école privée peut

être amenée à fermer ses portes

et à licencier son personnel;

d'autre part, un conflit entre un

directeur d'établissement et un

maître peut se traduire par le

renvoi de celui-ci selon les règles

du code du travail et des conven-

Cette relative précarité n'est

pes seviement un argument mis

en avant par les adversaires du

privé. L'article 20 de la conven-

tion collective de travail de l'en-

seignement catholique primaire

ne classe-t-il pas, parmi les s fautes lourdes » pouvant en-

traîner un licenciement sans

préavis ni indomnités, *« les mani*-

festations d'hostilité 🕽 la liberté

familiala d'éducation et d'ins-

truction > ? If y a au qualques

exemples d'utilisation de cette

procédure au cours des demières

Les maîtres sous contrat sin

ple dépendent seulement du di-

recteur de l'école où ils sont em-

ployés. En cas de suppression de

poste, ils bénéficient d'un droit

de priorité pour une nouvelle af-

fectation, qui est alors préparée

par la direction diocésaine de

Les maitres sous contrat d'as-

sociation sont agents publics non

titulaires de l'Etat nommés per

l'autorité académique. Ils n'ont

pas véritablement de statut et

les problèmes sont réglés au

coup par coup par des commis-

sions paritaires de l'emploi.

enseignement.

...et son prix

L'aide de l'Etat à l'enseigneme privé représente 12,80 % du budget de l'éducation nationale en 1984. Comme l'enseignement privé scola-rise environ 16,10 % des élèves, l'Etat lui donne proportionnellement moins qu'au secteur public. Faut-il en conclure que l'enseignement privé coûte moins cher à la collectivité nationale que l'enseignement public? Non, car cette évaluation repose sur des éléments que l'on n'a pas réussi à comparer jusqu'à pré-sent en toute rigueur. Le Sénat a ré-cemment renoncé à constituer un groupe d'études sur le sujet.

Lorsque le ministère de l'éducation nationale est sommé de publier des indications comparatives, il les ensoure d'infinies précautions. Ainsi, lorsqu'il a dû répondre à la commission des affaires culturelles du Sénat, qui lui demandait, avant l'examen du budget de 1984, de comparer le coût d'un élève scolarisé dans chacun des deux secteurs, a-t-il donné les chiffres suivants : public premier degré (écoles) 4 587 F., privé: 5 548 F; et second degré (collèges et lycées) public: 11 744 F., privé: 11 467 F. Mais le ministère a assorti ces données de

- ces chiffres globaux concernent des programmes d'enseigne-ment de coûts très différents dans l'un et l'autre secteur :

. - le budget prend en compte des charges sociales différentes selon qu'il s'agit du privé os du public.

de nombreux enseignants du privé (second degré) sont rémunérés comme maîtres auxiliaires, ce qui minore le coût pour le privé.

Il faut ajouter deux remarques : ~ L'aide de l'Etat au privé ne concerne que le privé sous contrat

nte seulement 15.20 % de qui représ l'ensemble (et non plus 16 %). Voilà qui modifie déjà les termes de la

COMPANISON

- l'enseignement privé bénéficie de services de l'éducation nationale tout en échappant à leur financement: administration centrale et académique, orientation des élèves, services d'aide sociale, organisation des examens (très coûteux) et des

Les conflits

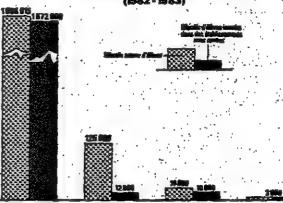
avec les communes

De nombreux procès sont en cours qui oppposent écoles privées, communes et préfets. En effet, la loi Guermeur (1977) ne précisant pas à quelle collectivité publique incombent les dépenses de fonction d'une école primaire privée sous contrat d'association, les conflits se sont multipliés. Certaines com-munes out refusé de supporter les conséquences financières de contrats signés entre les préfets et les écoles et sur lesquels elles n'avaient nas eu leur mot à dire.

Aujourd'hui, le confusion est à son comble : la juridiction adminiscomptes se sont prononcées dans des sens contradictoires, certains juges faisant obligation à la commune de paver les dépenses des écoles primaires privées et d'autres a'y refusant. De son côté, le gouvernement a, dans un premier temps, demandé aux préfets d'inscrire d'office ces dépenses dans les budgets communaux. Il s'est ensuite ravisé et a laissé aux futurs décrets d'application de la loi sur la décentralisation le soin de traccher le conflit.

Des chiffres et des lois

LE PREMIER ET LE DEUXIÈME DEGRÉ DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ (1982-1983)



@ Les offectifs. L'anssignement catholique scolarisait en 1982-1983 (der-niers chiffres connus) 92,8 % des effectifs du privé, soit près de 1 900 000 álèves. Il comprend 15,5 % de la population acoleire totale : 13,7 % dans le premier degré, 18,3 % dans le second degré, où les collèges et bycées représentant plus de dans le second dersé. Applica-

ment professionnal 15,5 %. 120' 000 " enseignants; 9 800 ohefs d'établissement et 123 000 non-enseignants (personnel administratif et bénévole); travaillent pour l'enseignement.

€ Les contrats avec l'Étet. La c.loi Debré a du 31 décembre 1959 institue deux types de rapports contractuels entre l'Etat et les établissements privés : le contrat « simple » ou « d'association ». Avec le contrat simple,

les enseignents, counts à un statut de droit privé, aont agréés per l'Etet, qui prend en cherge leurs rémunérations et les charges sociales. Les treis de fonctionnement sont payes per les écoles, les communes pouyant y participer.

Depuis 1980, les contrats simples ne pauvent être conclus 18 % at les lycées d'anasigne— bles au prissaire, les touchent ment professionnel 15,5 %: 4 330 écoles sur 6 700, soit 63 %; 36.% sont sous contrat . d'association. 1 % hors contrat.

Le contrat d'association prévoit la prise en charge financière par l'Etat : sémunération et charges seciales des enseignants, frais de fonctionnement des établissements. Les ensei-gnants sont salariés de l'Etat et doivent suivre les e les règles et programmes de l'enseignement public ». Sur 2 900 lycées et collèges privés, 92,3 % sont sous contrat d'association.

LES RELATIONS AVEC L'ÉTAT

Cent cinquante ans de «querelle scolaire»

Il est courant d'évoquer le pro-blème de l'école privée en France comme une « guerre de Cent Ans ». C'est beaucoup et trop peu. Il y a près de deux siècles que la liberté d'enseigner et le rôle de l'État divisent les Français. Cependant, le monopole d'enseignement n'a jamais existé de droit, excepté de 1806 à 1833, au temps de l'Université d'abord impériale, royale ensuite, sur laquelle l'Église catholique avait d'ailleurs la haute main. En 1833, la loi Guizot crée la liberté dans l'enseignement primaire, et on 1850, la loi Fallour dans le socondaire.

Les grandes lois laïques de Jules

Ferry s'inspirent du lascisme qui règne dans le deraier quart du dixneuvième siècle; nourris de positi-visme, les républicains entraînent la société civile à prendre ses distances à l'égard de l'Église. C'est l'époque où, selon Ferdinand Buisson, « il reste à laïciser la religion -. Les relations entre l'État et l'Église catholique demeurerout conflictuelles, en dépit du « ralliement » des chrétiens à la République (1890). La Troisième République s'attache à soustraire les écoliers à l'influence de la foi chréticane. L'école laïque se développe. Cependant, la liberté scolaire n'est jamais remise en cause, an sens où le monopole est écarté. La liberté toutefois n'est pas aidée par l'Étai : libre à quiconque d'ouvrir et d'entretenir une école (sous des conditions de quelifications et d'hygiène) mais à ses frais. A la veille de la seconde guerre mondiale, l'école catholique scolarise près d'un élève sat cinq dans le primaire et près de la moitié

1940 sera nue date importante : Vichy cède aux catholiques, qui réclament des subsides pour leurs

des élèves du secondaire.

écoles. Une subvention « exception nelle - de 400 millions de francs est allouée en 1941. L'aide publique est reconduite en 1944, puis supprimée en 1945. La querelle scolaire pèse sur les jeux politiques de la Qua-trième République et enfonce le coin entre le MRP et la SFIO, non sans le secours actif du RPF.

La loi Marie (21 septembre 1951) suivie de la loi Barangé (28 septembre 1951) modifie les données du problème. La première permet aux élèves des établissements privés de bénéficier des bourses nationales, la seconde attribue une allocation (l'allocation Barangé) versée indirectement à tous les élèves du primaire, y compris ceux de l'enseignement privé,

La Cinquième République naissante aimerait éteindre définitivement la guerre scolaire. L'école est alors en pleine explosion démogra-phique. L'État ne peut y faire face à lui seul. L'idée prévant de lier par contrat l'Etat et les établissements privés qui répondent à un besoin. C'est la loi Debré (31 décembre 1959). Le contrat d'association implique un contrôle de la puissance publique : le contrat simple, qui n'est créé que pour une durée de neuf are, est moins contraignant peur les établissements. Un contrat d'intégration est prévu mais il sera pen utilisé.

La loi du 1º juin 1971 pérennise le régime des contrats simples pour les écoles primaires. Cette loi et la loi Guermenr (25 novembre 1977) rainent les espoirs d'un rapprochement entre les deux réseaux d'enseignement public et privé. Quand la gauche arrive au pouvoir en mai 1981, son objectif est de « réduire ce dualisme ».



EN VUE DE LA RENTREE DE SEPTEMBRE 1984

Date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la première session :



23, avenue Guy de Collongue - B.P. 174 - 89130 Équily-Tél. (7) 833,81,22



Le Michies

Deux manifestations à Bayonne après l'assassinat d'un réfugié basque espagnol

Deux mannestations organisees pour pro-tester contre le terrorisme au Pays basque français out réuni, le 27 février à Bayonne. Pune, près de sept cents personnes, l'amire, un peu moins de cinq cents. Les associations des maires du département et les syndicats CGT, CFDT et FEN out demandé au gouvernement « que soit restauré dans le Pays basme fran-« que soit restauré dans le Pays basque fran-

çais l'ordre républicain ». Le premier rasseu blement d'étus depuis avril 1980 pour manifester leur hostilité à la violence intervient deux jours après l'assassinat, près de Mauléon (Pyrénées-Atlantiques), d'un cinquième réfugié basque espagnol par le GAL (Groupe antiterroriste de libération),

ques espagnols en grève de la faim depuis qua-rante jours à l'église d'Arbonne près de Biar-ritz, out décidé ce mardi d'arrêter leur mouvement. Cette grève avait été engagée en signe de protestation contre les mesures d'éloi-gnement prises par le gouvernement français à l'égard de plusieurs basques espagnols.

La philosophie sanglante du GAL

Bayonne. - Efficace, ce GAL. Discrétion, rapidité... En trois mois d'existence, cinq assassinats et, selon toute vraisemblance, deux eulève-

ments. Il a fait preuve des qualités exigées des meilleurs - services Le GAL pourrait faire rêver les polices, les officines chargées en

es chiffres et des lois

THE PROPERTY OF THE PROPERTY O

₽

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

A STATE OF THE PARTY OF

CONTRACTOR OF A SECOND

The shall be a second of the

The second secon

Stranger Stranger Commence

A PROPERTY OF THE PARTY OF THE

Mary and the second

· (海岸) (144) 2月 甘油丁

機構 御りがた こうけい

المراشدين المعاريبية مواطية

A CONTRACTOR

The second secon

The state of the s

The second secon

مكذا من الأصل

Europe on ailleurs de traquer le terrorisme et qu'on handicape à plaisir par des lois et des règles de démocratie judiciaire. Car voilà bien une organisation qui ne s'embarrasse pas de principes, qui tire « dans le tas », sans retenue, et fait de la vengeance son unique credo.

Les séparatistes de l'ETAmilitaire tuent en Espagne un général en retraite, des fonctionnaires de la Guardia civile ou un sénateur socialiste? Huit jours plus tard, le lendemain même, un membre pré-sumé de l'ETA, réfugié au Pays basque français, est abattu dans une rue de Bayonne ou d'Hendaye. Est-il mêlé à l'action qui motive ces représailles? Peu importe. Est-on seulement sûr qu'il ait dans l'organisation séparatiste un rôle déterminant ? La force du GAL est de dédaigner de

La philosophie du nouvel ange exterminateur espagnol est simple : ceil pour ceil d'un côté et de l'autre des Pyrénées. Un arbitraire sanglant contre une injustice meurtrière.

Le GAL frappe dur. A chaque coup porté, il semble rencontrer en France un peu moins de résistance. C'est sans doute sur une aussi courte durée, de décembre à février, son plus beau succès. Au mieux, il indiffère ; au pire, il attise la curiosité de la population et des responsables des Pyrénées-Atlantiques qui suivent, un assassinat après l'autre, la chronique mystérieuse de ces contre-terroristes dont on ne sait toujours rien. En près d'une dizaine d'opérations, le GAL a réassi le tour de force de conserver le secret sur son origine, son finance-ment et ses hommes de main: Truands ou agents spéciaux? Français ou Espagnols ? Liés — par quel contrat ? — à la police madrilène ? Le Pays basque français s'interroge toujours, et ces mystères parent le GAL d'une aura qui renforce encore son autorité sur les esprits.

De notre envoyé spécial

En trois mois, que de points mar-qués! Le GAL ridiculise peu à peu la police française et fait la preuve de l'inefficacité du plan ECLAT. La fermeture de la frontière après cha-que nouvel attentat, les barrages routiers, sont déclenchés en vain Plus astucieux que leurs prédéces-seurs des années 75-80, les com-mandos anti-ETA jugent sans doute plus prudent de se cacher au Pays basque français – voire dans le département des Landes – et de se méler aux immigrés espagnols, qui, selon toute vraisemblance, doivent constituer une partie de leurs indicateurs sur place.

Un étrange événement

Les informations recueillies sur le dernier en date des assassinats de réfugiés basques montrent assez de quelle liberté de manœuvre peut jouir le GAL. Samedi 25 février vers midi, Eugeno Gutierez Salazar est tué d'une balle tirée par un fusil à lunette devant le presbytère d'Idaux-Mendy près de Mauléon (Pyrénées-Atlantiques), occupé pro-visoirement par des réfugiés basques en stage de langue. En apparence, un meurtre surprise inévitable, comme les quatre premiers. Pas tout à fait : les réfugiés basques - dont on se demande s'ils ne participaient pas, entre deux cours, à des réunions de l'ETA – se savaient particulièrement menacés depuis un étrange événement survenu le 24 janvier der-

Ce jour-là, une volture de marque Opel Ascona, volée dans les Landes et munie de fausses plaques minéra-logiques, était retrouvée près de Mauléon en piteux état : pneus crevés, vitres brisées, carrosserie criblés d'impacts de plombs. Dans le coffre, des douilles de calibre 9 mm, des étuis d'armes, des piles d'origine espagnole et une lunette de visée Startron pour fusil de précision.

On estime, de source sérieuse, que le GAL s'était déjà attaqué en janvier aux réfugiés basques espagnols de Mauléon, mais que le commando s'était vu opposer une vive résistance. Bien que les occupants du presbytère aient affirmé n'avoir rien vu, rien entendu, les gendarmes assuraient, semble-t-il, depuis un mois, une surveillance quotidienne de ce stage de langue. Surveillance qui s'est pourtant révélée inutile le 25 février.

Les dossiers d'information judiciaire contre X, pour homicide, s'accumulent donc désormais à un rythme très élevé. « Que pouvons-nous faire? », demandent les policiers et les magistrats français. Abasourdis, impuissants, ils espèrent rattraper leur retard par une arresta-tion en flagrant délit. • Mais cinq ou six autres meurtres de réfugiés seront sans doute nécessaires avant qu'on leur mette la main dessus », admet un fonctionnaire qui suit le dossier du GAL.

Peur et résignation

Et encore fandra-t-il des preuves nérieuses. Dans la seule enquête bien commencée, celle concernant l'enièvement, le 4 décembre à Hendaye, de M. Segundo Marcy, les résultats sont peu probants. L'un des kidnap-peurs présumés, Podro Sanchez, un retraité de la légion étrangère connu à Biarritz pour ses opinions d'extrême droite, avait été arrêté à la frontière une heure après le rapt au volant d'une voiture. Mais il nie toute participation à l'enlèvement et le matériel trouvé dans son véhicule, une bombe l'acrymogène, des numéros de téléphone de la police de Bilbao et des photographies de réfu-giés basques – dont deux ont été assassinés depuis - ne suffit pas à le conforcire.

Quant à M. Marey, relâché le 14 décembre par ses ravisseurs conscients sans doute d'avoir commis une erreur de personne, il n'a, affirme-t-il, aucun souvenir de son enlèvement. Il vient même de retirer sa constitution de partie civile. Le GAL décidément fait

Le communanté des réfusiés basques - sept cents personnes dont la moitié de membres présumés ou d'anciens membres de l'ETA -

subit apparemment résignée la loi des commandos anti-séparatistes. Un principe sacré, édicté il y a dix ans par l'ETA et qui consiste à ne pas répliquer en territoire français contraint les Basques espagnols une autoprotection très insuffisante Des rondes dans les quartiers à forte concentration d'exilés sont organisées comme lors de la vague d'attentats anti-séparatistes des années 78-80. Les plus visés des « Etarras » (militants de l'ETA) se sont réfugiés dans la clandestinité. D'autres se félicitent sans l'avouer de l'éloignement auquel les a contraints le gouvernement français par de récentes mesures d'assignation à résidence plus au nord, ou d'expulsion à l'étranger. Les responsables de la branche « politico-militaire » de l'ETA expédiés à Panama

auraient ainsi manifesté, selon cer-

taines informations, leur désir de

s'installer sur place pour échapper à

la vengeance du GAL.

Mais, dans son ensemble, la communauté basco-espagnole refuse le principe de ces éloignements qu'elle considère comme autant d'échecs à sa cause et comme les premiers effets de « la récente trahison du gouvernement socialiste français ». Les slics espagnois qui recoivent leurs informations, nous en sommes surs, des policiers français, pour raient nous tuer encore plus facile-ment au Venezuela ou à Orléans ». explique l'un des réfugiés dont le nom ligurait sur la liste de Pedro Sanchez, Ses compagnons préférent afficher une détermination de soldats immobilisés sous le seu sur ordre de leur état-major. - C'est la guerre », répètent-ils, espérant simplement que de l'autre côté des Pyrénées, leur organisation trouvers le moyen d'enrayer le fléau qui les

En attendant, ils masquent leur inquiétude pour ne pas rendre trop aisées les victoires du GAL.

Mais le « sanctuaire » français est déjà déstabilisé. L'abri que les sépa ratistes étaient accusés de trouver côté français n'est plus aussi sûr. Mieux : le GAL est peut-être en train de prouver que l'on peut affai-blir les réfugiés basques espagnols sans provoquer aussitôt la colère des Pyrénées-Atlantiques et au-delà de celles-ci, du gouvernement.

Car, bien peu de Basques français, des élus aux militants autonomistes, s'étoppent vraiment des formes prises par ce droit de suite que s'octroie l'Espagne au-delà des Pyrénées. A la différence des périodes d'intrusion précédentes en ritoire français d'hommes de main de Madrid, il se trouve peu de partis politiques, de syndicats ou d'associations, pour s'inquiêter de ces règlements de comptes dans un département fran-

Les deux manifestations organisées, lundi 27 février à Bayonne, pour protester contre le terrorisme à 'appel des associations d'élus et des syndicats, n'avaient pas été prévues pour les meurtres de réfugiés basques. Les organisateurs pensaient surtout à la violence d'Iparretarrak, ce mini-mouvement français qui voudrait ressembler à l'ETA, et avaient à cœur, principalement, de condamner l'attentat commis le 18 février contre la ligne de chemin de fer Paris-Madrid quelques minutes avant le passage du train Talgo.

L'opinion générale dans les Pyrénées-Atlantiques peut se résu-mer ainsi : le Pays basque français redoute beaucoup plus ces dernières semaines les déchaînements d'un terrorisme national. Il redoute une contagion du « mal qui ronge l'Espagne » et les assassinats du GAL pas-sent plutôt au second plan. Ils participent à un climat général d'insécurité, mais sans plus.

Iparretarrak, voilà l'adversaire dangereux, accusé de provoquer l'affaiblissement du mouvement autonomiste basque. L'équilibre fragile qui existalt s'est brisé, note M. Jean-Pierre Destrade, député socialiste des Pyrénées-Atlantiques. L'opinion française fait à nouveau l'amalgame entre ETA et Iparretarrak. • Et le GAL, ce justicier, pro-fite un peu du « ras-le-bol » des Basques français.

PHILIPPE BOGGIO:

UNE ERREUR DE DIAGNOSTIC JUGÉE AU TRIBUNAL D'EVRY

« Tous les décès sont des échecs »

fille âgée de deux ans et demi. Sté-phanie Médète, est amenée par ses parents au service de pédiatrie de l'hôpital de Corbeil-Essonnes. Depuis plusieurs semaines, elle est prise de crises de toux. Le médecin de samille a bien obtenu une rémission en prescrivant des antibiotiques et des corticoïdes, mais depuis quelques jours la toux a repris. Stépha-nie, mise en inhalation forcée, se

Le lendemain, à la mi-journée, sa mère arrive à l'hôpital au moment où l'on place sa fille sous la tente à oxygène. Elle note que Stéphanie a le visage gonfié. Vers 16 heures, Stéphanie devient cyanosée

A 17 h 30, l'enfant, que personne alors ne surveille, se dresse sur son lit, appelle sa mère et retomb e. Elle est intubée : trop tard, Stéphanie est

Une question, dès lors, va hanter les parents : aurait-on pu éviter le drame ? Onze mois après les faits - Pas pour nous venger, mais pour comprendre -, — ils portent plainte et se constituent partie civile. Ils demandent l'inculpation des médecins responsables.

Le premier rapport, signé par quatre médecins experts, indique que « l'enfant (...) est décédée d'une bronchopneumonie sévère non diagnostiquée par le service hospitalier de Corbeil et trop tardivement traitée. Mais une contre-expertise est moins catégorique : il pouvait s'agir d'une - bronchopneumonie vi-rale ou d'une bronchite aigué -, présentant apparemment une moindre gravité. Le docteur Lionel Rossant, responsable du diagnostic d'admission, inculpé au départ, bénéficie finalement d'un non-lieu.

En revanche, l'interne, Mm Annette Digne, de garde le 11 décem-bre 1978, et le professeur Jacques Bamberger, chef du service de pédiatrie, ont répondu, le 27 février, devant le tribunal correctionnel d'Evry, de l'inculpation d'homicide involontaire. - Tout n'a pas été fait pour sauver Stéphanie », accusent les parents. Et de citer l'aspirine administrée à l'enfant, alors que les pa-rents avaient averti qu'elle y était al-

Le 10 décembre 1978, une petite lergique ; la tente à oxygène trouée - qu'il fallait boucher avec des sacs de sable ., se souvient M= Médète encore bouleversée; le taux d'oxygène, normalement de 40 %, re-tombé à 24 % sans qu'on ait pu le relever; l'absence, enfin, de radiographie des poumons.

Quatre experts absents

· Alors que l'enfant a commencé à se cyanoser, vers 14 heures, rien n'a été fait avant 17 heures », disent les parents. L'aggravation n'est appa-rue que vers 17 heures, trop brutalement et trop tard pour que l'on puisse rien entreprendre, ont ré-pondu, en substance, les docteurs Digne et Bamberger, l'interne et son patron », assis sur le même banc, mais dont les regards ne se sont pas croisés une seule fois tout au long de

gnataires du premier rapport avaient porté des accusations d'une netteté inhabituelle dans ce type d'affaire. Leurs successeurs, présents tous les quatre, ont fait preuve d'une grande prudence. · Voyez-vous dans l'action de

Hélas absents à l'audience, les si-

l'équipe de Corbeil une saute caractérisée? », demande le président, M. Benjamin Cukier,

- Tous les décès sont des échecs », soupire le professeur Tour-nier, chef de service à l'hôpital

 Mais, dans ce cas précis, avec ou sans faute?

– On aurait, certes, du intensifler les soins. Mais le choix du mo-ment est toujours délicat. - Est-ce une faute d'avoir mai

choisi ce moment? - Il y a des cas insauvables malgré les soins! -

On comprend que les conclusions des experts aient laissé le substitut, M. Norbert Gurtner - sur sa faim -. Il s'est contenté de maintenir la première appréciation du parquet, qui, lors de l'instruction, avait conclu au non-lieu pour les trois médecins.

Jugement en délibéré. DANIEL SCHNEIDERMANN.

DÉFENSE

Départ anticipé du général Etienne Copel sous-chef d'état-major de l'armée de l'air

Un prochain conseil des ministres annoncera le départ de l'armée de l'air du général de brigade aérienne Etienne Copel, qui est actuellement sous-chef d'état-major « opérations » à l'état-major de l'armée de l'air. Le général Copel vient, en effet, d'adresser à M. Charles Hernu, ministre de la défense, une lettre par laquelle il lui demande d'être placé en congé du personnel navigant, ce qui correspond, dans l'armée de l'air, à un départ anticipé du cadre d'active, même si son bénéficiaire peut être rappelé dans des fonctions opérationnelles en cas de

Agé de quarante-neuf ans, le général Copel, chasseur de formation, a été, en septembre 1981, l'un des plus jeunes officiers de l'armée de l'air française à recevoir ses deux étoiles de général de brigade aérienne. Il a occupé des responsabilités importantes : sous-chef « opérations a au commandement de la défense aérienne de 1975 à 1977. commandant la base aérienne de Reims de 1977 à 1979, puis, à partir de 1980, successivement chef du 3 bureau, et sous-chef d'état-major opérations » à l'état-major de l'armée de l'air française à Paris. Compte tenu de son âge et de son profil » de carrière, le général Copel pouvait espérer atteindre le

Dans sa lettre à M. Hernu, le général Copel, explique-t-on au ministère de la défense, ne donne ancune précision sur les raisons qui l'ont amené à demander sa mise en conge du personnel navigant. On ajoute, de même source, qu'il n'est pas dans l'intention du ministre de s'opposer à la demande de l'inté-

rang de général de corps aérien.

d'état-major de l'armée de l'air, le général Bernard Capillon, et dépendant plus particulièrement du major général de l'armée de l'air, le géné-ral Achille Lerche, le général Copel

Placé sous l'autorité du chef

occupait à ce jour des fonctions importantes se rapportant à l'emploi opérationnel des forces aériennes en France, en Europe et sur les théâtres extérieurs, comme c'est le cas, présentement, au Tchad, en liaison avec l'état-major des armées. Dans la s'explique pas, dans sa lettre, sur les raisons de son départ et qu'il n'a pas demandé à être recu par le ministre de la défense, on en est réduit à des hypothèses sur les causes de sa

Il semble que des considérations touchant aux missions, à l'équipement et à l'organisation actuelle des forces aériennes sont à l'origine de la décision du général Copel. A l'étatmajor de l'armée de l'air, il existe en effet un sentiment assez répandu selon lequel le gouvernement ne prête pas au « fait aérien » dans le monde toute l'attention qu'il mérite.

Ces réflexions ont, du reste, été consignées dans le rapport que M. Loïc Bouvard, député UDF du Morbihan, a consacré à la fin de l'an dernier, au nom de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, au budget de l'armée de l'air pour 1984. - Les crédits, a estimé le rapporteur, sont à certains égards insuffisants dans le cadre d'une loi de programmation qui impose à l'armée de l'air un profit bas, au risque de diminuer gravement sa crédibilité », et de ne pas permettre de raturaper les retards.

Mais la raison la plus probable et la plus déterminante du départ du général Copel est sans doute la parution prochaine d'un livre de lui sur la stratégie de dissuasion et l'armement nucléaire de la France. Dans les milieux de l'édition, on dit de ce livre qu'il est très critique sur l'action entreprise depuis vingt ans et que l'auteur a voulu signer de son nom en prenant soin, au préalable, par honnêteté intellectuelle, de quit-

En bref

Bruno Sulak se cachait ...en prison

Auteur .présumé. de trois hold-up retentissants, commis en janvier et août 1983, à Paris et à Cannes, contre les joailleries Van Gold et Cartier, et dont le montant total appro-cherait les 100 millions de francs, Bruno Sulak, vingt-huit ans, a été identifié, le lundi 27 février, parmi les détenus de la prison de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques). Il avait été incarcéré le 9 février sous une fausse identité. C'est en s'apprêtant à passer en Espagne au volant d'une voiture volée que Bruno Sulak, qui avait prétendu être un photographe de presse suédois et se nommer Radisa Savik, avait été appréhendé au postefrontière de Biriatou

Les policiers de l'Office central de répression du banditisme (OCRB) qui surveillaient l'entourage de Sulak depuis sa dernière évasion, en juillet 1982, lors d'un transfert en train, avaient récemmen constaté que le malfaiteur ne se manifestait plus auprès de ses amis. Ils avaient passé au crible toutes les interpellations opérées en France ces derniers mois. C'est en examinant une photographie et les empreintes digitales du pseudo Savik qu'ils devaient démasquer le malfaiteur. Né en 1955 à Sidi-Bel-Abbès (Algérie), ancien déserteur de la légion étrangère, déjà évadé deux fois, Bruno Sulak est citoyen yougoslave.

Pourvoi en cassation du parquet dens l'affaire des « grâces médicales »

Le parquet général de la cour d'appel de Versailles a formé, lundi 27 février, un pourvoi en cassation contre l'arrêt de relaxe générale rendu le 21 février par la septième chambre de cette juridiction dans l'affaire dite « des grâces médi-cales » de Marseille (le Monde du 23 février). Ce pourvoi sera examiné ultérieurement par la chambre criminelle de la Cour suprême au vu du mémoire qui reste à établir.

Instruite à Marseille, l'affaire dite des grâces médicales », avait été retirée an tribunal de cette ville - dans l'intérêt d'une bonne admimistration de la justice - et avait été confiée au tribunal de Versailles. Le 16 novembre 1983, ce dernier avait condamné quatre des inculpés, le docteur Alain Colombani, Me André Fraticelli, Mass Solange Troisier et le docteur Bernard Mariotti, à des peines modérées et relaxé le cinquième, le docteur Raymond Mazand. La cour de Versailles devait relaxer les cinq prévenus contre les-quels l'avocat général M. GCorges Meurant avait requis « des peines particulièrement sévères ».

Le salon du préfet de police de Marseille

MM. Philippe Tesson, directeur du Quotidien de Paris, et Jean Lainé, ancien directeur du Journal du Dimanche, ont été respectivement condamnés, le 27 février, à 4 000 francs et 3 000 francs

d'amende par le tribunal correctionnel de Paris pour diffamation envers M. Bernard Patault, préfet de police M. Patault avait été accusé, dans

des articles parus les 8 et 11 mai 1983 d'avoir détourné un salon Louis XV appartenant à l'administration, lors de son départ, en no vembre 1974, de son poste de sous-préfet de Lunéville (Meurtheet-Moselle). Sans que la chose puisse être absolument établie, il semble en fait que le salon disparu n'ait été qu'une copie d'ancien délabrée et qu'elle ait fini en bois de chauffage...

M. Michel Schiffres, auteur de l'article publié le 8 mai par Le Jour-nai du Dimanche, a été également condamné à 3 000 francs d'amende pour complicité de dissantion. M. Patault obtient le franc de dommages et intérêts demandé.

Un délégué de l'administration pénitentiaire en Corsa

La direction régionale de l'administration pénitentiaire de Mar-seille, dont dépend la Corse, aura désormais un représentant dans l'île. Ce sera M. Jean-Pierre Barbier, qui vient d'être nommé délégué auprès du directeur régional et exercera ses fonctions à Bastia avec compétence pour les départements de Haute-Corse et de Corse-du-Sud.

Cette décision a été motivée par la multiplication des évasions des prisons de Bastia et d'Aiaccio - une dizaine - depuis le début de l'année 1983, qui avait entraîné, récemment, l'envoi d'une mission de l'inspection générale de l'administration



















TOUT INSTANT IL SE PASSE **GNETONE CHOSE AUX GALERIES** LAFAYETTE!

La mort au corps

Rude. Cela dérange plus proba-blement que notre lot de cadavres quotidien ou presque, entr'aperçu à bout de téléobjectif entre deux mouvements de troupe, quelque part au Proche-Orient. Il y a là quelque chose de plus direct, d'immédiat. On y touche, la couleur dégouline, vous colle aux yeux, à la peau. Le dessin s'entortille dans les plis des visages creusés ou bouffis par la mort démasquée, arrachée au sommeil, à l'indifférence.

Rude pour ne pas dire insoutenable. Arnulf Rainer, peintre autri-chien, veut ainsi depuis trente ans sa peinture : un lieu de passage, sans repos, de rétablissement de la vie pour restituer le passage à la mort, une précipitation aux limites de l'indéchissrable, du gouffre, un scharnement aux frontières liquéfiécs de l'image du corps, de la peinture. Une provocation aussi, qui s'inscrit dans la plus forte des traditions culturelles viennoises anticonformistes et plongées dans les dérives de la raison. Depuis Klimt, Kubin, Schiele, Kokoschka. Il est venu du surréalisme et est passé à l'informel au début des années 50. En 1949, il s'est dessiné mourant (comme Kokoschka ea 1925). Quelques années plus tard, il s'est photographié mimant sa mort. Aujourd'hui, il scrute le masque, le visage humain evant son entrée dans l'informe et l'illimité». Il rature, griffe, biffe, caresse, fouille des photographies, des chichés de masques mortuaires d'hommes célèbres et d'incomus multipliés, multipliables, à l'infini. Solitude de la mort partagés également.

Entre-temps, Rainer a longue-ment travaillé avec son propre corps, sur lui-même, comme Egon Schiele, qui a passé sa courte vie (il est mort à moins de trente ans en 1919) à peindre la souffrance et la mort, à se dessiner dans diverses postures, grimaçant, utilisant même, lui aussi, la photographie pour se

L'exposition du Centre Georges-Pompidou gomme un peu cet aspect de l'œuvre, tout ce côté expérimental sur lui-même (qui passe aussi par l'expérience décidée de la drogue) auquel Rainer s'est livré, ce par quoi il se rattache an groupe formé par Hermann Nitsch, Gunter Brus, Otto Muchl et Rudolf Schwarzkogler. Ceux-ci ont fait déraper, à Vienne et à Berlin, le happening vers les rituels les plus provocants de l'art corporel, avec bain de sang animal, exhibi-tionnisme sexuel et tout ce que la société occulte du corps. Rainer concedent pe s'est pas produit en cependant ne s'est pas produit en public comme eux. Et c'est toujours par la peinture, même niée, que cela est passé. Une peinture de recouvre-ment pour dévoiler, sur bois articulé en croix, sur photographies, une peinture-blessure leutement effectuée, rituelle plutôt que gestuelle, an doigt, foulée au pied, expiatoire et sacrificielle; elle aussi pénétrée de cette sensualité incontournable, qui trouble plus que tout : le piège est là, dans la ruissellement du rouge et du noir, dans les tracés caressants.

GENEVÈVE BRÉSPETTE

#Armif Rainer, - Mort et sacrifice-, Centre Georges-Pompidon. Jusqu'an 26 mars. MUSIQUE

DEUX JOURNÉES DE RADIO-FRANCE

Aujourd'hui le piano

Toute la musique de piano (ou presque) écrite durant les cinquante dernières années, en deux journées, par dix-sept pianistes... Tel était le défi lancé par Radio-France dans sa série «Perspectives du vingtième siècle», et que le public était invité à venir relever, samedi et dimanche, au Grand Auditorium. Aussi incroyable que cela puisse paraître, celui-ci n'a pratiquement pas désem-pli. En comparaison des récitais de piano traditionnels, qui, sant ceux d'une vingtaine d'interprêtes prestigieux, n'attirent souvent qu'un nom-bre limité d'auditeurs malgré la précaution de n'inscrire au programme aucune œuvre inconnue ou d'avant-garde, force est de constater le bien-fondé d'une entreprise aussi hasar-

Il est vrai que l'entrée était libre et qu'on pouvait sortir ai l'on ne résistait pas au choc de la moder-nité, mais loin de faire partie de ceux qu'il faudrait payer pour enten-dre trois minutes de Tisné ou de Boucourechliev, les auditeurs de ce marathon insolite témoignaient de l'intérêt que suscite une littérature superbement dédaignée par les pia-nistes qui mettent leur point d'honneur à jouer l'Appassionata un peu plus vite que les autres ou à décon-vrir une façon inédite de travestir Chopin.

Cos pianistes là sont les plus nombreux. Et cependant il n'a pas été trop difficile d'en trouver dix-sept autres - on aurait pu aller sans peine jusqu'à trente - qui acceptent de se relayer pour interpréter l'inté-

extraits de celle de Ballif, Berio, Boucourechliev, Cage, Ferneyhough, Messiaen, pour rendre hom-mage à Charles Ives, Schoenberg et Barraqué, faire des créations (Ton That Tiet, Lévinas) ou des reprises nécessaires (Claude Vivier, Philippe Manoury, Gérard Masson, François-Bernard Mâche).

Pierre-Laurent Aymard, Marie-Françoise Bucquet, Jay Gottlieb, Jean-François Heisser, Claude Helffer, Martine Joste, Jean Koerner, Michael Lévinas, Jean Martin, Jac queline Méfano, Alain Neveux, Georges Pludermacher, Carlos Roque Alsina, Geneviève Joy et Jacqueline Robin, Jean-François Zygel

— il faut les citer tous, — tels ont été
les serviteurs zélés de ce programme

Si l'on peut dire de certains d'entre eux qu'ils sont devenus des interprètes spécialisés, c'est le plus souvent maigré eux, car la vie musi-cale fait payer cher le droit de ne pas se consacrer exclusivement au répertoire classique. Certes, on ne les accuse plus de jouer n'importe quoi, mais d'être des techniciens, des intellectuels du clavier, et, comme c'est heuramament la virité, le reproche- puisque c'en est un -n'en est que plus imparable. Ce dont il faut tenir compte à présent, c'est qu'ils ont suscité un public doné sam doute des mêmes défauts et qu'il serait grand temps de graver quel-ques disques. En attendant, on se contentera d'écouter la diffusion de ces journées sur France-Culture, d'ici un mois ou deux.

GÉRARD CONDÉ

CINÉMA

« SOB », DE BLAKE EDWARDS

Sic transit Hollywood

tème des grands studios, dans les années 50, Blake Edwards s'est révélé être un cinésate versatile, élégant, déroutant. S'il reste un des rares à pratiquer encore la comédia, - on n'oubliera pas de sitôt Breakfast at Tiffany's en 1961 avec Audrey Hepbum, — il y apporte une stylisation qui anticipe sur le travail d'un autre formaliste, Bob Fosse, Souvent le mécanique grince, une cêne s'introduit chez le spectateur. qui ne sait trop comment appréhender un récit à base de perquettes suc-

Jameis la faille n'a été al apparente qu'avec SOS, antérieur à son Victor, Victoria qui a connu l'an passé un grand succès public. Blake Edwards traite en tragi-comédie une satire de la mégalomania hollywoodienne. Un metteur en scène à succès accouche d'un immense « flop » de trente millions de dollars. e nop a de trente mallione de dollars.
Son épouse, chanteuse, danseuse, ingénue piquemte dans la tradition du vieil Hollywood, ne réussit pas à sauver la mise. Il tente avec conviction de se suicider, mais chaque fois la corde pour se pendre casse, il erre comme un familime dans un monde d'actoplasmes.

d'ectoplasmes. Autour de lui l'intendence s'agîte, impuissante. Revenu il un certain bon sens, il « reprend » son film, investit une dizeine de millions de dollars de plus, et une dose de pomographie blen sage censée tout seuver. Il tombe sous les belles des filcs venus

Venu au cinéma à la fin du sye- l'empêcher de voler son propre entant, son film, que les producteurs prétendent mutiler derrière son dos

L'originalité de Blake Edwards consiste à refuser le mélocirame, à faire zoujours un peu plus échevelé pour que nous n'y reconnaissions plus l'histoire. Une party dans le film, elle réellement pornographique, devient un morceau de bravoure. Hollywood est à ce moment crucial où on ne peut plus jouer l'innocence virginale, mais où la folie des grandeurs, l'égocentrisme de certains génies supposés, prennent le pas sur le simple travail du film. Le réalisateur traite cette donnée dramatique comme une vulgaire parodie. Il est un peu le Sergio Leone de ce qui fut la comédie américaine en des temps princiers. Fin de partie, fin du plaisir, la névrose se pastiche elle-même. C'est là à la fois l'originaité et la contradiction assez destructrice du travail de Blake Edwards. Il a un modèle de choix à qui se référer, Jerry Lewis, sauf qu'il ne joue pes

LOUIS MARCORELLES.

, 24-44 E

S1204 FEB.

Jan 194

MARK TO HAVE THE

3823 · 4 2282

THE PLANT OF THE PARTY

Secretary of the second

BAT MARKY TANAM

AND AS POST OFFICE AND ADDRESS.

and the property consideration.

120 TEN 1958

The said of the said

M. MINTERS & A WEST

William . Del A

Service of the service of

Marie Break Controlled

E WEST TO THE STATE OF

Mada ...

The same of the sa

OR THE STREET

Mary Control of the C

Streets manage

The second second

The second of the second

ÚF.

· 四本推演

and he better

THAT WELL

William .

Harann al

Same de Se

100 - Burning and

MAS ...

4 A 48%

iii a

14900

245

South to le

P.S.-SOB, le titre anglais, c'est l'abbréviation de son of a bitch (littéralement : file de pute). Le SOB en l'auteur pratiquant une sorte d'exorcieme. If vit depuis longtemps loin des rivèges californières, en Suisse, avec sa femme Julie Andrews, la

« GORKY PARK », de Michael Apted

Les mystères de Moscou

Plus encore que la Lettre du Kremlin, de Noël Behn, dont John Huston . Jul en prend. tire, en 1970, un film d'explonnage hallucinant, Gorky Park, le roman de Martin Cruz Smith, décrit le corrup-tion profonde de la Nomenklatura soviétique et les collusions d'intérêts, aliant jusqu'aux crimes, avec les représentante de certains milieux américains. Mais, cette fois, les espione càdent la piece à des traffquants plus ou moins dupés per un homme d'effaires venu des Etats-Unis pour casser un monapole économique de l'URSS. Lequel ?- C'est la grande surprise de l'Intrigue. Martin Cruz Smith avait fait un afjour de deux semaines à Moscou en 1973. On jui refuse un nouveau vise. N recuellit de la documentation auprès

Le scénario de Dennis Potter condense, habilement, les principales réripéties de ce roman cauche desque pour une sorte de feuilleton criminel. Trois cadavres nus, la peau du visage et des doigts arrachée sont découverts, sous la neige, dans le perc Gorki. Renko, chef inspecteur de la police, honnête et zélé, ouvre une enquête. Le KGB s'en mêlent, il y renoncerait si des événements

bizarres n'excitaient se curiosité. Mai Michael Apted a réalisé ces « mys-

tères de Moscou a en insistent sur le caractère hérolque de Renko, auquel William Hurt donne, d'ailleurs, one énergie, une volonzé qui en font un homme sympathique. Face à lui; les gens du KGB ou les notables du pouvoir cont mains inquistants, m que l'Américain-Osborne, dont Les Marvin incarne la redoutable duplicité. La joune et très belle actrice polonelse Joenne Pacula Joue, avec son expérience personnelle, le rôle d'irins, Sibérienne brimés, menscés de mort, désirause de passer à l'Ouest. En fait, le drame d'Irine et on film dont les schoes d'action, de violence out, techniovement, l'efficacité nécessaire un romantisme qui ilvre. On y apprend pourtant com-ment même les zibelines d'élevage russes peuvant choisir la liberté.

JACQUES SICLIER. * Voir les films nouveaux.

(1) Parc Gorki, le Livre de poche

NOTES

Théâtre

« LE RHINOCÉROS »

Banalité

On peut admirer à la National Gallery de Londres un très bean tableau de Pietro Longhi où quelques Vénitiens masqués de loups blancs, plus deux nobles dames, une ser-vante et une petite fille regardent devant une botte de foin. On devine la peau sombre du fauve, épaisse

comme une carapace. Si vous vonlez observer à quoi resemble la femelle du rhinocéros. mammifere périssodactyle qui ne barrit ni ne meugle mais barête, allez voir le dernier film de Fellini. Ici la grosse bête sauvage des marécages est hissée au rang d'héroine domestique, de monstresse.

Pour ce qui est de la psychologie du rhinocéros, Eugène Ionesco en a fait le tour dans une pièce créée en 1960 à l'Odéon : une fable à la Labiche et à la Kafka tout à la fois. Dans cette affaire de métamorphose générale où la « rhinocérite » frappe tons les personnages, un seul résiste au vertige du conformisme, à la lâcheté répandue dans l'air du temps. lonesco illustrait, peut-être, la montée du nazisme, sa leçon vaut an-jourd'hui. Le Rhinocéros n'a pas vicilli, même și le texte est didactique avec ses échappées sur les vanités du syllogisme, et un peu hété-roclite à railler tout ensemble la vie de bureau, la conjugalité et les mœurs villageoises.

La mise en scène d'Arlette Tephany ni le travail des comédiens du Théatre en liberté n'ont rien d'enthousiasmant. Passé les dix minutes de présentation où la serveuse de

café, M. Papillon, M= Bœuf, le logicien, l'épicier, le pompier, etc., arrivent tous vêtus de bleu avec qui des bananes bleues, qui des chaises bleues, qui des chapeanx bleus ou un petit chat bleu, on cherche en vain des signes d'imagination. Une bande sonore plutôt banale, et des uniformes style gestapo à lunette noires ne suffisent pas à faire croire à la rhinocérite, cette peste.

MATHEDE LA BARDONNIE. ★ Théâtre de la Madeleine, 28 is 36.

MORT DE SIMONE BERRIAU.

La dame au chapeau Simone Berriau, directrice du

Théstre Antoine, vient de mourir dans son domicile parisien. Elle était âgée de quatre-vingt-huit ans. [Née le 21 juillet 1896 à Tonques,

ios, fille de Juies Bos nom qu'elle a légué à su fille, la comé-dienne Helena Bossis, Simone Berriar a gardé le nom de son premier mari, le co-lonel Henri Berrian. Elle a d'abord été chanteuse lyrique avant de se lancer dans le métier de comédienne au théâtre et su cinéma où elle a dans une quin-zaine de films, term les emplois de grande coquette. Intelligente, avisée, elle devient productrice, puis prend la direction du Théâtre Antoine en 1943. Elle y produit des pièces de Jean-Pani-Sartre (Mort sans sépulture, la Putain respectueuse, le Diable et le Bon Dieu. Nekrassor). Elle monte également Ten-nessee Williams (la Chatte me un toit brûlant), Arthur Miller (Vu & pout) y accueille Claude Regy avec les ces de Pinter, Saunder, Pirandello,

Le visage toujours dissimulé sous une grande capeline. Simone Berrian a été une grande directrice, une forte personnalité, une femme qui a su gard

Variétés

PHILIPPE GENTY L'imagination au bout des doigts

Signand's Folhies, le nouveau ectacie de Philippe Genty rassemble toute l'imagination, l'excentri-cité et la poésie de ce professionnel de l'animation qui vit dans un monde baroque, plein de charme et d'humour. Philippe Genty se consa-cre ici à un travail qu'il connaît bien : celui de ses mains, agiles comme celles d'un illusione cises comme celles d'un artiste, étranges, parfois inquiétantes.

C'est sur ses mains, au bout de ses ongles, que poussent les petits per-sonnages qu'il a inventés. Personnages en forme de doigts qui nous ant l'histoire d'un voyage, celui du conteur à l'intérieur de luimême, en quête d'un bien être hypo-thétique. Le héros, pour parvenir à cette harmonie, passe par diffé-rentes épreuves initiatiques. Sur le thème un peu rabaché du temps et de la mémoire, Philippe Genty étire les mots, jone avec leurs conso-nances et leur sens avec plus ou moins de virtuosité.

Mésaventure tarabiscorée pour annulaires chapentés, majeurs vêtus de robes de couleurs, index masques. Les doiets de Philippe Genty et coux de sa femme batifolent sur une petite scène, se métamorphosent, vivent, parlent, rient et souf-frent. Des lutins auxquels on s'attache, qui unt icur personnalité et surgissent de décors lilliputiens.

gende et un certain mystère. On l'appo

A Espace Kiron, 10, me de la Vac
latt la «dame au chapeau».]

quetje, 75011 Paris, Jinqu'an 22 avril. * Espace Kiron, 10, rue de la Vac-

and the second of the second

C. Be.

Bordeaux dans ses meubles

(Suite de la première page.)

Les couleurs les plus vives et variées pour les petits appertements dont on a peint les lambris en rose, en bleu, en jonquille, en vert vif ou pâle... Mais les grands salons l'hôtel Lalande a donc été refait à la feuille d'or.

La salle à manger côté lardin, est reconstituée avec une table à la borisa du db~hultième siècie, dressée d'épaisses faiences beiges et bleues, moins brillantes que celles de Moustiers dont elies s'inspirent, mais caractéristiques du goût de la ville pour une fabrication durable et un décor de bon aloi. On la montre, cette vaissalle, dans de hautes armoires à vitrines aux portes auvertes pour les grands diners, armoires toutes en sombre scajou de Cuba travaillé avec un métier rustique de menuisier sensible aux formes simples, équilibrées, sans effets inu-

Le musée devient une sorte de théâtre quotidien avec l'évocation d'intérieurs cossus du dix-neuvième siècle habité de mannaguins en cosdans ses meubles autour de l'inévitable scriban bordelais, énonne meuble plus pragmatique qu'imaginatif, d'un secrétaire et d'un coros de hibliothèque. Près de son épouse en châle d'indienne, voici un bourgeois en robe de chambre à carresux à la tête enturbannée à la mode orientsliste du temps de Salammbó.

La collection de tableaux est principalement constituée de portraits de notables du dix-huitième surtout (sans oublier le buste, sourient de Montesquieu per Lemoyne) et de

PETITES NOUVELLES

I LA SAISON PROCHAINE A L'OPERA DE PARIS. - En 1984-1985, l'Opéra de Paris présentera Médée, de Cherabini, Don Carios et Mac-beth (dans les deux versions), de Verdi, les Particains, de Bellini, les Martyrs, de la création en France de la Vera Storia,

NORD. - La région de Nord-Pas-de-Calais separe désormais de P. UPIC » (1), cette « machine à composer » mise an point par lamis Xo-iakis, sur inquelle l'utilisateur s'exprime à l'aide d'un stylo agnétique. C'est l'Atelier régional de musique, dont la rocation est de développer pratique, animation et création aussicales, qui vient de l'acqué-

EXPOSITION MARTINE FRANCK. - La RATP organice à la sintion de métro Saint-Augustin, avec le concours du ministère des droits de le femme, une exposition de photogra-phies de Martine Franck sur le thème

notamment, « BOUP. d'asu », le port du dis-septième siècle ne comportait d'architecture significative que dans ses palale publice. Il a fallu attendre le dix-huitième siècle et la proissance de la cité pour voir fleutir les grandes able et interminable des « échoposs ». Les vagues de prospé rité ont attaint d'abord l'aristocratie puis is grande et enfin is petite bourle marchande. Le processus est necrit dans l'architecture de la ville et rappelé dans le musée. Male le grand enrichissement fut brutale ment interrompu comme l'illustra le cas de Pierre-Raymond Lalande, moins de dix années de jouissances, dut quitter son grand salon blanc et or pour l'échafaud révolutionnaire.

il faut percourir les petits salons d'en-bas tapissés de dessins d'erchitecture qui relatent la construction des plus likustres bătiments de Bor oc. En premier lieu, le Grand-Théâtre bien sûr, construit par Victor Louis, dont on voit le portrait au masque porcin, peint per le Flamand réalisé « contre » les artistes de Bordeaux. N'est-il pas venu de Paris avec son équipe complète de sculpteurs et de peintres ? « Pour » ou « contre », le Grand-Théâtre reste un des plus beaux du monde ; spectaclé d'architecture en lui-même, bien que

contorsions acrobatiques. Une part du musée est consacrée à la donation Janvrot, collectionneul compulsif de souvenirs royaux : les Bourbons, la Restauration, portrait de son oncle par Dubuffe, émule d'Ingres, au sourire en coin sur son gilet jaune, est au centre de quantité de petits tableaux, dessins gravures, statuettes, objets et menus souvenirs. On y remarquera la nos-Berry dans son exil vers l'Ecosse et le mâte profit de trois quart de la duchesse d'Angoulême « le seul homme de la famille » faisant son terrible e regard significatif »...

qu'on n'y voie la scène qu'au prix de

La mise en scène du pasté laisse la place aux expositions contemporaines de design comme ce fut récemment le cas d'une présentation des travaux de Memphis, groupe de designers formé en Italie, créateurs d'objets fonctionnels chargés de références humoristiques aux styles les plus sophistiqués de l'art moderne. L'exposition qui a montré comment l'art appliqué peut rejoindre l'art tout court, est cependant une exception : ce conservatoire un peu théâtral de la bourgeoisie bordelaise n'a pas les movens de jouer son rôle dans la création contemporaine. Il a les lieux et les gens ; lui manquent les crédits de fonctionnement. talon d'Achille de bien des musées

de province. JACQUES MICHEL

* Musée des arts décoratifs de Bordeanx, rate Bouffard, ouvert tons les jours de 14 à 18 houres, y compris les

contre l'oiseau rare Depuis la rentrée de septembre soixants-dix inscrits. Mais la sur-

qu'elle finance.

vrent les plaisirs et les contraintes

de la musique d'ensemble. Quant à

la municipalité, elle encourage cette

action and fera profiler un plus

grand nombre du « service public »

M. Barathon ne s'en tient pas là

Il a remplacé les examens de fin

d'année par un système de contrôle

continu qui-permet aux élèves de franchir un degré à n'importe que

moment et lorsqu'ils se sentent

prêts. Il étudie un projet de labora-toire de solfège équipé d'un ordina-

teur. Il multiplie les occasions de

faire « sortir in musique des murs du

conservatoire ». Il insiste enfin su

l'importance des créations a mai-

son », des combinaisons de son crit

« qui donnent sa singularité et sa

FRANÇOIS ROLLIN.

personnalité à une école ».

AU CONSERVATOIRE DE THOUARS

L'ensemble

1983, l'école de musique de la prise passée, la satisfaction est qua-Thouars (Deux-Sèvres) seri de la siment générale. Les élèves découboratoire à une expérience pédage gique qui est aussi une première en rance. En instituant une procédure d'inscription par classes d'ensem-ble, M. Jacques Barathon, le directeur de l'école, a introduit en douceur une véritable révolution dans le

petit monde des conservatoires. Traditionnellement, les inscrip-tioins des élèves dans les conservatoires ou les écoles de musique se font par classe d'instrument : on vient apprendre la clarinette, la guitare ou le piano, on subit de plus ou moins bonne grâce l'inévitable cours

de solfège, et chocun rentre sagement chez sol : « Cette pratique est inadaptée, estime Jacques Barathon, car elle fonde la motivation des élèves sur la compétition technique, alors même que 99 % d'entre eux ne seront jamais des profession nels de la musique. » D'où l'idée de propratique collective de la seusique

qui crée une « stimulation par la muque ello-même » et qui permette à l'école de musique d'offrir à ses élèves ce que la majorité d'entre eux en attendent réellement ; « Le goût et les moyens d'une pratique musi cale amateur de bon niveau. 🔹

Ainsi, depuds la rentrée 1983, le menu » de l'école de Thouars n'est plus composé d'une liste d'insde classes d'ensemble : musique an cienne, ensemble de cutvres, orchesband, musique de chambre, 👞

Les inscriptions se font en fonc-tion des besoins et impliquent deux révétitions hebdomadaires obligatoires en moyenne. L'enseignemen instrumental individuel est donné pour ainsi dire, « en plus » et dans la perspective du cours d'ensemble. Naturellement, explique encore le directeur, les professeurs restent attentifs à détecter et aider ceux qui pourraient être orientés vers une carrière musicale, mais le but d'une école de musique n'est pas cette recherche fébrile de l'oiseau rare que l'en constate trop souvent. »

Comme toutes les réformes celle-ci ne s'est pas faite sans difficultés pratiques – celle, par exemple, d'utiliser dans les ensembles tous les candidats planistes – m sans réticences parmi les deux cent

a RUDOLF SERKIN REM-PLACE PAR DANIEL BAREN BOIM. – Le pianiste américain Rudolf Serkin, souffrant, a annais sa venue à Paris. Toutefois, les concerts prévas les 29 férrier et 1º mars selle Pleyel, anxquels le virtuose âgé de quatre-ringts aus devait participer, sont main-terns. Le programme non modifié sera assuré par Daniel Barenbolm : il disgera les municless tout en interprétant la partie soliste du premier concurto de

et merdi 6

à 20 b 45

(p.e. Werner)

SALLE

Lundi 5 mars 1 20 h 30

BAYEAU

Vendred

9 mars à 20 h 30

Salis Playal Samedi 10 mere

trannit Hollywood

Statement of the man

may compression to man

* **

Links or Marine

· 在中心 5-440

man 52 street

1 to 100 to 100

Mittel, Sprigerte,

F THE WAY TO VENE

manager and the second

EXPERIMENT ...

A to which we take a

- Trans. 1 191-

the many transaction

THE PERSON OF TH

AT ATT BEARING S

STATE OF SHIPPING A

· 大学 中央に

THE WALLES

THE PARTY OF THE PARTY OF THE PARTY.

Marie - Serlande Sterne

PROPERTY COME IN

AND STREET, I A .

Signed the miles of

mate high a large stand

※ ありかりませる

marin office Attention

100 mg 1 mg 1 mg

ACTION. NO

The second second

A STATE OF THE PARTY OF

الما معستهم فيهينها

والمناب المناف الأهوال علي

Harry St. St. St. St.

The second second second

Market Carlo Service

AND SHAPE SHOWING

policy of the second second

Mark Strangt on their

AND MARKET STATE

Contract of the second

The production of the con-

معدد وبصبح بيني ويثن

A 100 - 100

AND PERSONS

Programme was a

STANK STANK

Committee in

The same of an or

geographic with the con-

de Magazine Burr un

And the state of t

the second

---the transformation of the same of the same

Company of the sail

a gallete de la company

Marie Marie Communication

经验

Alson is industrial and

as the second

STATE OF STREET

-

A Property of the second

THE THE CHARLES TO THE THE

the second second second

State (Section of the Section of the

and the same and the

are to the second second

S one of the contract of the second

The same of the same of the same

A CONTRACT OF THE PROPERTY OF

An experience of the second

Property and the second of the

Andreas Control of the American

A CONTRACTOR

April 18 May 18

15 # 4 15 PM

The state of the

1,427,845.22

- B 300

1.4

THE RELEASE TO SERVICE STATE OF THE PARTY OF

Section and the section of the secti

The State of the s

The second secon

mystere- de Moscou

The American Control of the Control

THE THE PARTY OF T

The Police of the Control of the Con

Management of the second of th

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

A service of the serv

Market and the second of the s

The state of the state of the state of

Profesional and the second and the second

A TOP TO THE STATE OF THE STATE

The total and the same of the same of the same of

連続 神教 (Africa) マンド・コースタイト アインフィ

Market Market American

SE MATTER

LES'SPECTACLES NOUVEAUX

ECHEC A LA REINE - Quai de la Gare (585-88-88). 20 h 30. LE DERNIER FILM - Les Déchar-gens (236-00-2), 22 h. LA BATAILLE D'ARMINIUS - (en allement) Odfon-Thifter de l'En rope (325-70-32), à 20 h 30. LA DOUBLE INCONSTANCE

TEP (364-80-80), 20 h 30.

PYRAME ET TRUSSE - Clé Lauretionnie, Galerie (589-38-64),
20 h 30. L'HOMMU JOB - Ché internationale, Resserre (589-38-64), 20 h 30. LIBERTÉ A BRÉME - Autony, Théa-tre Pirmin Gémier (666-02-74), 20 h 30.

LA PERLE DE LA CANEBIÈRE -Sartrowille, Thélètre (914-23-77), 20 h 30.

Les salles subventionnées

CHABLOT (727-81-15), Grand Théatre, 20 h 30 : Concert donné par l'ensemble Mesique vivante, dir. Diego Masson. THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : Tartuffe; 18 h 30 : Maurice Bourgne (hautbois). CARRE SILVIA-MONFORT (531-28-34), 21 h: le 26 à 16 h: les Perses.

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 : ANTOINE (208-77-71), 18 h 30 : Hamlet ; 20 h 45 : Nos premie ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h :

ASTELLE-THEATRE (238-35-53), BASTILLE (357-42-14), 20 b : Grand Ma-

BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : Mares. BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : les Trois Jeanne.

CALYPSO (272-25-95), 20 h 45 : Likehemoi les chaquettes, COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée. COMMETAIR DES CRAMPS-ELYSEES (720-08-24), 20 h 45 : Chacun sa vérité. COMEDIE ITALIENNE (321-22-22),

COMEDIE ITALIENNE (321-22-22),
20 h 30: la Manie de la villégiarare.
COMEDIE DE PARIS (281-00-11).
21 h : les Marchands de gloire.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Chienilt.
DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : les
Eaux et Forêts ; 20 h 30 : Gertrud, morte
cet après-midl.

EDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 : ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 :

J'arrive, Zebra crossing. ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Extravagances (Cie Ph. Geory, Th. Ma-ESPACE MARAIS (584-09-31), 22 h 30 :

Un milica sous in mère. ESSAHON (278-46-42), 1 : 20 h 30 : les Chaises : II : 20 h 30 : Chant dans la mit. GATTE-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 b 45 : Grand-Pera.

GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Who's alreid of Virginia Woolf? EUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantarrine ebauve ; 20 h 30 : la Legon : 21 h 30 : les Cerises rouges.

LA RELYFERE (874-76-99), 21 h : William : 1 cantarrine con control con control cont

Hem I., LUCERNAIRE (544-57-34), L 18 h 30 : Noces de cire ; 20 h 30 : Stratégie pour deux jambons ; 22 h 15 : Un autobus pour Mathilda. — IL 20 h 15 : Six heures au salie, 18 h 30 : Pique et pique et follet drime; 22 h 30 : Oy, Moyabek, mon file. LYS MONTPARNASSE (327-88-61), 20 h 30 : Labiche de poche; 22 h : Enfan-

MADELEINE (265-07-09), 20 h 30 : Rhi-MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se

MARIGNY, Grande salle (256-04-41), 20 h 30 : Antent en emporte le vent. — Seile Gabriel (225-20-74), 21 h : le Don d'Adèle.

MATHURINS (265-90-00), 21 h : la

MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : Cy-

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : PONTAINE (874-82-34), 20 h 30 : P. De-PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 b 45 : OLYMPIA (742-25-49), 20 b 30 : Allos

h File sur la banquette arrière.

PARC DE LA VILLETTE, sous chapteur (240-27-28), 20 h 30 : Patience...

Patience dans l'azzer. PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30: le

Coup de grisou. (dern.) POCHE (548-92-97), 20 h 30 ; le Pharaon. POTINIÈRE 20 h 45 : Amassino-Assassino.

TH. DE DIX HEURES (606-07-48), RENAISSANCE (208-18-50), 20 % 30 :

SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Les concerts Théâtre de Bouvard

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20 Pour tous renseignements concernant

l'ensemble des programmes ou des salles (de 1) h à 2) h souf dimanches et jours fériés) rvation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 28 février

THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), 21 h 15 : Y'en marr... ez vous; 22 h 15 : les Reconvertis. THEATRE DEDGAR (322-11-02), 20 h 15: les Babes-cadres; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire. THEATRE DE DIX-HEURES (606-

07-48), 21 h: Fils de batte ou les sel-gneurs de Montmartre.

THÉATRE DE PARIS, Potice saile (280-09-30), 20 h 30: Rayon femmes fortes. THÉATRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30: Veri Dames.

THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80); 20 h 30: Angelo tyran de Pa-doue; Petite salle 20 h 30: Enfance. THEATRE 7 (262-80-81), 21 h : la Visite, THEATRE 13 (588-16-30), 20 h 30, Long voyage vers la muit. THEATRE DU TEMPS (355-10-88),

THEATRE L'UNION (770-90-94), 21 h: (v.f. de chansons en anglais): The Rocky horror Show. THEATRE DE LA VILLA (\$42-80-72) PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h :

TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 22 h : Acteur, est acteur, est acteur. VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 ; l'Eti-

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 45 : Le boa voit rouge ; 22 h : le Président. BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Odd numbers sur un air de jazz.

22 h 30: Foults.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-62), l: 20 h 15: Tiens voilà deux bondins; 31 h 30: Mangeuses d'hommes; 22 h 30: Orties de secours; II : 20 h 15: Dien n'uripote; 21 h 30: le Chromosome chamulleux; 22 h 30: Fais voir ton capidon. LE PETT CASINO (278-36-50), 21 h : le veux être proposis : 22 h 15 : Ames-tion belles-mères méchantes.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : les Surgelés: 21 b 30 le Ticket; 22 b 30 : Moi, je craçue, mes parens re-

RESTO-SHOW (508-00-81), 20 h 30 : Soirte : privée : 22 h : J. Avelines SENTIER DES HALLES (236-37-27). 20 h 15 - On est pur des pigeous; 21 h 30 : la Folle Nuit érorique de Roméo

STENDIO ST-MARTIN (208-21-93), 21 b : M. Boujemb. LE TINTAMARRE (887-33-62), 20 b 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Apocelypee Na ; 22 h 30 : le Céleri jaune, speciacle bran-

VIETLIE CRILLE (707-60-93), 20 h 30 : P. Miserez : 22 h 30 : les Sofiloques du penvre; R. Gesser.

Lo danse

20 h 30 - Bathet du XX siècle M. Déjart 20 B 30 : Eachet du XXv siècle M. Béjart (Mosse pour le umps futur).
THÉATRE DE PARIS (280-09-30).
20 h 30 : Carman, Ballet A. Gades.
THÉATRE DES CHAMPS-51.vsilles (723-47-77). 20 h 30 : Kodo. les Tambours de los et les dannes de l'De sie Sailo. ESPACE MARAIS (584-09-31), 20 h 30 : Paris Ballet Rodéo.

Le music-hall

BOSENO (322-74-84), 20 h 45 : P. Perrel. Ferrome area.

BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30: Rafus.

CASINO DE PARIS (874-26-22), 20 h 30: Charles Dumont. CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 30 : Tamia.

ESPACE CARDIN (266-17-81), 20 h 30: rano de Bergeras.

MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h:
Tchin tchin. – Pette salle, 20 h 30: is
Journal d'un bomme de trop.

ESPACE CARDIN (266-17-81), 20 h 30: is
J. Villeret.

Accordées rescontre.

> DORR.
> PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Holiday on Ice PÉNICHE-OPÉRA (245-18-20), 21 h :

> les Garçons - Boris super Vian ».
>
> RADEAU DE LA MÉDUSE (32091-37), 22 h : En suivant la noce.

THERUT DE SCHAMPS-ELYSEPS
(723-35-10), 21 h: Agnès.

TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), 20 h 30: Huis
l'Ecome des jours; — IL 20 h 30: Huis

Tabeal

Radio-France (gd and.), 20 h 30: Nouvel
Orchestre philharmonique. Dir.: J. Mercier (Offenbach).

Pleyel, 20 h 30: J. Broam (Bach, Villa-Lobos). TEMPLIERS (278-91-15), 20 h 30 : A la rencontre de Marcel Pronst.

(Schubert).



maurice

hautbois 28 février

Eglise Saint-Séveria, 21 h : Ensemble vocal M. Piquemal (Mendelssohn) Eglise Saint-Germain-de-Prés, 20 h 45 : avec David Simpson violoncelle baroque (Mozart).

Centre Bösendorfer, 20 h 30: V. Ereson (Rachmaninov, Scriabine, Chopun).

Gavean, 20 h 30: Ensemble Orchestral de Paris. Dir.: M. Plasson (Roussel, Saint-Saéns, Rizat). Colette Kling clavecin et piano

Jazz, pop. rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Dany Doritz Big Band. FORUM (297-53-47); 21 h : Stickspho-HOTEL MERCURE (642-93-22), 20 h :

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 23 h: Soirbe Gospel bluce (W. Gross

THEATRE DE LA VILLE (342-842), 21 h, Tailleur pour dames.

TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : les
Elles et les Eux.

TRISTAN-BERNARD (522-08-40),

Ch. Bellonzi (dern.).

SAVOY (277-86-88), 21 h; D. Goyone, G. Dall'Anese, M. Bertaux, T. Rabeson, Trio Mike Aldin. SLOW CLUB (233-84-30), 21 b 30: P. Bouru, Maxim Saury Jazz Music. SUNSET (261-46-60), 23 b: J.-M. Kadjan

En région parisienne

CHATILION, Salle des fêtes (657-22-11), 21 h: Chagrin zoologique. DRANCY, Salle des fêtes (384-93-50), 20 h 30: Duo Tusques/Avanat; Duo Ko-nitz/Save Lacy. MARLY-LE-ROI, MJC-Théitere (958-74-87), 21 h: Trio M. Valéra.

NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81) 20 h 30, Terre strangère. SAINT-DENIS, Th. G.-Philips (243-00-59), 20 h 30, Exquise Banquise (dera.).

THEATRE DE LAVILLE 18 h 30

une heure sons entracte 33 F du mardi av samedi du 28 février au 3 mars

bourgue

Bach Rameau Berio Schumann Britten

29 février - 2 mars Zelenka Beethoven Mozart

Thomas Indermühle hautbais Alain Denis cor anglais Klaus Thunemann basson Bernard Cazauran contrebasse Colette Kling dayeçin at le Nouveau Trio Pasquier

1 et 3 mors Mozart Dvorak

Jean-Claude Joboulay hautbois Michel Arrignon at Paul Meyer clarinettes André Cazalet, Patrice etitdidier et André Both cors lacury Wallez et Jean-Marie Largothe bassons Daniel Ractot violoncelle Bernard Cazagrai .szadertna

6-8-10 mars wilhelmenia fernandez soprano

au piano George Darden

location 274,22,77





ABOUT NOTHING OUR SERVICE THE BREAT POUR BIES

COMEDIE DE WILLIAM SHAKESPEARE SOIREES A 20H30 LES 30, 31 MARS, 31 4, 5 AVRIE MATINEES A 14H30 LES 31 MARS ET 15 AVRIE

LOCATION: par correspondance, des maintenant, à l'aide du pon-di-dessous, par téléphone au 723,47,77, au théatre, et toutes agences à partir du vendredi 9 mars - Renseignements : 723,47,77 Orthestre: Loges de contrelle. Fauteuils de corbeille 19 rang. Promière lages, from 180 F.: Engreuil, de corbeille 20 riche. Primière dyonder : 150 F.: 4/rechen hat april 4/120 f

BON DE COMMANDE PAR CORRESPONDANCE **MUCH ADO ABOUT NOTHING** à adresser que Théâtre des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 75008 Paris

Adresse_

Représentation du

SIGNATURE DATE

DU 29 MARS AU 5 AVRIL 1984 AU THÉÂTRE DE LA BASTILLE

LEAR MINISTER D'EDWARD BOND

Luralinn au 377.42.14 SPECFACTES EN LANGUE ANGLAISE -

Nombre Prix

de places unitaire

TOTAL

Radio france

MUSIQUE DE CHAMBRE AL RRECUTSREDGER

OBATHOR KODALY ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE **GE.: LORIN MAAZEL**

C H A M P S ÉLYSÉES Joud 1º mars piano DUKAS - PROKOFIEV RACHMANINOV RACHMANINOV STRAVINSKY CYCLE ACOUSMATIQUE INA-GRM

18 h 30 ; Blombyvst - Reibei. 28 h 39 : CLOZIER - LEJEDNE Lundi 5 mars SAISON LYRIQUE

THÉATRE RIMSKY-KORSAKOY: CHAMPS-ELYSÉES « La Légende de la ville mercrade 7
mers. 20 b. er
THÉATRE
MUSICAL
DE PARIS invisible de Litege » S. Kopcak, C. Zaharia, H. Heichele, F. Tenzi, I. Mafeet S. Miller State Cheurs de Budie France MONTEL SECUL PRILARMINATOR rears. 18 h 30

≠: Zoltan PESKO Lne. ; RADIO FRANCE, salles et agencar



THEATRE D'ORLEANS OPERAS LYON, NICE

LOCATION (38) 54-10-00



2 mars BARENBOIM SOLISTES ET CHOEUR DE L'ORCHESTRE

DE PARIS Chef du Chœur : A. DIDHAM WAGNER - BRAHMS - SCHUBERT

BARENBOIM PERAHIA

SCHUMERT - SCHUMANN - RAYEL 9 mars

BARENBOIM STERN BACH - RAYEL - BRAHMS

LOCATION : Salle Pleyel/563.07.96

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS SALLE

ZUKERMAN GAVEAU Mercredi 29 febrier 1 20 h 30 **SCHUBERT** بعلم في تعليد به و يونين في شوركانا (Reiner/OA) HAYDN

La Création CHEUR ET ORCH, SORBONSE Denielle BORST Marcel QUILLEVERE Lec : FNAC, Cross, Gibert Royal sourisms 10, r. Royale-8 Ress. 251-89-11 Dir.: J. GRIMBERT

GAVEAU Semedi 3 mers è 17 h QUATUOR **ORLANDO** MOZART, BARTOK, SCHUBERT

AMES MUSIQUE DE CHAMBIRE

Égitee des Billettes dissanche MOZART letágrala des quetaurs 4 mars à 17 b

P. L. CRAFF - PIL PELISSER 門 鐵艇·l men E PECLARD

Salle Plays Dimenche CONCERTS LAMOUREUX Dir. : Hubert à 17 h 45

SOUDANT Sol.: Pascel

DEVOYON WEBER, CHOPIN ORCHESTRE COLONNE Dir.: KURT

REDEL Sal. : Evelyn BRUNNER

MARKUS LIKA

Colonne HAYDN « LA CREATION »

TRIÓ PLORENT Thidtre ds Raneingi SCHMITT S mers à 16 hours Haydn, Mozart Schubert et 20 h 30

lo.e. Val FRANCE MUSIQUE 8 mars à 20 h 30 **FIRKUSNY**

SCHUBERT, SCHUMANN JANACEK, MARTINU ORCHESTRE

MI CONSERVATORE DE PARIS Dir. R. DELCROIX D. & WILLESCOURT

M. KANEDA E. CONQUER

VIOLOTI STATISTICAL ST STEEL MICHEL GALA DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES OFFICIERS DE RÉSERVE DE L'ARMÉE DE L'AIR ijs e. Cars. - Dans Isti MUSIQUE

DE L'AIR Dir. : commandent FASCE Bach, Docoler, Gotkovsky, Chabrier,

Massenet, Liszt SALLE BACH GAVEAL 3 suites pour VIOLONCELLE 14 mars å 20 b 30 (p.c. Value **GENDRON**

Récital de pieno GAVEAU Peter 23 mers à 20 h 30 SERKIN BEETHOVEN



THEATRE NATIONAL

March Control of the ---Service Control of the control of th

1-14-75 The ---The state of the s And the state of t

to section.

 $\gamma > \gamma_{\rm c}$

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24) 15 h. Venise su cinéma : Venezis minore, de F. Pasineni : Le pauvre boulanger, de M. Almurante : 19 h. : Volpone, de M. Tourneur : 21 h. Ls femme dans le cinéma japonais : Aveux, théories, setrices, de Y. Yoshida.

SEALISOUNG (278-35-57)

Les exclusivités

LES ANGES DU MAL (A.) (**) (v.l.):
Arcades, 2* (233-54-58); 7* Art Bean-bourg, 4* (278-34-13); Rhz, 13* (606-58-60).

30-03.

A NOS AMOURS (Fr.): Controcarpe, 5º (325-78-37); Ambastade, 8º (339-19-08); Parnassions, 14º (329-83-11).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.): Capri, 2º (508-11-69)

11-69].

LE BAL (Fr.-It.): Forum Orient Express,
1" (233-42-26); Vendôme, 2" (74297-52); Studio de la Harpe, 5" (63425-52); Ambassada, 9" (339-19-06); 4. 14 (329-83-11.

LA BALLADE DE NARAYAMA (Jep., v.o.) : Quintette, 5 (633-79-38). LA SELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert

Express, 1= (233-42-26); UGC Odéon, 6= (323-71-08); UGC Biarritz, 8= (723-69-23); Français, 9= (770-33-88); Athéna, 12= (343-00-65); Montparnasse Pathé, 14= (320-12-06); 14 Juillet Beangrenelle, 15= (775-79-79).

greener, [5 (375-5-5)].

BRAINSTORM (A., v.o.): Szint-Michel,
5 (326-79-17); George V, 8 (3624)-46); V.f.: Paramount Opics, 9 (74256-31).

CANICULE (Fr.) (*) : Gafté Boulevard, 9 (233-67-06) : UGC Normandie,* (359-41-18). CARMEN (Esp., v.o.) : Choche, 6º (633-

10-82).

LES CAVALIERS DE L'ORAGE (Franco-Yongosiave): Rest, > (236-83-93): Berlitz, > (742-60-33): UGC Opéra, > (261-30-32): Ciné Beaubourg, 3-(271-52-36): Cluny Palson, 5-(354-07-76): UGC Montparasses, 6-(544-14-27): Ambassade, > (359-19-08): UGC Biarritz, > (723-63-23): UGC Gebelins, 13-(336-23-44): Gaumont Sud. 14-(327-84-30): Kinopanorama, 15-(306-50-50): Murat, 16-(651-99-75): Pathé Clichy, 13-(322-46-01).

CELARLOT'S CONNECTION (Fr): Res.

CHARLOT'S CONNECTION (Pr): Res. 2 (236-83-95); Paramount Marivanz, 2-(296-80-40); Publicis Matignon, 8-(720-76-23); Paramount Montparname,

14 (329-90-10).
LES COMPÉRES (Fr.) : Paramount
Montparname, 14 (329-90-10) ; George
V. 37 (562-41-46) ; Français, 9 (770-CONCILE D'AMOUR (ALL, v.o.) (**):

Mories, 1≈ (260-43-99). CHRISTINE (A., v.o.): Marignan, P 30Y (FR.) (**): Arcades, 2* (233-(359-92-82)). — V.L.: Français, 9* (770-33-88); Montparanue Pathé, 14* (320-12-06).

RULL (A., v.o.): George-V. P (562-12-06).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TETE (Bots.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2 (742-72-52) : Rialto, 19 (607-87-61). DIVA (Fr.): Rivoli Seaubourg. 4 (272-63-32); Cinoches, 6 (633-10-82).

63-32); Choobes, & (633-10-82).

BOS CAMILLO (It., vf): Rex, & (236-83-93); UGC Danton, & (329-42-62); Normandia, & (359-41-18); UGC Bonlevards, & (366-644); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelina, 14 (336-23-44); Mistral, 14 (326-89-52); Mistral, 14 (539-52-43); UGC Convention, 15 (828-20-64); Secretan, 19 (241-77-99); Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

ETDUCATION BE RITA (Angl., vo.): Ciné-Beaubourg, 3* (271-52-36); UGC Odénn, 6* (325-71-08); UGC Champa-llysées, 8* (339-13-15); Parasasiens, 14* (320-30-19); 14-Juiller-Beaugrenalle, 15* (575-79-79); (v.f.): UGC Opéns, 2* (341-581-32)

(261-50-32).

EMIMANUELLE 4 (**): Forma, I**
(297-53-74); Richelien, 2* (233-56-70);
Chany Ecoles, 3* (354-29-12); Marignan, 3* (359-92-82); George V. 3*
(562-41-46): St.-Lazare Pasquier, 3*
(347-35-43); Français, 9* (770-33-88);
Mazáville, 9* (770-72-86); UGC Gare de Lyon, 12* (343-01-59); Fanvette, 13*
(331-40-74); Mistral, 14* (339-52-43);
Montparasse Pathé, 14* (320-12-06);
UGC Convention, 15* (828-20-64); Minral, 16* (651-99-75); Images, 18* (522-47-94); Gaumont Garabetta, 29* (636-10-96).

ERENDIRA (Franco-Mex., va.): Quin-

ERENDIRA (Franco-Mez., v.o.): Quin-tette, 5' (633-79-38). LETE MEURIBIES (Pr.) : Blyados Lin-coln, & (359-36-14).

cuin, if (359-36-14). ET VOGUE LE NAVIRE (it., v.o.) : UGC Opéra, 2 (261-30-32) ; Ciné Rean-bourg, 3r (271-52-36) ; Studie de la Harpe, 5r (634-25-52) ; Pagade, 7r (705-12-15) ; Elyadea Lincoln, fr (359-36-14) : Parnassina, 14r (329-83-11). FLASHDANCE (A., v.o.) : Marbeef, 8-(225-18-45).

FRERES DE SANG (A., v.o.) (*): 7 Art Besubourg, # (278-34-15) (H. sp.).

Besubourg, 4 (278-34-15) (H. sp.).

LE GARDE DU CORPS (Fr.): Forum Orient Express, 1" (233-42-26); Ras., 2" (236-83-93); UGC Opéra, 3" (261-50-32); UGC Odéon, 6" (325-71-08); Normandie, 8" (359-41-18); UGC Bonievard, 9" (246-66-44); UGC Convention, 15" (626-34-25); Secrétas, 19" (241-77-99); Imagos, 18" (522-47-94).

GWENDOLINE (Fr.): Forum, 1" (297-53-74); Paramount Marivanx, 2" (296-80-40); Paramount Modéon, 6" (325-59-83); Marignan, 8" (359-92-82); Publicis Champs-Elysées, 8" (720-76-23); Paramount Opéra, 9" (742-56-31); Maxéville, 9" (770-72-86); Paramount Basille, 12" (343-79-17); Paramount Galaxie, 13" (580-18-03); Finuette, 13" (331-56-36); Paramount Montparasse, 15" (544-25-02); Convention Saint-Charles, 19" (579-24-24); Pathé Clichy, 18" (522-46-01).

JACQUES MISSRINE (Fr.) (""): Hollywood Confessione (100-104).

JACQUES MESRINE (Fr.) (**): Holly-wood Boulevard, 9 (770-10-41). JAMAIS PLUS JAMAIS (A. v.a.) : Br mittge, & (359-15-71).

minage, \$\(^{359-15-71}\).

LE JOLI CCEUR (Fr.): Berlitz, 2\(^{742-60-33}\); Richelien, 2\(^{233-56-70}\); Ambussade, \$\(^{1} = (359-19-08)\); Mistral, 1\(^{1} = (359-52-43)\); Montparnoe, 1\(^{1} = (327-52-74)\); Patis Clichy, 1\(^{1} = (522-46-01)\); Gaumont Gambetta, 20\(^{1} = (636-10-96)\).

LES JOUEURS D'ECHEC (Ind.): (v.a.)

Enfe de Rois, \$\(^{1} = (337-57-47)\).

Epéc de Bois, 5 (337-57-47).

LE SOUR D'APRES (A. v.a.): Gamment Ambassade, 9 (359-19-08); (v.L): Richellett, 2 (233-36-70); Brotagne, 6 (222-57-97).

54-55).

ERULL (A., v.n.): George-V, 9 (562-41-46). — V.f.: Mankville, 9 (770-72-86); Lamikre, 9 (246-49-07); Montparnot, 14 (327-52-37); Mistral, 14 (539-32-43); Images, 19 (522-47-94).

LOUISIANE (Ft.): Paramount Mericury, 9 (562-75-90); Paramount Mericury, 9 (562-75-90); Paramount Bestille, 12 (343-79-17); Paramount Montparamese, 14 (329-90-10); Convention Saint-Charles, 15 (570-33-00); Paramount Maillot, 17 (548-24-24).

LE LEZARD NORE (Jap., v. a.): Movies,

LE LÉZARD NOTE (Jap., v. a.): Movies, 1" (260-43-99); Olympic Luxembourg, 6' (633-97-77); Olympic Beizec, 9'

LE MARGINAL (Pr.): Generale Ambas-sido, 8 (359-19-08). MEIN VATER (All., v.o.) : Suint-Audré-des-Arts, 6° (326-80-25). LE MONDE SELON GARP (A., v.a.): Lucensire, 6' (544-57-34). LISS MOTS POUR LE DIRE (Fr.), Mar-beuf, 8" (225-18-45).

beuf, 8 (225-18-45).

NUAGRS FLOTTANTS (lap., v.o.):

Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77).

LES PARENTS NE SONT PAS SIMPLES CETTE ANNÉE (Fr.): Richelieu, 2 (233-56-70); Le Paris, 8 (35953-99); Mistral, 14 (589-52-43);

Gaumont Convention, 13 (828-42-27);

Gaumont Gambetta, 29 (636-10-96).

Audré-des-Arts, & (326-80-25); Para-monti Odéon, & (325-39-83); Monte-Carlo, & (225-09-83). PTIT CON (FL): Marbest, # (225-

LA QUATRIÈME INMENSION (A., v.n.): Biarriz, 8 (723-69-23). – V.f.: Res., 2 (236-83-93); UGC Montputasse, 6 (344-14-27); UGC Boolovards, 9 (246-66-44); Images, 19 (522-47-94).

HETENET-MOLOU JE FAIS UN MAL-HEUR (Fr.) : UGC Marboul, 8 (225-LE RETOUR DE L'ÉTALON NOR (A.

v.a.): George-V, 9: (562-41-46). -- V.I.: Maxiville, 9: (770-72-96); Lumière, 9: (246-49-67); Partamient, 14: (320-30-19). LE RETOUR DU JEDI (A., v.f.) : Capri, 2" (504-11-69). LE ROI DES SINGES (CL v.f.) : Marais,

4 (278-47-86). RONDE DE NUIT (Fr.) : Arcades, 2 (233-54-58); Gaité Rochechouart, 9 (878-81-77); Paris Loisira Bowling, 19 (606-64-98).

(878-31-77); Paris Loisira Bowling, 19(606-64-98).

RUE BARBARE (Fr.) (*): Faramount
City Triomphe, 3* (562-45-76); Paramount Opera, 9* (742-56-31); Paramount Montparame, 14* (329-90-10).

RUE CASES-NEGRES (Fr.): 14 Juillet
Parasse, 6* (326-58-00); Saint-Ambroise, 11* (700-89-16).

RUSTY JAMES (A., v.o.): Foresi, 1*
(297-52-74); Hastefenille, 6* (633-79-38); Pagode, 7* (705-12-15); Marigana, 9* (359-92-82); George-V, 8*
(562-41-46); Parassises, 14* (329-83-11): 14 Juillet Beaugranelle, 13*
(575-79-79). – V.I.: Richellen, 2* (233-56-70); Maréville, 9* (770-72-86); Pranquis, 9* (770-33-88); Nations, 12*
(343-04-67): Paramount Galaxie, 19*
(350-18-03); Montparasse Pathé, 14*
(320-12-06); Gaumont Sed, 14* (327-84-50); Gaumont Convention, 15* (828-42-27); Pathé Wepler, 13* (522-46-01).

LE SECRETT DES SÉLÉNITES (Fr.):
Richellen, 2* (233-56-70); Saint-Ambroise, 11* (700-89-16); Guand 1*
vois, 15* (544-48-85).

LE SPECTRE DE LA DANSE (Pr.) :

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.) : is Guerre des étoiles : L'empire contra-attique : le Resour du Jedi : Becarial, 13° (707-23-04). TCBAO PANTIN (Fr.) : Forum 1= (297-53-74) : UGC Denton, 6= (329-42-62) ;

Biarriez, 8 (723-69-23); Paramount Opira, 9 (742-56-31); Montperson, 14 (327-52-37).

(327-52-37).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.a.): Gaumont Hallet, 1* (297-49-70); Hautofeuille, 6* (633-79-38); Paramount
Odéon, 6* (325-59-83); George-V, 8*
(S62-41-46); Marignan, 8* (359-92-82);
14 Juillet Bestille, 11* (357-90-81);
Montparamore Bianvurne, 15* (54425-02); 14 Juillet Beaugreunile, 13*
(575-97-99). V.f.: Gaumont Berlinz,
2* (742-60-33); Paramount Maillot, 17*
(738-24-24).

TOOTSIE (A., v.f.) : Opine Night, 2 (296-62-56). LA TRACE (Fr.) : UGC Marbout (225-18-45) ; Parassacres, 14 (329-83-11).

LA TRAGEDIE DE CARMEN (Fr.) version Delevant; Gal; Sanrova : Saige-Ambroise, II' (700-89-16).

Ambroise, II (700-89-16).

TRAHISONS CONJUGALES (Angl., v.a.): UGC Dunton, 6 (329-42-63); UGC Rotonde, 6 (633-48-22); UGC hierritz, 9 (723-69-23).

TRICHELIES (Ft.): Genement Helies, 1 (297-49-70): Impérial, 2 (742-72-52); Hantefenièle, 6 (633-79-38); Elyéées Lincoln, 9 (359-36-14); Colisée, 9 (387-35-43); Stadio 43 (h. sp.), 9 (770-63-40); Nation, 12 (343-04-67); Parmasiens, 14 (329-83-11); Gaumont Convention, 19 (828-42-27); 14 Jullist Beungrenelle, 15 (575-79-79).

LES TROES COURONNES DU MATE-

LES TROIS COURONNES DU MATE-LOT (Fr.) : Epés de Bois, 5 (337-

LA ULTIMA CINA (Cab., v.o.) (H. sp.): Deniers, 14 (321-41-01). UN BON PETIT DIABLE (Ft.): Saint-Ambroise, 15 (700-89-16); Marignan, 84 (250-90-19).

Ambrida (19 (700-89-10); Mangada, 9 (359-92-82). UN FAUTEUIL FOUR DRUK (A., v.a.): George-V, \$2 (562-41-46). — V.f.; Minamar, 14 (320-89-52). LA VILLE BRULER (Esp., v.o.) : Saint-Séverie, 2 (354-50-91).

A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLER (Fr.): Marain, 4 (278-47-86). WARGAMES (A., v.f.) : Launière, 9-(246-49-07). ZELIG (A.) : Lutomaire, 6 (544-57-34). Les grandes reprises

ALIEN (A., v.o.) (*): Gelande, 5" (354-72-711 AGENT SECRET X26 (A., t.s.) : Quin-tette, 2 (633-79-38).

LES FILMS NOUVEAUX

ALSONO Y EL CONDOR, film de Nicargun de Mignel Littin, v.o. : Denfort, 14 (321-41-01). A MORT L'ARBITRE, film franç

h MORT L'ARRITRE, film français de Jean-Pierre Mocky: Forum 1° (297-53-74); Impérial, 2° (742-72-52); Rex., 2° (236-83-93); Quin-tenn., 9° (633-9-38); UGC Opém., 2° (261-39-32); UGC Danton, 6° (329-42-62); UGC Mostparussee, 6° (344-14-27); UGC Rotoode, 6° (633-08-22); Ermitage., 3° (359-15-71); George-V., 8° (362-41-46); Marignan, 3° (359-92-82); Nation, 12° (343-04-67); Fauvetta, 13° (331-60-74); Mostparussee Pathé. 12' (343-04-67); Fauvetta, 19-(331-80-74); Montpurasse Pathé, 14' (320-12-06); Mintral, 14' (539-52-43); UGC Convention, 15' (522-20-64); Victor-Hago, 16' (727-49-75); Images, 15' (322-47-94); Les 3 Scortess, 19' (241-77-99).

Las Secréan, 19 (241-77-99).

L'ASCENSEUR, film hollandais de Dick Mass: Foram Orient-Express, 1" (233-42-26); Quintens, 9" (633-79-38); Paramount-Odéon, 6" (325-59-83); UGC Rotundo, 6" (633-08-22); George-V, 4" (562-45-76); v.f.: Res., 2" (236-83-93); Erminage, 4" (359-15-71); Paramount-Opéra, 9" (742-56-31); UGC Gare de Lyon, 12" (343-01-59); UGC Gobelins, 13" (336-23-44); Paramount-Opéra, 9" (742-56-31); UGC Gobelins, 13" (336-23-44); Paramount-Opéra, 9" (742-56-31); UGC Gobelins, 14" (540-45-91); Convention, 14" (529-90-10); Paramount Montmartre, 18" (606-34-25).

GOREY PARE, film américain de

34-25).

GORKY PARK, film américain de Michael Apted: Gramont-Halles, 1° (297-49-70); Paramount Odéon, 6° (325-59-83); Publicis Champe-Elyoées, 8° (720-76-23); Paramount Opéra, 9° (742-56-31); Paramount Marivaux, 2° (296-80-40); Paramount Marivaux, 2° (296-80-40); Publicis Saint-Germain, 6° (222-72-80); Max Linder, 9° (770-40-04); Paramount Bastile, 12° (343-79-17); Paramount Bastile, 12° (343-79-17); Paramount Golaxie, 13° (590-18-03); Paramount Golaxie, 13° (590-18-03); Paramount Montpernasse, 14° (329-90-10); Paramount Orléans, 14° (540-45-91); Conven-

tion Saint-Charles, 19 (579-33-00); Passy, 16 (288-62-34); Paramount Maillot, 17 (758-24-24); Paramount Montmartre, 18 (606-34-25).

LE ROULEAU COMPRESSEUR ET LE VIOLON, film inédit de Au-drei Tartovski, v.o.; Cosmos, & (544-28-80); 14-Juillet Bastille, 11e (357-98-81).

(357-96-81).

S.O.R., film eméricain de Blake Edwards, vo. : UGC Opérs, 2 (261-90-32) ; Ciné-Beauhourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéen, 6 (325-7)-08) ; Biarriez, b (723-69-23) ; v.f. : UGC Roulevard, 9 (246-56-44) ; Peramount Monumeron 18 (606-34-55) tre, 19 (606-34-25).

tre, 19 (606-34-25).

STAR 30, Him ambricain de Bob Fosse, v.o.: Gaumost Halles, 1st (227-49-70); Saint-Germain VII-lage, 9 (633-63-20); Clumy-Palson; 9 (354-07-76); Colisée, 9 (359-29-46); Parasssiens, 14 (329-83-11); v.f.: Berlitz, 2 (742-60-33); Richelies, 2 (233-56-70); Nation, 12 ((343-04-67); Mirromar, 14 (320-89-52); Gausmont Convention, 15 (828-42-27).

ENA AMBRETE DE SWANN. Sheet

Convention, 15 (\$28-42-27).

UN AMOUR DE SWANN, Shee franco-allemand de Volker Schlösdorff (Sammont Halles, 1st (257-49-70); UGC Opéra, 2st (261-50-32); Sains-Gezmain Studio, 9 (633-63-20); Brename, 6st (222-37-97); Hautefeuille, 6st (633-79-38); Colisle, 8st (359-29-46); Saint-Lazare Pasquier, 8st (359-29-46); Saint-Lazare Pasquier, 8st (358-35); UGC Boulevard, 9st (366-44); Fauvette, 1st (327-84-50); Olympic, 1st (545-35-38); Gainesout Convention, 1st (528-43-27); Mayfair, 1st (522-46-01); Gainmant Gambotta, 2st (636-10-96).

LA VILLE DES PIRATES, film

Gambetta, 20 (536-10-96).

LA VILLE DES PIRATES, film franco-portagais de Raoul Ruix, version frunçaise: Olympic Luxein-bourg, 6 (533-97-77); 14 Juillet Parnaute, 6 (325-58-00); Olympic Balzac, 8 (561-10-60); 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81); Olympic Entropix, 14 (545-35-38).

ALLEY COUCHER ALLEURS (A., NEW-YORK, NEW-YORK (YORK, 19-10.): Action Christine, 6 (125-47-46).

AURELIA STEINER (Fr.): Desfect LE NOUVEL AMOUR DE COCCI-(Esp), 14 (321-41-01).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napo-Hon, 17 (38041-46).

IE RAI DES VAMPIRES (A., v.a.)

(*): Champo, 5* (354-51-60). Pavois, 15 (354-46-85).

MANCHE-NEIGE ET LES SEFT NAINS (A. v.i.): Bez, 2 (236-83-93); U.G.C. Clare de Lyon, 12 (343-01-59); Nepolica, 17 (735-61-42); Tourelles, 20 (636-10-96).

CE PLARSER QU'ON DET CHARNEL (A., v.a.) (*) : Epéc de Bois, 5. (337-57-47).

CERTAINS L'AIMENT CHALID (A., va): Studio Bestrend, 7 (783-64-66). CONTES DE LA FORIE ORDENAIRE (A.J., v.A.): Rinho, 19 (607-67-61). LES CONTES DES MILLE ET UNE NUTTS (it., v.A.) (**): Champo, 3* (354-51-60).

COUP DR GRACE (AL, v.n.) : André Be-zin, 13* (337-74-39). DERNIER COMBAT (Fr.) : Logos, 5-(354-42-34).

DETRURE DIT-ELLE (Ft.): Desfert (Hop), 14 (321-41-01).

DEVORCE A L'ITALIENNE (11, v.o.):
Olympic Saint-Germain, 6 (222-87-23);
Olympic Balaus, 8 (561-10-66); Olympic Balaus, 14 (545-35-38). DON GEOVANNE (Angl., v.s.) : Culypis, 17- (380-30-11).

DON GROVANNI (Angl., v.a.): Colypia, 17 (380-30-11).

RMMANUELLE (Pr.) (***): Faramount City, B (562-45-76).

LES ENFANTS DU FARADES (Pr.): Ranalagh, 16* (238-64-44).

RASEPHEAD (A., v.a.) (***): Enourial, 19* (767-28-04).

EUROPE SI (R., v.a.): Action Rive Occide, 6* (325-65-94); Academ, 17* (764-97-83).

LA FARILLELINE HISTORIE DONALD RE DONALD RE DES CASTORIS JUNIORES (A., v.i.): Napoléon, 17* (755-63-42).

LE FACTEUR SONNE: TOUROURE DELIN POSS (A.) (**): Templiant, 3* (772-45-56).

FANFAN LA TULIPE (Fr.): Académ, 17* (764-97-43).

PENETRE SUR COUR (A., v.s.): Gammant Halles, 1** (297-49-70); Action Lafayotte, 9* (876-80-50); Schäfichel, 4* (326-79-17); Saint-Germain Huchetta, 9* (633-63-20); Gammont Champsellysias, 3* (326-79-81); Bienveine Montentials, 11** (357-90-81); Bienveine Montentials, 18* (344-20-63); Albima, 12* (343-00-65); Faurutte, 13* (331-60-74); Gammont Convention, 14* (327-34-50); Montentials, 14* (327-34-50); Montentials, 15* (323-46-61).

FURYO (A., v.a.): Saint-Lambert (Hap), 19* (532-46-61).

FURYO (A., v.a.): Saint-Lambert (Hap), 19* (532-46-61); Furth Clicky, 16* (532-46-61).

FURYO (A., v.o.) : Seint-Lumbert (Hisp), 19 (532-91-68) ; Bolbe à films, 17 (622-44-21)).

CEMENE SHELTER (A. VA) : Video SHEET INC (A., VAL): YEAR STORE, 6º (325-60-34). GLESSEMENTS PROGRESSIES DU PLASER (Fr.) (**) (H. sp.): Denfer, 14º (321-41-01). LE COLUFFRE AUX CHIMÈRES (A. vo.) : Logos Quartier Latin, 5. (354-42-34).

HAUTE PECEE (A., v.c.) : Acades, 17 (764-97-83).

LES HAUTS DE HURLEVENT (A., v.a.): Susdio Alpha, 5 (354-39-47).

LES HOMMES PRÉFÉRENT LES BLONDES (A., v.o.): Studio Bennad, 7- (783-64-66). L'IMPOSSIBLE M. BEBL (A.; v.o.): Acacias, 17- (764-97-83). JESUS DE NAZARETH (IL. v.L.) : Grand Pavols, 15 (554-46-85). JONATHAN LIVINGSTON LE GOL-LAND (A. v.A.) : Cinoche, & (633-

LA LUNA (it., vo.): Seint Lamburt, 15 (532-91-68). LA LUNE DANS LE CANTVEAU (Fr.) : Ciné 13, 19 (259-62-75).

MARK DIXON DETECTIVE (A., v.a.) : Action Christine, 6 (325-47-46). MIDNIGHT EXPRESS (A., v.L.) (**) :-Capri, 2* (508-11-69). 1941 (A. v.o.) : Espace Gaiss, 14 (327-95-94). MOLIERE (Pr.) : Boneparte, 6 (326-

MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A, v.o.): Chury Ecolos, 9 (354-20-12). LE MINISTÈRE DE LA PEUR (A, v.o.): Action Christine, 6 (325-47-46).

NELLE (A. v.L): Napoleon, 17: (755-63-42).

.g-. 2 76 1

See it

7

And the second of the second o

A STATE OF S

enter de la companya della companya

But the Company of the State of

and the second

production of a 12

A TRUST LINE OF A STATE OF

AND DOWN TO SHOW THE PARTY OF T

And the second

"我们"。 "我们,我会就是

District Communication

學的人們這些

en fil

Service Control of the Park

THE CHANGE

ACFOT prope

Mediaple, Long

Contract of the second of the

Section of the second section is 10 mg 20 mg

The second second second Mark that All All

or there were

The state of the s 10 May 14 70

The sale a

TOWNS W THE WAY STATE

- W. - 4

French Phil TOTAL OF MAN

THE PERSON NAMED IN

· 12 编章

bles the second

den in anne

The state of the s

and the part

1 7147 53

gla to f

ONTBARA (Jap., v.a.) : Epéc de Bois, 50 (337-57-47): ORFEU NEGRO (Pr.) : Grand Pewis, 15 (554-46-85).

(554-46-85).

PASSION (Fr.): Sindio des Linement, & (354-39-19).

LA PASSION DE SEANNE D'AINC (Dan.): Templicas, & (272-94-56).

LE POST DE L'ANCOUSSE (A. +A.): Action Christine, & (325-47-96).

PRIX DE BEAUTÉ : Saint-Ambré des Arts. & (326-48-18).

AE SEPTITÉME SCRADI (SAAL 40.): LE SEPTIÈME SCRAU (Said, v.o.).: Studio Beruzad, 7: (783-64-66).

SHINING (A., vo.) ("): George V. 3: (562-41-46). — V.L.: Optica Night, 2: (296-62-56). TENDRES CHASSEURS (Boss., va.) ; Marsis, 4 (278-47-86) ; Logos, 5 (354-42-34). 87-61).

THE BOSE (A. v.a.): Rinko, 19- (607-TURURS DE DAMES (A., va.) : Action Booles, 5 (325-72-07). LA VEUVE JOYEUSE (A. s.a.): Po-thios, 5 (354-1504):

LA VIE EST BELLE (A., v.o.): 14 Juilles Permese, & (326-58-00). LE VOLEUR DE RICNCLETTE (b., v.e.): Acacias, 17 (764-97-83); Studio Médicis, 5 (613-25-97).

Les festivais

MARY EROTHERS: Amion Ecoles, 5 (327-72-07), is Soupe and canards.

CINÉMA FRANCAIS. Is climat des sunfes 40: Olympic, 14 (545-35-38), Une autai lengue abstance.

COMÉDIES MUSICALES ÉCYPTEUNES (via.): Olympic, 14 (545-35-38), Adies à une amour.

DEBORD : Studio Cajan, 5 (354-85-22); In Girium james nocte et consuminar iero.

mar igni.
G. GARBO (v.o.): Action Rive ganche, 9
(325-65-04), la Reine Christine,
FRED ASTAIRE ET GENCER ROGERS
(v.o.): Mico-Mahon, 17 (380-24-81),
En servent la flotte.

En servent is flotte.

La HITCHCOCK (v.c.): Action

La Fayerie, 9. (878-80-50), in Loi du
alience. Studio Bertraud, 7. (78364-66), 15 is 30; Mr and Mrs Smith.

FRITZ LANG (v.c.): Espace-Galsi, 14.
(327-95-94), Cape et Poignard.

PROMOTION DU CINÉMA (v.c.): Smido 22, 18. (806-36-07), Et vogne le
navire.

TARECOVERT (v.c.): Cameron de (1444-

TAREOVSKI (v.o.): Common, 6* (544-28-90), 17. h : Sinliker ; 22 h : le lafiroir. — 14. Jeillet Bantille, 11* (357-90-81) : Stal-

L'ASRIQUE FILIGIE : Republic Cinéma, 71° (805-51-33), 22 h 15 : la Récoite de 5 000 ans

Les séances spéciales

A BOUT DE SOURFLE MADE IN U.S.A. (A. v.o.) : Bolte i films, 170 (622-44-21), 18 h 10. L'ANNÉE DE TOUS LES FOURS (Aux.; va.): Botto à films, 17- (622-44-21) 20 h l5.

BLADE RUNNER (*) (A., v.o.), Studio Gelande, 5 (354-72-71), 16 b. CLEMENTRIE TANGO (Fr.) : Chitalet Victorie, 1º (508-94-14); 20 h 25. LES ENFANTS TERRIFILES (Pr.) Denfort, 14 (321-41-01); 16 h.

MORY A. VENISE (h., v.o.) : Templiers, 3- (272-94-56), 20 h. OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.):
Chitcier Victoria, 1= (308-94-14), 16 h.
RETOUR À LA MEN-AIMÉE (Pr.):
Bolte à Films, 17 (622-44-21),
Billers H.

LE SECRET DE VERONDEA VOSS (All. vo.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85), 21 8-30. LE SHERIF EST EN PRESON (A.; va.): Grand Pavois, 15 (554-46-85), 18 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galanda, 5: (354-72-71), 22 ± 30 et 0 h 20. VIVEAUNT DEMANCED: (Pr.) : Ca-lygeo, 17 (380-30-11), 20 h. VOYACE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.a.): Calypso, 17 (380-30-11), 16 h 30.

Connaissance du monde SALLE PLEYEL : hon. 5 mars (18 h 30), mar. & (18 h 30 at 21 h), mar. 7 (15 h), jou. E

(20 h 30), web. \$ (18 h 30 et 21 h), dim. 1.1 (14 h 30)... VERS JERUSALEM SUR LES TRACES D'ABRAHAM

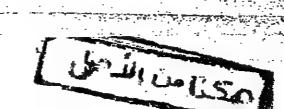
Récit et film de Paul-Jacques Callebeut Aone - Sur les traces de la Genier - An Nicief, le Meque lerre us Dérviches - Les Maronhes - Les Druzes - Denses mystiques -Reptilme dans le Jourdain - Réss du Fau au Saint-Sépuiers. THEATRE MARIGNY "C'EST DE LA MAGIE"
Colette Godan/Le Monde EMPORTE LE VENT LOC: 256.04.41 - 256,39.53

MERCREDI

AEURTRE dans un jardin anglais







POINT DE VUE

* *** *** ***

The same

The State of State of

E Charles

The state of the s

THE SA TO LIVE

M. Car Supres in

A 180

The same of

And the second s

19 Sept. 1985

Mary States . Was been ween

to the second of the second

Secreta Territor of white . Administration

Parties of Africanisms Table and the con-

AND THE PERSON NAMED IN

御藤様 次子でかる!

The same

The Section of Section 1.

The second secon

The second secon

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

Market and a reserve

THE PARTY OF THE PARTY

Andrew Commence

AND THE REAL PROPERTY.

Section 1988 Annual Company

Marie 4.

Adding them

A Section of

· 大学 · 养

Stratigis At 12

The state of the s

WENT IN WILLALLM

The second of th

THACTS IT ABEARD

Action was

-1

The state of the s

France -

September 1997

The second secon

ولجود كتحت

74

7. X

71118

in the agreement the

Transaction of the Control of the Co

The state of the s

Marie Carlos Car

A Series

A series of the series of the

Table 1 The State of the

...

1 40 C B STEEL 12

and the South

in anni ka usa u 🧝

100 mm 1000 mm 1000 mm 100 mm

The second section of the second

Louisian in the Marie

4、"我不是一定通知"第¹⁴⁷

. .

45.49 http://www.

atti i zini

16.00

化化 医胡桃油属

4 ft - 1 1 1 1

The second

A STATE OF S

Les droits de l'équipe rédactionnelle : de gouvernement au pied du mur

OUR la première fois est utilisé dans un texte lévieles l'article 13 du projet de loi sur la presse, le vocable « équipe rédactionnelle ». Faire référence à cette notion d'équipe, c'est reconnaître qu'une rédaction n'est pas une simple addition de journalistes. Que c'est en elle-même une personne avec son histoire, son devenir, sa dignité. En consécuence, elle doit pouvoir s'exprimer en tant que telle. avoir des représentants habilités à parler en son nom, être dépositaire enfin des droits intellectuels et moraux des iournalistes.

Jusqu'à présent, le législateur et les organisations patronales de la presse sont convenus bien volontiers que l'équipe rédactionnelle donne au journal sa personnalité, sa vie propre, mais en faisant en sorte que cetta constatation ne tire pas à conséquence. Sur le plan du droit, de la loi, la rédaction est ainsi restée jusqu'icl un non-être, un fantôme. Selon le gouvernement, le projet de loi sur la presse devait marquer un toumant dans cette politique en apportant « la oues. première reconnaissance légale de la responsabilité des équipes rédaction-

On pouvait logiquement penser que la majorité agirait en ce sens et samment mise en lumière à son que l'opposition, sensible aux intérêts des organisations patronales de la presse, se dresserait contre cette réforme. Or, très curieusement, ce fut le contraire qui se produisit.

Certes, lors de la discussion en commission, l'opposition demande la suppression de l'article 13, ce qui était prendre une position franchement hostile à le notion d'équipe rédactionnelle. Mais elle devait finalement s'abștenir lors de l'examen de cet article en commission. En séance publique, l'opposition - par la bouche de MM. Toubon, d'Aubert, Madalin et Péricard - se montre favorable à un élargissement des droits de l'équipe rédactionnelle et s'attacha à souligner l'embarres du gouvernement dans cette affaire.

par DENIS PERIER-DAVILLE (*) beaucoup de journalistes souheiet THIERRY GANDILLOT (**)

Les débats firent, en effet, constater que le gouvernement et la majorité étaient en réalité opposés à une reconnaissance juridique de l'équipe rédactionnelle, destinée à rester de ce fait sur le plan du droit un fantôme évanescent. Le texte de l'article 13 tel qu'il a été finalement voté par l'Assemblée signifie simplement que dans un quotidien la rédaction doit compter un nombre suffisant de journalistes professionnels pour confectionner le journal. «Le principe est clair, a déclaré M. Queyranne, le rapporteur (PS), il ne peut y avoir de journal sans journalistes... Définir la structure juridique de l'équipe rédactionnelle, ses pouvoirs au sein de l'entreorise, n'était pas souhaitable ici. » Sans trop se compromettre. M. Fillioud se contenta de dire que l'article 13 « constitue la reconnaissance par la loi de l'existence collective des journalistes ».

Ce qui provoqua diverses répli-

M. d'Aubert : «Le groupe UDF a l'intention de s'abstenir sur cet article car la notion d'équipe rédactionnelle qu'il consacre n'est pas suffigoût... Les pouvoirs reconnus à l'équipe rédectionnelle sont dérisoires. Vous vous êtes gardés de reconnaître dans la loi l'existence et les droits des acclétés de rédac-

M. Toubon: «Le premier ministre a dit aux journalistes en laur présentent ses vanux que le projet pourrait être l'occasion de mieux affirmer l'originalité de leur têche et de montrer que la presse ne se ilmitait pas aux porteure de capitaux. Mais le problème se pose de sevoir comment s'exprimera la nouvelle entité créée. L'article 13 s'arrête en chemin, et (*) Socrétaire général de la Fédéra-tion française des sociétés de journa-

(**) Vice-président de la FFSJ.

taient que la rédaction soit appelée à désigner des représentants qui puissent participar à la vie du journal. 3 M. Toubon, à un autre moment du débat : «Le gouvernement et la majorité sont en pleine confusion et essaient de faire prendre des vessies pour des lanternes. Selon vous, monsieur le secrétaire d'Etat, le projet reconnaît la responsabilité collective des journalistes. De deux choses l'une : ou bien l'équipe rédactionnelle a une responsabilité collective, et dans ce cas elle doit avoir la personnalité morale ; ou bien l'équipe rédactionnelle ne bénéficie pas de la responsabilité morale, et dans ce cas il ne saurait être question de responsa-

M. Péricard : « L'équipe rédactionnelle n'aura pas plus de droits qu'aujourd'hui, et je le regrette profondement.

scient abusés per les mots. »

bilité collective. Or vous n'avez cessé

de dire que vous n'entendiez pas

donner à l'équipe rédactionnelle la

personnalité morale. Je ne voudrais

pas que ceux qui voteront ce texte

A part Mm Toutsin (PS), qui approuva la volonté des journalistes d'être mieux associés à la vie du journal, la majorité fut sur ce sujet remarquablement silencieuse, mais plus par solidanté gouvernementale que par adhésion réelle à la position du secrétaire d'Etat.

Le débet, qui va prochainement se poursuivre au Sénat, sera intéressant à suivre. Si l'opposition a été sincère dans sa défense de l'équipe rédactionnelle et n'a pas uniquement pris è cette occasion un malin plaisir à embarrasser le majorité, elle devreit à la Haute Assemblée, où elle est majoritaire, voter une reconnaissance pleine et entière de l'équipe rédac-

En seconda lecture à l'Assemblée nationale, le gouvernement aurait alors le choix : soit faire adopter à l'unanimité cet article 13 modifié. soit prendre le risque, plus moral que disposition considérée comme essentielle par de nombreuses rédactions.

L'avenir

de la création audiovisuelle

DES RÉALISATEURS

DE TÉLÉVISION

S'ADRESSENT AU PRÉSIDENT

DE LA RÉPUBLIQUE

Vingt-quatro réalisateurs de télé-

vision viennent d'adresser au prési-

dent de la République une «lettre

ouverte » à propos des difficultés de

la création audiovisuelle. - Au

moment où la France s'apprête à

prendre un tournant capital dans le

domaine de l'audiovisuel, où les

industries, les équipements, vont

connaître un élargissemnt sans pré-

cédent. à la mesure du nouvel hori-

zon européen et mondial, rien n'est

prévu, semble-t-il, pour la produc-

tion des programmes des sociétés de

sélévision », écrivent-ils. Ils s'inquiè-

tent en particulier de la réduction

des budgets de production des

. Dans le temps, où, par une poli-

tique neuve et des moyens impor-

tants, vous avez entrepris d'encou-

rager le développement du théâtre,

de la musique, des musées, de la

lecture, du cinéma, des arts plasti-

ques, est-il possible que ceux qui

nous gouvernent aient décidé d'igno-

rer, ou de mépriser, voire d'aban-

donner, le plus grand moyen

authentiquement populaire de créa-

tion et de culture, le plus puissant

agent de communication, d'éduca-

tion et de spectacle de notre temps?

(...) Si l'on suit la « pente actuelle ».

concluent-ils, « c'est tout le pro-

gramme français qui disparali, c'est

l'invasion définitive de nos écrans

Ont signé ce texte: Marcel Bluwal,

Alain Boudet, Claude Brulé, Jean Cha-

tenet, Jean-Marie Coldefy, Jean

Cosmos, Marie-Josephe Dubergey,

Maurice Dugowson, Maurice Failevic

Jacques Fansten, Michel Favart, Mau-

rice Frydland, Roger Kahane, Jean L'Hôte, Michel Mitrani, Jean-Pierre

Marchand, Marc Pavaux, Roger Pigaut,

Jean-Paul Roux, Raoul Sangla, Claude

Santelli, Jean-Paul Sassy, Roger Vri-

gny; Michel Wyn.

par des produits étrangers ».

Mardi 28 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Politiques.
Emission de J. Lanzi et l. Barrère.
Un face-ò-face: M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, et M= Marie-France Garaud, présidente de l'Institut international de géopolitique. Un débat anime par Jean Lanzi, auquel participent M. Bassi, directeur de France-Soir Magazine, et l. Leval, directeur de la rédaction d'Europe m 1, autour de trois thèmes: l'Europe politique, les euromissiles et le désarmement, l'engagement des troupes françaises au Tchad et au Liban. h 50 Musique : α Concerto pour orchestre »,

de Bela Bartok.

Par l'Orchestre français des jeunes sous la direction de J. Kaltenbach. Une des plus grandes œuvres en cinq mouvements du compositeur hongrois.

h 35 Documentaire: Comédie instrumentale. Emission de G. Despony, réal. D. Offroy, avec la collabo-ration du ministère de la culture. tation du ministère de la culture. Une photographie de la facture instrumentale en France: si la lutherie de Mirecourt a connu de graves difficultés de marché, les cuivres évoluent au rythme industriel, un bilan qui va des instruments traditionnels

 cloches, accordéon, piano – aux derniers synthéti-23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

20 h 40 Cinéma: « les Egouts du paradis ».
Film français de J. Giovanni (1978), avec F. Huster,
J.-F. Balmer, L. Kedrova, M. Dali, G. Briand, M. Subor.
Un ancien baroudeur, établi photographe à Nice, réunit
une bande pour préparer et réussir le cambriolage de la salle des coffres d'une grande banque. Reconstitution de ce gu'on a appelé, en 1976, le - casse du siècle -, dont Albert Spaggiari, arrêté ensuite, puis évadé, fut le cer-weau. Giovanni sucrifie, une fois de plus, au romanesque de la pègre, et Francis Huster fait de Spaggiari un mouvel Arsène Lupin.

22 h 35 Mardi cinéma. Avec M. Serrault, J.-L. Trintignant, G. Jugnot, M.-C. Barrault, A. Stewart.

23 h 35 Journal

TROISIÈME CHAINE: FR 3

20 h 35 Cinéma : Maman a cent ans. Film espagnol de C. Szura (1979), avec G. Chaplin, R. Aparicio, A. Munoz, F. Fernan Gomez, N. Brinsky. L'ancienne gouvernante des jeunes enfants d'une famille bourgeoise est invitée avec son mari à la fête donnée pour le centenaire de la grand-mère. Bien des choses ont changé, mais un complot se tisse contre l'aïeule Conti-nusition, dans la société d'après-Franco, d'Ana et les hustori, dans la societe à après-rranco, à Alia et les loups (1972). Saura a fait revivre le personage de Géraldine Chaplin et repris les mêmes acteurs princi-paux pour une comédie d'humour noir raillant une cel-lule familiale disloquée, un ordre moral désormais ana-

22 h 15 Journal.

22 h 35 Avec le temps : Claire. Emission de Ménie Grégoire. 22 h 45 Prélude à la nuit.

Diptyque 70 pour violoncelle et orchestre, d'Argenzio Jorio, interprété par l'Orchestre de chambre de la Fondation de France Michelle-Napolitano, avec A. Belluomini, soliste, sous la direction de F. Zigante.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Film: Koenigsmark.

18 h 55 Gil et Julie.

19 h Informations. 19 h 15 Informations régionales.

19 h 35 Feuilleton : Le 16 à Kerbriant.

19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

20 h Dialogues: - Peut-on pensar le bonheur? - , avec Kenneth White et Robert Misrahi.

21 k 15 Musique : exemples et découvertes des amis de la musique de chambre.
22 k 30 Nuits magnétiques : invitation au voyage (un médium : G. Assael).

FRANCE-MUSIQUE

20 h Jazz: les irréfutables. 20 h 30 Concert (donné au TMP le 12 décembre 1983) · des grands interprètes aux jeunes talents, Elégie pour vio-loncelle et plano en ut mineur, de Fauré; Impromptu pour piano en ut majeur, de Schubert, et Sonate pour violoncelle et piano nº i en mi mineur, de Brahms, par F. Lodéon, violoncelle, et F. Killian, piano. 21 à 50 Concert (donné le 5 septembre 1983 à la salle

Pleyel) en simultané avec TF I: Concerto pour orchestre, de Bartok, par l'Orchestre français des jeunes, dir. J. Kal-

h Fréquence de muit : jazz-club en direct du New Morning, le Quintette du saxophoniste A. Cobb.

Mercredi 29 février

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

11 h 30 TF 1 Vision plus.

Le rendez-vous d'Annik 12 h 30 Atout cour.

Journal. 13 h 35 Vitamina : spécial Hergé.

Un patchwork de petits sujets qui vont des mattres de la BD aux jeux vidéo, en passant par les dessins animés.

16 h 10 Jouer le jeu de la senté. 16 h 15 Temps X.

17 h 10 Un métier pour demain : les métiers de

l'habillement et de la couture. 17 h 25 infos jeunes.

17 h 30 Spécial dessins animés. 18 h 10 Le village dans les nuages. 18 h 30 Jack spot.

18 h 55 7 h moins 5. Météo première.

19 h 16 Emissions régionales. 19 h 40 Les petits drôles.

19 h 53 Tirage de la loterie nationale.

20 h Journal. 20 h 30 Tirage du loto.

20 h 35 Feuilleton : Dallas. Bobby enquête sur les activités de J. R. Ce dernier annonce son intention d'ouvrir une chaîne de stations-

21 h 25 Magazine santé : L'inferotus. D'Igor Barrère et E. Laiou.

Les problèmes posès aux malades après un Inforcius. Des interviews de patients, des professeurs Siama et Beaufils, de l'hòpital Lariboisière. 22 h 55 Autourd'hui l'expressionnisme

ission de C. Chaboud et G. Xuriguerra. Cinq peintres expressionnistes.

Autour de l'expressionnisme cinq peintres qui se reconnaissent de cette école picturale : l'Espagnol Oriando
Pelayo, le Grec John Christoforou, le Suédois Lindstrom, le Yougosiave Velickovic et le Français Maurice
Rocher.

23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

10 h 30 ANTIOPE.

Journal (et à 12 h 45). 12 h 10 Jeu: L'ecadémie des neuf.

13 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques. 13 h 50 Les carnets de l'aventure.

14 h 25 Dessins enimes. La paroi en coulisse (les coulisses du tournage d'un film d'escalade).

15 h Récré À 2.

Papivole, Latulu et Lireli : les petites canailles ; les Schtroumpfs: les invetérieuses cités d'or... 17 h 30 Bizarostyi.

Avec Pierre Raspat et le groupe Transfert. Avec Yes, The Romantics, Little Bob Story, Kim Wilde, Chagrin d'amour.

18 h 30 C'est le vie.

18 h 50 Jau : Des chiffres et des lettres.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

 20 h Journal.
 20 h 35 Téléfilm : Des poupées de magazines.
 Réal. E. Zwick, avec J. Hackett, J. Warren, D. Hannah. Exploitées et manipulées (gnominieusement par leut nère ambitieuse, deux ravissantes jeunes filles com-mencent une carrière de mannequin de mode. Malgré

l'éclas de leur réussite, elles sons toutes deux très mal-heureuses. Vilaine maman, pauvres filles. 22 h 10 Psy-show. Emission de Pascale Breugnot, S. Leclaire, D. Chegaray et B. Bouthier. Pascale Breugnot abandonne le couple pour se pencher sur la famille. Dans un climat d'intimité, une mêre et un

fils essaient, aidés par Moni Elkhaim, analyste spéca-liste des thérapies collectives et familiales, de com-prendre cette relation d'amour et de violence qu'ils vivent depuis plusieurs années.

TROISIÈME CHAINE 1 FR 3

Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.

19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.

20 h 5 Les jeux.

20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclopèda. Bouffons du flic.

BOULTONS QUI INC.
20 h 35 Cinéma 16: la Groupie.
Scénario de R. Caron et J. Streff, réal. J. Streff, production FR3 Nord-Picardie - Pas-de-Calais. Avec P. Messe, M. Trintignant, A. Jolivet.

Sophie, une jeune fille de dix-huit ans, coincée entre des parents et un travail désespérèment ennuyeux, rève de rencontrer son chanteur préjéré. Rève exaucé : Sophie fascinée décide de tout quitter pour suivre la star du rock n'roll en tournée. Bon voyage.

22 h 10 Journal.

22 h 30 Avec le temps : Jocelyne Emission de Ménie Grégoire.

22 h 40 Prélude à la nuit. Sonate nº 2 pour violon et piano, de J. Brahms, inter-prétée par H. Le Floch, violon, et G. Pludermacher,

FR3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 6 Pinocchia. 17 h 12 Dessin animé : Belle et Sébastien.

17 h 40 Huckleberry Finn et Tom Sawyer. 18 h 6 Ronart (d'après le Roman de Renart).

18 h 20 Mon ami Guignol. 18 h 30 Destination vingt ans.

Magazine d'informations 18 h 55 Gil et Julie.

Informations.

19 h 15 informations régionales. h 35 Feuilleton : Le 16 à Kerbriant.

19 h 50 Dessin animé : Gédéon. FRANCE-CULTURE

7 h 2 Matinales.
8 h Les chemins de la connaissance : Histoire et modernité du jansénisme ; à 8 h 32, La conquête du

b 1 7 Matinée des sciences et des techniques.
10 h 45 Le livre, ouverture sur la vie : « Cinq châteaux de cartes », avec Jacques Bens.
11 h 2 Muslque : Ralph Vaughan-Williams (et à 13 h 30, 17 h 32 et 20 h).

12 h 5 Agora, avec A. Sauvy. 12 h 45 Panorama : l'Algérie.

14 h Sous. 14 h 5 Un livre, des volx : « L'insoutenable légèreté de

l'être », de Milan Kundera. 14 h 47 L'école des parents et des éducateurs : pas de loisir

pour les petits écoliers.

2 Les après-midi de France-Culture : Variation 4 (avec E. Roudinska, créateur en parfumerie) ; à 15 h 35, Cosmologies (de l'énergétisme à l'univers relativiste) ; à 16 h 10, Sciences (le flair des vertébrés) ; à

17 h. Raison d'être.

17 h, Ramon o ene.

18 h 30 Feuilleton: Nos ancètres les jeunes filles.

19 h 25 Jazz à l'ancienne.

19 h 30 Perspectives scientifiques : Le langage des anges,

19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Perspectives scientifiques : Le langage des anges, avec M. de Certeau.
20 h Musiques : Ralph Vaughan-Williams, soirée lyrique : « Sir John in love », opéra en 4 actes (d'après les « Joyeuses commères de Windsor » de Shakespeare). Avec l'orchestre New Philharmonla, dir. M. Davies.
22 h 30 Nuits magnétiques : invitation au voyage.

FRANCE-MUSIQUE

9 h à 6 h Fréquence de nuit : à 1 h, Telemann ; à 1 h 15, Concert : œuvres de Mendelssohn, Chausson, Malher, Reger, par l'Orchestre national de France. 6 h 2 Pritoresques et légères : Œuvres de Strauss, Geof-

froy. Grothe...
6 h 30 Musique du matin : Œuvres de Vivaldi, Glinka, Cherubini.

Cherubini.

7 h 10 Concert (Echanges internationaux, donné au Festival 1983 d'Innsbruck): Suite en la majeur pour viole de gambe et clavecin, de Marais, Suite nº 2 en fa majeur pour deux flûtes, de Motterre.

7 h 45 Le Journal de musique.

8 h 12 Magazine de l'actualité du disque.

9 h 5 Musiciens d'anjourd'hui: Rudolf Firkusny.

12 h Avis de recherche: Ropartz, David Saguer.

12 h Avis de recherche : Ropartz, David Saguer.

12 h 35 Jazz: la chanson de Louis.
13 h Opérette magazine: la Veuve Joyeuse, de Lehar.
13 h 30 Jeunes solistes: Œuvres de Schubert et Roussel.

par le trio Euterpe.

14 h 4 Microcosmos (pour les jeunes) : Emissions habi-

17 h 5 Histoire de la musique.

18 h L'Imprévu : Jazz où jouent-ils ?

19 h 5 Concert : Œuvres de Boely, par le Quatuor Bernède et J. Robin, piano.

20 h Les chants de la terre.

20 b 30 Concert: (Festival de Berlin 1983): ouverture da Faust, de Wagner; Concerto pour violoncelle et orchestre en la mineur, de Schumann; Six Pièces pour orchestre, de Webern; Mort et transfiguration, poème symphonique, de R. Strauss, par l'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne, dir. C. Abbado; sol.

N. Gutman, violoncelle.

22 h 30 Fréquence de muit : Musique et psychanalyse, la mélancolie.

SUR FR3

« Oser », magazine de la vie associative

«Oser», on se demande pourquoi moderne, très vivant, avec leur émison a baptisé ainsi ce futur magazine sion « Messages » le samedi sur la de la vie associative dont le premier numéro sera diffusé le 16 mars prochain, et qu'on retrouvera une fois suivis. C'est dommage. Ce magazine par mois, le dimanche à 12 heures, de cinquante-deux minutes, un peu sur FR 3. C'est bien l'audace qui PTT, qui ont inauguré un genre très : tifs?

LE DEBAT SUR L'AUDIOVEGIEL PUBLIC

La CFDT propose une « table ronde »

L'a affaire Desgraupes » pourrait conduire à une concertation importante entre les partenaires du service riublic de l'audiovisuel sur l'avenir de celui-ci. Le syndicat CFDT, majoritaire dans l'ensemble des sociétés, souhaite aller plus avant dans le débat et propose l'organisation ra-pide d'une «table ronde» autour de laquelle prendraient part les patrons des sociétés de l'audiovisuel issues de l'ex-ORTF, le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, la Haute Autorité et l'ensemble des représentants du personnel, pour dresser un bilan de la réforme de l'audiovisuel de juillet 1982 et réfléchir sur les moyens dont dispose aujourd'hui la service

public pour s'adapter aux enjeux du Pierre Desgraupes a soulevé avec raison des problèmes majeurs en ouvrant dans le Monde le débat sur la privatisation et les menaces pesant sur l'avenir du service pu-blic », estime M. François Wernet,

secrétaire général du syndicat M. Werner, qui a lancé l'idée de la réunion quadripartite lors d'une rencontre des syndicats de la radiotélévision avec le PDG d'Antenne 2, vendredi 24 février, juge notamment urgent de se pencher sur trois thêmes dont deux avaient d'ailleurs été évoqués par M. Desgraupes : le financement du service public, les contraintes pesant sur lui

et ses chances et ses avantages.

Le PDG d'Antenne 2 devrait re-

voir les représentants syndicaux au

cours de la semaine. Le climat, tou-

tefois, semble avoir évolué, de plus

en plus nombreux étant ceux qui, à

Antenne 2, ou dans les autres so-

ciétés, devraient désormais saisir

l'aéclat » de Pierre Desgraupes

pour provoquer le débat.

vicillot, gentil, sera-t-il regardé par manque le plus à cette émission. Les d'autres que les militants associadésirait toucher : sensibiliser le plus

même chaîne (le Monde du 16 fé-

vrier), n'ont apparemment pas été

largement l'opinion publique afin que les gens - osent, ensemble. utiliser participer ou animer la vie assoclative ». Coproduit par FR 3 (on sait que la vie associative est une idée chère à M. André Holleaux, résident de la troisième chaîne) et la FONDA (Fondation pour la vie associative, qui regroupe plus de sept cents fédérations et associations nationales et locales), ce nouveau magazine montrera les différentes facertes de la vie dans les associations (un Français sur deux fait partie d'une association), les possibilités pour les citoyens de défendre une cause qui lui est chère, un paysage, une langue, de gérer une crèche pa-

rentale, un centre social, etc. On y trouvers done des informations sur les associations, des reportages sur le terrain (exemple : la solidarité de voisinage, l'accès à l'emploi pour les jeunes, vivre et travailler au pays), on y verra des « lieux » où il se passe quelque chose, des «vedettes» qui consacrent leur temps à une cause, on y invitera des « grands témoins ».

Le souci de la FONDA, qui est responsable du contenu et de la forme des émissions, est de faire participer un maximum d'associarions à l'élaboration de chacune des émissions. C'est Scope 4, société de production audiovisuelle née de la coopérative créée en 1968 par Roger Louis, qui se charge de la réalisation en tant que producteur délégué; FR3 en assure le passage à l'antenne. «Oser» fait partie d'un certain nombre d'initiatives prises par la FONDA en direction des médias : édition d'une lettre d'information,

dans la régfion parisienne).

* Fondation pour la vie associative, 18 rue de Varenne, Paris 75007. Tél.:

★ Scope 4, 12 rue Clavel, Paris 75019. Tél.: 607-80-81.

radios locales (dont Espace 1901,

CATHERINE HUMBLOT.

98,44

ANNONCES CLASSEES

ANNUNCES ENCADREES La Lemelous Lemelous TIE OFFRES D'EMPLOI 47,00 66,74 DEMANDES D'EMPLOI 14,00 18,60 IMMOBILIER 36,00 42,70 42,70



Fonctions Nationales et internationales

SUD OUEST

Filiale d'un important groupe multinazional, orienté vers les techniques de pointe et plus précisément dans l'électronique, nous recherchons notre :

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Sous l'autorité immédiate de notre Directeur général, vous aurez le responsabilité compléte de notre Département Production : vous en assurerez le Direction : Technique en gérant le productivité. le planning de fabrication et les méthodes. Economique en respectant des crières de quantité, de qualité, de colit, de délai: en raisonnant en termes de rentabilité.

Humaine en encadrant une soixantaine de personnes. Dynamique, ayant le tempérament d'un animateur, bon gestionnaire, vous seréz membre du Comité de Direction et colleborerez ainei aux grandes orientations de

notre développement futur. Agé de 32/35 ans minimum, de formation supérieure, de prétérence en électronique (Ingénieur Diplômé ou équivalent) vous avez une solide expérience dans la Direction d'ateliers de fabrication. Vous pouvez nous prouver votre efficacité au niveau du respect des objectifs fixés et votre réusaite en tant que Manager. Une formation complémentaire vous sera offerte aux États-Unis, le connaissance de l'anglais est donc indispensable. Le rémunération proposée, le taille humaine de notre Société et sa localisation (ville très agréable du sud-ouest) motiveront un candidat de valeur.

Diriger l'exploitation des services

Nous sommes une société de services, filiale d'un important groupe français d'ingénierle, de chauffage climatisation et protection incendie. Notre spécificité est de prendre en charge, pour des grands ensembles immobiliers (hospitaliers, commerciaux, bureaux...), la totalité des prestations techniques (électricité, chauffage, climatisation...) ainsi que la mise en place et la gestion des services généraux (réception, standard, gardiennage...).

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons un legislateur de 35 ans environ, ayant, souspiété se formation par FIAE, ICG... et qui doit pouvoir justifier d'une expérience minuste de discrition et d'animation dans des sociétés de semicos civilianes.

Sous l'autorité du Directeur Général. Il aura la charge d'une dizaine de contrate, qu'ils devra gêrer au mieux, en coordonnant l'activité des chefs d'établissement, les appuyant

dans leur rôle technique, administratif, commercial, ainsi que dans la gestion et l'ani-

Adresser CV, photo et pritertions s/rél.852 M à notre Conseil ALPHA CDI - 181, av. Ch. de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINS.

techniques et généraux

immobiliers commerciaux...

Tours, ensembles

mation de leur personnel

ALPHA-CDI



Assisted Intelligence Design PARIS SAN FRANCISCO TOKYO

Bureau d'études Micro-Electronique (HARD & SOFT) Budget: US\$ 3 millions assuré pour 1984 Recherche pour diriger l'entreprise située au centre de Paris (RER - CHATELET)

k DIRECTEUR

ADMINISTRATIF, FINANCIER. COMMERCIAL

 parfaitement blingue Angleis/Français
 expérience probante de la gestion d'une PME e capable de diriger une équipe très jeune et dynamique dont la passion du travail occulte la vie personnelle et familiale.

250000 F/AN + fort intéressement aux résultats. Lettre manuscrite en ANGLAIS et CV en Français à : MICRO-ARCHI, 79, rue du Temple 75003 PARIS

TRÈS IMPORTANT

DIRECTEUR FINANCIER

Le PACT - Guadeloupe - organisme en formation SON DIRECTEUR

INGÉNIEUR OU TECHNICIEN SUPÉRIEUR DU BATIMENT, il doit avoir une très bonne connaissance des problèmes de résorption et d'amélioration de l'habitat insalubre.

Le PACT, association sum but heratif, gire les aides pu-bliques pour l'amélieration de l'habitat.

Il réalise le moutage technique et financier de l'aide et de son suivi.

ants : DDE Guadeloupe, R.P. 54. 97102 BASSE-TERRE

Réponte avent le 30 mars 1984, jointre c.v.

UN DIRECTEDA

Gaetion de Fastocierios, ami-medios d'équipe balantiponelle, développement des relations publiques. Esp.: résille de 3-8 5 etc d'en-meteur, d'opératur de rélabili-meteur, d'opératur de rélabilimapse, counte de 3-8 5 ants d'entermanentes, d'opérateur de réfession tenion de l'habitest poblic et privé, de majories d'ouvre un baise ou d'artistagement russi, Etv., C.V. + photo et présent, é l'U.R.P.A.C.T. Plandin, 5, tue Viscours-Auriol, 80000 Ansiers.

Autoplation 1901 recrute
directeurs (trices)
de centres de Vecanos (SAFO-cipilinés ou stagiaire)
pour ancadrer des camps
d'advisements d'adolessents en AUVENGNE pour juillent et enoût 1984. Ervoyer C.V. à APSPA, 17, place Lafayetta, 43 100 BRICKSDE, sil. (71) 50-00-70.

EN RECRUTEMENT

PHI DE FABRICATION MECANIQUE LEADEN PRANCAIS SUR UN MARCHE DE BIENS D'EQUIPEMENTS INDUSTRIBLE EN CONSTANT DEVELOPPEMENT

directeur général adjoint

Destiné à décharger progressivement le PDG de la plupart de ses responsabilités, le triulaire sera principalement chargé de la direction de la Production (evec mise en place d'une Gestion informatisée), des problèmes de Personnet, et du Comrôle d'ensemble, en liaison étroite avec la Société commercialisant les produits.

Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur confirme (AM, ENSL...) 35 ans minimum. pouvant justifier d'une réelle expérience dans la direction d'une unité de fabrication : mécanique, avec de bonnes connaissances en électricité et pneumatique.

L'entreprise est appelée à se développer rapidement, et le poste est évolutif ; il peut déboucher à terme sur une prise de participation. La rémunération de départ, non intérieure à 255.000 F, sera fonction du profit et

Merci d'écrire avec CV et photo, sous référence A 170 à notre Conseil, qui vous garantit le discrétion d'usage PAJ CONSEIL 8 avenue de Camoèns 75016 PARIS

GROUPE DE PRESSE FRANÇAIS DIRECTEUR COMMERCIAL

ET ADMINISTRATIF pour sa Régie de PÉRIODIQUES NATIONAUX de premier plus dems l'OUEST. Implantations prévues à : NANTES, RENNES, ANGERS, TOURS, POITIERS.

Ecrire Nº 282.346 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Résumus, 75002 PARIS.

emploir Internationaux

(e) departements d'Outre Mer)

emplois internationaux



l'Arabie Saoudite!

Conseiller technique et commercial

résident à Jeddah

Vous avez : e environ 26 ans, de préférence marié, e des connaissances en mécanique (bac technique...) e envie de vous investir paur sisussir dans un paste évalutif à count terme, e une protique courante de l'anglais.

Votre mission consistera à : e renforcer l'action des agences de distribution, e consolider la position de COFRAN chez les clients et développer une clientéte nouveille, e assuer le suivi et l'assistance technique aupsits des clients, e contrôler la gestion de l'agence

accue. Cutte les larges possibilités d'évolution tièss à ce poste, vous bénéticieres d'une sémanération très attractive (contrat d'expaniation, congés, logement, dépiace-

Votre réussite passe par

tet departements & Outre Mer)



Un des leaders de la fabrication d'outillage à base de diamant et superabrasifs, filiale d'un grand groupe étranger cherche pour renforcer sa suruc-

Ingénieur A et M

Il a une première expérience en fabrication et souhaite participer à l'expansion d'une société performante à objectifs internationaux et aux technologies diversifiées et sophistiquées, réclamant ouverture d'esprit et

ASSISTANT A LA DIRECTION GENERALE il mênera des études visant à une réorganisation de la production et à

l'introduction de l'informatique industrielle. Il devra se faire accepter à tous les niveaux pour créer le poste de

dans un délai d'un à 2 ans. Anglais indispensable.

Dans un premier temps

Poste situé à 90 km de Paris. Résidence au choix.

C A. consolidé 1 milliard de Francs

operationnel au profit de la Présidence du groupe

claude debray conseil

humaine, unités industrielles distinctes

procédures, consolidation des résultats.

1

reference 360 G. à

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo sous référence 2282-M) précisant le niveau de rémunération, seront examinées avec la discrétion d'usage par

a et i Gurlin CONSELS DE DIRECTION DE SENSO ANTONY

Direction des comptabilités

Nous sommes un groupe de dimension internationale secteur de la construction électrique constitué de plusieurs entreprises à zaille

Votre mission sera de regrouper et de dériger les services comptables de 4 entreprises : uniformisation des structures, harmonisation des

Votre objectif sera d'en faire un instrument de gestion véritablement

Nous voulons un professionnel de la comptabilité, parfeitement rodé aux techniques comptables, à l'utilisation de l'informatique ;

Faites-nous part de voe intéréss et motivations en écrivant sous

78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS Cédex 15

à l'encadrement et dont l'expérience aura été acquise essentielle

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

ments...).
Alors, si vous êfes disponible et prêt à prendre des responsabilités à l'étiranger, adressez au plus vite votre desser de condidature complet à : Saphie Becquet-Lhériteau, 3º qual Valin 17000 La Rochelle à qui nous avans conflé ce recrufement,

« Bureau du Projet Education » à BUJUMBURA.

Pour sa régie de construction, désire engager pour des projets de constructions scolaires.

FONCTIONNAIRE DIRIGEANT, diplômé Architecte, Ingénieur civil ou industriel, pour établissement des dossiers d'exécution et surveillance de chantiers d'écoles réparties sur toute l'étendue du Burundi (+ 27.800 km²).

Expérience: minimum 10 aus de pratique professionnelle dont au moins 4 années dans un pays en voie de développement.

Logement : à Bujumbura, missions constantes à l'intérieur du pays.

Qualités requises: Bon meneur d'hommes, dynamique, en excellente santé, parlant français et accessoirement Kirundi et/ou swahilì.

2 CONDUCTEURS DE TRAVAUX EXPÉRI-MENTES, Ingénieurs techniciens, conducteurs des travaix par

expérience ou équivalent, pour assurer la conduite des travaux de gros œuvre et de parachèvement d'écoles. Expérience: minimum 10 ans de pratique dont au moins 3 années dans un

pays en voie de développement.

Logement : SUR CHANTIER en caravanes, en tentes on en conteneurs aménagés.

Qualités requises : idem que plus haut.

Les candidatures sont à adresser à : Monsieur le Directeur du Bureau du Projet Education (B.P.E.), Boîte Postale 2250, BUJUMBURA (BURUNDI).

A LARGE U.S. COMMUNICATIONS COMPANY

highly qualified field engineer

solid background in electronics. - minimum 5 years experience in repair, maintenance and installation of a wide range of .communications equipment.

Applicants must be bilingual english/french. willing to travel land relocate to North Africa. Attractive solary and benefits.

Please send resume: salary history and requirements to CONTESSE PUBLICITE (Réf. 88883) 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, who will forward All information will be treated in strict confidence.

L'INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPÉEN FLORENCE

solliche les candidatures pour une chaire de professour dans le département des Sciences Economiques. Les candidatures dans tout donnaine des Sciences Economiques seront prises en considération. A qualifications équivaleurs, préférence sera donnée aux candidats dont le travail et l'intérêt portent sur la MACROECONOMIE APPLIQUEE.

Soules les candidatures de personnes occupant une fonction comparable dans une université ou un institut de recharche scront considérées.

La nomination prévue à partir du 1º septembre 1984 vandra pour une période de trois ans renouvelable.

Les caudidats sont priés, d'envoyer un C.V. complet accompagné d'anc liste des publications essentielles et d'un exposé désaillé des recherches envisagées à l'IUE.

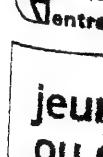
Desc liente d'envoi des candidatures : 31 mars 1984 (cachet de la poste).

Pour sous renseignements cumplémentaires, s'adresser au Service académique de l'Institut Universitaire Enropéen Badia Fissolana, 1 - 50016 S. Dominico di Fissole (FI), Italie.

emplois internationaux

Gette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.





Bed to the state of the state o

formure tack a

ENI DAT DATE

il Steent on Cas

Calendar & em al

Se 31 personne

House Many

DA POSO MA

IR TO VELDINA

V

in the more 120-11-

77 ÞI

1. The second of the

255 6 7

AND SECTION ASSESSMENT Charles - Force STATE OF THE PARTY Addition that was

A REMARK

BEST TET D

State of State of the

The state of the state of

MARKET TO PARTIE WHEN THE

Same of the same

THE REAL PROPERTY.

Spanish series and series of the series of t

STATE OF THE SECOND

وددوا والمتالية فتبع للبي

E 4 . . . AND STREET STREET STREET

-

n

2

1

100

alain.

highly qualifier

field engineer

AND REAL PROPERTY.

Mar. (1923)

THE THE TALL

**

emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux :



TELIC-ALCATEL

Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privés (télématique, bureautique, électronique, grand public). Une crossance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui le milliard de francs de chiffre d'affaires. La qualité des hommes de TELIC est le moteur de son développement. Vous avez la même créativité et le même goût d'entreprendre, venez nous rejoindre à Strasbourg au sein de notre DIRECTION INDUSTRIELLE

Nos équipes (1700 personnes) ont réussi dans un délai très bref et avec un niveau de qualité reconnu, l'industrialisa-tion et la fabrication de produits d'électronique de pointe et de grande diffusion, tels que le Minitel. A une produc-tion journalière de plus de 1000 Minitel, 1000 lignes PABX, 600 systèmes d'intercommunication, 3000 postes télé-phoniques, s'ajoute le réalisation de systèmes complets à la demande destinés aux équipements spécifiques de certains clients nationaux et aux besoins de l'exportation vers plus de 30 pays.

RESPONSABLE DES MOYENS DE CONTROLE

Vous serez chargé de développer et de mettre en place de nouveaux moyens de tests et de contrôle pour la production en série de systèmes électroniques de haut niveau de qualité. En liaison avec les services de conception et de développement, vous participerez au choix de ces outils de contrôle dans les unités opérationnelles de fabrication, vous serez responsable du suivi et de l'optimisation de ces moyens. Ingénieur électronicien, vous possèdez de bonnes connaissances en circuits logiques à base de microprocesseurs et vous pouvez vous prévaloir d'une première expérience de production de matériels électroniques, notamment au sein d'un Service des Méthodes ou d'Industria-

INGENIEURS INDUSTRIALISATION

Vous serez chargé d'industrialiser des systèmes de communication de haute performance (autocommutateurs, intercom, terminaux téléphoniques). Vous assurerez l'interface entre les services de conception et de développement et les unités opérationnelles de fabrication. Ingénieur Electronicien, vous possèdez une première expénence de production de matériels électroniques, au sein d'un Service Méthodes ou d'Industrialisation.

INGENIEURS METHODES

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs (ENI Belfort, Brest, Metz, ECAM...), débutant ou ayant une première expérience au sein d'un Service des Méthodes, si possible d'une entreprise fabriquant des matériels électroniques, vous aurez pour mission de préparer la mise en production de systèmes d'électronique professionnelle. Nous vous proposons un plan d'évolution motivant : a vous aurez l'occasion d'approfondir vos connaissances techniques et de connaitre notre entreprise au sein des services de Méthodes et/ou Industrialisation e après cette première étape, nous souhaitons vous confier la responsabilité plus globale d'une de nos unités opérationnelles de fabrication.

Technologie de pointe. Economie de conquête. Contexte socio-culturel très évolué, font de TELIC-ALCATEL une entreprise ouverte et évolutive.

A 25 km de la Forêt des Vosges et à 200 km des Alpes Suisses, Straabourg, Carrefour de l'Europe, vous offrira une vie culturelle intense dans une région de tradition et d'équilibre : l'Alsace. Adressez CV à Bernard CAMMAS, Directeur du Personnel, qui vous assure une totale confidentia-IIIA. TELEC-ALCATEL 756, route de Colmer - EP 57 - 67023 STRASBOURG CEDEZ.





Un grand nom

L'évolution rapide de la technologie de nos matériels nous amène à renforcer notre structure au sein de la Direction des Etudes et Développement. Intégré au Service Industrialisation des Produits, nous créons un poste d'

Ingénieur chef de groupe technologies électroniques

Maîtrisant la technologie des composants, des circuits imprimés et de la connectique, il aura dans ces domaines à proposer et valider les solutions répondant au cahler des charges, établir les dossiers de définition, rechercher de nouvelles sources et rationaliser les composents. Il s'appulers pour cels sur une équipe en place de 10 techniciens et dessinateurs travaillant en liaison étroite avec les services projets, méthodes, achats et qualité.

Ingénieur de formation, une expérience de 5 ans minimum à un poste similaire sera appréciée. Localisation : QUIMPER

Merci d'adresser lettre de candidature + photo + C.V. sous la référence ICG/2408 à A.C.P. ENTREPRISES - 12, rue Dupleix - 29200 BREST - Tel. : (98) 46.20.78.

jeune ingénieur physique ou électronique

Des équipements qui répondent aux exigences d'une technologie avancée, un centre de diffusion particulièrement performant : tels sont les points forts de notre usine installée près de NICE.

C'est plus particulièrement pour ce centre de diffusion que nous recherchors un INGENIEUR D'EQUIPEMENT débutant. Il prend en charge un équipement de production (installation, pièces détachées, contrat de maintenance) avec pour objectif d'en améliorer le rendement. De bonnes connaissances en informatique lui seront utiles, intégré à une équipe de 30 personnes. Il forme et anime une partie de celle-ci.

Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée sous réf. SC/0284/2M à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE - 8/10, avenue Morane Saulnier 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY Codex



ENSAM, ICAM, INSA OU EQUIVALENT

VIVRE EN TOURAINE ET TRAVAILLER DANS UN GROUPE INTERNATIONAL

Nous sommes le premier fabricant mondial de noulements qui représentant 70 % de notre CA de 2 millards de F. 5000 personnes en France dont 1350 dans notre unité tourangelle. Selon votre expérience, vous pouvez prendre le poste d' INGENIEUR PRODUCTION

Rattaché au Chef de Production vous veillez au respect des normes de qualité, aux délais et aux coûts pour partie des ataliers de rectification et d'assemblage : vous ancadrez 200 personnes. Vous participez activement à l'étude et à la mise en place de nouvelles procédures permettent d'amélorer le rapport qualité prix : prévoyez les implantations de machines : faites évoluer les méthodes de fabrication tent en lignes qu'en colonies, etc... il vous fait, pour être à l'aise dans ce posts, une expénence d'au moins 4 ans en qualité de responsable d'atalier de production. La connaissancé de la rectification est un plus. (rèf. 84/37/97).

INGENIEUR CONTROLE QUALITE

Votre préoccupation: la qualité de notre production de roulements au niveau des différents ataliers. Pour cela, vous animez le service contrôle qualité (50 personnes) et vous participez de très près à la réalization du plan «Qualité» 2 ens au moins d'expérience en fabrication ou contrôle-qualité, dans l'industrie mécanique de préférence, sont requis pour ce poste qui est rattaché au chef du service contrôle. (réf. 84/37/98)

Ces deux fonctions requièrent - c'est évident - d'incontestables quaîtés de contact, d'autonomie et d'autorité, ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais. Notre Conseil garantit la plus totale discrétion aux cendidats qui voudront bien lui adresser un dos-sier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, prétentions) mentionnant le référence du poste choisi.

DOMINIQUE

LELIGOIS ==

1, rue Grécourt - BP 1522 - 37015 TOURS CEDEX

MERLIN GERIN

Spécialiste mondial des matériels électroques et électroniques de commande et de protection, est l'un des plus importants constructeurs europeens pour l'appareillage haute et basse tension et pour les ensembles électriques «clès en mains». 15 000 personnes - 43 filiales et participations en France et dans le monde - 6 milliards de chiffre d'affaires en 1983 dont 50 % a l'exportation.

Nous recherchons pour notre DIVISION ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE

ingénieur électronicien haut niveau

Responsable de groupe développement

Basé à Grenoble, rattaché au Service conception technique du département systèmes et électronique de sûreté, il animera dans un 1er temps une équipe d'une trentaine d'ingénieurs et techniciens chargés du développement des sous-ensembles électroniques.

Il supervisera et coordonnera la réalisation des études de sûreté et de fabilite de ces sous-ensembles et des equipements en

L'homme que nous recherchons est un leader à fort potentiel, ayant acquis de larges compétences dans les domaines de l'industrie électronique depuis l'analogique bas riveau jusqu'aux techniques programmées (micro-processeurs). Il parle sinon couramment, du moins assez bien l'anglais.

(Reference CFR 220)

Nous recherchons equiement pour plusieurs de nos départements a Grenoble :

jeunes ingénieurs électroniciens

grandes écoles d'ingénieurs.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs débutants, ou de prétérence, disposant d'une première expenence, de formation électrotechnique et électronique de puissance, ou électroniciens, créatifs, désireux de partciper au developpement d'activités porteuses. (Référence CFR 221)

Les performances du groupe, alliées à une politique dynamique de mobilité permettent d'envisager d'intéressantes perspectives de développement de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec prétentions

au Service Recrutement des Ingenieurs et Cadres à MERLIN GERIN - 38050 GRENOBLE CEDEX

un spécialiste du conditionnement...

parce que l'habit fait

Les produits O'CEDAR, vous connaissez bien sûr. Vous en appréciez l'éfficacité et, crec l'oeil du professionnel, vous avez ne marqué la quoité de leur emballage. C'est aujourd'hui pour nos nouveoux produits QUE DOUS COMPIONS SUI VOS COMPIE compétences acquises au cours d'une ex-périence qui a fait de vous un véritable techniclen de l'embollage et du conditionnement des produits de grands consommation. Vous auvez la responsabilité de la création et de l'adaptation de nos conditionnements en y metront blen sûr au goût, de l'astruce, mais en ne perdons pas de vue les contraintes lechniques de tobnication. L'usine de s'altait-FLORENT (près ce Bourges) à l'aquelle vous serez affecté est, vous de verrez, irès bien équipée. Nous accordons beaucoup d'importance à ce poste rottoché à la Direction Technique et c'est la raison pour l'aquelle nous lui destinons une rémunération particulérement motivante.

Christians BATHELIES Société (C'Conference de la Conference de la Christians BATHELIES Société (C'Conference de la Christians de la Conference de la Christians de la Conference de la Christians de la Conference de la Christians de la Christians de la Christians de la Conference de la Christians de la Christi Christiane BATHELER, Société D'Cedar vois trimercia de la adresse votre dosse de condicature (CV, photo et préfentions) 23 Bd Poissonnière - 75002 Paris.



O'CEDAR - JEX - WOOLITE - DESTOP - WIZARD - 3 EN 1



La Rochette Hermitage

Filiale du groupe La Rochette Cenpa et premier producteur français de carton pour boîtes pliantes, nous recherchons pour notre usine située près de Saint-Omer (Pas de Calais) un (e)

contrôleur

Rattaché au Directeur de l'Usine (400 personnes), il a en charge : l'établissement des budgets, l'analyse des écarts, le reporting, le suivi et l'amélioration des procédures de contrôle et la supervision de la comptabilité usine (5 personnes).

Le candidat recherché possède une formation supérieure (Ecole de Commerce ou d'Ingénieur, D.E.C.S.) et justifie d'une solide experience (minimum 4 ans) du contrôle de gestion acquise en milieu industriel. Les possibilités d'évolution au sein de la structure

Merci d'adresser un C.V. et une lettre manuscrite mentionnant votre rémunération actuelle et votre téléphone privé sous la référence 142 C. à notre Conseil H & B - 66, avenue Victor Hugo - 75116 Paris



emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux

Nous sommes la Société des Automates Programmables SMC, notre établissement principal est implanté à CASTRES à 1H30 des pistes de ski et de la mer, dans un cadre de vie très agréable.

INGENIEURS LOGICIEL

Nous mettons à votre disposition les moyens de développements les plus sophistiqués.

e Vous êtes diplômés des Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de l'Université

 Votre métier est de développer des programmes de base pour systèmes de commandes en langages évolués et

ou vous êtes débutants avec une formation en informatique et une forte motivation pour ce domaine.

INGENIEURS **ELECTRONICIENS**

sieurs postes sont à pourvoir dans des domaines divers :

 Conception et développement de systèmes programmables d'asservissement,

e Conception et réalisation de systèmes électroniques de commandes de processus industriels,

Étude et réalisation de cartes interface électroniques.

e vous voulez accroître votre potentiel personnel, notre budget de formation continue très important vous y aidera,

ou développer votre carrière, nous sommes dans un grand Groupe où la mobilité est

Les entretiens auront lieu à Paris ou à Castres. RENAULT Madame LE GUET Merci d'adresser votre lettre de candidature



Directeur du Personnel Société des Automates Programmables SMC -Automatismes Boîte Postale 75 - 81105 CASTRO.

Automates Programmables SMC

LE GYROMETRE LASER, TECHNOLOGIE DE POINTE La Sfena recherche pour son Centre d'Etudes et de Production de

Chatellerault (Vienne), 1000 personnes, un: Ingénieur physicien

Expérimenté en optique industrielle Notre société (2880 personnes dont 650 ingénieurs

depuis de nombreuses années, vous aurez la charge des études du gyromètre laser, cosur de nos centrales de navigation inertielle.

Vous apporteres votre expérience pour assurer le développement de ce matériel de très haute fiabilité et performance. En continuité des recherches menées par la Sjena depuis de nombreuses années, vous aurez la charge des études du guromètre laser, cosur de nos centrales

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, sous réf. 1187 à Sjena, gestion des Cadres, B.P. 59, 78141 Vélisy-Villacoublay.

Adresser CV, prétentions et photographie en précisant la référence 9012/86 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 Paris - qui transc ************

Développer et diriger notre activité Génie Civil - TP

Cutte entreprise régionale est implemble dans le Bud-Est de la France. Elle lait partic depuis peu, d'un très grand groupe lepercetional du BTP : SAR.

alin d'en faire à terme, son secteur principal. Le poste de Responsable du Secteur Génie Civil et TP qu'elle crès, estre

PME Diplomé de l'ESTP - AM - INSA, vous étes un professionnel du Génie Civi - TP, à l'aise dans le donnène des patits et gros ouvresse.

Préservatrice Foncière

Compagnie d'Assurances l'une des soutes premières compagnies privées d'assurances C.A. 1982 : 4,2 milliards - 2400 salariés - 10 délégations régionales 1000 agents généraux - recherche

inspecteurs risques industriels

Pour ses délégations de BORDEAUX, LYON, PARIS, RENNES, LILLE, NANCY, ORLEANS.

rrotu : Ingénieur (ENSAM, Centrale de Lyon, ENSI, IDN, INSA, Option Chimie appréciée). Débutants acceptés.

Mission:

- visiter, évaluer, souscrire les risques industriels apportés par nos agents généraux

- élaborer et négocier avec les décideurs des entreprises clientes, les contrats ainsi

que les mesures de prévention et de protection nécessaires.

- former et animer le réseau des agents généraux à la démarche applicable aux

risques d'entreprises.

risques d'entreprises.

Votre rémunération attractive sera fonction de vos capacités et de vos résultats.

Réf. 641/A

inspecteurs de circonscription

susceptibles d'être affectés dans l'une des délégations régionales.

Ecole Supérieure de Commerce, Maitrise de Droit ou Sciences Eco. Débutants

MISSION:
- animer et assurer le contrôle de la gestion des agences de votre circonscription.
- conseillet et assister les agents généraux. Il est prévu une formation rémunérée d'un an, se composant de stages techniques Réf. 641/B à Orléans et de stages sur le terrain.

Adressez lettre manuscrite avec c.v., photo et prétentions en précisant la réf. du poste choisi à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui tr.

Matériel électrique de puissance

200 000 F env.

Responsable Technique et Développement :

une fonction à créer à Lyon

Filiale d'un grand groupe industriel, noître société - 250 personnes - est spécialisée dans la construction et rénovation de machines tournantes, transformateurs et aimants de torte puissance (jusqu'à 200 MVA, votre plus). La volonté d'adapter nos structures aux besoins du marché nous conduit à renforcer noître potentiel rechnique. Refloché à noître Directeur Adjoint, vous serez le garant de l'amélio-technique. Refloché à noître Directeur Adjoint, vous serez le garant de l'amélio-technique. Refloché à métitodes de l'abrication. Vous methez en place des opérations de contrôle qualité, vous rechecherez les solutions technico-éco-opérations de contrôle qualité, vous rechecherez les solutions technico-éco-opérations de contrôle, en étroite collaboration avec les services de production. Vous devrez leur communiquer votre goût de la qualité et de la rentabilité, ainsi qu'à vos quinze collaborateurs directs. Votre mission vous conduira à apporter un savoir faire et des méthodes nouvelles. Pour cela, nous vous souhaitons jeune, une trentaine d'années, doté d'une formation d'ingénieur Electro-Mécanicien (INPG, ENSSEEHT, HEL.) complétée par une expérience de responsable technique ou d'ingénierre maintenance chez un constructeur ou un utilisateur de nouverre, diplomaire et rayonnante.

Merci d'adresser votre candidature à notre Consell ALGOE, sous référence 834 M. Filiale d'un grand groupe industriel, notre société - 250 personnes - est spécia-

Merci d'adresser voire condidature à noire Conseil ALGOE, sous référence 834 M à Pascale Gehin en mentionnant vatre rémunération actuelle.



9 bis, route de Champagne -- 69130 ECULLY.

IMPORTANT LABORATOIRE **PHARMACEUTIQUE** DU SUD-OUEST (BORDEAUX) recherche son

RESPONSABLE **ACHATS TECHNIQUES**

Sous l'autorité directe du chef des achats il devra, sur la base de spécifications fournies par le service entretien et travaux neufis : rechercher et choisir les fournisseurs mener à terme les demandes de prix assurer l'approvisionnement des services, pièces de rechange et équipements.

De formation technique supérieure (DUT/BTS mécanique - électricité - électronique) il aura acquis une expérience de quelques années dans un service entretien engineering - achats de produits et équipements techniques.

Envoyer C.V. détaillé + prétentions + photo sous ref. 89174 à CONTESSE PUBLICITE - 20, Av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

FONDERIE ET ACIERIE DU MANOIR (Groupe CIFP), recherche pour région OUEST

Ingénieur chef du département produits centrifugés

• 30 ans minimum • Formation Mines ou équivalent • Expérience dans le domaine du soudage appréciée.

Anglais indispensable.

• Curiosité intellectuelle pour acquérir les connaissances technologiques d'une fabrication de pointe.

Adresser CV et prét. sous réf. CT/118 à



PROFILS Immeuble Périsud 5, rue Louis Lejeune 92128 MONTROUGE IMPORTANTE ENTREPRISE METAILURGIQUE Côte OUEST rechercheum

PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL

Age environ 30 and

ayant une expérience du recrutement en milieu industriel.

Le poste comprendre les responsabilités suivantes :

Recrutement, orientation, evaluation du personnel e Mise en place et suivi de l'expres-Actions de formation.

Adresser C.V., photo et prétentions se ref. 88686 & CONTESSE Publicité. 20, avenue de l'Opére. 75040 PARIS CEDEX O1, qui trans.



le Crédit d'équipement des PME

a pour vocation de financer le développement des entreprises.

Il recherche pour sa délégation régionale AUVERGNE a **CLERMONT-FERRAND**

UN CADRE **FINANCIER**

DE FORMATION SUPERIEURE

Le candidat aura acquis, au sem d'une grande banque ou d'un établissement financier, une compétence dans le domaine de CREDIT AUX ENTREPRISES.

Il possèdera une très bonne aptitude aux relations et à la négociation à haut niveau.

Envoyer C.V., photo, prétentions à M' AVEDIGUIAN Directeur Régional CEPME Centre Jaude - 31, rue Gonod - BP 391 63011 CLERMONT-FERRAND Cédex.

SOCIETE (LEADER) DANS LE DOMAINE DES COMPOSANTS EN BETON POUR LE BATIMENT, Rible d'un groupe industriei français de

INGENIEUR COMMERCIAL

souhaitées. Poste basé en REGION BORDELAISE.

JEUNE INGENIEUR

OPTION ELECTRIQUE-ELECTROTECHNIQUE

La Division spécialisée ACIERIE ET LAMINAGE de cet important Groupe indus-triel souhaite renforcer son Bureau d'Enudes PROCESS et THAVALIX NEURS et recherche un jeune ingénieur débutant ou avec 2 à 3 ans d'expérience en Régula-tion ou en automatisme (Formation type A.M., ENSI ou équivalent). Dans le cadre de Plans d'investissements importants, il sera chargé de dévelop-per des projets nouveaux et d'étudier des solutions techniques consernant des arréflorations de process et de systèmes de contrôle régulation.

amétoranois de process et un examen confidential de votre dossiervous.

Poste situé en BOURGOGNE.

Une réponse rapide et un examen confidential de votre dossiervous sont garantis par notre Consell.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence. 1246

Jean-Claude Maurice S.A.

397 tec, ree de Vougiererd - 75015 PARIS

Charlotte Voltades vous remercie de lei adresser votre cale danne (L.M., C.V. et photo), sous rei, MO 114, 3 GPME Morcure As, 21 d'Abren-Provence, 18763 Les Milles Cides.

DIRECTEUR ADJOINT

11, avenus de La Roc 79000 MORT.

Communa de 10:000 à 20.000 hebitants 30 km Sud-Est de Peris

SECRÉTAIRE BÉNÉRAL impétences en Gestion et Organisation destandées

idat devra faire preuve ence dens un posts équivalent. Envoyer lettre manuscrite et C.V. - M. le Maire, 77170 Brie-Comte-Robert LINRA

NGÉNIEUR AGRONOME BOCTEUR 3 CYCLE

Pour assurer la valorisation des cartes de sols dans les pro-bièmes d'aménagement du Diemes, d'amenagement pu territoire.

Affectation: 2 ansà LAON (02)
puis ORLEANS (45).

Une formation générale en Pé-dologie et en Agrosomis est in-dispensable. Des connais-sances en Unformatique graphique, Photo – interpréta-tion, Télédésaction, seront appréciées.

dresser candidatura avent le mars 1984 à J.-C. REMY.: départament d'Agronomia, B.P. 101, rua F.-Christ, 02004 (AON CEDEX Téléphone ; (23) 79-03-70.

Qualités requises : golt des contacts, sens des relations publiques, conneissant ale et comp apprácides, disponentes.
Posts à pourvoir immédiatem.
Lieu de travell : Puy-de-Dôme.
Envoyer lettre manuscrite,
en ordentions au C.V., photo et prétentions au Directeur général de l'UNADMR

12, rue Jacquemont 75017 PARIS.

en milieu fural et assurer se gestion administrative

Nous prions insement nos annoncears d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils recoivent et de restituer aux interessés les documents qui leur ont été coufiés.

Contract of the second

Nage and Area (M. 1888) reserve a few policy and adeser with

Entre o politik 🖮 🏁

German, Alle er 🚳

BATTONS (SEE the talk have the property CHARGE(E) pour les affaires qualit

The second secon

S. T. St. T. Start Sept. The same of the sa FT 72 Table 1 Para e Transport of general Allerter Largedon The second second

> FORMA er listere per

(A) (B) (B) (B) (B) AUGUST SEE ALES W. W.L. W. L. D. E. L. P. C. C. Mar the sale of the Contract and the second

International Control of the Control

The Entitle

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



NE INGENIEUR

PERMONE ELECTROTEOMOR

e.v

The state of the s Guada Mouves

A TANK TOWN

ediriger notre ne Civil TP

25000

学 中のから

-

Charles and A.

CADKI

to a lamper of the second of t

The second of th The same of the same

rational and an

The state of the s

AND STATE OF THE PARTY OF THE P Section of the sectio The second secon

The second secon A second The second secon The second secon

Bridge Control المرابعة فالبساء ها المحاربين المنافية - एक विश्वाद र विद्यालक <mark>1944.</mark> Garaga Honger (19

garage (day of Europe etc.) - (G₀, -) (L₁, -) (- -)

Bright was a 10 10 11 andreas continu - the specimen and a A COLUMN TO A **阿里·罗莱从斯**人可以

美国中国 The state of the same

directeur & région ttaché à la DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS, à

REPRODUCTION INTERDITE

il aura la responsabilité complète, pour sa région, de la produc-tion, de la gestion du personnel, du développement des ventes et du profit dégagé. Après une formation à la technologie de nos a produits, il se préparera à ses futures responsabilités en assumant pendant une période sufficamment longue, des missions détudes, d'organisation ou des interventions ponctuelles dans les différentes régions d'exploitation. TOTALE MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE IMPÉRATIVE.

Notre Groupe réalise un C.A. de deux milliards de francs. Son

organisation est décentralisée en 13 Régions d'exploitation autonomes, regroupant 28 Établissements, plus de 3000 colla-borateurs. Pour assurer la continuité de notre déseloppement,

Ce poste s'adresse à un DIPLÔMÉ d'ÉTUDES SUPÉRIEURES, de préférence COMMERCIALES ou de GESTION, 30 ans minimum, ayant fait la preuve au cours de son expérience industrielle ou commerciale de ses qualités d'animation et d'un tempérament

rs de condidatures – sous réf. 2809 M à préciser sus cloppe – seront trattés confidentiellement par

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

de l'audit à l'opérationnel

200/250 000 F

Un important ÉTABLISSEMENT FINANCER appartenant à un GROUPE BANCABLE de tout premier plan, ayant au cours ue ces dernières années fait premue d'une grande originalité dans l'élaboration de nouveaux produits, crèe une nouvelle fonction auprès de sa Direction Générale.

Il assurera l'analyse de l'ensemble des procédures, des systèmes de gestion et d'information de la Société ainsi que le contrôle de leur cohérence et de leur bon fonctionnement. Mettant en œuvre son esprit critique et créatif, il Jouera un rôle de conseil actif auprès du Directeur Général en lui proposant les améliorations nécessaires.

Ce poste d'unentr permettant de participer au devenir de l'en-treprise conviendrait à un DIPLÔMÉ D'ÉTUDES SUPERIEURES COMMERCIALES de haut niveau (HEC, ESSEC, ESCP...) possédant une expérience de deux ans minimum acquise de préférence dans l'un des grands cabinets d'Audit Anglo-Saxon et désireux de prendre en charge des fonctions de réflexion et d'action susceptible d'évoluer vers des responsabilités de pre-

ossiers de candidatures – sous réf. 2808 M à préciser sur l'enseloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT 10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Gillette France

recherche

chef du personnel

pour son SIEGE situé à ANNECY

Reportant au Directeur du Personnel et des Relations Sociales et animant une petite équipe de 5 personnes, il assurera la Ges-tion du Personnel Commercial et Administratif (450 personnes environ) en liaison étroite avec les Responsables hiérarchiques intéressés dont il sera l'interlocuteur et le Conseil privilégié. interesses dont il sera l'interiocuteur et le Conseil privilegié.

Îl participera au sein de l'équipe de Direction du Personnel à
l'élaboration de la politique sociale de l'entreprise. Il apportera
en outre une contribution personnelle importante dans le
domaine de la Communication et des circuits d'information.

Ce poste impliquant des qualités humaines de contact et d'esprit de participation représente une réelle opportunité pour un professionnel de la fonction Personnel, âgé de 32 ans au moins, DIPLÔMÉ d'ÉTUDES SUPÉRIEURES, pouvant se prévaloir d'une réelle expérience de la communication interne.

Les dossiers de condidatures – sous réf. 2810 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

10, rue de la Paix - 75002 Paris

ARRIÈRE VRAIMENT

idre le meilleur de la technique française, avoir la confiance de plus de 80 pays, réaliser plus de 90 % de notre CA à l'export, voilà ce qui fait notre réussite. En rejoignant la Division SDC (Système Défense et Contrôle) de THOMSON CSF, vous donnerez une nouvelle dimension à votre carrière d'

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Nos marchés se négocient au plus haut niveau, ils concernent de grands investissements. Votre formation sunérieure, une première expérience réussie, une bonne connaissance de l'anglais seront vos atouts. Nos équipes vous attendent : elles aiment la réussite, ont de l'ambition.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à THOMSON SDC, Établissement de MEUDON, Service Emploi Gestion, 40, rue Grange-Dame-Rose, BP 34, 92360 MEUDON-LA-FORÊT.

TECHNOLOGIES DE HAUT VOL

Nos produits ont une très solide réputation : ils vous aideront à réussir.



BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

L'AIR LIQUIDE

L'AIR LIQUIDE, spécialisé dans la fabrication des gaz industriels possède une informatique performante. Dans le cadre du développement de nouvelles applications de gestion, elle recherche des

INGENIEURS INFORMATICIENS GRANDES ECOLES

débutants ou ayant une brève expérience sur IBM et si possible IDMS ou sur HP 3000.

Les applications traitées sont de nature à motiver un candidat de valeur, désireux d'en prendre progressivement la totale responsabilité.

Des facilités d'adaptation et de contact vous permettront de bien vous intégrer au sein du service organisation et études. Les utilisateurs très sensibilisés à la mise en place de ces applications seront des Interlocuteurs attentifs et ouverts au dialogue.

La réussite dans ce premier poste déterminera les perspectives d'évolution au sein du Groupe AIR LIQUIDE (125 sociétés, 25 000 personnes) vers des fonctions liées à l'organisation et à la gestion.

Les postes à pourvoir sont situés à Paris 7°.

Merci d'adresser lettre de candidature, cv complet, photo et rémunération actuelle sous référence 23 835 A à

EGOR INFORMATIQUE, 63 rue de Ponthieu - 75008 PARIS



DETERMINE

12.61 CHEE

1114

KE KIN AND

A S A SALE IN

. .

emplois régionaux

Le département des LANDES

ser titres (contractuel) ou par voic de mutation UN ou UNE

CHARGE(E) DE MISSION

pour les affaires sanitaires et sociales.

Niveau requis : maîtrise sur titre catégorie A (mutation). Rôle : comeiller technique pour l'étude des écesiers DDAAS, mise en place au niveau local de la décentralisation appliquée aux DDAAS.

Expérience sou baitée. Poste à pourvoir le plus rapidement possible.

Adresser candidature avec c.v. 2:

Monsieur le président du conseil général des LANDES,
hôtel Planté, B.P. 349, 40011 MONT-DE-MARSAN.

ORGANISME DE FORMATION

DE DIMENSION NATIONALE

FORMATEUR

CONSULTANT

Pouvant prendre en compte la responsa-hilité d'actions de FORMATION et d'ORGA-

NEATION centrées sur l'export (stage ou

actions en entreprises). Sin activités s'exercera dans le cadre de l'éta-

blissement d'AIX MARSEILLE et nécessitera

Oct deplacements:

— un diplome d'insciprement Aupérieur : bagé-them, acteure bumuibles, mariering,

— une expérience aguificailes de management de projets à l'export.

— des Capacités de Concepteur, muit aussi de réall-

paren.

Le capacité à prévière en compte des struitions glubules et als ituntéens.

globules et aléxitoires Envoyer lettre manuscrite. CV, pionin, prétentions sous référence 35199 à

18 rue Edinairo Delanghide

LG CONSEILS

13006 MARSEILLE

des déplacements :

THOMSON-CSF

LC.C., FILIALE THOMSON C.S.F. située en Provence

UN INGÉNIEUR METHODES

Diplômé de préférence ENSMMB.
Expérience industrielle souhaitée.
L'important sera votre acquit en bureau d'études et méthodes pour l'industrialisation de prod

Si vous correspondez à cette définition succinte, vous êtes la personne que nous recherchons pour compléter noure áquipe de production.

Ber. & L.C.C. serv. du personnel BP 71, \$4500 BOLLÈNE.

BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR recherche pour son INSPECTION GÉNERALE

inspecteur

titulaire du DECS, ayant 3 ans d'expérience dans un cabinet d'audit de taille internationale et une parfaite maîtrise de l'Anglais. Une bonne connaissance du milieu bancaire serait appréciée.

auditeur informatique

ayant 3 à 5 ans d'expérience d'audit, avec une spécialisation en audit informatique, de preférence dans un Cabinet anglo-saxon ou au sein de l'audit interne d'une grande entreprise.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, avec C.V., photo et prétentions, sous réference 9789 à : ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

UN PROFESSIONNEL

Avec 250 millions de france de chiffre d'affaires, nous talonnons les grands de la verte par correspondance, et nos perspectives sont prometteues. Pour misus maîtrieur notre développement, nous recherchons :

UN CONTRÔLEUR DE GESTION

chargé de mettre en place et d'animer la fonction Vous avez le goût des chiffres, vous savez tirer profit d'une informatique performante et le sens de l'organisation.

Si vous avez une expérience réussié de la tonction, une bonne formation de gestion, et si vous vous sentez prêt à relever un "défi" permanent, notre Directeur Finazzoler dont vous dépendrez sers heureux de vous recevoir à Nice, votre futur fleu de travail. La rémunération est ouverte, de nature à motiver un candidat de valeur. La connaissance du sectaur Vente per Correspondance est un plus.

Ecrire sous référence à notre adresse : France Direct Service 1/réf. CG/01 Z.I. Pointe de Contes - 06395 Contes Cedex

FRANCE DIRECT SERVICE (FDS "LA FORCE BY MARCHE"

CONTROLE DE GESTION ET INFORMATIQUE.

Nous sommes une Direction de l'information de 120 personnes basée à La Défense et nous disposons d'un budget de plus de 100 millions de frança pour répondre aux besoins d'informatisation d'une importante société d'ingé-

Nous recherchons le gestionnaire qui sera capable de manager cette direction comme une S.S.I.I. interne et de mettre en place une comptabilité analytique nous permettant de :

- disposer d'outils statistiques, - standardiser les procédures et les documents,

gérar rigoureusement nos contrats, réduira nos coûts at délais. Issu d'une école de commerce ou de gestion, vous avez une expérience (5 ans minimum) d'une gestion informatisée acquise soit dans un service étude ou un département de production d'une entreprise industrielle, soit dans une S.S.I.I. Vous vous sentez apte à assurer la mise en place de cette activité et à animer une 🕨

équipe de 4 personnes. Compte tenu de l'importance de notre groupe, vous pourrez envisager une évolution à la mesure de vos capacités et de votre

Si ces perspectives vous intéressent, adres-sez lettre, C.V., photo et prétentions, en pré-cisant sur l'enveloppe la réf. 2855/LM a



de progresser dans notre organisation.



BANQUE PRIVEE : Nous sommes reconnus tant des milieux d'affaires que des particuliers pour la qualité de nos interventions. Notre croissance est soutenue et reflète notre capacité à prendre vite des décisions partinentes, à accorder autonomie et délégation à une équipe compét Pour nous accompagner dans notre évolution, nous souhaitons accueillir des

Fondé de pouvoir clientèle privée

Collaborateur direct du responsable du département, vous assurerez le développement d'une clientèle de particuliers de haut niveau. Avec une équipe que vous animerez, vous sarez le conseil écouté pour promouvoir une gestion de patrimoines adaptée et des services personnalisés,

Après une formation supérieure, vous avez suivi un fonds de commerce et encadré une équipe d'exploitants en clientèle privée pendant deux à trois ans.

Adjoint au directeur des opérations bancaires Collaborateur direct du Directeur, vous aurez la responsabilité : du contrôle et de la coordination des activités des services Secrétariat-Engagement, Portefeuille et Etran-

dures en fonction de l'évolution de la règlementation), des relations avec les exploitants, du contrôle et du suivi des engagements et de la rédaction des actes particuliers (contrats de prêt, cautions...) Vous avez une expérience confirmée d'au moins 2 des services précités, vous possédez une bonne

ger (surveillance du bon déroulement des opérations courantes, mise en place ou optimisation des procé-

Conseil de dirigeants de sociétés travaillant dans des secteurs de points, vous leur propo financières appropriées, monterez et suivrez les dossiers de crédit jusqu'à bonne fin. A partir d'un fonds de clientèle de PME que vous aurez charge de fidéliser mais surfout d'accroître, vous saurez, par vos qualités de contact, de savoir-faire et d'autonomie, assurér le succès qui vous petraettra

Assistant du chef des services comptables

Homme de réflexion et de contect, vous conduirez des études, principalement dans les domaines comp ble, gestion, administration, pour optimiser l'utilisation des resources et faire face à l'accroissement du

De formation comptable (ESC section comptabilité, DECS) vous avez l'expérience d'environ deux ans de l'Entreprise ou mieux de la Banque.

Si vous souhsitez participer à notre développement, adressez votre dosaler complet (lettre manuscrite, C.V., photo et selaire actuel) en précisant la référence choisie à notre Conseil qui le traitere en toute discrétion.



Roymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

ENTREPRISE DE CONSTRUCTION MECANIQUE, de réputation mondiale, leader sur son marché dans des domaines liés aux technologies de pointe (90% C.A. à l'exportation) recherche

Diplômés Grandes Ecoles fortement motivés pour des postes exigeant COMPETENCE, COMBATIVITE, TENACITE.

Responsable du groupe méthodes fabrications extérieures

L'appel à la sous-traitance stant une volonté de l'Entreprise, ce groupe METHODES doit garantir la fourniture, en temps utile, des plans des plèces brutes nécessaires à la fabrication. Ceci nécessite d'intervenir austi en temps opportun auprès du Bureau d'Etudes ou chez les fournisseurs afin de garantir les objectifs de coût et de qualité des produits en veillant au choir des méthodes et moyens utilisés par les sous-traitants. Le titulaire sera un ingénieur diplômé d'une Granda Ecole dont la formation et l'expérience auront été très orientées vers les fabrications mécaniques. La connaissance des méthodes modernes d'usin sera un atout principal pour réus Le poste est situé à PARIS. Le fonction nécessite

Dans le cedre des moyens de production mis à sa dis-position pour l'assemblage, en petite série, de vénicules tout terrain, le titulaire du poste auxs à assurer la gestion industrielle des différentes sections d'assem-blage et montage. Il aux autorité sur 100 personnes et sera responsable de la qualité du travall, du respect des délais et des coûts. Ce poste requiert quelques années d'expérience dans une industrie similaire : véhi-ques utilitaires, poids leurds, engins de travaux

cules utilitaires, poids lourds, engins de travaux publics. Il convient à un ingénieur de formation Arts et Métiers ou équivalent, motivé par la Production, possédant des qualités d'ouverture d'esprit, de dispo-mbilité, d'enimation des hommes et de comman-

Le poste est situé en banlieus Sud de Paris (50 km).

Responsable

de la production

Responsable du groupe méthodes chargé des prévisions investissements Rattaché au service des Méthodes Centrales ce poste

RALIGIME SU SERVICE DES MELLOGES CENTRAISE DE POSSE a pour rôle de proposer des évolutions touchant les méthodes et moyens de fabrication intérieurs et exté-rieurs dans le but d'amétioner la qualité, le coût et la disponibilité des produits. Il s'agit de réaliser toutes études techniques et d'établir les budgets d'investisse-ments touchant l'outel industrial ments touchant l'outil industriel.

Le poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une Grande Ecole syant une ouverture d'esprit en éco-nomis appuyée par une expérience dans l'assemblage d'organes mécaniques ou le montage de véhicules poids lourde ou enquis T.P. et une ou technologies de fabrication mécanique.

Le poste est situé à PARIS.

Re.B

Responsable du service méthodes usine

il sura chargé de fournir en temps utile les documents nécessires à la réalisation des outillages.

Dans le cadre des installations mises à sa disposition,

Ca poste demande une expérissos pretique de l'assem-blage d'éléments mécaniques lourds, en petite série.

Il conviendrait à un ingénieur diplômé ayant déjà en une première expérience dans un domaine analogue : moteurs thermiques, engins de travaux publics. Il sura autorité sur une disable de techniciens.

Lieu de travell : 30 km au Sud de Peris.

R#D

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisent la référence du posts choisi sous Nº 6707 à PARFRANCE ANNONCES 4, rue Robert Estienne ~ 75008 PARIS — qui commettre

CERBERUS GUINARD

LA SÉCURITÉ PAR L'ÉLECTRONIQUE **Électroniciens confirmés** responsables d'affaires ou d'installations

Nous avons déjà équipé Concorde, le Centre Beaubourg, Air Bus, la Tour-Maine Montparnasse, le Musée du Louvre...

Nous sommes une Société à taille humaine (350 personnes) en pro-gression constante et à excellente rentsibilité (CA 243 millions) spécialisés dans les systèmes électroniques de houte liabilité et rechnologie, et nous pour suivons nos recherches pour renforcer notre équipe dans le codre de notre exponsion. En position legder sur le marché de la détection incèndie, nous sommes également spéciciés às en systèmes centralisés et informatisés d'alorme, antivol, sy têmes d'accès stiecits. Nous offrats plusieurs permi d'Ingénieurs de Ventes et de Responsables d'Installations qui participeront au projet ambiteux de conquitte d'un marché en plaine évaluitat.

Les INGENIEURS D'AFFAIRES autont de solides connaissances en électronique (BTS, DUT confirmés ou ingénieurs) cinst qu'une expérience dans la verte de produiss techniquement sophistiqués. Dynamiques, de jon contact, ils aurons la responsabilité de développer les affaires en contactant des dients de haut niveau, et après analyse de leurs besoins, propositions de solutions techniques adaptées, de la négociation de

Les RESPONSABLES DE RÉALISATIONS ET D'INSTALLATIONS (DUT, BTS, & ingénieurs) assisterant les Respansables de Ventes dans la conception et élaboration - S de solutions techniques, seront responsables des chartiers et de leurs équipes, du res-pect des délais, des coûts, en étant les interlocuteurs privilégiés dés dients sur le plan de la gestion, de la coordination de ces réalisations.

Plusieurs postes sont à pourvoir :

Bordeaux : réf. DN 347 CM

e Lyon : ref. FP 349 CM

RESPONSABLES D'INSTALLATIONS:

Écrire en précisant la référence.

ie Stresbourg: ref. IS 350 CM

4. rue Massenet 75116 Paris

NIXDORF COMPUTER

Dans le cudre de son expansion, recrute

RESPONSABLE SYSTEME

Ce collaborateur se verra confier après une période de formanon auprès des services de développement de notre maison mère, l'exploitation du système de notre matériel de traitement

- Franciser, tester, documenter les différentes versions du système, afin de tirer le meilleur parti de l'outil, et démontrer ses performances auprès des responsables de marchés.
- Suivre de près l'évolution du produit et tenir compte des utilisateurs, afin de le maintenir adapté aux exigences de Homme de dialogue fortement attiré par la bureautique, il sera en mesure d'apporter son appui sur le terrain et notam-

ment en ce qui concerne les telécommunications. La disponibilité, le dynamisme, ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'anglais ou de l'allemand sont des atouts indispensables

pour une réussite dans ce poste.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions

à l'attention de le Direction du Personnel.

MIXDORP COMPUTER 7-13, bd de Courbevoie 92200 NEUILLY SUR SEINE

1 ----

VOITH FRANCE

Filiale d'un groupe international (R.F.A.) commercialisant des boites de vitesse. engrenages, cardens, pompes, accouplements, etc..., recherche

UN INGENIEUR

POUR DEVELOPPER SOM SECTION HYDROSTATIONS.

Une connaissance du marché ou de l'expérience dans l'hydrostatique serait appréciée. mais la candidature d'un jeune ingénieur ouvert à cette technique sera érudiée avec mtarat.

La fonction exige du sens commercial et une grande disponibilité.

La pratique de l'allemand serait appréciée. Merci d'adresser votre candidature avec C.V. et prétentions à Mª LEGRAIN -EP 19 93161 NOISY-LE-GRAND Céden

CIE D'ASSURANCE AMERICAINE

UN JEUNE INGENIEUR

pour son service d'ingenierie en protection

Bonnes connaissances en anglais.
 Poste nécessitant de fréquents déplaces

à N. 3748 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

Ingénieurs chimistes confirmés

CECA S.A. exerce son activité dans le domaine de Nos produits aux applications très diverses concernent des secteurs industriels variés.

Présents dans 75 pays, nous avons réalisé pour 1983 61 % de notre chiffre d'affaires à l'étranget. Pour notre division specialisés dans le conditionnement des eaux industrielles, nous recherchons :

technico-commercial export

ingénieur chimiste, vous justifiez de plusieurs amées d'expérience acquise dans la vente de produits chimiques à l'export. ainsi que d'une perfaite maîtrise de la langue anglaise. Nous vous conflerons la commercialisation à l'échelon international des additifs pour gazoles et des produits destinés auconditionnement des eaux industrielles. (Ref. M/1)

Ingénieur technico-commercial

Vous êtes ingénieur chimiste et vous bénéficlez d'une expérience d'environ 3 ans dans le conditionnement des eaux

Vous serez chargé de promouvoir notre activité dans le région .

Rhêne Alpes. (Réf. M/2) G.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) en précisant le réf. du poste choisi à CECA S.A. D.P.R.S.

B.P. 86 - 1.1, avenue Morane-Saulnier - 78140 VELIZY.

Chef de projet Mormatique Marines M. Lat. AM

ER Mora

Directau

departen

But Burgar

tweet Michel

the carrie netivente

evolutive e

cestion

mances

prom J. Hall 44

invenieur

aronome

Freeze Mi al. All

MISOTICUE.

Mgénieur

िला ५०! हता है हैं।

ESE, ION, AM

Demon N 317 CM

lagenieur

des services lechniques States PX 344 CM

Assistant chef de

Poduits Acres 10 354 Mg

September 5

E E COURT MEANUR MANAGE MANAGE

Marie Walter and the Land

the contraction of the contracti

CERBERUS GUINARD

ECHAPTE PAR L'ELECTRONING

retransiciens confirmes

nonsables d'affaires

A STATE OF THE PARTY OF THE PARTY AND ASSESSED.

The second section of the second section secti

A STATE OF THE STA

The second of th

Ingénieurs chimiss

The second secon

*** Christian Comment

THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH

The second secon

The state of the s

The state of the s

4 married 4 1 04

confirms

Andrew State of the State of th

Mr. specialists and the second

Marie and a

-

ALC: NAME OF

AND DAY

The state of the s

建海灌溉

The state of the s

The state of the s

Santanan Carlo San San San

The state of the s

State of American . Tr.

Application of the second

THE PARTY OF THE PARTY OF

Branch of Special of A STATE OF THE STA

Compact 18 . STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

· 海红性 (44.00)

And the specification of

and the same

A CONTRACTOR OF THE PERSON NAMED IN

installations

the state of the same

Same Same State and the State of the State o

gagge after the second of the

CFFRES D'EMPLOR

4, rue Massenet 75116 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue



ECP. Mines... Directeur de département baut niveau

référence CM 345 AM

UN ORGANISME PROFESSIONNEL recherche une personnalité de premier plan pour lui confier la Direction du département formation et activités communes.

Homme de conception, il sera constamment au fait des évolutions technologiques pour en imaginer les conséquences sur le plan de la formation et mettre en place les Homme de relations, il assurera tous les contacts nécessaires avec les ministères,

Industrie, l'enseignement.

Homme d'animation, il dirigera un service important jouant un rôle de conseil et d'information, tant au plan administratif et juridique, qu'au plan technique dans le domaine de la gestion concrète du personnel,

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école, minimum 45 ans, ayant une solide expérience du monde industriel ainsi que de réelles connaissances des problèmes généraux de formation, une forte motivation et un grand rayonnement personnel. Poste à Paris. Rémunération en fonction de la personnalité.

Une carrière motivante et évolutive en gestion finances: référence JT 363 AM

PME DYNAMIQUE ET PERFORMANTE (500 personnes), rettachée à un des plus puissants groupes français, recherche un Cadre Financier de bon potentiel pour seconder son Directeur Financier et Administratif.

Le titulaire du poste devra assurer des fonctions polyvalentes à dominante comptable et financière :

 mise en œuvre et suivi des autils de gestion et d'administration de la société, contrôle de gestion, tobleaux de bord...
gestion des ressources financières et trésorerie...

Son profil :

Ce poste conviendralt à un condidat ESSEC, ESCP, Sciences Po ou école équivalents (DECS apprécié) ayant 5 à 8 ans d'expérience acquise soit en cabinet d'audit, soit au

sein d'une Direction Administrative et l'inancière performante.

Carrière motivante et réelles perspectives d'évolution pour cadre ayant une connaissance de l'autil informatique et de solides qualités de contact.

Ingénieur agronome études marketing référence MV 341 AM La Coopérative agricole du Val-de-Loire (2,5 milliards de francs de CA, 1700 personnes) recherche, avec le souci constant d'améliorer ses servies ouprès des agriculteurs, un Responsable Étude-Recherche et Développement - Marketing-

Proche de la Direction approvisionnements aux agriculteurs, le candidat devra, grâce à un travail d'études, mais grâce aussi à ses contacts nombreux avec les diffé-rents responsables du Réseau Approvisionnement : définir les structures de marchés et leurs évolutions,

 porticiper à l'élaboration des abjectifs annuels et du plan à moyen terme. Ce poste fait appel à des qualités relationnelles marquées, à des capacités de recul et d'autonomie et à une forte volonté de réussite. Il s'agit d'un poste tremplin pour un débutant fort potentiel possédant une double

formation supérieure agronomique et économique. Ca poste doit permettre, salon les aptitudes et les aspirations du candidat, une évo-tution à court terme vers de réelles responsabilités opérationnelles (commercial, contrôle de gestion, technique) au sein de la coopérative.

Poste à Ancenis (44).

ROBOTIQUE Ingénieur fort potentiel ESE, IDN, AM...

riférmeca IS 352 CM

SOCIÉTÉ FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE INTERNATIO-NAL recherche, pour faire face à sa forte expansion sur un marché très porteur, un

Ingénieur de Fort Potentiel. Rattaché au Directeur de l'établissement, il aura pour mission de concevoir, de mettre en place un système d'organisation pour assurer le bon déroulement des affaires.

Responsable de l'avancement de leur réalisation, il assurera la coordination entre les différents partenaires (service commercial, B.E., achats, ordonnancement, fabrication, installation).

Ce poste conviendroit à un ingénieur grande école ayant une première expérience (2 à 3 ans) impliquant relations commerciales, coordination et gestion dans le domaine des équipements destinés à la production (unitaire ou petite série) et témoi-

gnant d'excellentes capacités de contact et de persuasion. Le choix se portera sur un candidat désireux de s'investir et d'évoluer dans une petite société en développement constant.

Anglais parlé nécessaire. Poste ville agréable vallée de la Loire.

Ingénieur chef de projet informatique rétérence AK 345 AM

UN PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, CA de 20 milllards, recherche pour la Direction Informatique du Groupe, un Ingénieur Chef de Projet Informatique, haut niveau, dépendant directement du Directeur Informatique du Groupe.

Il sera assisté de deux personnes dont un cadre. Il aura un rôle important concernant le conseil, le développement et la coordination d'applications informatiques faisant appel à des moyens décentralisés de traitement (mini-ordinateur, micro-ordinateur, bureautique).

ll aura en outre à jouer un rôle d'animation et de coordination en matière de mèthodologie et éventuellement de messagerie électronique. Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école, ayant une solide expérience

de chef de projet, capable d'être un interlocuteur reconnu auprès des Directions Générales des filiales et des Directions Fonctionnelles du Groupe. Poste à Paris.

Chef des services techniques référence PX 344 CM

SOCIÉTÉ FILIALE DE LA CGE, ville sud-ouest, recherche pour une de ses usines (350 personnes), réalisant des produits destinés à l'industrie électronique et électrique, un Chef des Services Techniques. Rattaché au Directeur de l'usine, il sera chargé :

e des méthodes (organisation des postes, automatisation...),

e de l'industrialisation des nouveaux produits, e de la recherche et de l'implantation des nouveaux équipements, e des travaux neufs et des implantations,

• de la supervision de la maintenance.

Poste nécessitant des qualités d'homme de progrès et d'organisation, qui conviendrait à un ingénieur AM ou école équivalente, ayant 5 à 10 ans d'expérience méthodes ocquise dans une société performante réalisant des productions de série. Ordre de grandeur de rémunération : 250 000 F +

Assistant chef de produits référence XII 354 AM

PERNOD renforce la structure de son Département Marketing et recrute un Assistant Chef de Produits diplômé d'une école supérieure de gestion (HEC. ESSEC, ESCP ou équivalent) débutant ou première expérience, ayant le goût d'un marketing opérationnel étraitement lié aux activités de la force de vente.

La première année d'intégration dans l'entreprise comportera 6 mais passés sur le "terroin", au sein des équipes de vente et de merchandising. Ce poste débouchero progressivement sur la responsabilité de l'animation et de la gestion commerciale d'une partie de notre gamme de produits.

Lieu de travail : Créteil.

4, rue Massenet 75116 Paris

1^{et} Fabricant Français d'Equipements pour l'Automobile Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux 27600 personnes — C.A. 9 Milliards de França

recherche pour développer son potentiel humain INGENIEURS

généralistes ou mécaniciens diplômés grandes écoles

Ingénieurs Méthodes et Industrialisation Valeo Embrayages - (Amiens — 80) Nous vous proposons de débuter votre carrière au sein de cette importante unité de production en grande série

(1.600 personnes) en prenant en charge la conception, la mise en oeuvre, l'amélioration des procédés et matériels de fabrication(outillages de presses) afin d'obtenir les meilleures conditions techniques, humaines et économiques de production. Vous animerez une équipe de 7 techniciens et mettrez en place l'organisation et les moyens nécessaires à la C.A.O. Connaissances en métallurgie et/ou informatique technique souhaitées.

Ingénieur Méthodes Contrôle-Qualité

Valeo Thermique - (Nogent Le Rotrou — 28)

Vous souhaitez valoriser une PREMIERE EXPERIENCE industrielle. Au sein de cet établissement de 1000 personnes, nous vous proposons de définir et de développer de nouveaux moyens de contrôle qualité et d'assurer les contacts nécessaires avec les services acceptations techniques de nos clients. Comaissances en Allemand

A partir de tous ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe. Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à : Valen Service Recrutement I & C - 43, rue Bayen - 75017 PARIS

1er Fabricant Français d'Equipements pour l'Automobile Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux 27:000 personnes — C.A. 9 Milliards de Francs recherche pour développer son potentiel humain

INGENIEURS ELECTRONICIENS (Supelec...)

Valeo Direction Etudes Avancées - (Saint Ouen - 93) Au sein de ce Centre d'Études vous animeres une équipe de plusieurs techniciens et ménerez des analyses, calculs, essais et mise au point dans le cadre de recherches sur des dispositifs et systèmes électroniques, ou électro-techniques automobiles. Compétance en informatique et/ou mathématiques souhaités.

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe. Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant le référence 53315/M à : Vales Service Recrutement I & C - 43, rue Bayen - 75017 PARIS

Opportunité intéressante d'audit international

SOCIETE MULTINATIONALE recherche un

responsable

EXPERIMENTE, POUR TOUTES LES FILIALES FRANÇAISES Cette situation clef est située dans la réglon parisienne et comprend de nombreux déplacements en France. Sous la responsabilité de la Direction Europe du groupe composants et semi-conducteurs, il est responsable de tous les audits opérationnels des filiales françaises d'I.T.T. Il dispose d'une équipe jeune et expérimentée et du support permanent de la direction de l'audit interne Europe. La fonction exige un candidat de formation HEC - ESSEC - ESCP - Maîtrise ou Doctorat de Gestion + DECS ayant au moins 5 ans d'expérience dans un cablnet d'audit "et" d'audit interne dans des sociétés internationales. La personne choisle fera la preuve formelle de ses connaissances techni-

communiquer à tous les niveaux de la hiérarchie. La connaissance courante de l'anglais est indispensable.

Le poste à pourvoir offre une opportunité de développement pour un candidat à fort potentiel.

ques, de son esprit d'analyse et de synthèse, de sa rigueur, de son objectivité et de sa capacité à

Envoyer curriculum vitae et prétentions à D. UNVOIS. Av. du Marachai de Lattre de

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

INGENIEURS ELECTRONICIENS

si possible avec quelques années d'expérience.

Disposant de qualité de contact et d'une grande curiosité d'esprit, capables de prendre des initiatives.

ILS SERONT CHARGES: e de la prospective «composants» en llaison avec les ingénieurs d'études

e de la définition d'une politique qualité «composant» propre à chaque projet.

• l'étude du comportement des technologies nouvelles • de l'élaboration des règles d'utilisation de circuits LSI

Ces postes impliquent des contacts tréquents tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'entreprise.

Merci d'adresser C.V., photo et préfentions, Administration du Personnel ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT - 55, Quai Carnot - 92214 SAINT CLOUD

SOCIETE DE GESTION D'APPAREILS DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES recherche pour PARIS 15ème

GRANDES ECOLES

CHEF COMPTABLE

Disponible rapidement.

Environ 33 ans avec DEC5 complet et expêrience en cabinet.

Pour ce responsable de service qui doit être très bon technicien, nous proposons un statut Cadre et 160.000 F+ selon expé-

Adresser C.V., photo sous réf. 89140 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

BANQUE PRIVEE recherche pour son SERVICE ETRANGER

(réf. 02) :

GRADE HF classe II

confirmé(e)

Minimum 25 ans.

3/4 ans d'expérience bancaire pour effectuer les taches suivantes :
• transierts, rapatriements,

credoc,
portefeuille étranger,



Anglais nécessaire. Adresser C.V., photo et prétentions s./ref, 2802M à OCBF, 66, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 PARIS.

services vous assiste dans le récrutement bancaire

1.53

pagarit.

المعيدة

内容/官/ご or profits

at its CER

法公理模

er er er 🗗 🎁

are a recording

Bandare 🗱

No. 1 of privational

Salva Carrier at

The second second

formation.

W. Co. 1 247 M. 2010 A WARRY TO LAKE CHES BE



EUROSOFT. SYSTEMES

Mous sommes une importante SSII aux activités internationales.

Hous recherchons actuellement pour nos activités en gestion et en bureautique.

CHEFS DE PROJETS

connaissant bien les grands systèmes IBM ou BUIL. Ils définiront et réaliseront des applications clès en main, répondront à des appels d'offre importants, dirigeront des équipes de réalisation.

INFORMATICIENS

pour des applications de gestion sur matériels :

IBM 30 XX, 43 XX (CIC3, DL1, IM5)
 DP 38 (DM IV, ID3, TD5)

Le dynamisme de nos structures est le garant de réelles possibilités de carrière pour des candidats de valeur.

Vos dossiers de candidature seront étudiés par : M.F. BURQ EUROSOFT 38, boulevard Henri Sellier 92150 SURCINES

MEMBRE DE SYNTEC-Informatique



EUROSOFT. SYSTEMES

Mous sommes une importante SSII en pleine expansion et participons à de grands projets de génte logiciel, logiciel de base, télécommunications et réseaux. Pour renforcer notre potentiel technique nous recherchons :

INGENIEURS INFORMATICIENS

lis travallieront sur d'importants projets centrés sur les techniques de pointe. Compétences recherchées: MMI 6, MITRA, SOLAR, PDP, VAX, MICRO 8 et 16 BITS.

INGENIEURS SYSTEMES

connaissant PASCAL, FORTRAN, langage C, assembleurs sur matériels MITRA, SOLAR, MIN 6. La connaissance du système Unix serait un atout.

elies perspectives de carrière sont ouvertes à des cand dats de valeur.

Vos dossiers de candidature seront étudiés par : FL F BURQ - EUROSOFT. 38, boulevard Henri Sellier 92150 SURESNES.

MEMBRE DE SYNTEC-Informatique



circuits integres dans les domaines des

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

candidats doivent posséder des con miques approfondies en électronique a mère expérience de la vente des semi-cond

et lettre maniscrite à :
PLESSEY SEMICONDUCTORS FRANCE.
Attn. I. PAUTRE, Boile Pointle 162,
91944 LES ULIS CEDEX.



Recherche DES ANIMATEURS OU ANIMATRICES pour

UNE EXPOSITION DE TECHNOLOGIE AVANCÉE

(Composants, terminaux holographiques, conception assistée par ordinateur, ordinateur personnel...).

Lieu : Paris. Dates : du 16 avril au 30 juin 1984

QUI RECHERCHONS-NOUS? Des étudiants(es), résidant en région parisienne; formation BAC + 2 minimum dans les disciplines scientifiques, techniques ou commerciales. Anglais parle

Cette mission à durée déterminée et à temps partiel (heures complémentaires à prévoir) se décompose ainsi:

 Une phase formation : 1 mois. - Une phase animation : 1 mois et demi. Vous aurez alternativement, la conduite

de visites d'une heure par groupe de 15 personnes ou la tenue d'un stand de démonstration.

Travail en équipe, sens de la communication et de l'initiative. Rémunération intéressante.

Si vous êtes motivé(e) pour une expérience originale et unique, vous pouvez adresser lettre de candidature et CV à : Cabinet Scribe - 4 avenue Hoche 75008 Paris en mentionnant la référence EIT/84.

Ingénieurs du logiciel « Temps Réel »



pour ses Départements

Recherche Développement Réalisation

• des automatismes « temps réel », e des régulations d'ensemble aur les processus industriels, e de la CAO (VAX/SOLAR)...

Diplomés ECP, ESE ENST, INPG. débutants ou confirmés. Affaires Sociales - CGEE ALSTHOM - 13, rue Antonin-Raynaud 92309 LEVALLOIS PERRET.

Consultants à fort potentiel

Ingénieurs Grande Ecole + MBA, CPA, ICG, IAE

Nous sommes:
un des premiers Cabinets d'Ingénieurs Consells en France, et nous interun des premiers Cabinets d'Ingénieurs Consells en France, et nous intervenons dans les groupes internationaux les plus puissants et les plus pervenons dans les groupes internationaux les plus puissants et les plus pervenons dans les groupes internationaux les plus performants. En 40 ans, nous avons acquis une large réputation de compétence
et de sérieux. Ce succès, nous le devons à l'efficacité de nos méthodes
mais aussi, et surtout, à la qualité de nos consultants.

Yous avez :30 ans minimum et une première expérience de la vie industrielle. Vous faites preuve d'imagination et de créativité. Vous possédez une personnalité forte et entrainante pour convaincre et animer les hommes et pour mettre en pratique les solutions nouvelles de progrès retenues.

Nous vous proposons: un plan de carrière qui vous amènera à devenir expert dans un ou plusieurs de nos domaines d'intervention (stratégie et marketing - production - logis-tique - systèmes d'information). Après une période de formation et d'expé-rience approfondie à nos méthodes, vous conduirez des actions sur le ter-rain, vous animerez des séminaires et vous participerez au développement de la CORT en perfectionnant sa méthodologie et en prenant une part active à la promotion commerciale de la Société. Une évolution vers des responsabilités élargies vous est ouverte.

Anglais souhaitable. Grande disponibilité pour effectuer de fréquents déplacements.



M. PERCHE vous remercle de lui envoyer votre curriculum vitae + photo en précisant votre rémunération actuelle sous réf. 2974 M à CORT

Paris-Lille-Strasbourg

65, avenue Kleber - 75116 PARIS.

BRUEL & KJAER FRANCE. Instruments de mesure en Acoustique et Vibrations, recherche

jeune ingénieur en instrumentation

DIPLOME GRANDES ECOLES pour poste Technico-Commercial en région parisienne

La formation technique est assurée en France et complétée par des slages au Danemark. Nous demandons au candidat e solide culture scentifique e contracts souhaitables en acoustique et mecanique des vibrations e dynamisme et ausance contacts humains e liberé des O.M.

Remunération fuze + % CA + volume.

Envoyer C V detaille avec photo et pretentions 38, rue Champoreux - 91540 MENNECY



Brüel & Kjaer France

Informatiquement vôtre.

OUS sommes la filiale informatique d'un grand groupe industriel français situé à C groupe industriel français situé à Courbevoie (IBM 4331 DOS/VSE - CICS).

Nous concevons actuellement notre nouveau plan informatique:

- refonte des applications administratives
- et commerciales, gestion de la production,

usines et filiales.

et construction d'un réseau d'une quinzaine de mini-ordinateurs répartis dans nos

Vous avez une formation informatique, et une expérience réussie de 3 à 4 ans en analyse programmation d'applications de gestion.

Devenez notre

Chef de projet

Créatif, organisé; vous avez le goût du travail en équipe et le sens des responsabilités.

Outre vos conneissances approfendies du COBOL, DL1, CICS, une expérience en IBM DOS/MSE sereit ap-

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrité, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 2850/LM.à. MEDIA PA

GROUPE PRIVÉ D'ASSURANCES

adjoint au directeur commercial

Il se verra confier la responsabilité du service Marketing

Mission:

e promotion des nouveaux produits e études des imprimés publicitaires e suivi commercial d'actions dans les points de vente e réunions

d'information en province. A terme, il verra ses responsabilités élargies et son poste évoluer au sein de la Diraction

Profil: Ce poste conviendralt à un candidat âgé de 28 ans minimum, diplômé d'une École de Commerce ou de Marketing, ayant une expérience réussie acquise au contact d'un eu de distribution de produits d'assurance.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser d'urgance lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel (indiquer votre numéro téléphone si possible sous la référence LM 203, à notre Conseil

MICHEL UNUSSE Conseil en Recrutement



DIVISION EQUIPEMENTS AVIONIQUES

haute technologie dans un secteur appelé à une croissance très importante Ces perspectives nous conduisent à restructurer notre Direction industrieile et à rechercher un

INGÉNIEUR **DE PRODUCTION**

pour développer, promouvoir et coordonner des technologies nouvelles dans le domaine de l'Electronique et de la Mécanique pour l'Aéronautique. Ce poste peut convenir à un homme de terrain, dynamique, entrepre faisant prétive de créativité, ayant une expérience industrielle de 5 à 10 ans et une formation Grande École (ENSAM)....

Ce poste implique des contacts internes et externés à haut niveau (com tion sur 3 centres) et peus permettre à un candidat motivé de prendre rapide

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier, accompagné d'une photo sous référence IPM à Madama CHARRIER, THOMSON-CSE, 48, rue Guynemer 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.



GEFRES DEMONDS

- E

Maren the ...

The State of the s

Ingénieurs

Recherche

MARKET AT

et de projet

A Section of the sect

A STATE OF S

gaga producija ga domini

Gariya Itali wasa

Street Section 1

Secretary of the second second

Street # 2 7

And the second second second

The same of the same of the same of **建设企业,**。

BR TENE SERVER S William Same

Sample of the Salary of the

INGENIEUR

E PRODECTION

parties begin to a to

reloppement Réalisation

1 5.12

RADIOCOMMUNICATIONS

Ingénieur

Responsable du Bureau d'Etudes.

Pour animer une équipe d'une dizaine de dessinateurs chargés des études d'équipements mobiles et fixes de radiotéléphonie. Ce poste doit assurer l'interface entre les laboratoires d'études, les

méthodes, la fabrication et la qualité. Une expérience dans le domaine électronique est nécessaire.

Adresset votre CV et prétentions au Service du Personnel MATRA RADIOCOMMUNICATIONS B.P. 66 - 78390 BOIS D'ARCY



120 000 F+

Banileue Sud Le Directeur Général d'une Importante société spécialisée dans la micro-informatique recherche une collaboratrice.

Elle sera charcée : de l'organisation de ses déplacements et contacts.

- de la constitution et du suivi des dossiers et tableaux de bord, de la réalisation d'études spécifiques.

Diplômée d'études supérieures, ses connaissances juridiques, son expérience et la sûreté de son jugement lui permettent d'agir de

Lieu de travail : banilaue Sud. Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant sur l'enveloppe la référence 2852/LM, à

MEDIA BA

9,8d des Italiens - 75002 Paris

(réponse et discrétion assurées)

Ingénieur technico-commercial

CECA S.A. exerce son activité dans le domaine de la chimie

Représentés dans 75 pays, nous avons réalisé en 1983 plus de 60 % de notre chiffre d'affaires à l'étranger. Nos produits aux applications très diverses s'adressent à des sec-🛶 teurs industrials variés.

Nous recherchons un ingénieur pour assister sur un plan technique, à l'échelon international, le service commercial de l'une de nos divisions spécialisée dans les

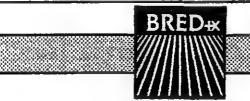
ingénieur chimiete, vous possédez une première expérience dans ce type de fonction et une bonne maîtrise de la langue

Ce poste est basé à PARIS.

Merci d'adressar lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence M/3 à CECA S.A. - 11, avenue Morane-Saulnier - B.P. 66 - 78140 VELIZY.

CECASIA

CHIMIE DE SPECIALITES



BANQUE REGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DÉPOTS

Nous disposons d'un centre informatique équipé de deux systèmes IBM 30XX sous MVS et d'un réseau de 700 terminaux sous CICS-DL 1 répartis dans

Pour participer à la réalisation de not développements informatiques nous

ANALYSTE ORGANISATEUR

Nous vous proposons de conduirs, en l'alson evec les utilisateurs et les informaticiens, des actions d'organisation depuis l'étude d'opportunité jusqu'à la mise en place des systèmes préconisés.

Diplômé d'études supérieures, vous possédez, après quelques années d'expérience, une bonne culture informatique tent au niveau de la conception des applications que sur le plan des techniques annoncées.

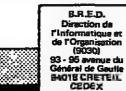
ANALYSTES PROGRAMMEURS A FORT POTENTIEL

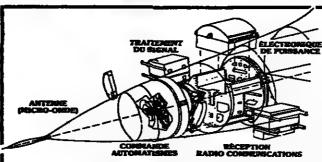
Mission:

Au sein de nos équipes de développement vous participarez à la conception et à la mise en place d'importantes applications bancaires et votre évolution professionnelle doit vous conduire rapidement à devenir responsable d'appli-

Formation:

Débutant ou disposant de quelques années d'expérience vous êtes titulaire d'un MIAGE ou au minimum d'un D.U.T. Informatique. Nous vous remercions d'adresser vos lettres de candidature (CV+ photo) à :





THOMSON-CSF

DÉPARTEMENT RCM

Le Département RCM de THOMSON-CSF conçoit et réalise des RADARS et des ÉQUIPEMENTS DE CONTRE-MESURES AÉROPORTÉS

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Un secteur en forte expansion. l'électronique de pointe, où de très importants moyens de recherche et développement nous permettent d'occuper une place de premier plan.

Après une première contribution dans des spécialités variées, RCM et plus généralement le Groupe THOMSON ouvrent des ssibilités d'évolution multiples, liées aux aspirations et compétences de chacun : approfondissement technique, responsabilité de projets complexes, dans les fonctions industrielles, commerciales et de gestion de l'Entreprise.

RCM accueille chaque année une centaine d'élèves ingénieurs ou 3° cycle universitaire, en stage d'application (2° année) ou de fin d'études et recrute des Ingénieurs,

ÉTUDES ÉLECTRONIQUES AVANCÉES

Circuits et sous-ensembles de traitement du signal en laboratoires.

 Micro-Ondes: antennes et circuits hyperfréquences. **ÉTUDES DE SYSTÈMES RADARS**

Définition et intégration de sous-systèmes harmonisés avec l'ensemble des équipements aéroportés, maîtrise d'œuvre de

projets industriels.

• Études théoriques de projets, prospectives, simulations.

• Définitions, réalisations d'essais au sol et en vol.

Un CV + lettre précisant les centres d'intérêts techniques faciliteront l'orientation de votre candidature à adresser sous réf. 33998 C à THOMSON-CSF, Service du Personnel - 68, avenue Pierre-Brossolette 92242 MALAKOFF CEDEX.

THOMSON

Nous réalisons les usines de demain

productivité seront encore dans la course. Spécialisé dans l'ingénierie des systèmes industriels, notre Département MECANIQUE ET LOGISTIQUE travaille à développer les solutions techniques les mieux adaptées à chaque entreprise. Nous recherchons, dans le cadre de notre développement :

Ingénieur conseil en production confirmé

performances de leurs entreprises, vous mêne-rez, grâce à votre vision globale de l'entreprise, les études de modellisation nécessaires en vue de l'optimisation des différentes étapes de la production (conception, labrication, distribu-tion des produits). (Réf. 83-M-20)

Ingénieur génie-mécanique mécatronique confirmé

Vous participerez à l'analyse des besoins en robotisation de nos clients. Vous concevrez des ensembles mécaniques et électromécaniques complexes en vous appuyant sur nos équipes d'automaticiens sur notre C.A.O. et nos modèles dynamiques. Vous contrôlerez la mise en opération de vos systèmes. (Réf. 84-M-06)

Ingénieur méthode et manutention confirmé

Vous réaliserez les études de processus de fabrication de nos clients en étroite relation avec eux. En particulier, vous envisagerez l'amélioration des manutentions inter-operation. Pour cela, vous préconserez les instal-lations d'équipements standards ou spéciaux les mieux adaptés (Réf. 84-M-07)

Vous animerez une équipe d'ingénieurs et d'informaticiens. Vous serez en liaison fonctionnelle avec l'ensemble des services techniques de SERETE pour la réalisation et la mise au point des dispositifs et équipements que vous aurez préconisés. Vous êtes de formation génie mécanique, et disposez d'une expérience d'au moins 5 ans de la fonction. Ces postes sont à pourvoir à : Paris. Bordeaux.

Merci d'adresser voire candidature, en précisant la référence choisie, à SERETE, Service Recrutement. 86 rue Régnault. 75640 Paris Cèdex 13.



HYPERBOLE

Recharche pour renforcer se

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

H/F

HYPERBOLE

service (notes de calcul, plans, spécification...).

distribution des fluides, recherche:

Génie-Industriel et les services informatiques, vous procèderez aux études des besoins du service en méthodes informatiques. Vous analyserez les documents techniques établis par le

méthodes informatiques En relation directe avec le Responsable du service Vous sélectionnerez les documents susceptibles d'être informatisés. Vous définirez les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation de votre mission, et rechercherez sur le marché les logiciels nécessaires disponibles.

Ce poste conviendrait à de jeunes ingénieurs généralistes passionnés d'informatique. Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature à SERETE, Service Recrutement, 86 rue Régnault 75640 Paris Cédex 13 en précisant la référence 84.12.M.

Ingénierie et informatique

SERETE a l'ambition d'être la première société française d'ingénierie à automatiser ses processus d'études. Pour atteindre cet objectif, notre service Génie-Industriel, qui intervient sur des projets nécessitant la réalisation d'équipements de production (pompes, compresseurs, chaudières...) et de

Jeunes ingénieurs



Un patron pour les langues vivantes

Depuis toujours les langues vivantes vous passionnent. Le moindre de vos déplacements à l'étranger réveille en vous le besoin irrésistible d'apprendre la langue du pays pour mieux

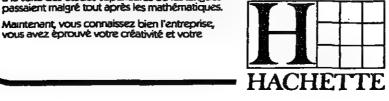
Les langues vivantes sont donc pour vous plus qu'un "hobby". Elles ne sont pas pour autant votre spécialité. Nous vous imaginons plutôt branché sur l'International ou le Marketing depuis 3-4 ans,

Maintenant, vous connaissez bien l'entreprise, vous avez éprouvé votre créativité et votre

à la suite des études supérieures où les langues

réalisme. Vous avez des idées, vous êtes capable de les tester, de les vendre et donc de produire.

Alors vous êtes prêt à rejoindre les décideurs de la Branche Education d'HACHETTE. Il s'agit de renouveler le secteur des langues vivantes : des livres certes, mais aussi de l'audio, du visuel, des cassettes, de la vidéo, pour les scolaires et les adultes, avec des partenaires français et étrangers.



Vous êtes intéressé, peut-être intrigué ? Alors ecrivez-nous.
Lettre manuscrite + CV sous référence 324. Gestion des Cadres. 12, rue François 1º 75008 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

- 14 -- 12 --

Digital: l'ambition intelligente. Ingénieurs

Bureautique, ordinateurs personnels, CFAO, réseaux (TRANSPAC), intelligence artificielle, Digital Equipment France est présent sur de nombreux marchés porteurs avec une gamme de produits performants.

Une forte croissance, des investissements en Recherche et Développement (+ de 11 % du C.A.), nous permettent d'envisager des développements importants, et justifient une ambition à la mesure de nos moyens.

Aussi nous souhaitons renforcer aujourd'hui nos équipes Logiciel.

Système

Vous avez 2 à 3 années d'expérience dans le domaine de bases de données, télécom, Gestion, Bureautique, et la connaissance des systèmes d'exploitation VMS ou RSX. Vous aurez une responsabilité de conseil et d'assistance sur ces différents types de système dont vous DNA. SNAL assurerez la mise en place.

et de mettre en place des solutions Réseaux dans le cadre du support à la vente des grands projets.

Vous intégrerez des équipes performantes dans un climat "ouvert" et stimulant et trouverez des possibilités d'évolution à la mesure de vos ambitions. Merci d'adresser votre candidature sous Réf. M85 en précisant le poste souhaité à lean Pierre Faivre Digital Equipment France 16 rue Saarinen Rungis Cedex Silic 225 - 9428.

Réseaux et Télécom

rience SSCI/constructeur sur les Réseaux, étudié des cahiers des télécommunication, et vous possétes architectures de Réseaux (DSA.

Vous avez plusieurs années d'expé-

charges, développé des applications dez une expérience sur les différen-Vous aurez la responsabilité d'étudier

(750 personnes) rechercife poer

DEPARTEMENT COMMUNICATION

spécialisé dans l'étude et la réèmes de communications d'entreprise eaux locaux, télé-informatique, message

INGENIEURS INFORMATICIENS

Débutants : formation (grandes Ecoles, DEA-DESS) orientée « télé-informatique » ou « systèmes » (réf. C1)

3.4 ans d'expérience en développement du projets lés aux Télécommunications (ref. C2) Ingénieur logiciel « méthodes » possèdant les qualités de rigueur et le sens de l'organisation que requièrent des responsabilités de suivi de produits (rét. C3)

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions sous la référence choisie à :

A. CHARTIER THOMSON TITN 5, rue G. Effel 91420 MORANGIS



SPECIALISTE DES EQUIPEMENTS DE BORD **ELECTRONIQUES ET ELECTROMECANIQUES POUR** L'AUTOMOBILE, recherche, pour ses services d'études, laboratoires et usines de fabrication, des

INGENIEURS ELECTRONICIENS et INGENIEURS ELECTROMECANICIENS

Grandes Ecoles ou Ecoles spécialisées. Débutants ou ayant expérience industrielle.

Lieu de travail: LEVALLOIS-PERRET ou CHALONS SUR MARNE.

Adresser C.V., photo et prétentions à P. STOFATI, Recrutement des Cadres JAÉGER, 2, rue Baudin - 92303 LEVALLOIS-PERRET

chargé de la promotion et

des études commerciales (cadre classe V - A.F.B.)

collaborateur

action dirigée vers une dientele d'entreprises (PME ▶ participer à la conception et à la diffusion auprès des apploitants bancaires et des caisses régionales de Crèdit Agricole, des outils et des informations nécessaires à la

▶seconder le responsable du développement dans son

conduite de cette action.

diplome d'études supéneures, formation supérieure bançaire appréciée Describente connaissance des pratiques, services et produits bancaires destinés aux entreprises, exigée

> qualité d'expression écrite et expérience marketing bancaire souhaitées. Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétendons à UNICREDIT
M* Beilier, 128/130 Bd Raspail 75289 Paris Cedex 06



unicredit

CADRES COMMERCIAUX

TRANSIT MARITIME

Une importante Société de transport international et transit maritime recherche dans le cadre de son développement des RESPONSABLES COMMERCIAUX ayant acquia une première expérience réusale de la négociation et de l'organisation de contrats de transports maritimes (équipements industriels clé en main, containes conventionnels...), acquise soit dans une Entreprise de Transit, soit chez un Exponsteur. La qualité de leur communication commerciale, la compétence technique qu'ils exprimeront dans leurs quotations et leur gestion seront déterminantes dans leur réussite au poste à pourvoir. Rémuneration attractive et vehicule de fonction proposès. Connaissance de l'Anglais et mobilité geographique (poste à pourvoir à Paris) indispensables.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser lettre manuecrite, C.V. et prétentions sous référence 1244 M.



Jean-Claude Maurice S.R.

397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PRAIS

La Caisse Régionale de Crédit Agricole, des Ardennes (500 personnes)

Responsable Information et Organisation

- Membre de l'équipe de direction, il mettra en œuvre la politique générale
- 2 ordinateurs Burroughs large système. • Il sera également chargé de :
- la généralisation de la télégestion la mise en œuvre d'un plan bureautique

l'étude de services nouveaux à la clientele.

Ce poste conviendrait à un INGENIEUR GRANDE ECOLE ou formation universitaire 3ème cycle, possédant une expérience professionnelle de plusieurs années à un niveau de responsabilité semblable.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. B.D. à ____C.N.C.A. Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

Bristol Myers

pour son Centre de Recherche et de Production de Marne-La-Vallée recrute

1- un chimiste

expérimenté synthèse organique niveau Docteur ès Sciences

2- un chimiste

expérimenté méthodes modernes d'analyse niveau Docteur ès Sciences

3- technicien-chimiste

pour laboratoire de synthèse organique fine. - 4 ans expérience laboratoire de recherche souhaités

Envoyer CV, photo et prétentions à BRISTOL MYERS SA Directeur du Personnel - BP 62 - 77312 Marne La Vallée Cedex 2

SOCIÉTÉ D'ASSISTANCE (plus de 50 millions de C.A.) Filiais du Premier Groupe d'Assistance Français herche pour étaffer son équipe commerciale

INSPECTEURS COMMERCIAUX CONFIRMÉS

- 4 ses d'expérience minimum dans la vente de
- Capables de contacts à haut niveau Susceptibles d'effectuer des dépl
- Dynamiques et d'excellente présentation
- Expérience compagnie d'assurances ou établis-sements l'inanciers appréciée.

ner lettre manuscrite, c.v., photo récente, prétantion à Mª REY, 36, rue Tronchet, 75009 PARIS. Discriction exercise.

VILLE DU PECQ (YVELINES)

ATTACHE FINANCIER

Formation École de Commerce ou équivalence, Expérience 2 ans minimum. Comaissance des finances locales appréciés.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitas à : M" LE MAIRE, HOTEL DE VILLE,

Importante Société d'Ingénierie Filiale de l'un des premiers groupes industriels français

équipé d'un PRIVE et terminant la mise en place des applications de gestion,

Analyste Programmeur

Il sera chargé au sein d'une petite équipe de la maintenance de l'existant et participera à la conception de l'informatique de demain

Formation IUT ou MIAGE. Expénence de quelques années indispensable. Connaissance du PRIME appréciée.

Adresser lettre manuscrite et CV détailé, photo et pretentions sous réf. 6133 à Levi-Tourney 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Pans Cedex 02 - Que transmettra

Adjoint au directeur des affaires juridiques et économiques

Profil: - niveau licence ou maîtrise en Droit,

- 25/30 ans, qualités de négociateur et sens du dialogue.

almant les chiffres,

expérience dans entreprise ou cabinet de conseil souhaitée, - bonne connaissance de l'anglais; - pharmacien si possible.

Notre groupe (+ de 300 millione de C.A.) permet à un candidat motivé et compétent d'évoluer vers un poste à plus grandes Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à

Laboratoires RIKER Direction des Relations Intérieures 40, rue Gebriel-Crié 92245 MALAKOFF CEDEX

THOMSON-CGR

ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

INGÉNIEURS **ELECTRONICIENS**

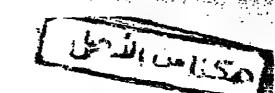
(ESE - ENSERG - ENSEEIHT...) Ils exerceront leurs compétences dans l'étude, le développement et l'évaluation de manériels vidéo à hautes performances destinés à l'imagerie médicale de-

A \$ 1.0

Ils possèderant les connaissances leur permettant de concevoir et de développer les circuits électroniques analogiques et numériques dans les matériels tels que :

caméra de télévision à très baute résolution,
convertisseur analogique numérique rapide. Débutants ou confirmés, nous souhaitons rencontrer des candidats intéressés





de development

INING

to consider property

B.OK. CHESCHELLER

Resp

IGNES AL

UN ADJO A FONCT

COPRES DEMPLOYS

THOMSONTIN

MATERIAL INCOMMENDA

AND THE PERSON NAMED IN

THE THOMESON'S

A spirite and the

経済 夏・高よ恵()

Company of the second

BURET - STEWN IN THE STEEL ST. (連盟) 意思 サラー・アンデー

nt au directeur

Maires juridiques

momiques

A STATE OF THE STATE OF

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF

gradien graden war en en en en en en

Property of the State of

The state of the s

HOMSON-CGR

THE REPORT OF STATE OF STATE

E. DANIEL STREET

Carlo San Carlos The state of the s

year to the great street of

医生物 医中心 1995

37,223

المعالية الم

A SECTION OF THE SECT

養神養養 A V- V- 18年1年

ALCOHOL:

Service and the service of the servi

مكذا من الأصل



DEPARTEMENT CIRCUITS HYBRIDES

Au sein de notre branche « Composants », notre volonté d'être leader dans une technologie de pointe se traduit par d'importants investissements qui pous amè-

Responsable études technologiques

Le titulaire devra préserver et faire évoluer notre acquis technique en novateur et en gestionnaire, tant sur un plan interne (équipe de 5 personnes) que sur un plan externe (France - Etranger).

Ces fonctions s'adressent à un ingénieur (céramiste, physico-chimiste, physicien) ou en possédant le niveau. Il aura au moins 2 années d'expérience dans le domaine de la sérigraphie ou dans l'activité des hybrides.

Responsable ligne assurance qualité industrielle

Responsable de la gestion de la qualité des produits fabriqués (procédures de contrôle, rendements, coûts), il animera une équipe de 5 personnes environ. Ce poste s'adresse à un ingénieur électronicien possédant une bonne maîtrise dans la technique des hybrides.

Responsable service « composants »

Sa mission consistera à maîtriser les conditions d'utilisation des composants (choix, qualification, normalisation, homologation) en relation avec les services techniques,

Ces fonctions s'adressent à un ingénieur électronicien physico-chimiste. L'expérience des semi-conducteurs est indispensable.

(Réf. 6812/C) Ces postes impliquent des déplacements fréquents et de courte durée (France

et Etranger). Ils sont basés dans au agréable cadre de vie, à proximité de FONTAINEBLEAU.

Merci d'adresser vos dossiers de candidature, sous la référence choisie, à notre & Conseil, Christian Louvrier - CAPFOR - B.P. 846 - 44020 NANTES CEDEX.

CAPFOR

FARIS - LYON - ATK/MARSETLLE - NANTES ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

ANDERSON JACOBSON division télécommunications

Le développement important de notre activité Transmissions nous conduit à accroître notre force de vente. Dans ce cadre nous recherchous:

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL

Age environ 30 aus. Formation ENST.

Le candidat justifiera d'une expérience réussie de quelques années dans la commercialisation de matériel de transmission de données.

Poste basé à Paris. Déplacements en province. Rémmération motivante : fixe + intéressement (180.000 F +). Volture de fonction. ursement frais de vie sur justificatifs.

Adresser lettre manuscrite, e.v. détaillé et photo à : ANDERSON JACOBSON, service Recrutement 86, avenus Lezine, 94250 GENTILLY.

THOMSON-CGR

ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

recherche dans le cadre de son organisation décentralisée en RÉGION

RESPONSABLES ADMINISTRATIFS-FINANCIERS et DU PERSONNEL

(ESC + DECS ou équivalent)

pour les régions : SUD-OUEST RHÔNE-ALPES **ILE-DE-FRANCE** Lieu de travail: BORDEAUX LYON

PARIS.

Ils devront mettre en place une structure de gestion décentralisée, animer et coordonner avec les services centraux du Siège les fonctions: administration commerciale comptabilité - contrôle de gestion - personnel et services généraux.

Expérience similaire indispensable, notamment en comptabilité/gestion avec utilisation de moyens informatiques.

Adresser C.V. + photo et prétentions sous référence DCF/Mà Service du Personnel, 33, avenue du Maine - BP 50, 75755 PARIS CEDEX 15.



TECHNICO-COMMERCIAUX COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

ACTIFS • CONNECTIQUE • PASSIFS

Vous êtes ambitieux mais réaliste, aut Votre constituent units regular, automore mais coopératif, dynamique mais organisé.
Votre compétence technique dans l'électronique est confirmée mais vous n'êtes pas devenu polar.
Votre sens du contact humain est trop développé pour une carrière purement technique. Vous souhaitez trouver dans votre activité professionnelle des auvertures et un

Nous avons fait nos preuves depuis 14 ans dans la distribution, puis dans la fabrication de Composans Electroniques.

Notre croissance régulière apporte la stabilité. Son importance (30 % par an) permet d'offrir de vrais développements de carrière.

Notre esprit de professionnalisme est présent à tous les niveaux de l'Entreprise. Il est le garant de notre succès à court comme à long terme.

ENSEMBLE, NOUS POURRIONS TROUVER DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT COMMUN

Ecarvez-souss vac, mos sommes mueresses par vos centres d'intérêts; envoyez votre C.V. et votre photo, nous parlerons de rémunération lorsque nous aurons fait connaissance, sachez que nous nous simons an-dessus de la moyenne et que notre système est três motivant.

LS.C. FRANCE, 28, res de la Procession, 92150 SURESNES.

Nous sommes un important Groupe français du BTP et dans le cadre de notre développement, nous recherchons un

SPECIALISTE ETUDES **OUVRAGES D'ART**

Très haut niveau

Il travaillera en collaboration étroite avec un professionnel réputé mondialement et devra lui succéder lors de son départ en retraite, dans quelques années.

Si vous êtes un ingénieur ayant déjà acquis une bonne réputation dans cette spécialité, nous souhaitons vous rencontrer.

Bien entendu, toute candidature sera traitée confidentiellement.

Merci d'écrire avec CV, photo et rémunération actuelle et souhaitée sous réf. IET 1.4 à COFAP 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS qui transmettra.

Juriste

droit bancaire

La BANQUE PARIBAS recherche pour sa DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES un ou une juriste droit

Il sera chargé de seconder le responsable des affaires commerciales dans toutes ses activités et, outre une fonction de conseil, il suivra des dossiers relatifs aux entreprises en

Il devra posséder : · - une maîtrise en droit au minimum ;

- sept à dix années d'expérience acquise dans un service juridique de banque ou dans une profession judiciaire. Merci d'adresser C.V. accompagné d'une lettre manuscrite, s/rêf. J/DB à la Direction des Relations Humaines de la BANQUE PARIBAS - B.P. 141 - 75078 PARIS CEDEX 02.

BANQUE PARIBAS

Ingénieur SINTRA Technico-4lcate Commercial

Nous recherchons pour le service commercial exportation de notre département délection sous-marine un ingénieur expérimenté responsable de la vente d'équipements et de systèmes électroni-ques de haute performance. Il sera également charge de la niligociation et du suivi des contrats.

Anglais indispensable, espagnol souhaite. Nombreux déplacements liés à l'activité.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV sous référence 93/011 à Martine BIALOBOS -SINTRA ALCATEL - Service des Relations Sociales et de l'emploi -

1, avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEIL

Juriste débutant #F droit des affaires

CORNING EUROPE coordonne, à PARIS, l'ensemble des activités suro-péennes de CORNING GLASSWORKS, leader mondial sur le marché des

Nous recherchons un luriste titulaire d'une maîtrise ou d'un DESS et droit des affaires. Vous êtes débutant ou vous svez déjà acquis une pre-

Agé de 25 ans environ, vous maîtrisez l'angleis et souhaitez vous confronter à des stratégies juridiques internationales de haut niveau. Nous vous confierons, sous la direction du juriste en charge de nos filiales

européennes, les responsabilités suivantes : - préparation et suivi des assamblées générales d'actionnaires, - suivi et gestion des cessions et acquisitions de capitaux,

- mise au point des contrats industriels et commerciaux, conseil auprès de la direction financière dans le domaine du crédit. - études juridiques diverses.

Vos activités concerneront, dans un premier temps, notre filiale francaise votre carrière pourra évoluer en France ou au niveau international. Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence CEJ/M à CORNING EUROPE - 185, av. du Général-de-Gaulle -92200 NEULLY-SUR-SEINE.

CORNING EUROPE

LIGNES AERIENNES INTERIEURES

UN ADJOINT AU RESPONSABLE DE LA FONCTION SECURITE SAUVETAGE

(Position Cadre)

Expérience aéronautique (personnel navigant technique ou commercial avec base technique ou mécanicien aéronautique). - C.S.S. ou équivalent apprécié. - Expérience en matière instruction animation. - Bonne expérience gestion. Connaissance anglais technique appréciée.

Age minimum 35 ans, Constitution physique robuste pour sesumer les expé-

Lieu de travail : ORLY. Nombreux avantages sociaux.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 292/M au département Effectifs Recrutement Orientation 1, avenue du Maréchal Devaux - 91550 — PARAY VIEILLE POSTE

Mud-Loggers

MUD-LOGGERS WITH PREVIOUS EXPERIENCE

Fluore in french or italian or spanish and english

Scal C.V. 10: S.T. THE ANALYSTS B.P. 332 64141 BILLERE CEDEX-FRANCE

THE ANALYSTS

Schlumberger

The analysts Schlumberger recherche géologues de soudes expérimentés parlant couramment français on italien ou espagnol et angluis.

Chef de projet #F Logiciels réseaux

Hum nommes : un constructeur spécialisé dans les convertisseurs de protocoles de tous niveaux et dans les matériels d'interconnexion aux réseaux d'informatique et de télématique. Nos équipes de développement comportent 40 spécialistes dont 30 en logiciels.

5 à 8 ans d'expérience dans les logiciels temps réels et une pratique minimum des télétransmissions. Connaître le M 68000 serait encore mieux.

une formation complémentaire sur nos matériels, un cadre de travail dynamique au sein d'une équipe motivée, de larges possibilités d'avenir dans une entreprise de 95 personnes, en expansion de 40 % par an.



M. PERCHE vous remercie de lui envoyer votre CV + photo en précisant votre rémunération actuelle sous réf. 2991 M à CORT-65 avenue KLéber-75116 PARIS.

Paris-Lilk-Strasbourg

のでは、これでは、10mmのでは、10m

1906 paraonnes CA : 1.000 MF

Rowntree Mackintosh

LEADER SUR LE MARCHE

FRANCAIS DU CHOCOLAT

recherche dans le cadre du développement de ses services techniques un responsable

ORGANISATION METHODES

Rattaché au responsable des services techni-

développer des méthodes visant à optimiser

contrôler l'exploitation des moyens mis en

proposer une politique de maintenance et sui-

Le candidat retenu aura une formation d'ingé-nieur en mécanique et sera ouvert aux problè-

mes de gestion. Il sura occupé une fonction similaire pendant 2 ans minimum dans laquelle

il aura fait preuve de ses qualités de dialogue

ques, il aura pour mission de :

vre les stratégies adoptées.

Inctivité Entretien

SFENA (

Société de 2880 personnes dont 650 Ingénieurs et Codres, grand-équipementier deronautique et spatial, constructeur de tests automatiques et constructeur informatique de mirri et micro-ordinateurs.

TRES IMPORTANTE SOCIETE DE PRESSE TECHNIQUE recrute pour l'une de ses publications (Droit de l'Entreprise)

JEUNE REDACTEUR JURIDIQUE

Le poste à pourvoir concerne le droit commercial en général et le droit des sociétés en particuller.

Il requiert une aptitude marquée pour la rédaction, le sens du concret, le goût de la pédagogie, une excellente capacité d'analyse des textes débouchant impérativement sur des commentaires et des synthèses pratiques. Ce poste convient à un diplômé de droit privé, même débutant (libéré O.M.). DESS - DEA - DOCTORAT

Une formation complémentaire (fiscalité - comptabilité - notariat - etc...) constituera un atout apprécié. Excellentes perspectives d'avenir au sein d'équipes rédac Adresser lettre manuscrite Indiquent prétentions et C.V., sous référence 311 M à Corinne VAN LOEY,

l'Image et de la parole,...

processeurs 8 et 16 bits.

Gegre 11, rue La Boétie 75008 PARIS

★ THOMSON-TITM

Société d'incénierie informatique (750 personnes) recherche i pour

DEPARTEMENT TEMPS REEL

réalisant des systèmes-matériel et logiciel de

contrôle-commande de processue, traitement de

INGENIEUR LOGICEL

2 ans d'expérience ou « thésard » dans le

domaine du traitement d'images (réf. TT)

INGENIEUR ELECTRONICIEN

débutant ou 1 m expérience pour participer au développement de systèmes à base de micro-

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions sous la référence choisie à :

Ariane CHARTIER THOMSON-TITN

5, rue Gustave Eiffel 91420 MORANGIS

THOMSON-CSF

Recrutement

et gestion

des cadres

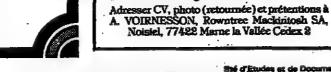
Nous sommes un des tout premiers Groupe de Presse et d'Edition (2000 personnes) situé à Paris. Notre respon-sable de la Gestion des Ressources Hu-maines renforce son équipe et recherche un candidat pour l'assister dans la Gestion du Personnel Cadres et Journalistes

Nous vous confierons tout particulièrement

la réalisation des recrutements et l'intégra-tion des nouveaux, et par la suite l'entière

responsabilité de la gestion et du suivi d'une partie de l'encadrement.

Vous êtes de formation supérieure et avez



ORGANISATION TRAITEMENT DE L'INFORMATION

💟 sigma conseil

4 INGENIEURS

INFORMATICIENS (2 INGENIEURS-CONCEPTEURS 2 INGENIEURS D'APPLICATIONS)

5 ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Travell en équipe avec des ingénieurs en organisation. nunération élevée en rapport avec le haut niveau Diplomés grandes écoles ou universitaires et quelques

années d'expérience.
Les analystes-programmeurs débutants sont également acceptis. Après formation complémentaire, its seront appelés à s'artègrer aux équipes avec bonnes perspectives d'avenir pour candidats de valeur.

Adresser C.V. + photo à Jeanne DUBUS, SIGMA CONSEIL, 12 rue Marbeuf - 75008 PARIS

Commercial: export

nue analais + autre las

Groupe chimique leader mondial dans sa spécialité, nous fournissons, notamment aux industries pharmaceutiques et alimentaires, des matières premières de haute technicité. Nous recherchons actuellement un homme à qui confier la responsabilité d'un secteur géographique à l'exportation. Ce sera un NEGOCIATEUR capable d'animer nos agents, de les informer et d'informer notre service marketing, de veiller à l'expansion et à l'organisation du marché qui lui sera confié. Il en sera entièrement responsable. Déplacements à prévoir mi-temps. Information et contact immédiat -

BANQUE PRIVEE

PARIS 8e recherche pour son

SERVICE INSPECTION

Contrôleur

classe III

Il aura pour mission de vellier au réspect :

Il participera également à l'amélioration

Des déplacements de courte durée en

Envoyez lettre de candidature C.V.

détaillé + photo et prét, sous réf. 9019 à Télex P.A. Jonction 34 Bd Haussmann

edes opérations comptables edes procédures et règles existantes

des procédures en place.

province sont possibles.

au 763.11.15. ref. 1407. Information Carrière, 7 rue de Logelbach 75017 Paris.

au moins 3 ans d'expérience dans le recrutement et al possible la gestion du Personnel acquise en entreprise ou en cabinet de consell. Nous vous remercions de nous adresser votre candidature que nous traiterons avec

confidentialité, par l'intermédiaire de : ESPACE ET COMMUNICATION REF.: PP/526 35, rue Ballu, PARIS-9*

Telemecanique

les solutions de progrès 12300 personnes dont 26 % à l'étranger 22 Usines en France - 6 Usines à l'Etrange Filiales Commerciales dans 28 pays C.A. 4.4 milliards en 1983

Un des leaders européens des constituants pour matismes industriels utilisant des techniques avancées cars les corraines : ELECTROTECHNIQUE - ELECTRONIQUE ALITOMATISME - PNEUMATIQUE

recherche **JEUNE INGENIEUR** BREVETS

Formation GRANDE ECOLE + CEPI ref. 178401

Langues anglais - allemand. Lieu de traval : banlieue Ouest de Paris. Déplacements en province à prevoir.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite, en rappelant la référence à la Direction du Personnel des Directions Fonctionnolles -TELEMECANIQUE ELECTRIQUE 33bis, av. Marechai Joffre - BP 204 - 92002 NANTERRE Cedex.

LP.M. S.A. STÉ D'EXPERTISE COMPTABLE 156, r. Lamarok 75018 Peris recherche

75009 PARIS qui transmettra.

CHEF COMPTABLE

lde préférence dans la distribution alimentaire). Lieu de travail : Val-d'Oise. Tél. pk R.-VS 627-21-21. che pour son départemen A U T O·M A T I S M E S -ENFORMATIQUE, région PARIS TECHNICIENS

SUPERIEURS DUT-KUT rvoyer C.V. à M. REMY

domainer of-dessus.
Lieu de travell : Paris-8":
Envoyer EV. détaillé
avec photo et rémunération
souheitée à AMP sous
réf. 2.832/F 40, rus Olivierde-Serres, PARIS-15", qui

Contrôleur de gestion Débutant

Rattaché à la Division informatique dans le cadre des missions de son Ratisché à la Division informatique dans le cadre des missions de son département Gestion Administration, vous serez chargé du contrôle de gestion de la fonction commerciale et marketing. Yous suivrez les budgets ventes et les budgets dépenses, analyserez les résultats, les écarts, les prix de revient et vous vérifierez le bon emploi des moyens et des ressources du département par la mise en œuvre et le contrôle du respect des procédures. Yous participerez enfin à l'automatisation de la gestion de ce service.

Nous recherchons un cadre diplômé d'Études Supérieures de Gestian (ESC, Sciences Po, Matrise de Sciences Eco.), intéressé par la vie d'une unité de 300 personnes concevant et commercialisant des matériels de haute

Marci d'adresser lettre manuscrite, CV sous réf. 1188 à Siena, Gestion des Cadres, B.P. 59, 78141 Vélisy-Villacoublay

Shé d'Etudes et de Docum tion, rech. pour son dés ment RÉDACTION Société française de Négocs de Métaux Minerala, recherche pour Paris. INGENIEURS OU ASSIMILÉS TECHNICIENS

(B.T.S. - D.U.T.) de formation disctronique et syant de bonnes conneissances en micro-informatique.
Ces postes sont à pourvoi immédietement. Tél. pour r.-v. : 546-27-22. importante centrela d'achete publics dotale d'armannes locales recherche pour participe

recherche pour participer
à la mise un place
ité ann service après var
et volter les litiges UN CADRE COMMERCIAL

Diplômé de l'enseignement aupérieur ayant de solides consissances en droit cols et de préférence une segérience professionnelle d'eu moins

Adr. C.V., et prétentions à U.G.A.P. 209, rue de Bassy 75685 PARIS Cadas: 12. LABORATURE

C.N.R.S. GIF INGÉNIEUR INFORMATIQUE-

MICROÈLECTRONIQUE

Statut de fonctionnisire 2 A. Envoyer C.V. & L25 - ESE - Pleneau du Moulor 91 190 GP-SUA-YVETTE (8) 941-80-40, p. 1666.

SOCIETÉ, recherche COMPTABLE SESTICAMAIRE UNIQUE sur ordinateur. Est. C.V. + photo à COLA S.A. E. yes Birange, 78003 PARE.

URGENT de Chevilly in Re UN ATTACHÉ

Adresser gendichters et C.Y. Monsieur, le MAIRE di CHEVILLY-LA-RUE (94650).

PARIS (17*) OFFICE SITUATION STAILS A COLLABORATEUR (HOMME ON FEMME)

PORTION CADRE
Ge posts conviendreit à
candidat/e syant
frience confirmée en

lettre manuscrite + C.V. Bé indiquent demiere émo-ments perçus (réf 8256)

B.E.O. 3, rue de Téhéren. 75008 PARIS.

2 CHARGES ÉTUBES 4 VIIMIGE L'IUDES
de MARCHES. Poste 1:
1 chargé d'Endes quantitatives
(collectivités, entreprises.)
Poste 2: 1 chargé d'Endes
qualitatives et quantitatives sur
le déstribution.
Profil: Ecole Commerciale, maitries (Dauphine ou équivalent.)
1 en d'espér, dans l'un des
dornaires oi-dessus.
Lieu de travel : Parie-8: LIRGENT
Le SKYDOM M.I.C. recherche:

T ARBINATEUR (brica):
27 are min!
Formation O.E.F.A. + 3 a.
4 ans sup. T.C.
Expériente évec jaunes diffic. exigés.
28 heures / setnaine.
Seisics: 4.900 à 5.600 F. saivast diplômes et expér.
Eracyer C.V. détaillé à : M.J. C.
SKYDOM, Place MendinaFrance, 91200 ATHES-MONS.

Ayent conneissance minéraux ou métaux ou métaux ou métaux expérience de carrains des urs sulvents : fonderle, le, réfractaires, césamique, varraite, abrasifs.
Anglais recommandé. STÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL Mutières premières Egrice twice C.V. at price s/rdf. 88.881 - CONTESSE Published, 20, av. Opére, 75040 PARIS Catles 01 qui transm.

CADRE COMMERCIAL

Ville antieus custs Paris recharche COLLABORATEUR COMMERCIAL Diplômé école commerce IUT - BTS, débutent OFFSETISTE

A.800 F net + eve

Organisme de formetion en forte expansion (+ 30 % par an) recharche un COMMERCIAL Envoyer C.V. détaillé å REGIE-PRESSE mous-r* 283 692 M \$5 bis, r, Récursur, 75002 Paris

CENTRE D'ACCUEL ET D'AIDE AUX TOXICOMANES DES HAUTS-DE-SEINE UN PERMANENT

Explaimenta (e) console we-time, sur IBM 34. Place stable, Scrive: svec C.V. LABCATAL, J.P. 305, MONTROUGE Celles.

Agence de Publicies Quartier Etoile recherche CHEF DE GROUPE

4 ennées est chargé de la comptabilité générale at analytique. De formation DECS il a de très

De formation DECS II a de très Jonnes comasterances en fisicablé, droit social et informatique. Cuelle requise : delonsete ex esprit d'écusos lutre manuscrite, C.V. phoso et préterrions à Nr. Patrist BAUDRY 6, rue Basujon, 75008 Paris.

OPÉRATEUR-TRICE

Sous l'autorité du Directi Financier, ce responsable H.

SUPÉRIEUR -B.T.S. D.LI.T. ou C.M.A.M...
Meaures physiques: deliris-gisme, photometria, physiolo-gie de la vision.
Il faut: permis V.L., digagé des C.M., traval de nuit con-siones.
Souhstable; commisseres en informatique, énglès

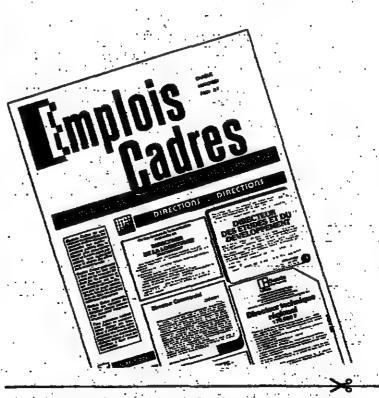
Soutstand ; commentes of informatique, displain to ; quelquel unides d'expérience ao bureau d'études.
Saloire : 88.700 f minimum.
Socie avez C.V. détailé vourusaris : [..., S.P. S.P. S.O.S., 77015 NELLIN Codes.

Emplois Gadres

« EMPLOIS CADRES » est une sélection hebdomadaire des

offres d'emplois destinées aux cadres regroupent les annonces publiées dans AL MONSIC la semaine écoulée et une sélection d'annances du Remida. Eribune

Chaque mercredi chez votre marchand de journaux, 6 F



BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

.....PRENOM NOM :..... CODE POSTALVILLE

nda à faire parvenir avec voure règiement au « Monde », Service de la vente na : 3, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDIEX 69.

ANNONCES ENCADRÉES

16,60 42,70

immeubles

Mº Pto CLIGNANCOURT, bel. imm., 4 stud. + 3 appis, 2 P., cft, 165 m² à rén., 570.000 F. 24, f. Voltaire. 224-18-42.

particuliers?

MEURLY-SARLONS SUPEREE MAISON & P

JARD. 700 m²

MONTIGNY-LE-BRETONNEUX S. 257 m² de terr.. pav. s/sol, salon, selle à manger, 5 chbres, gerage. 6 10.000 F. TTC. TM. 918-23-88.

propriétés

Vends au Callier (44) aur 4.000 m² de terr., masson s sa-sel, entrée, 1 ch., cusine, salle à manger, cab. toitette, déga-

gement, gar. A l'étage : entrée, séj. 35 m², bur., 2 ch., s. de b.,

w -c. Le tout entièrement clos, 650.000 F, (16-40) 25-41-20.

Lot-et-Garonna, près mvière, ppré élevage cles + conserve-rie 5 hs. Demeura pierre 800 m², dép., 950 000 F. Ca-bnet JARGEAU, 47500 Lipos, Téléphone (53) 71-01-20.

Recharchons pour clientèle dirangue, proprétés de rapport et agrément, de caurchi étitéles 8, bouleverd Mirabeau, 18210 St. Rémy de Provence. Tél. (90) 92-01-68.

terrains

Recherche terrain à bâtir tran-lieue aud, même avec petite maison. Téléph. : 928-87-27.

30 km, Paris sutoroute Ouest

VILLAGE ZONE VERTE

Pptaire vend 1.000 m à bâtir, 400,000 F, ata 1= ord. 805-58-70.

viagers

Etude LODEL 35, bd Voltaire, PARIS-XP. Tél. : 355-61-59.

Spécialiete viagers. Expér., discrétion, consella.

2º asc. imm. NAPOLĖON III

BEAU IX^a 150 m²

occupé homme seul 64 ans, 400.000 opt + rente. Affore rare. VERNEL 526-01-50.

F. CRUZ 266-19-00

8, RUE LA BOÉTIE, 8°. Prix rentes indexées garanties Stude gretuite discrète.

bureaux ·

VOTRE SEEGE SOCIAL R.C. 160 F. SARL 180 F. Constitution rapide de Sté GSMP, 4. r. des Deux-Avenuse, 13-, 588-58-11; 54, rue de Crimée, 18-, 607-62-00.

Votre SARL en 8 jours pour mons de 3.000 f tt compris. Domicierton 1.000 f/an. 151, rue Montmertre, Pans 2-, groupe SEPICI. 235-30-54 +.

Agence de publicité. Recherche 300 m². Paris-8°, 16° ou Neutly. Libre le 1-7-84. Tél. 359-00-46.

locaux

commerciaux

Cherche local/cciaux à louer, Tél, 740-70-13, Après 13 heures.

boutiques

Locations

Andrew Control of the last of Marie Marie Comment Parties of the Designation of the Control of the Co The second secon

The second secon Section 1981 Annual Control

The first own of the part of t And the second s The second secon 在主義建立

mplois Gadres Company Committee Barrier Birther 199 Hotel

American Company to the company to

The arms of the mark is outlined

THE PARTY OF

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

The state of the s

Military with the

Appendix States on the B

State of the state A THE PARTY OF THE

Contract Con

の機能は大大

J.H. 26 ans. formation SCIENCES HUMAINES diplomé GESTION PERSON-NEL (DESS, IAE Rennes).
Stage longue durée dans l'industrie.
Conneissances informatique, disponibilité immédiera, frudie pourtes propositions. Etudia toutes propositions. (4) 455-22-435/448) 71-53-41. Etudient comptable, niv. DECS, ch. trav. compt./schmin. par-tiel/mi-tamps, chez commerca ou société. Tél.: 979-10-40. TIME Chercheur en sc. sociales. Etu-disreit ties propositions d'em-ploi (61) 44-96-20/53-93-80.

F

Chef comptable DECS, exp. Informatique. J. WEBER, 7, r. de Riscroy, 75010, 878-92-87. INGENIEUR INFORMATICIEN

(E.N.S.E.EHT) 3 ans d'axo, système, intéressé par matin appliquées système, recherche emploi de laboratoire scientifi gire (math., phy: ou médecine), librire sous nº T 44.487 M RÉGIE-PRESSE 85 ble, r. Récumur, Parle-2°. H. 81 a., auxodictate, volomé créstive, esprit critique et de décision rech. situation en rela-tion agrivité et miliou artistique. Bor. a/r# 2.938 le Monde Puis, service ANNONCES CLASSÉES, 5; rue des Izalione. 78009 Paris. Homme 30 and comptable charchs emploi - URGENT - Tél.: 388-85-42.

CHEFS D'ENTREPRISE

Votre futur DG, adjoist, directour de division, directour de division, directour marketing, ingénieur, 40 ans, une formation technique et commerciale aupénieure (institut formation commerciale Vorusilles); complétée per l'agustition de techniques merketing (CNAM) at de direction générale directour de contrôle de gestionit; anglies.

Dix années de direction com-merciale et marketing en PME/PMI dont une responseb.

Disp. mi-juin, Parle, province. Ecr. s/nº 2.844 la Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 6, rue des italiens, 75008 Parle.

CHEF du PERSONNEL J.F. 32 ans, meltrise See-Seo en cours, 5 ans d'expér. prof. de la fonction gestion, suinr del personnol, études et szetatiques diverses, participation au recrutement, maltrise perfeite de la psy informatisée et de tous see paramètres, gestion de l'antirancies.

de l'entreprise.

*Eorite sous le 1º T 044.483 M
RÉGE-PRESSE
88 bis, r. Résumur, 75002 Paris.

M., 37 sms, ingérieur + ges-tion, espér. électromécanique, coordination de projet, déve-les prop. agro-alimentaire ou surtes. M. PONS. 33 r. Jules-Guede 92300 Levallois-Paret. Téléphone : 737-85-88,

i, Fme, ficence fettres modernes et d'Italien, notion de decrylo, 10 ans expér. ensei-gnement primaire et mater-nelle, bonne présentation, étuderait tres propositions sériouses de travail en Italie pour l'année scolaire 84/85. Écrire sous le n° T 044.502 M 86 bis, r. Résumer, 75002 Paris

EXPATRIATION

Momme 43 ans. Sectroritism
télécommunication, courants
fabbles vicéo SHF
Exp. chef projett/shs/miss en
service, maintenance. Expérexpetriation (Guyarme, Brésil).
Expegnol/angleis.
Cherche poets à l'étranger
éoutherait poutes propositions.

Homme 30 ans. comprable 31 ans, attachée de direction, responsable 10 ans dans secteur comm. du pers. et direct, génér., gée dispon., simant responsabilités, comaissant angles, téles, simo-dectylo. Téléphone: 845-04-95

Commercial de conception (marketing) et de terrain (dis-tribution active).

Expérience missions commerciales dans tous pays franco-phones et anglophones.

Import-Export — Transit.

Responsable expérimente rompa aux exigences de PME/PML. 47 ANS - Esprit rigouroux, très bo

Bertier - 92200 NEUILLY, Tel.: 722-58-80.

OFFRES D'EMPLOI

DEMANDES D'EMPLOI

IMMOBILIER

DEMANDES D'EMPLOIS

sercial de conception (marketing) et de terrain (dis-

HOMME POSITIF. Diplôme Universitaire US., utilisant indifferemment Anglais et Français. POLYVALENT.

RECHERCHE: Responsabilité sa franc-tireur ou en équipe dans entreprise réclament adhésion totale.

Accepte déplacement France-Etranger.

Ecrire ou téléphoner à LAZER - 3, rue du Général Henring-

FUNCTION PERSONNEL

J.H. 26 ans. formation
SCIENCES HUMAINES dpitche GESTION PERSON
SCIENCES HUMAINES dpitche GESTION PERSON
SCIENCES HUMAINES dSCI-44-28 ou 952-48-33.

83,00 98,44 25,00 29,65 56,00 66,42 56,00 66,42

56.00

propositions diverses L'Etat offre des emplois stables, blan rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplâme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 40209 PARIS.

ORGANISATEUR
ADMINISTRATIF
H. 39 ans, 13 ans d'expérience en organisation, spécialiste de l'amélioration des circusts ADM. restructuration des cervices, analyse fonct. Bonne compétance informat, et burasutique. Dipl. IAE + Niv. prob. DECS, reschendre poese h. nessu. Préférence R. LYON.
Est. s/nº 2,926 le Monde Prés, service Alminings CLASSES, 6, rue des Italiens, 75009 Paris. Les possibilités d'emplois à l'ETRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue apécialisée MIGRATIONS (LM) 8.P. 29108 PARIS. travail

Dactylo très expérimentés seh. travail à domicile. Livre (49) 48-09-62. capitaux: propositions

a domicile

commerciales Prêts : logements, comm hypothécsires, internetic

et lecons Prof. d'angleis, spécialiese formation rapide pou-nadres. Tél. : 239-02-11.

automobiles ventes moins de 5 C.V.

Part. vd LNA Citrolin 4 CV. Px Argue à cido, T. 504-85-13 ou 504-25-42.

A VENDRE
104 Z.A. 1980
Peu roulde. 28.000 km.
Partait état, couleur rouge,
intérieur marron. Disponible de aute. 76. hors repes : CROCO QRILL, 878-07-24. de 8 à 11 C.V.

Particulier repherci CABRIOLET DÉCAPOTABLE PEUGEOT 504

Année 51-52, peu roulé, Tél. H.S., Mme SPIRITO (1) \$51-98-25. divers.

A112Club Card jusqu' au 24 Mars PRIX SPECIAL sur les 4 modèles PARIS 14e

BMW SÉRIE 3-5-7 83 et 84, Peu roulé, gargne Auto Paris-XV, 533-88-95. 83, qui Demoustres, PARIS-16*

VOLVO ARIS LE PLUS GRAND CENTRE

DE **VOITURES** OCCASION

VOITURES NEUVES 54-56, av. de Versailles 75016 PARIS Meim Micabian 524.43.61

deux-roues YAMAHA XS 850

AVRIL 1980
A5.000 kms
Equipée : tête de fourch
YAMAHA, Sonsuto, sécoche
KRALISER, top-case, sacoche
de réservoir, pare-ovientes. servoir, pare-cylendres. Prix: 10.000 F 961-09-45, ap. 19 M. QUEMENER.

L'immobilier



Sur la Résidence-Club "Les Arcades" à Vallauris - Golfe-Juan 7, rue de Logelbach. Paris 17ths. 5the étage (Métro Monceau) ouvert une réussite! Pour Retraités niveau cadre COTE D'AZUR

ANNONCES CLASSEES

Rendez-vous en téléphonant au 766.01.43 Ø2

appartements ventes

15° arrdt

329. RUE LECOURBE

MAM. GRAND STANDING

2 et 3 PIÈCES

P. à part. de709.400 P. à part. de948.900 LIVRAISON MIMIÉDIATE

Sureau de vente ouvert : - mororedi et vendredi, di 14 à 19 heures ; - eamedi, 10 h 30 à 13 h 30. Téléphone : 575-82-78.

CHARLES MICHELS récent

STUDIOS. 2, 3, 4 P nt équipée nés de petit imm. rénové. Prox. Pant Mirabesu — 590-86-06.

16° arrdt

PART, VD RANELAGH, Studio 35 m², r.d.oh., jardi perfeit étet, suis., douche ceves. Tél. (38) 30-20-36.

18" DANS HOTEL PART. LUXUEUX DUPLEX STYLE RIVE GAUCHE beeux volumes 2 500 000 F - 727-84-76.

DIVERS 16

Propriétaire vend immeuble pierre de taille. RESTAURA-TION SOIGNÉE 3 et 4 pièces il-bree 2, 3, 4, 5 pièces coupées et demier étage à améringer. H C L., 788-12-21.

17° arrdt

BATIGNOLLES

ét, asc. Liv. dbie + shbre gde cuis. — 633-29-17.

1er arrdt CHATELET grand standing 2 p aractère, prestation lutueuse, 350.000 F, Tél. 347-57-07.

4º arrdt 9, RUE ST-MERRI TRÊS BEL. IMM. PIERRE DE T. Studios et 2 P. en duplex. LUXUEUSEMENT RÉNOVÉS. S/pl. ts les jours 14 h/18 h. 271-80-44 — 327-82-40.

> 5° arrdt PANTHEON studio 17 oft deat. 225.000 /. 325-97-18. JARDIN DES PLANTES RAVISSANT Sv. + 2 Chbres, peril. celmo, solell. 320-78-37.

COLLÈGE DE FRANCE imm. 19-, dupl., edj., 2 ch. 800.000 F. 7ál. 326-73-14. Part. vd pet. 2 P., Moufetard, clair, mane., poutree, équipé 380 000 F. Viahe les 24-27-28. Tél.: 535-12-61 de 13 h à 30 h.

> 7° arrdt **DOME INVALIDES**

8° arrdt STORIE, by., 2 sh., 2 being

MMM. NEUF STAND.
SUR PLACE CLASSÉE
DF FLIX-LOSLIGEOIS
Studio, 2, 3, 3/4 P., 15 km in
14 h/18 h = 226-28-80
65, r. dem Batignoliee. 9º arrdt RUE LE PELLETIER

Angle Victoire, dans bei imm. 6 P. tt cft 146 m², 3*/ass. Tél.: 282-03-50. BROCHANT, bel Imm. rénové. 3º éc. 2 P. cuis., w.-a., possib-bre. Occupé dame seule, 85 ans. Prix: 110.000 F = 225-46-82.

N.-D. DE LORETTE SUR AVENUE NIEL 2 P. entrée cuis., bns, BON PLAN, 1" ét., rue et cour 350 000 P - 525-89-04. 3D ETUDIO, tt oft, 5° ét., and impessable, 208-15-30. 10° arrdt

18° arrdt RÉPUBLIQUE, style LOFT neuf, lumineux, calme, 100 m², 795,000 F. 80 m², 855,000 F. actes compris. 805-83-84. CECOGI CONSTRUIT 53. RUE SIMPLON 11° arrdt M YOLTAIRE

33, RUE SIMP LUN
23 APPTS DE STANDING
STUDIOS, 2, 3 P., PARK.
Studio à pert. ... 319, 100 F
2 P. à part. ... 459, 300 F
3 P. à part. ... 582,000 F
OFFRE EXCEPTIONNELLE
3 P. PRÈT CONVENTIONNÉ
à: 646,870 F
BUREAU DE VENTS
MARDI, JEUDI, SAMEDI de
14 à 19 houres.
Tél.: 575-62-78, de taille, 430 000 F LERMS 355-58-88.

Mº Pte Clignancourt « Puces Studio à réno»...... 50.000 |
Studio tt conft....... 75.000 |
Appt 2 P. conft...... 150.000 |
4 P. an dupl....... 280.000 |
24, rue Voltaire » 224-02-86

RUE LAMARCK
Gd 2 P., antrée cuis., w.-c., dé-bar., s.-de-bains à rénov.
3º ét./asc., tapis esc., chauf. cent., lnm. pierre de talle. Prix : 320.000 F. 255-64-59.

DAMREMONT, POTEAU
3 P., entrée, cuts., w.-c., beins
chif. cent., 1° et s/rue, sud.
Px 350.000 F. 255-84-59.

20° arrdt

LIMITE 19-

MAISONS RENOVEES

63 ou 45 m² - 544-63-90.

PYRÉNÉES ST-FARGEAU RÉSID. RÉCENTE S/JDIN

BEAU 5 P., 90 m²

+ loggia pieln soleil, garage 880,000 F. VERNEL 526-01-50

Vde studio 23 m². Paris centre, retait à neuf. 200.000 F. Vielta sur R.-V. 620-24-73. SQUARE CARPEAUX NATION Dens très bal imm. pierra de t. 1900, pptaire vd 2º/sec.. 3 P st cft 90 m² + balcon, occupé, libérable 4 ans 282-03-50 - 500-54-00. 2 p. 42 m² cht 5° aec. p. de t., revolé, 276.000, 347-67-07.

12° arrdt MICHEL BIZOT, bel imm., sec. Beau 3 P., tt cft, occupé, dame ágée. 350.000. 543-88-80. AV. DES MINIMES, tace au bois très basu 4 P. cain, équipée, 3º ét. sans anc. 1.000.000. 347-57-07

13° arrdt PRÉS 80 ST-MARCEL, imm. pierre de 1., 2 P. entr. cuis., w.-c., dche, ceve. 2º 61. s/rue, 330.000 F -- 707-14-76.

14º arrdt ALESIA, Soleil 2 Poes, entrée. cuis., s. d'eau, ceve. Px : 270.000 F - 327-52-44. RUE ALÉSIA (PRÈS) 3 PRÉCES TT CFT, imm. ré-cent, iw. + 2 ch., 4° ét., asc., 520.000 F. Tél. : 543-88-80. PRÈS ALÉSIA 3 P. LA CAMPAGNE A PARIS (20") MAISON PARTICULIÈRE, AMÉ-NAGEMENT CONTEMPORAIN., 2 APPARTS. INDÉPENDANTS. Ag. s'abat. Px : 1,8, T. 360-85-04. 78-Yvelines

LES LONGUES RAYES
ERAGNY-SUR-CISS
Cas mutation, vands F3, 68 m²
+ 20 m², terr., cellier, suc.,
perk. e.-eol, comm., écoles,
perc ex place. Gars (bus ou
10° à pied) 25° 31-Lazara. Prix.
410.000 F, poes. nepris. PAP.
T. 037-60-48, Après 18 h. MAISONS-LAFFITTE part. su-parbe 110 m² + bajc. terrases. Dans petits résid. stand. perre de t. Tennis, dernier ét. soleit. Vue panoramique. A seisir 1.000.000 F, 273-18-50.

Particulier wend PARLY-2 APPARTEMENT TYPE 2 Deutserne et dernier étage. 2-3 piàces. 72 m². Loggia vitrée, 12 m². Porte blindée, ceve, park. ext. Prix 470.000 F. Parfart état. Téléphone: 951-34-13.

Hauts-de-Seine BOULDGNE, PL. CORNEILLE 3 P., tt cit, ét. élevé. 285-01-86.

93 Seine-Saint-Denis Autney-s/Bois. 10 mm gare R.E.R. 4º 4t., petit immeuble standing product immeuble standing product tous commerces et écoles irand # 3 : beloon, placerds, ox fermé, sous-sol

500 M DU MÉTRO SAINT-MANDÉ-TOURELLES

PETIT IMMEUBLE **NEUF, STANDING**

Beau 4 pièces, edjour double + 2 chambres, 2 sailes de bains, 4- ét. Est, ouest, celms. Placards, box eu sous-sol, 1.086.000 F hors box.

CRÉDIT SPÉCIAL B.N.P.

MÉUNIER-PROMOTION
(1) 296-16-63 du fun, su ven,
de 8 h à 13 h et 14 h à 16 h.
Visites sur place :
11-13, rue Georges-Huchon.
Tous les jours seuf mardi et
mercredi de 14 h à 19 h.
Tétéphone : (1) 328-36-32.

Province SUPER GRAND-BORNAND Au pied des pistes
Perticulier vend appt 3 cham-bres, séjour, s. de bns, w.-c.
Tél. (18) 50 27-00-89 (h. repes).

2)6

Les PARTICULIERS on DES LOGEMENTS A LOUER Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles.
OFFICES DES LOCATAIRE
Téléphone : 296-58-46. GARE DE LYON, 3 P., CFT

2.200 F net, s/pl. ce jour et mercredi 16 à 18 h, eac. C., 5° ét., sens ascenseur. 211 BIS, RUE DE BERCY.

non meublées demandes

Pour personnel et dirigean IMPORT STÉ EUROPÉENN mondialement connue, recherche APPTS 2 à 8 PIÈCES Villas Paris et environs. Tél.: 504-011-34 poece 10.

Etude cherche pour CADRES villas, pev., tres bani. Loyer ga-tanti- 105,000 F, 183-67-02.

meublées offres

MÉDITERRANÉE CAP-D'AGDE udio cabine 209.000 F Résidence neuve à 150 m du port, JUILLET et AOUT très BELLE DASTINIT DANS LES VIGNET DASTINIT DANS LES VIGNET DASTINIT DANS LES VIGNET 2 salons, biblioth., 6 chères et 5 bans. Caime et soleil as surés (pas de pag.) Tét., le s. UN SON PLACEMENT Crédit possible. HOLIDAYS Tél. : (1) 783-20-20 ou (87) 39-31-77.

HYÈRES (VAR).
Vds F3, centre ville, imm. grostand., rus calma, garaga indiv.
Prix 500.000 F.
Ecrira sous le n° T 044.488 M.
adost assertes: demandes RÉGIE-PRESSE 86 bis, r. Résumur, 75002 Par

HYÈRES (83) NE PENSEZ QU'A CELA Achetes RÉSIDENCE COSTABELLA

Route de Costebelle. Studios à 4 pièces stand. S/mer. Fleury. 5, quel de Sourbon, 75004 Paris. Tél. (1) 833-33-87 ou (94) 38-28-34.

Petit duplex, knueux de pide svec piscine et gardi Prix except. : 249 000 F. BARD IMMOBILIER. Tél. : (7) 889-87-38.

LA CIOTAT F 3 dens imm. proxim. pisges. Prix 320.000 F. Ecrire VERGEZ B.P. 349 PAPEETE - TAHITI

appartements achats

Recherche 1 à 3 P. Paris, près 5°, 6°, 7°, 14°, 15°, 16° 12° avec ou sans traveux. PAIE CPT chez notaire. 873-20-87, même le soir.

Sté rech. sur Paris dans imm anc. ou récent, toutes sur avec ou sens oft ou à rénover Prix élevé accepté às justifié Tél. renseignem. : 355-72-84

563-11-88 28, RUE WASHINGTON, 8º PART, ch. appt, 150 à 200 m², dens beau quert. Travaux so-captés, Tél. bur. 280-12-28 et sor domic. 380-18-61.

non meublees offres

locations

DORESSAY - 624-93-33 MUETTE SUR VOIE PRIVÉE BELLE MAISON 10 P JARDIN BUD 100 m' travx DORESSAY, 624-93-33. pavillons

locations

(Région parisienne

Province

meublées

Paris SERVICE AMBARSADE pour cadres mutés Peris re-cherche du STUDIO au 8 PIÈCES LOYERS QA-RANTIS par Scolétés cu Am-bassades. Tél. : 285-11-08.

EMBASSY SERVICE 8, ev. de Messine, 75008 PARIS APPTS STANDING

Jeen FEURLADE, 54, sv. de La Motte-Picquet, 15º, 585-00-75. Peie comptant, 15º, 7º arres. APPARTEMENTS grandes surfaças et IMMEUBLES. MEMES OCCUPÉS.

SAINT-PIERRE RECH. TRÉS BEAUX APPTE CENTRE ET QUEST PARIS

POUR ACHAT COMPTANT
Réception + 3 chambres, resde-chaussée, 170 m², AliNiNUM JARDIN, beau Neulity,
beau Boulogne, 16°, 17°, 8°,
Téléphone: 704-43-43.

PORTE MAILLOT. Imm. ric., appt 4 p., tt cft. 90 m². 380.000 + rente 4.500, ocupé 83/82 ens. Piscement excep. LODEL 355-00.44.

Immobilier d'entreprise

et commercial bureaux

Ventes BON XVII

BURX DE PRESTIG Locataires de qualita Prix 3,500,000 F. er 300,000 F Loyer 300,000 F of 4,000,000, Libre 758-12-21. Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

SARL — RC — RM Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Parmanences téléphoniques. Tél. : 355-17-50.

VOTRE SIÈGE à PARIS-17-A partir de 80 F. Tous serv. Constitut. Stés 763-47-14. CHAMPS-ÉLYSÉES Bureaux équipés avec tervices ou votre seège social téléphone, télex, socrétener, salles de réunion avec vidéo, bar, étc. location course ou longue durés.

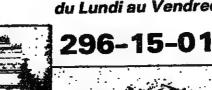
ACTE 562-66-00.

Sentier, à vendre ou à louer, petite boutique + rés., libre de suite. Proprétaire 786-48-94.

Ventes



dans





L'IMMOBILIER

Le Monde

du Lundi au Vendredi

INFORMATIONS « SERVICES »

-VIE ASSOCIATIVE-

Les bonheurs de Cultures au quotidien

penche sur l'échiquier. Dans la salle, la fumée est épaisse. De temps en temps, quelqu'un se ve et ouvre la porte pour une bouffée d'air. Dehors, la place est tranquille. La nuit repose. Des spots éclairent les copains qui dégustent leur soirée à petits coups de bière.

Le temps est aboli, ils sont là. un peu pâles dans leurs habits de us les jours, le dos légèrement voûté, les coudes carrés sur la table façon bakélite. Les fronta se touchent presque. Conversations paisibles d'amis qui se retrouvent après le travail. Ramon, président et père soi-

rituel de l'association, raconte : «La bar, on l'a aménagé nousmêmes dans une ancienne bou-cherie : 20000 F de travaux payés uniquement per souscription de 100, 200 F. On a commencé en novembre 1982. On se rencontrait, cinq copsine. dans un restaurant de la Butteaux-Cailles, le Temps des carises. Une coopérative ouvrière. Ils avaient la même sensibilité que nous. C'était très bien, maia c'était un ghetto. Alors, on est parti et on est alié au bistrot d'an face monter des spectacles, des expositions, des débats. Puis on est allé dans un troisième bistrot, un quatrième. » L'association Cultures au quotichen etalt lunces.

Ramon poursuit : «Les maisons de la culture, elles se cassent la gueule. Je sala de quoi le parle, j'étais directeur d'une MJC. Il felleit ramer pour rassembler des gens. On s'est demandé où le public et les artistes pouvaient se rencontrer. et on a pensé qu'il fallait amener la culture clana les lieux de via.

a Les MJC se sont plantées cer elles ont eu un mauvais départ : créées par des ensei-gnants, elles développent des rapporta enseignanta-enseignés. Or la culture n'est pas un entessement de connaix ances. C'est vivre ensemble avec nos connuissances. Ainel, dans un bistrot, on ne gêne personne : l'homme moyen y entre naturellement. > Un dépliant de l'association développe la même idée : « C'est dans notre ordinaire, que 'noue vivons nos cultures. »

Qui est celui que tout le monde salue simplement d'un cordial « Bonjour Remon », qui ne fait rien pour se faire remarquer, mais que l'on sent très présent à tout ce qui se passe? Petit, costaud, souriant, Ramon Finster a l'air de savoir encalese les coups : A la question, il donne une réponse : « Ma vie ? Abrès une mauvaisa scolerité, à douze ans, je quitte l'école pour prendre la route. Je fais plein de petits boulots : mineur, plongeur, debardeur aux Halles, artiste peintre (médiocre, heureusement je me suis arrêté l). Puls anima-J'ai puvert une librairie coppérative : La Commune de la Butteaux-Cailles (une étincelle brille dans ses yeux), dirigé une maison de jeunes à Yerres, fait partie du GREP (Groupe de recherche pour l'éducation permanente) et j'ai écrit un livra : Deux doigta dans la bouche et l'amour en plus. S'étonne-t-on du titre ? Je Alors, il faut bien que ca sorte quelque part. J'ai passé quarante ans à vomir le soir. »

TOUJOURS OUVERT

UN PRIEURÉ ROMAN POUR L'ACCUEIL. - L'Association du été créée en 1972 avec le double objectif de réhabiliter et de rendre vie à un prieuré roman du doutième siècle bâti face au Canigou. Après y avoir aménagé des chambres, des dortoirs, des salles de détente et de réunion, l'association met désormais tout l'année ce lieu à la disposition des groupes qui en font la demande, paur un jour ou pour un mois, afin d'y organiser des stages ou des rencontres, et ce sans exclusive de thème.

* AMM Marcevol, Vinça, 66320 Arboussols. Tél. : (68) 96-54-03, le vendredi de 16 h à 21 h.

PRÉRETRAITE

ACTIVITÉS BÉNÉVOLES DES PRÉRETRAITÉS. - M. Jean-Jack Queyranne, député (P.S.) du Rhône, avait posé une question écrite au ministre délégué chargé de l'emploi sur la possibilité, pour les pré-retraités, d'exercer des activités bénévolas au sein d'associations à but non lucratif. La réponse a été publiée au Journal officiel du 31 octobre 1983. Les demandeurs d'emploi et les préretraités peuvent, désormais, exercer une activité benévole sans que

parle des cartistes» avec un grand respect. Justement chut, on réclame le silence -Marc Robine, là-bas au fond près du bar, répète. Marc Robine : une voix douce, une sensibilité et un banjo. Ce Breton aux petits yeux percants, aux cheveux blond filasse, va se produire tout à l'heure au Temps des cerises. Il s'est mis d'accord avec Mario Gememe, un artiste aux lèvres fices, qui cassera avant lui. Entre les deux amis, la discussion est très courtoise : « Je peux passer en premier ce soir ? » — C'est comme tu veux Mario. »

Hier, ils étaient quelqu Ce soir, il y a foule au local. La téléphone arabe a dit que l'on mangerait un morceau entre copains, Les «artistes» sont là. Vania, de sa voix de basse, interprète Gaston Couté en s'accompagnant de sa guitare. Marc reproduit : quand il égratigne son banio, on fait silence d'instinct. Il chante pour lui, pour ses amis, les yeux dans celui qui est en face de lui et qui hoche la tête en souriant : Mario Gememe, en artiste, apprécia

Convivialité

Patou, la serviette franchement crasseuse aur l'épaule, la démarche hésitante, circule entre les groupes, ramasse les verres, vide les cendriers. Gentil, il dit un mot à chacun. Une voix frémissante s'élève : « Je suis amoureux d'une enfant seuvage, rencontrée dens un port auprès du rivage. > Serge Bouzouki, un phycomme une jeune fille, chante. Sas mains volent aur le bouzouki avec délicatesse et, quand son ami Marc Robine mumure une chanson, il sort son violon, saisti la mélodia au vol et l'accompaone dans le ton. On applaudit, on crie « Bravo / ». Un jeune homme heureux sourit de ses deux yeux brillante dans ses lunettes rondes. Un septuagénaire croule de bonheur et cherche à lutiner

Ramon, maître discret de ces piaisirs, commente par petites touches : « Les gens ne viennent pas ici pour le fric, mais pour la convivialité. C'est un esprit à créer : faire vivre le quartier... Il faut comprendre que les arristes ne sont pas isolés eur une scène. lle sont au même niveau que laurs auditeurs. »

Cultures su quotidien enime Bushi selze autres « lieux » : des cafés et des restaurants des 13°, 18°, 19° et 20° arrondissements de Paris. Le programme de mars

Minuit approche. Tout le monde chante. Les instruments bouzouki, banjo, harmonica, cuitare - se déchaînent. le rythme s'embelle. Partons. Il faut raison garder.

DANIELLE TRAMARD.

* Cultures au quotidien, 21, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris. Tél.: 580-95-49. L'association a de multiples autres activités carnaval pour les enfants préparé dans une cage d'HLM, week-ends, débats, cours de musique pour adultes. Elle va bientôt ouvrir un strot de musique classique,

> ce fait ait une incidence sur le versement de leurs allocations. Catte activité doit être exercée dans le cadre d'un mouvement associatif, dès lors qu'il ne s'agit pas de remplacer ainsi du personnel administratif ou d'en éviter le recrute-THINTS

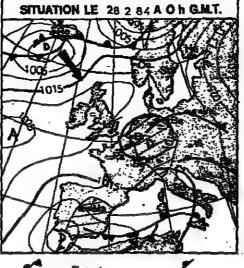
Ne sont jamais considérées automatiquement comme bénévoles des fonctions exercées par l'ancien salané d'un organisma. même si celui-ci est à but non jucratif, et les fonctions déclarées comme non rémunérées. Il en va de même pour les fonctions occupées dans des entreprises ou des organismes à but lucratif. En cas de doute, les commissions paritaires du régime d'assurancechômage doivent être saisies.

QUART-MONDE

STAGES DE FORMATION. L'Institut de recherche et de formation aux relations humaines (IRFRH), fondé en 1960 par le Mouvement ATD quart-monde, diffuse le calendrier 1984-1985 des stages de formation permanente destinés aux travailleurs sociaux, des sessions et séminaires sur le sous-prolétariat et des chantiers internationaux de

* Mouvement international ATD quart-monde, 107, avenue du Général-Leclerc, 95480 Plerrelaye. Tél : (3: 037-11-11.

MÉTÉOROLOGIE



* Neige

Evolution probable du temps en France entre le mardi 28 février à 0 heure et le mercredi 29 février à 24 heures,

La dépression de Méditerranse peu mobile continuera de diriger sur nos régions méridionales des zones de pluie

blissement d'un vent de nord apportant de l'air humide.

Mercredi : Persistance d'un temps

bruneux et mageax sur la plupart des régions. De la Lorraine aux Flandres, encore quelques chutes de neige sporadiques. Sur le Languedoc, début des pluies dès le matin. Quelques éclaircles malgré tout de la Vendée et des Charesses à la région lyonnaise.

Sur ces régions, de faibles galées entre 0 et - 2 degrés. Ailleurs, il fera légèrement plus de 0 degré.

Au cours de la journée, dans le Nord-Est, les chutes de neige s'attémeront; par contre dans le Midi la pluie et la neige gagneront le sud du Massif Cen-tral, la basse vallée du Rhône, la Pro-vence, le sud des Alpas et la Corse, All-leurs, ciel gris, de rares éclaircies se limitant à la Vendée, aux Charentes, au Paiteus et au l'impuein

Les températures évolueront entre 2 et 3 degrés sur l'Est, 5 à 6 degrés sur l'Onest et 10 à 12 degrés de l'Aquitaine à la Méditerranée.

Seas d'évolution

pour la fin de la semaine

du nord au sud vendredi. Il sara sulvi d'un courant de nord-onest frais et sou-vent instable on perturbé,

Temps préva de jessii à samedi Jesti : Des averses se produiront secore en Corse. Sur les autres régions, secore en Corse. Sur les autres régions,

de l'Aquitaine au Centre et an Nord-

Est. En cours de journée, près de la Manche, le ciel se couvrira, les vents de

socieur ouest se renforceront et il pleu-vra. Près de la Méditerranée, le vent de

tures deslucront peu par rapport à celles

XXIVeri ei pluvieux uraversera l'ensem

ble du pays, depuis le Loire le matin, jusqu'à la Corse dans l'après-midi: Les pluies seront précédées de neige à basse

altitude et localement en plaine dans le

Centre et l'Est. Après le passage de

éclaircies se développeront mais elles alterneront avec des averses. Les vents

cette zone de mauvais temps, qu

Vendredi : L'étroite zone de temps

l fera frais le matin avec des br

Poitou et au Limousi

ou de neige. Sur les autres région

∼ Verglas

Front froid ///// Pluie 🚍 Brouillard Front chaud

PRÉVISIONS POUR LE 29.28% DÉBUT DE MATINÉE

PRÉVISIONS POUR LE 29 FÉVRIER 0 HEURE (G.M.T.)

Vent fort



de la Manche et le Mistral se lèvera ca

Averses

fin de journee.

Samedi, après une matinée assez froide, un temps généralement instable prédominers. De nombreuses ondées se la Monche au nord du Massif Central et aux régions de l'Est. Elles tomberont parfois sous forme de neige, même en plaine. Toutefois, de belles éclaireiss seront observées près de l'Atlantique et surtout près de la Méditerranée où souffiera un fort Mistral.

Températures (le premier chiffre indique le maximum emegistré au cours de la journée du 27 février ; le second le minimum de la naît du 27 février au 28 février 3: Ajaccio, 12 et 2 degrés; Biarritz, 10 et 3; Bordeaux, 9 et - 1; Bourges, 4 et 1; Brest, 5 et 3; Caen, 4 et 4; Cherbourg, 4 m 3; Clermont-Ferrand, 4 et 0; Dijon, 3 et 0; Grenoble-St-Martin-d'Hères, 8 et 2 Grenoble-Saint-Geoirs, 5 et 2; Lille, 3 et 1; Lyon, 6 et -1; Marseille-Marignane, 9 et -2; Nancy, 1 et 0; Nantes, 5 et 2; Nice-Côte d'Azur, 12 et 3; Paris-Montsonris, 4 et 3; Paris-Orly, 4 et 3; Paris-Montsonris, 4 et 3; Paris-Orly, 4 et 3; Pau, 10 et 2; Perpignan, 10 et 0; Rennes, 4 et 3; Strasbourg, 1 et 0; Tours, 3 et 2; Toulouse, 10 et - 3; Pointe 4-Pire, 31 et 22.

Alser, 18 et 10 degrés; Amsterdam, 3 et 0; Athènes, 14 et 10; Berlin, 4 et 1; Bonn, 3 et 2; Bruxelles, 2 et 1; Le Caire, 11 min; iles Camaries; 23 et 15; Copenhagne, 2 st -1; Dakar, 29 st 19 Djerba, 20 et 13; Genève, 7 et 0; Jéru salem, 16 et 2; Liebonne, 10 et 4; Londres, 5 et 3; Liebonne, 0 et -1; Madrid, 5 et 0; Mescou, -3 et -12; Narobi, 29 et 15; New-York, 2 et 0; Paima de Majorque, 13 et 7 ; Rome, 14 et 5 ; Stockholm, 0 et -1 ; Tossur, 21 et 12 : Thuis 22 et 12.

SANTÉ -

Un deuxième trage beboomadaire du Loto aura lieu chadde samedi è partir du 10 mars. Pour prendre part au tirage du samedi. il faucka phigatorement participes à celui du mer-credi précédent et faire veider son bulletin le martie comme actuellement. Dans ce cas la mise sera doublés (de 4 F à 420 F), mals les joueurs pour-rout continuer à shoisir le seuf tirage du mercredi au tarif habi-

LOTO BIS

De nouveaux bulletins valables pour les tirages ou marcredi 7 et du samedi 10 mars sont déjà en place chez les détail-

Pour le double tirage linercredi et samedi), les nouveaux bullatins se prêteront à toutes les hypothèses de jeu : simples ou multiples, et abonnements aimples ou multiples.

Une innovation : les joueurs qui auront trouvé 43 bons numéros » du samedi doubleront leurs gains s'ils ont égale-ment désigné le « numéro complémentaire » du semedi.

Occiusion

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

UN NOUVEAU VACCIN

ANTI-CHOLÉRIQUE

DONNE DES RÉSULTATS

Le nouveau vaccin anti-

cholérique mis au point par l'Institu

Pasteur vient d'être testé avec

succès au Zaîre. « C'est le premier

vaccin véritablement efficace, sans toxicité et de longue durée » a dé-

claré le 27 février le professeur

Pierre Lépine, ancien chef du ser-

vice des virus à l'Institut Pasteur,

L'inocuité de ce nouveau vaccin

administrable par voie orale - a

été vérifiée avec succès sur plus de

Puis il fut administre, en fevrier

1983, dans deux agglomérations zal-

roises de vingt-mille habitants cha-

cane, régulièrement frappées par

des épidémies de choléra. Certains

groupes de la population recurent le

nouveau vaccia oral, d'autres le pro-

duit traditionnel injectable, d'autres

lement par 0.05 % des personnes qui

Celui-ci, fabrique à l'aide de frag-

ments de membrane du vibrion cho

lérique, peut être administré par voie injectable mais plus aissiment

par voic orale puisqu'il suffit d'ab-

sorber deux fois quatre comprimés.

JEUDI 1" MARS

« La Conciergerie», 14 h 30, 1, quai de l'Horloge, Mac Duhesme.

Musée Jacquemart-André »; 15 houres, 158, boulevard Haussmann, M. Serres (Caisse nationale des mont-

Les Halles-, 15 heures, 1, rue de

«Rue de Tournon», 15 houres,

« Le Marais », 14 h 30, métro Seint-

entrée de l'Odéon (Paris et son his-

ments historiques).

Turbigo (M. Czamy).

PARIS EN VISITES

avaient reçu le nouveau produit...

enfin recurent un placebo.

devant l'Académie de sciences.

trois mille personnes.

PROMETTEURS

Comme caux du mercredi, les tirages seront télévisés au direct après le « Journal » de 20 heures wir TF 1. Les rapports seront connue le dimenche

MOTS CROISES-

PROBLEME Nº 3656



HORIZONTALEMENT I. Donne une note guie aux flâtes. - II. II est bon d'en posséder et mellieur quand on évite d'en avoir de trop. Son carré est égal à luimême, - III. Caractérise un cœnr froid ou une nature trop chaude. - IV. Romains aperçus dans Milan.
 Préposition. Belle sour de son mari.
 V. Traditionnellement, cèlui du Parisien est le plus comm. Certains paient très cher pour en trouver un faux. - VL Se montra doublement rosse. Parisiens irrespectueux. -VII. Tape-è-l'oril. Deux mêmes carenz ou l'évêque de Rome. -VIII. Descendent du front après une chaude alerte, - IX. Faire le poil en nassant un bon savon. Peut être donblement inspiré. - X. Sprinter austration. Préfiguration du kolkhoze,

- XI. Personnel. Chers de rayon. VERTICALEMENT

1. Femmes qui font leurs concher 2. Tel un certain singe et plus d'un patron. Chose à rendre le plus tard possible. - 3. Frère de cœur. On tape dessus quand elle est vide et dedans quand elle est pleine. périodiques. Auteur de faits d'armes. - 5. Est souvent en nage bien avant d'arriver à l'eau. -6. S'exprime dans les salons après zvoir parlé à l'atelier. Responsable de certains mouvements de greve. Note. - 7. Porte à la tête. Fait par tie des mots mai acceptés par l'homme de l'art. - 8. Grecque. Avaleur de couleuvres. Explosion au temps des bombardes. - 9. Recevoir des pains ou de la galette. 🤭 🔑 🐃

Solution du problème nº 3655 Horizontalement

Sept mois après la vaccination, l'épidémie apparut dans cette zone : la maladie fut contractée par 1,17% des personnes non vaccinées, par 0,91% des sujets protégés par le vaccin injectable classique mais seu-II. Nyctalope. - II. Artères. - III. Ornières. - IV. Lad; lé; ta. -V. Otite; bel. - VI. Do; or. -VII Insuition - VIII Sot ; dalle -IX Meule; IL - X Rue; Eve. -XI. Sue; suret.

Verticalement

1. Néologismes. – 2. Rat ; Noë. – Candidature. – 4. Tri ; ton ; lu. – Atèle; idées. - 6. Léré; ôts. -Ore; briller. - 8. Peste; olive. -

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL Sont publics an Journal officiel des Iundi 27 et mardi 28 février 1984:

DES DÉCRETS Relatif aux modalités des concours de l'internat en médecine A. B et en psychiatrie organists au cours de l'année universitaire 1983-1984

· Portant mesure de déconcentration en matière de police des mines et des carrières et modifiant Le décret du 7 mai 1980 relatif à la Paul (Résurrection du passé.) police des mines et des carrières.

annonces associations

Appels

Association, «Agir p. la Tiera Monde » cherche privetraisidelles commerciaux dynamiques pour aide bénévole dans démarches suprée entreprises et éventuellement parti-cipation à vie associative. Eur.: 44, rue Curiel - 75019 Paris. Association à but social Enfance - Famille recherche, BÉNÉVOLE. Jeune retraité, BENEVOLE, mète de femille, etc. pour tâches variées : lancament nou-velles activités, service Forma-de de la communication tion, Administration, publicins, Finances. Ecrire: U.G.T.E. 7, rue Gomboust - 75001 Paris.

Association agréée jeunesse cherche pour agrendir secrétaries 3 plàces ou 45 m² (même à partetier blen desservi. Tél.: 261-27-34,

Sessions et stages

LES ATELIERS D'ECRITURE **ELISABETH BING**

Veck-ends de sensibilisation tages, atéliers hebdomadaires Merci de joindre 4 t, à 2 f. B.P.G. 245, 75227 Peris Cadex 05.

M⁻⁻ F.P. 8/9 mars session DEFI pour l'Europe : JAPONL S.E. asiatique. HEC 225-63-33.

ALLEMAND, FRANÇAIS, RUSSE apprentissage efficace, repide, joyeus per le suggesto-pidagogie à sa source française, 326-22-64. ions, adjours individ au Centre de L'AUSE OUVert toute l'année EVELY - La Cleare, 26400 CREST,

La MACIDD: week-end
GESTALT les 31/3 et 1/4.
Thème, «Rompre et renaître»,
réservé aux séparis, divorcés.
Animateur J.-M. Deliscrois.
Tous renseig. : 306-77-71.
Mut. d'acc. de Conseil d'inf.
pour divorcants et divorcés. PRANCES LOCALES, 7/11 mai it . TINEP de Marty-le-Roi. L'INSPORMATION LOCALE, 21/25. mai au CREP de Childeney-Malsbry. Renseignaments au 347-21-10

STAGE BOTANIQUE PRO-VENCE CONNAISSANCE DES PLANTES ET DE LEURS DES PLANTES ET ME LEURING USAGES : cultraires, médici-mux, etc. Du 26 mei au 2 juin, Coût : 876 F pens, complètes. LVT LES LAVANDES, 28510 REMUZAT - (75) 27-85-86.

Manifestations

mat d'une branche parisienne de la ROYAL SCOTTISH COUNTRY DANCE SOCRETY se tiendra le samedi 3 mars à 16 heures à l'ÉGLISE AMERICAINE 55, que d'Orsey, 75007 Paris, outres les personnes inté-seuses peuvent contra

M. JÉROME REINSTE 18, rue Jean-Girau 75116 PARIS

Prix de la ligne 25 F TTC (28 signes, lettres ou especial).
 Veuillet montionner l'année et le numéro d'inscription paru

Bu J.C.

Chèques libellés à l'ordre de Régle-Presse LMA et à agreeser au plus tard le jaudi pour pansion du mardi daté met-credi à Régio-Presse LMA, 86 big, rue Résumur. 76002

More than the MONNERCY Cr. Sec. 3 With the same of The transfer of the DIVERS LOC Lite. wan antilia 60 3 MISE A PRIX :

10000

THE THEFT

- M. Maria School

22155

graph to the

Report of the Part of the Part

ROBLO

理 2011 Profession

TERRAIN

200

16 KAY

Character. CLES TO LES OF THE PARTY M-H The MARKON The state of the s And the second s

tor HALSON 12 Table 1981 MISE NEW THE E BATTHEN

IN WILLOW ISE A TRAIN LES ATION HISE A PRIX 45 THE MAISON ?

A PRIX EX Cor MAISON : P Lalons & IBRE DO The MAISON ! OCCUPATION AND A

adresser a Medice XV

Strip Para (162 - 2004)

The Maitre Allege CE

15001 Para . an Gain

SE A PRIN : 1 FRE MARSON T

००० । वेक्कसम्बद्धाः सुर्वाद्वरण्याः सम्बद्धाः

The state of the s

CARLES CARROLL OF THE STREET The state of the s

A STATE OF

建筑

A STATE OF LET

藤 建工程 2

建筑水产水

CONTRACTOR OF COLUMN

September 19 miles

graphic de Color

Ser Send Committee of the Committee of t

A STATE OF THE STA

West garden a comme

Control of the Contro

Spiritual and the second second second

The second second

Carlo Car

possession agent and

Carried Section

Company of the same with the same

The second second

State and State of St

The second The State of the S Specific Control of the Control of t

the state of the s

The state of the s

water was and

AND THE WAS IN THE PERSON OF T

The state of the s

And the second s

And the second s

Marie Carlos Car

Approximation of the same

MARIONAL STATE

Marie Marie

(A: C)

And the second second

State of the State

19 May 18 18

133616

4-17-68

4.15 (53)

2.757.00

- 10 mar. 1872.

and the second second

Charge of Brisis

Parigon late of the Section

and the second

. .

The second

LE CARNET DU Monde

<u>Décès</u>

M. Iean Bataillon,
Ses enfants et petits-enfants,
Sa famille et ses amis,
amonecut le rappel à Dieu, le 16 février
1924 de
1924 d

Margnerite BATAILLON, inspectrice générale honoraire de l'instruction publique, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre des Palmes académiques

Désireux de n'avoir à répondre à aucune lettre de condoléances, ils confient son souvenir à ses anciens professeurs d'économie familiale et de travaux manuels éducatifs, restés fidèles à l'esprit d'une discipline que son combat de cinquante années avait réussi à faire profète pais sour par de terms seulerenaître, mais pour peu de temps seule-

- On nous prie d'annoncer le décès M. Constantin DANGUITSIS, survenu le 25 février 1984 dans sa

soixante dixième année. L'on se réunira au Columbarium du Père-Lachaise, le jeudi 1 mars, à 32, rue des Bois, 75019 Paris.

JARDINS DE PARIS 2 février-11 mars 1984 MAIRIE ANNEXE du XIII-7, rec Philippo de Campagno Me Place d'Italia T.l.j. de 11 h 30 à 18 h , seuf ku Visite-conférence tous les jeudis à 15 rférence tous les jeudis à 15 h ...ENTRÉE LIBBE

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE 47 bis, avenue Bosquet (74 - 555-79-16 Les costumes des Indiens an Mexique

T.L.J. (of din.) 10 h - 18 h, sam. 14 h - 18 h __ 26 JANVIER - 3 MARS _

ROBLOT S. A. 522-27-22

ORGANISATION D'OBSÉQUES

- Le baron et la baronne Henri

M. et M= Claude Vinet, Le baron et la baronne Marc C'Hombres, out la deuleur de faire part du rappel à Dieu de la

> baronne d'HOMBRES, née Foy de Benoît,

pieusement décédée à Paris, le 26 février 1984, dans sa soixante-reirisme numée et vous prient d'associer à vos prières le

Henri d'HOMBRES.

son époux, décédé en 1958, et de JACQUE PHOMERES.

son fils, décédé en 1972. La cérémonie religiouse aura lieu en l'église de Saint-Geniez-d'Olt (Avey-ros), le mercredi 29 février 1984, à

Une messe sera célébrée à son inten-tion, le samedi 17 mars 1984, à 11 heures, en l'église Notre-Damo-de-Grâce de Passy, à Paris-16.

7, ree Mignard, 75116 Paris. hâtean de Lassalle, 12/30 Saint-Genica-d'Olt.

- On nous prie d'annoncer le rappe

à Dieu de M[™] Louis HERLIN, néc Reine-Marie Lambert, endormie dans la paix du Seigne son domicile, le 27 février 1984, dans se

quatre-vingt-cinquième année. De la part de
De la part de
M. et M. Claude Herlin,
M. et M. Jean-Claude Guéneau,
M. et M. Charles Herlin,
M. et M. Xavier Herlin,
M. Jean-Noël Herlin,

ses enfants, ses seize petits-enfants, ses quatorze arrière-petits-enfants, et du mouvement Seve, sa famille spiri-

Ils unissent à son souvenir son mari et on petit-fils Renaud, décédés accidentellement le 12 mars 1981.

La carémonie religieuse sera célébrée en l'égium Notre-Dame de Boulogne (92100), sa paroissa, la mercredi 29 février 1984, à 10 h 30.
L'inhumation aura lieu à Lille le même jour, à 15 h 45, dans le caveau de l'amille. Ni flows of company

Le docteur Gérard Kulczewski, Marie-France Kulczewski, om la douleur de faire part du décès de

Mª Madeleine KULCZEWSKI.

à Carnoux (Bouches-du-Rhône), le 25 février 1984.

- Le colonel et la baronne Henri de

Maleprade,
M. et M™ Guy de Maleprade,
M. et M™ François de Maleprade,
M. et M™ Etienne de Maleprade,
M. et M™ Claude de Maleprade, Ses enfants,
Ses dix-huit petits-enfants,
Son arrière-petite-fille,
Scear A. Batte et Mª H. Batte,

Ses neveux, nièces,

ont la tristesse de faire part du rappel à

baronne Louis de MALEPRADE, survenu à son domicile le 23 février 1984, dans sa quatre-vingt-huitième

amée. Le service religieux a été célébré au temple de Lalitte-sur-Lot, le 25 février 1984. - Celui qui croit en Moi a la Vie

éternelle. » (3cen-VI, 47.) Lafitte-sur-Lot, 47320 Clairac.

- Nous apprenons le décès du

docteur Fernand MÉRY,

etérinaire et protecteur des animaux. [Né le 1] février 1897 à Clarmont (Hérauti), Fernand Méry aveit fait ses études à le faculte de lettres de Montpellier et aux écoles vétéri-neires de Maisous-Alfort et de Lyon. Spécialiste de médacine et de chirurgia du chien et du chie, il s'était fait l'avocat des animaux dans ses émissions de radio, ses chroniques dans les preses et dans ses nombreux ouvrages « Ames de bêtes », « Notre ami le chien », « Médacin des bêtes », « Notre ami le chien », « Médacin des bêtes », « Notre ami le chien », « Médacin des bêtes », « Notre ami le chien », « Médacin des bêtes », « Notre ami le chien », « Médacin des bêtes », « Notre ami le chien », « Médacin des bêtes », « Notre ami le chien », « Médacin des bêtes », « Notre ami le chien », « Médacin des bêtes », « Notre ami le chien », « Médacin des bêtes », « Notre ami le chien », « Médacin des bêtes », « Notre ami le chien », « Médacin des bêtes », « Notre ami le chien », « Médacin des bêtes », « Notre ami le chien », « Médacin des bêtes », « Notre ami le chien », « Médacin des bêtes », « Notre ami le chien », « Médacin des bêtes », « Notre ami le chien », « Médacin des bêtes », « Notre ami le chien », « Médacin des bêtes », « Médacin », « Médac

son épouse, Alice, sa fille, M. et Mª Ourvousi,

Annie Ourvouzi.

ses parents, M. Peyroche, inspecteur d'académie

Son frère, sa sœur, ses beaux-frères et

ont le regret de faire part du décès de Jean-François OURVOUAL, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur d'allemand,

Ses obsèques ont lieu le mardi 28 février 1984, à 14 heures, en l'église de Fontenay-le-Fleury.

- La famille et les amis de

Yves PATUREAU. magistrat,
dispara le 4 février 1984, se rénniront le
jeudi 1 magis 1984, à 10 h 30, pour participer à la messe qui sera célébrée à son
intention en l'église Saint-Germain-

l'Auxerrois, 2, place du Louvre, à Paris Une cérémonie semblable aura lieu le vendredi 2 mars 1984, à 11 heures, en

l'église Notre-Dame de Talence, à Bor - Le Syndicat de la magistrature et

ses membres profondément émus par la disparition accidentelle de Yves PATUREAU.

de son bureau national et militant actif de la première beure, s'associent à la peine de sa famille et de

lls invitent tous ceux qui, à l'occasion de un activités professionnelles et syndi-

cales, ont partagé ses enthousiasmes et ses convictions, apprécié son dévouc-ment et sa générosité, à assister aux cérémonies organisées à sa mémoire.

GALERIE DU MARAIS 33, rue des France-Bourgeois, 75004 Paris Tél. : 277-17-25

SCULPTURES

THIBAUD - ZORKO PAZZI - CARRASCO - DU 7 FÉVRIER AU 15 MARS

- M. et M= Michel Thomas, Antoine, Edouard et David Thomas, M. et M= Eddy Kenig, Michel, Sylvie et Fabien Kenig, M. et M= Charles Barucq et Lises, ses enfaats, petits-enfants, et arrière-petite-fille, out la douleur de faire part du décès de

ont la douleur de faire part du décès de

M= Geneviève THOMAS, à la cour d'appel de Paris,

survenu le 26 février dans sa quatre-vingt-cinquième année,

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-l'Assomp-tion, Paris-16^e, le jeudi, l'e mars 1984, à

16, route de Louveciennes, 78830 Bougival.

19, avenue Léopold-II,

- On nous prie d'annoncer le décès

M. Tuttio ZANNINL

De la part de M. Francis Zannini, Mth Françoise Zannini,

Le service religieux sera célébré le jeudi le mars 1984, à 14 h 15, en l'église Saint-Nicolas, place d'Armes, à Saint-Maur-des-Fossés, où l'on se réunira. L'inhumation aura lieu au cimetière Condé de Saint-Maur, dans le caveau de

26. avenue Mahiou, 94100 Saint-Maur-des-Fossés, 57, rue Claude-Bernard,

- Lyon. Saint-Thomas (USA). Mont-Brison. Villefranche. Sury-le-Comtal. Katowice (Pologne.)

M. Henry K. Zientek, Elisabeth et Kenneth Bruce-Zientek, M[®] Adèle Arnoux, M Amorin Fougerat, M. et M Louis Cachard M™ Julia Biernot et sa famille,

Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de M= Marie-Antoinette ZIENTEK, née Ressicand,

survenu le 26 février 1984. La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-François-de-Salles, le mercredi 29 février, à 14 heures (corps

déposé).
L'inhumation aura lieu au cimetière
Saint-Laurent-de-Chamousset (69).
Cet avis tient lieu de faire-part.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

 Université de Paris-IV, mercredi
 29 février, à 14 h 30, salle Louis-Liard,
 M. François Billacois : « Le duel dans la société française (XVI° at XVII° siècle). Essai de psychosociologie histori-

- Université de Paris-IV, samedi 3 mars, à 14 heures, salle des Actes, M. Pierre Cazier : « Isidore de Séville : Les Sententiae. Introduction, texte criti-

que, traduction et commentaire. - Université de Paris-IV, samedi 3 mars, à 14 heures, amphithéatre Qui-net, M. Jean Andreau : « Vie financière dans le monde romain : les métiers des

manieurs d'argent, » — Université de Paris-II, lundi 12 mars, à 17 heures, salle des Conseils, M. Abdul Settar Al Rubaie : « L'Irak et les conflits d'intérêts au Moyen-Orient 1917-1941 (contribution à l'étude des relations internationales dans un pays qui est passé des origines du mandat à l'indépendance).

184 ORDINATEURS LOPDINATEUR PANORAMA Printemps 84 INDIVIDUEL n° 57 - 22 F chez votre marchand de journaux.



Yente sur saisie immobilière au PALAIS DE JUSTICE A EVRY (91) rue des Mazières à EVRY (91) le MARDI 13 MARS 1984, à 14 H.

TERRAIN 854 m² cadastré section W 1º 289 Bes-dit « La Croix des Champs : Route de Méréville à **MONNERVILLE (91)** MISE A PRIX : 30.800 FRANCS Consignation indispensable
pour enchérir - Renseignements

Mª TRUXULLO & AKOUN, avocate associée à Evry (91), 4 bd de l'Europe.

In BATIMENT 31, rue Danton.

OCCUPÉ
MISE A PRIX : 4.250 FRANCS

MUSE MAISON 3, rue Pierre
int Une MAISON Carie, 1 p., cuia.,

PRINCE A PRIX : 5.100 FRANCS

TO USE MAISON 15, rac Pierroler USE MAISON Curic, rez de
chaus et 2 ft., mansard. LIBRE D'OCcupation.
MISE A PRIX: 93.500 FRANCS

bot Une MAISON mitoyenne au lot Une MAISON n= 35, 37, rue Pierre-Curie, compr. : 5 pièces. OCCUPÉE. MISE A PRIX : 85,000 FRANCS

by Une MAISON 40, rue Pierrelot Une MAISON Curie, rez de
ch. 1 c. c. curée, cuis., salle à manger,
4 p. balcon LIBRE D'OCCUPATION.
MISE A PRIX : 170.000 FRANCS

75008 Pads 76L: (1) 569-12-66.

Vente s/sais. imm. — Palais da Justica BOBIGNY, merdi 6 mars 84, 13 h 30 UN LOGEMENT

Vente au Paleis de Justico à Paris, JEUDI 15 MARS 1984, à 14 heures

DIVERS LOCAUX PARIS 12º: 3/3 bis, rue Lacuée

MISE A PRIX: 120.000 FRANCS, s'adr. à M. BOISSEL Avocat à Paris, 14 rue Sainte-Anne. Tél.: 261-01-09

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice à Parla, le jouil 15 mars 1984, à 14 hours - En 17 lots

1) sur la commune. ST_ETIENNE_AU -MONT (Pas-de-Calais) de Une MAISON freingue, devée sur sous-sol, d'un rea-de-chaussée et d'un l' étage mansardé; comprenant : 2 pièces, cuisine, granient. L'ERRE OCCUPAT.

MISE A PRIX : 42.500 FRANCS lot Une MAISON freingue, rea-de-chaussée, d'un et de buins, WC, chauffage contral, jardin, atelier. OCCUPÉE.

MISE A PRIX : 42.500 FRANCS lot Une MAISON freingue, servée, sur sous-sol, d'un rea-de-chaussée, d'un étage compr. : entrée, cuisine, salle à manger, selon, WC, 3 chauffage contral, jardin, atelier. OCCUPÉE.

MISE A PRIX : 142.500 FRANCS lot Une MAISON freingue, 2 étages : 5 chambres, currée, cuisine, bains, salle à manger.

MISE A PRIX : 34.000 FRANCS

OUTREAU (Pas-de-Calais)

Fourneaux; rez de chaus., 1= 81., 2-61.; 4 p. OCCUPÉE. MISE A PRIX : 25.500 FRANCS

ict Une MAISON mitoyenne, 154,

MISE A PRIX: 34.000 FRANCS

lot Une MAISON mitoyeme, 170,

FOURNESSE OCCUPÉE.
MISE A PRIX: 63.750 FRANCS
NO. UR BATTHEN mitoyea, 172,
lot UR BATTHEN me des Heurs
Pournessur, LIBRE D'OCCUPATION.

POUTDEAUX LIBRE D'OCCUPATION.
MISE A PRIX: 68.000 FRANCS

lot Une MAISON mitoyeune, 182, lot Une MAISON rue des Hauts Forman LIBRE D'OCCUPATION, MISE A PRIX : 25.500 FRANCS

2º ét. : amémagés en 3 STUDIOS, de chacem 1 pièce, une kitch., s

à SAINT-DENIS (93) 7, impesse Saint-Clément
MISE A PRIX: 15.000 FRANCS
S'adr. M* B. LÉOPOLDCOUTURIER, avocat, 14, rue d'Anjou,
Paris-9, T. 265-92-75. Th avoc. pr. TGI Paris,
Bobigny, Nanterro, Critell. 5/Lx pr vis.

MINISTERIELS **OFFICIERS ADJUDICATION VENTES PAR**

Vente sur licht, au Palais de Justice à Nanterre, mercredi 14 mars 1984, 14 h. : 2 p.p. au 1= & ... CAVE de imm

Vente sur licit. au Palais de Justice à Nanterre, mercredi 14 mars 1984, 14 h.

APPART. SEVRES (92) r. des FONTAINES

= 36 et 38

Bât. D. 4 étage : 5 pièces principales, onisiné, CAVE su rez-de-chauseée,
GARAGE au sous-sol, droits copropriété y attachés

M. A PRIX 540.000 F S'adr. M. BOUYERE, 104, avenue Kiéber.

M. R. VARINOT, avecat barreau du

Val-de-Marne, demestrant à NOGENT-SUR-MARNE, 166 bis, Grande-Rue;
au greffe des criées du Tribunal de Grande Instance de NANTERRE où le
cahier des charges est déposé; et sur place pour visiter.

Vente sur publications Judiciaires au Palais de Justice d'Evry rue des Mazières, le MARDI 13 MARS 1984 à 14 heures UN PAVILLON SIS à SAVIGNY S/ORGE

11 RUE du MUGUET

MISE à PRIX : 250.000 F. Pendicité de leanse en une de seus exchère d'un quart pais de moité Consignation préalable pour enchérir — pour remai-guements s'adresser à M= AKCUN-TRUXULO, 4, bel. de l'Europe à EVRY (Essunie) TEL : 079.39.45 Au groffe du Tribunal de Gearde instance d'EVRY où le cabier des changes est déposé.

'ente après liquidation de Biens, au palais de Justice de Parli LE JEUDI 8 MARS 1984 à 14 H, EN 3 LOTS 1" LOT APPART. à MARCQ-EN-BAROEUL (NORD) 515-519-521 Avenue de la République

2º LOT UN APPARTEMENT sis à LILLE (NORD) 630 Avenue de la République 3º LOT APPARTEMENT sis à ARMENTIERES (NORD)

64 Rue de Dunkerque LIBRES de LOCATION - MISES A PRIX : 1° LOT : 358.006 F - 2° LOT 450.900 F 3 LOT: 250.000 F - S'adresser pour tous remeignements M' de SA RIACA, Avocat au Barrean de Paris, 70, avenue Marceau tél.: 720-82-38

Me FERRARI Syndic, Me LAFONT Administrateur Judiciaire à PARIS 25, ree Godot-de-Mauroy au greffe du Tribunal de Grande Instance de FARIS et sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice à Paris, Jeudi 15 mars 1984, à 14 heures PARIS 10° - 45, RUE BICHAT gruche APPART. Entr., 2 p., cuis., APPART. Entr., 1 p., cuis., CAVE MISE A PRIX: 100.000 F red. Mª ABADIE Avocat Paris, 23, boulevard Henri-IV. Téléphone : 272-07-41, avant 17 h.

Vente au Palais de Justice de BOBIGNY, le 13 MARS 1984, à 13 h 30 EN 4 LOTS, dans an imme

15, allée de Gagny – LE RAINCY (93) 1" lot - UN APPARTEMENT - M. à P.: 810.000 F

2: lot - UN APPARTEMENT - M. à P.: 805.000 F 3 et 4 lot - UN GARAGE pour 2 voit. - M. à P. : 50.000 F chaq. TOUS CES LOTS SONT LIBRES

S'adresser à Mr VATIER, avocat, 27, bd. Raspail, PARIS (7-) - Tél.: 544-52-95

saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 13 MARS 1984 à 13 houres 30

UNE MAISON à BONDY (93)

196, Avenue Gedicoi dicrée sur anne est – d'un ren-de-channée dirisé en cuities, sulle commune, matrie et pauge l'étage : 3 pièce et cultient de troitent – JARDIN – Contrannée totale 3 à 41 en.

MISE à PRIX : 50.000 F.

S'adresser à la Société Civile Professionnelle d'Avocats ETIENNE, DORE, WARET-ETTENNE, FENART, ALEMANT, 11, rue du Général-Leclerc à 933110 ROSNY-SOUS-BOIS – Tél.: 854-90-87

Vente sur saisle immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY io MARDI 13 MARS 1984 à 13 h 30.

UN PAVILLON A COUBRON (93)

81, avenue du Contrat Comprenant au rez-de-chaussée : entrée, w.-c., culsine, séjour — à l'étage 3 chambres, salle-de-bains – garage – sur TERRAIN de 400 m². MISE A PRIX: 120.000 F

S'adresser à la Société Civile Professionnelle d'Avuca ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE-FENART, ALEMANT

11, rue du Général-Leclerc à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél.: 854-90-87

nte sur misie immobillère su Palais de Justice de BOBIGNY

lo MARDI 13 MARS 1984 à 13 h 30

UNE PROPRIÉTÉ ALIVRY-GARGAN (93) 43, bd Marx-Dormoy et 2, rue de Terrasson

Comprenant une MAISON élevée sur cave — Rez-de-Chaussée de 2 pièces et w.-c. — 1 étage de 2 pièces, cuisine, terrasse — constructions contigues à usage atelier, débarras, garage — sur TERRAIN de 2 a 3 en.

MISE A PRLX: 50.000 F S'adresser à la Société Civile Professionnelle d'Avocats
ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMANT,

11, rue du Général-Leclerc à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél.: 854-90-87

Ventes sur licitation, au Palais de Justice de VERSAILLES Le MERCREDI 7 MARS 1984, à 10 b. EN UN LOT MURS de 2 BOUTIQUES à 18. COMMERCIAL

(1 BOUTIQUE LIBRE) - CAVE - COURETTE, dans Iman.

136, RUE D'AVRON - PARIS (20°) MISE à PRIX: 115.000 F. Consig. pour 20.000 F en chèque certifié – S'adr. pr. rens : Cabinet de Me Jean GRESY, avo-cat, 9, place Hoche à Versailles – Tél. : 951-60-83 et 950-03-78 – Cabinet de Me J.-Y. LIENARD, avocat 1, rue Royale à Versailles – Tél. : 950-18-30 – Au

Greffe du T.G.I. de Versailles - Visite sur place, sur rendez-vous.

Vente Puluis de Justice de PARIS le Jendi 15 MARS 1984 à 14 h. UN LOT APPART PARIS 15° 17/19 r. Jean MARIDOR

(7e) 37, rue de Lille T.: 261-15-45 A tous les avocats près Trib. Grande Inst. de PARIS, BOBIGNY, CRETEIL, NANTERRE

3 PIÈCES PRINCIPALES, 7º ét. av. Jouissance TERRASSE sur rue et JARDIN. CAVE EMPLACEMENT DE VOITURE **MISE à PRIX 250.000 F.** s'ad. M° G. BERNARD Avocat à PARIS

4 P. Dalcon LIBRE D'OCCUPATION.
MISE A PRIX: 170.000 FRANCS
10 Une MAISON rue Hauts Fournee OCCUPES.
MISE A PRIX: 21.250 FRANCS
11 Une MAISON mitoyenne, 156,
ior Une MAISON mitoyenne, 156,
ior Une MAISON mitoyenne, 156,
ior Une MAISON rue des Hauts

Pourneaux LIBRE OCCUPATION.
MISE A PRIX: 17.000 FRANCS
11 Une MAISON mitoyenne, 156,
ior Une MAISON rue des Hauts

MISE A PRIX: 23.300 FRANCS

MISE A PRIX: 23.300 FRANCS S'adresser à : Maître LYONNET du MOUTTER, Ancien Avoué, 182, rue de Rivoli75001 Paris (tél. : 260-20-49) : Maître Heury COURDAIN, Syndie, 174, bd SaintGermain - 75006 Paris : Maître Bernard MEILLE, Syndie, 79, rue du Temple - 75003
Paris : Maître Albert CHASSAGNON, Administrateur - judiciaire, 22, avenue Victoria - 75001 Paris : an Greffe des Criées du Tribunal de Grande Instance de Paris, Palais
de Justice, boulevard du Palais, où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour
vieiter.

1.

La hausse des prix se ralentit en France : + 0,7 % en janvier

Les prix de détail en France ont augmenté de 0,7 % en janvier, l'indice calculé par l'INSEE s'inscrivant à 144,5, contre 143,5 en décembre sur la base 100 en 1980. Ce résultat est le meilleur enreg tré pour us mois de janvier depuis 1978 (+ 0,5 % cette amée-là). Il se décompose ainsi : + 0,6 % pour les prix des produits alimentaires, + 0,7 % pour les uits manufacturés, + 0,7 % pour les services produits manufactures, — v., ... produits manufactures, — v., ... produits de mois de janvier avait pourtant enregistré la hausse des loyers (+ 1,4 %), celle du tabac (+ 5 %, à cause de la vignette destinée au finance-ment de la Sécurité sociale), celle également de la TIPP (+ 6 % pour la taxe intérieure sur les produits pétroliers, soit la moitié de l'augmentation prêvue pour cette année), enfin l'augmentation de la rede-

M. Jacques Delors a qualifié ce résultat de « satisfaisant », lundi soir 27 février, au court de l'émission « Face an public » sur France-Inter.

Ce résultat est effectivement satisfaisant pour un mois de jauvier. Il confirme le ralentissement de

la hausse des prix qui se produit en France depuis quelques mois, et qui voit l'écart se réduire entre notre rythme d'inflation et le rythme d'inflation de la me des pays étrangers (+ 0,6 % de hanese sex Etats-Unis et en RFA en janvier). Cela étant dit, si les progrès sont indéniables, le hanne des prix sur un au (janvier 1984 comparé à janvier 1983) est encore de 9 %. De plus, les prix n'évoluent pas libreencure de > 20. Le pins, les prix n'évoluent pas libre-ment en France : certains sont bloqués (cafés-restaurants, hôtels, réparations à douscile), d'autres n'ont pas été revalorisés depuis longtemps (asaté) ou insuffisaument par rapport à l'inflation (loyers). D'une façon générale, les doux tiers des prix des produits manufactures sum cause con-(254 accords de modération out été souscrits pour its manufacturés sont encore sons contrôle 1984, couvrant le quasi-totalité des sectours in tiels, indique le rue de Rivoli).

M. Jacque Delors mène-t-il en matière de prix une politique de l'indice ? Nous l'avions écrit il y a quelques mais au vu des décisions — souveut contradictoires - prises par le ministre de l'économie et des figurees : contradictoires avec les principes affichés, les promesses faites, les décisions prises précédenment. Dans l'article qu'on lira ci-dessons, M. Jean-Paul Pision défend une thèse différente : le gouvernement même une politique des prix et non une politique de l'indice.

On lira par ailleurs l'opinion de syndicalistes et CFDT de la direction de la concurrence du ministère CFDT de la direction de la concurrence du ministère de l'économie et des finances sur la politique des prix. Dans un article publié dans le Monde du 29 septembre, l'un de ces syndicalistes, M. Jean Aliix avait écrit : «La politique des prix, depuis la sartle du blocage de novembre 1982, est une politique de l'indice. Les réglementations sont décidées en fonction de l'évolution de l'indice des prix de l'INSEE.

I'INSEE. Politique des prix on politique de l'indice? Les blèmes de vocabulaire out leur importance : l'expression « politique de l'indice » quand ou Pemploie actuellement se doit une être commission » ment ne doit pas être comprise significit « trucage ». Il est clair que l'indice n'est plus ni manipulé ni traqué depuis belle lacette. Penton dire pour autant que la politique unuse pur M. Delors, et qui vise à travers l'évolution de l'anice des prix à faire pression sur les salaires, suit me politique des prix ?

Les prochains mois seront espentiels. Ber dépendra des hausses de salaires. Resterout-ell modérées? Les négociations salariales actuellement en cours dans le secteur public et le comportement du secteur privé le diront. Les prix des matières premières importées, qui out augmenté de 32 % en un an, ne tont-ils pas peser très lourd sur l'indice?

M. Delors a fourni indirectement une partie de la réponse en déclarant au cours de l'émission «Facean public » que la France avait besoin d'une mountie

ALAIN VERNHOLES.

POINTS DE VUE

Une action qui s'attaque aux conséquences sans toucher aux causes

ES contrôleurs des prix sont devenus des pom- piers qui interviennent dès qu'un poete de l'indice fiambe ». écrivions-nous dens le Monde du 29 septembre 1983. Cette méthode de lutte contre l'inflation pose de nombreux problèmes pour le personnel de la direction générale de la rrença et de la consommation.

Début novembre, nous adressions à M. Jouven, directeur général, une lattre ouverte pour le mettre en carde contre un certain découragement qui s'installait chez les agents. Quand ces agents constatent tous les jours que leurs contrôles portent sur le demier maillon de la chaîne de distribution mais ne concernent pas l'organisation des circuits, ils connaissent très bien les limites de la réclementation. Alors que de nombreux contrôles avaient été faits tout l'été, il était demandé aux agents d'en faire encore plus. Le volontarvice d'une politique d prix incohérente décourage la bonne

Mais ce qui nous paralessit plus renforcement des contrôles. Nous écrivions dans cette lettre ouverte : s Le 5 octobre 1983, le premier de la République una lettre commina-

MONNAIES

ET CHANGES

LA BAISSE DU DOLLAR REPREND :

8,02 F

Intervompos, iundi 27 février. In baisse du dullur a repris, masril, sur les marchés des changes, deus une atmo-sphère d'abord mervense, puis plus

Les cours de la monstie americame sont revenus, à Francfort, de 2,6380 DM à 2,6025 DM, et, à Paris, de 8,11 F à 3,0268 F, après avoir touché 8 F pendant un monest. C'est la première fois que le «billet vert» re-trouve le cours de 8 F, qu'il avait franchi, gallardement, le 2 août de l'année dernière, avant de frûler 8,70 F pendant la monétieu calernien de la marier 1984.

la première quiuzaine de janvier 1984.

Le repli de dollar, attribué aux

émes craintes que la semaine dernière lourdissement du déficit du budget et

(alourdissement du déficit du budget et de la bahance commerciale des Etato-Unis), s'est produit en dépit de l'aggra-vation de la tension dans le golfe Persi-que (voir par nilleurs). Il y a encore un mois on deux, l'affaire «hombarde-ment» du terminal pétrolier de Kharg, vraie on famue, ascult fait flamber le doller.

Son nouveux repli dans de telles cir-

aux. Ces derniers se tournent vers le

destachemark et, un peu, sur l'or : l'once de métal a trôlé 400 dollars,

mardi 27 février, contre 394 la reille.

constances montre à quel point in mon-naie américaine n'inspire plus

par JEAN-FRANÇOIS DELORME et JEAN ALLIX (*)

toire que yous nous permettrez de résumer selon l'« enchaînement pseudo-logique » suivant : « La réglea mentation est bonns. Or certains » prix montent. Donc, vous ne faites » pas votra trav ail. »

Ce raisonnement pseudo-logique a même au l'honneur de la première page du Monde du 6 janvier, citant les services du premier ministre, selon lequel « les services du ministère de l'économie et des finances n'auraient pas manifesté suffisamment de zèle dans l'application de ses recommandations sur le contrôle des prix », laissant entendre que les contrôles n'ant pas été assez nom-

ment, il faudrait peut-être s'interroger sur l'applicabilité de certaines réglementations. Nous citions, dans réglementation des débits de boissons, qui a changé trois fois en douze

Un tel charivari réglementaire rend extrêmement complexe le contrôle

(°) Secrétaires généraux da Syndi-cat national CFDT de la direction générale de la concurrence et de la con

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE VA RESTER LÉGÈREMENT DÉFICITAIRE AU PREMIER SEMESTRE, ESTIME L'INSEE

La consommation des ménages devrait stagner au premier semestre en raison de la légère baisse atten-due du pouvoir d'achat du revenu disponible brut. Les ochats de produits manusactures, après une pointe fin 1983, reculeraient à noueau », écrit l'INSEE dans sa note de synthèse sur la situation et les perspectives de l'économie fran-

· Pour la demande étrangère, qui a beaucoup soutenu l'activité intérieure au cours des trois derniers trimestres de 1983, les industriels interrogés en janvier attendent maintenant une stabilisation. Elle levrait entraîner celle de nos exportations, notre situation de compési-tivité rendant vraisemblable un arret de la croissance de nos parts de marché. Ainsi la prévision d'une production globalement « étale » sur le premier semestre apparaît

comme très vraisemblable. » L'INSEE estime que la balance commerciale de la France restera en moyenne légèrement déficitaire pendant tout le premier semestre, du fait notamment d'un fléchissement des exportations agricoles et d'un arrêt du stockage des produits pétro-

mais surtout discrédite d'avance toutes les opérations d'information

Cette logique répressive vient de franchir un nouveau pas : le renforcement des directions de la concur rence per des policiers (le Monde du 24 janvier). Ainsi, à Paris, sobante policiers sont maintenant rattachés à concurrence et de la consommetion, ce qui correspond presque à un dou-blement des effectifs. Quand on sait quelle est la technicité requise pour vérifier les réglementations, l'appel à des services peu formés pour lecontrôle des prix perpétue une politique qui s'atteque aux conséquences eans toucher aux causes.

Pour nous, les pouvoirs publics sont enfermés dans une logique administrative et indicieire de la lutte contre l'inflation. Ainei, toutes les octions sans effet immédiat et direct sur l'indice sont abandonnées. Le rapport du député Ba vote du budget du ministère de l'économie, est, à cet égard, éclairant. Nous en extrayons deux phrases: e Par comparaison avec la politique des prix, sur laquelle l'effort est très concentré, la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles semble être considérée comme mineure. » En ce qui concerne la commission de la concurrence, il précise : « le nombre des selsines ministérielles la concer-nent diminue dans des proportions telles que la mise à l'égart paraît évi-dente. »

Nous ne pertageons pas l'analyse du député. Si la commission de la concurrence n'a pas de dossiers, ce n'est pas parce que l'administration veut la mettre à l'écart, c'est parce qu'elle n'en a pas à lui fournir. Elle ne Deut das en avoir duisque ses services ne s'occupent plus de conculrence. Un saul example éloquent : en 1981, 80 % des dossiers instruits à la demande de la direction générale par le service spécialisé en metière de concurrence étaient des enquêt de... concurrence. En 1983, ces mêmes enquêtes ne représentent plus que 40 % des dossiers transmis par cette même direction générale.

Depuis des années, nous disons que la lutte contre l'inflation doit être prise en charge par tout le corps social. Que peut faire, dans l'état actuel des réglementations, le consommateur qui veut aider le ministre dans sa lutte contre l'infletion ? Pour l'instant, rien. Il est nécessaire d'aller dans cette voie : per exemple, les mesures de publicité de prix sont probablement beaucoup plus importantes que plus d'une réglementation d'évolution de prix.

L'abandon de toute politique de concurrence au profit d'un renforcement considérable du contrôle des prix nous semble une erreur.

Une politique de l'indice ?

E ministre des finances est soucieux. Il ne veut ni que l'évolution de l'indice des prix déclenche le relèvement automatique du salaire minimum ni qu'alle démente sa thèse d'une... disparition de l'inflation. Il détaxe quelques-uns des produits qui figurent dans l'indice et rend grasuit le « sarif privilégié » du gaz appliqué dens certains quartiers de Paris aux ménages qui paient un loyer inférieur à un certain platond (en tarif « recrésente » la prix du caz dans l'indice). Le miracle a lieu : l'indice baisse. L'auteur de cet exploit n'est ni Ramadier ni un autre ministre de la IVº République, mais V. Giscard d'Estaing qui parvint sinsi à calmer l'indice des cent soixantedix-neuf articles pendant l'hiver

Cet épisode montre bien qu'en matière de politique de l'indice - et contrainement aux idées propagées per les responsables de l'actuelle opposition - it est un peu sommaire d'opposer les vioes de la IV aux vertus de la Vª République d'avant

La politique de l'indice est-elle encore pratiquée aujourd'hui? Un débet s'est engagé dans la presea

sur cette question. Pour le faire progresser il importe d'être précis et avérée dès lors qu'est aitérée la représentativité de l'indice, c'està-dire dès qu'une mesure charche à randre l'évolution des prix observé par les enquêteurs de l'INSEE différente de celle des autres prix.

Une telle politique a été relativement aisée jusqu'en 1970 parce que la liste des articles observée per l'INSEE était publique. Il auffisait donc de détaxer certains articles, de subventionner leurs producteurs, ou de bloquer leurs prix pour altérer la qualité de l'indice.

Depuis 1971 l'indice n'est plus défini à partir d'articles mais à l'aide (presque) toute la consommation. La liste des 295 postes est publique, meis pas celle des bians et services qui les représentent. Il n'y a, par exemple, pas d'article « camembert » mais un poste « fromage à pâte molle », dont l'évolution des prix est retracée à l'aide d'un échantillon de variétés connu des seuls statisticiens. Nonobstant la célèbre affaire du « compteur bleu » (janvier 1976), le caractère secret de la liste des variétés est bien gardé et, d'une façon plus générale, la rigueur des iciens de l'INSEE ne peut être mise en doute, ce qui différencie net-tement l'indica des 295 postes de

Maigré le secret qui entoure la fiste des variétés, le politique de l'indice reste possible puisque les 295 postes ne couvrent que 82 % de la consommation environ. Sont exclus les « loyers fictifs » que les propriétaires sont censés se verser à eux-mêmes larsau ils accupent leurs

par JEAN-PAUL PIRIOU (*) logements (6,3 %), l'autoconsommation de produits agricoles (0,6 %), les primes d'assurance (0,9 %), les intérêts sur les crédite à ta consommation (0.3 %), les frais hospitaliars (5,8 %), les dépenses pour les conneillers juridiques, les agences matrimoniales, les pompes funèbres, etc. (2,3 %).

Il ne faut pas surestimer les conséquences de ces exclusions souvent discutables. Depuis 1970, per exemple, celle de l'hôpital à évité à l'indice une hausse annuelle moyenne de 0,05 %, celle des loyers fictifs une beisse annuelle movernede 0,05 %. Pour l'instant, la seule mesure qui semble relever de la politique de l'indice ast l'acrroles important de la taxa applicable aux contrata d'assurance automobile : s'il n'exclusit pas les primes d'assurance, l'indice sugmenterait alors de moins de 0,1 %. Par contre, la surprime « catastrophes naturelles » instituée en 1982 n'aurait au vraisamnt aucune incidence sur l'indice : elle correspond è une bauese des dépenses qui n'est pas une augmentation des prix mals... du volume des risques assurés.

In y a pas trucage

La définition de la politique de l'Indice précédemment avancée peut Elle présente capandant l'avantage capital de permettre de bien distin-guer entre la politique de l'indice et les politiques de prix. Lorsque cellesci ont des effets sur l'indice, on ne peut pas les assimiler à la politique de l'indice. A moins d'admettre que la représentativité de l'indice est altérée lorsqu'il ne refiète pas ce qu'aurait du être la hausse des prix en l'absence de mesures gouverne mentales, mais mesure « saulement »

l'augmentation réelle des prix réels... Autant dire siors que les indices doivent retracer les évolutions potentielles «naturelles» de l'économie ou que la « relance » Mauroy de 1981 était une politique de l'Indice du PIB puisque sans elle il aurait évolué autrement. N'est-ca pas una démarche intellectuelle de ce genre qui permet de présenter, par exemple, l'élargissement des rabais autorisés sur l'essence comme un example à: appui de la thèse selon laquelle nos dirigeants a commencent à pratiquer sans vergogne une politique de l'indice » (1) ? Il est vrai que si tous les pompistes appliquent ce rabais supplémentaire, l'indice diminuera de

Faut-il pour autant considérer cetment de la concurrence, qui conduit les pompistes à diminuer leurs marges, comme de la politique. de l'indice ? Si la réponse devait être positive, cela ne signifierait-il pes qu'une mesure de jutte contre la nausse des prix — discutable ounon: là n'est pas la question serait désormais assimilée à l'un des trucages qu'a toujours désigné la notion de politique de l'indice?"!! n'est peut-être pas interdit de penser que la qualité des débats sur la politique économique n'a rien à gagner à la multiplication de telles obscurités sémentiques.

Mais qu'on ne se méprenne pas. Ce souci de clarté ne signifie évidem ment pas que nous ayons la maiveté de penser que les politiques de prix ne restent pas en général obsédées per l'indice. Lorsque M. Jacques Delors fait retarder la hausse de certains tarifs publics, lorsqu'il porte atteints à plusieurs reprises à la formule de fixation automatique des

(*) Matro-assistant à l'UER d'ans-lyse économique de l'Université de Paris-L II est l'auteur de l'*Indice des* prix, Editions la Découverte-Maspèro, collection « Repères », dont Alfred. Sanvy a rendu compte dans le Monde du 13 décembre 1983,

prix des carburants et du effouix domestique (orthographe administrakul-même fuit adopter en mai 1982. Il est clair que son objectif est de freiner l'évolution-de l'Indice. Mais quel que eait le jugement qu'inspire une telle politique - l'Indice reste bien alors un instrument de mesure fidèle de la baussa des prix. De celle qui prévaut affectivement, et non pas de celle qui aurait existé et la politique des prix était différente... ou al

l'indice n'existeit pas. - S'il faut conserver la définition étroite de l'indice, c'est parce que c'est celle-lè qui est inscrite dens la mémoire cotlective. Dès lors, l'élargissement de son acception ne peut. que fevoriser une confusion qui débouche sur la suspicion, qualle que soit d'ailleurs le volonté des utilissteurs de la définition élemie.

Tout cele ne doit pas faire oublier ce qui set peut-être l'assentiel. Cer et-- l'indice est un assez bon indicateur de la hausse des prix, il n'est quère mesure de l'évolution du pouvoi d'achet; têche pour laquelle il n'e d'ailleurs pas été explicitement susceptibles de résoudre de problème n'est sans doute pes pour demain. Ne ferait-elle pes renaître les accusations de... politique de

Park to the same the willing

The contract

Emilian in

 $\mathcal{L}_{\mathrm{c},\mathbf{r}}^{\mathrm{c},\mathbf{r},\mathbf{r}}$

4. .

and Supply to Supply to the su

The second

1 Tem

ere a te an

of the most

Total Warry Shoop

The state of the s

print a serie

May Carlow May

And Street Links

a, all a section Pa

en de la contraction

1

To the state of

h. A. P. C. C. Comments

M. Water The

The same

The Water

34

---A P LATE LEADING

13 ARE PRIME No. to the

(1) Aisin Vernholes, «La politique s l'indice», *le Monde* du 2 octobre

LA BAISSE DES PRÉLÉVEMENTS BENEFICIERA **AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS**

M. Delors a indiqué, hadi soir 27 février, au cours de l'émission « Face au public » que le plan vi-sant à réduire de 1 % les prélève-« dans les prochains jours au présitre a confirmé ce qu'il avait dit il y a quelques samaines : « Il faudra que cette baisse se tradulse concrè-tement pour les entreprises, au ni-veau des charges et pour les indi-vidus au nivoan de l'impôt zur le

! « Il faut faire le choix entre une il fant faire le caox entre une piqure de morphine et le redreximent », à ajouté M. Delors, en évoquant l'augmentation actuelle du chômage, qualifié par le ministre de « chômage d'adoptation ». « On pourrait le repousser, mats ce serait pour en retrouver deux fois plus dans trois ans. Je ne serai je-

Sur l'évolution des revenus, M. Delors a déclaré : « Si la France veut une économie moderne, les sa-laires réels doivent être négociés au niveau de l'entreprise en fonction

de ses résultats. menté de 5,4 % en-1983, voilà pourquoi nous exportons, a encore indi-qué M. Delors, avant de conclure : « Pour l'assainissement, nous avons fait 50 % du parcours ; pour le long perme, nous en sommes à

• Poursuite de la reprise américaine. L'industrie américaine a' tourné à 79,9 % de ses capacités en janvier, soit le taux d'utilisation le plus élevé enregistré depuis septem-bre 1981. En décembre, ce taux s'était élevé à 79,2 % (après révision) contre 78;8 % en novembre. II n'avait été que de 70,7 % en janvier 1983. Ce taux s'est, en janvier 1984, situé à 81,8 % pour les biens non du-cables et à 78,4 % pour les biens durables. Cependant, les revenus per-sonnels des Américains ont progressé de 1.1 % en janvier.

Le Monde dossiers et documents LA SANTÉ DANS LE TIERS-MONDE



LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES COURS DU JOUR UNI MORE DELOX MANUAL + 290 + 340 + 240 + 306 + 310 + 340 + 165 6,4115 + 126 + 165 3,462 + 155 + 175 Sea. Yes (100) DM + 185 + 330 + 360 + 1005 + 1060 3,0849 + 179 2,7335 + 146 + 160 + 225 + 319 + 570 15,9615 - 245 - 185 - 445 - 245 + 570 3,7165 + 275 + 300 + 545 + 570 + 1610 4,9600 - 230 - 195 - 446 - 410 - 1320 11,9330 + 310 + 330 + 615 + 719 + 1900 FS. L(1 660) TAUX DES EURO-MONNAJES

SE-U.... 9 5/8 DM 5 1/2 Flucin 5 3/4 F.S.(180)... 10 1/2 L(1 000) ... 16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises unes sont indiqués en fin de matinée per one grande banque de la piace.

مكذا من الأصل

% en janvier

de l'indice?

MARKET LANDS ... <mark>(神神・)の意味</mark>、 Magain of Magain and All **(神神**) 、 「神神道を神 Marie Transport

THE THE PARTY . . .

- 14 Congress of the Congress Marya and San Alba A September 1997 Mark Market on The same of the same The state of the s

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH A STATE OF THE STA The same of the sa Action to the second Stated water to be to A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH the second will be a the way to a .

A Section of White S. It. Marie Comment The same of the same of

MARCHÉ COMMUN

LA RÉUNION DES MINISTRES DES « DIX »

Dures perspectives pour les agriculteurs

Bruxelles (Communautés euronnes). - Des hausses de prix en France de l'ordre de 5 %, mais gel en RFA, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni ; une réduction limitée des montants compensatoires monétaires (MCM) appliquée entre la France et l'Allemagne; et surtout un pla-fonnement rigoureux de la production laitière : telle est, si l'on interprète correctement les quelques commentaires faits lundi soir, l'esquisse de l'accord vers lequel s'orientent les ministres de l'agriculture des Dix. Les contraintes que ievront supporter les agriculteurs du Marché commun pour assainir la politique agricole commune (PAC), et par là même rendre possible un accord d'ensemble dans la négociation européenne en cours, promet-

M. Robr, le secrétaire d'Etat allemand à l'agriculture, a expliqué
quel effort son pays était prêt à
consentir pour supprimer les MCM
qu'il applique. Ceux-ci jouent
comme des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation
M Rohr part du principe que pour M. Rohr part du principe que, pour des raisons budgétaires, les prix communs fixés en ECU devront être à pen de chose près gelés en 1984-1985 et en 1985-1986. Les MCM allemands atteignent pour la majorité des produits près de 10 %. Les Allemands seraient prêts à les élimi-ner en quatre étapes en appliquant trois méthodes différentes. La pre-mière année, en 1984-1985, les MCM positifs allemands seraient réduits per exemple de trois points par transfert en MCM négatifs dans les autres pays. La seconde année, Bonn se résignerait à une légère diminution des prix en marks dont les effets pour les agriculteurs seraient atténués par des sides aux revenus. La troisième et la qua-trième année, M. Rohr table sur des relèvements des prix en ECU. Ils seraient utilisés par la RFA pour éliminer ses derniers MCM existants. En cas de réévaluation du deutschemark, il n'y aurait plus de création

-ÉTRANGER

s'appuyaient sur un large

consensus de l'opinion publique américaine. « Quoi de plus nor-

mai après tout, dissit-on outre-

Atlantique, que de ne pas donner

des armes à nos adversaires, qu'ils le soient sur la plan mili-

taire comms l'URSS ou sur le

plan industriel comme le

tourne au protectionnisme pur et

simple, mâtiné de mac-

carthysme sur un fond de

bureaucratie ubuesque, com-mence à inquiéter sérieusement

la communauté scientifique et les

milieux d'affaires américains, et

irrite de plus en plus les alliés des

L'Académie nationale des

sciences des États-Unis vient de

rendre public un rapport (préparé

par la Conseil national de la recherche), fort critique à l'égard

de la politique de l'administration

Reagan en matière de limitation

des exportations de technologie.

Les scientifiques estiment que

les nouvelles règles adoptées

vont bien au-delà de ce qui avait été jugé nécessaire dans l'étude officialle réalisée en 1982 sur ce

sujet per un groupe de personna-îtés scientifiques et militaires.

objectifs, sans tenir compte, par

Ces derniers avaient recom-

Que cette politique restrictive

Japon ? »

États-Unis.

Trop, c'est trop ! Les efforts example, des impératifs éconoengagés par les États-Unis depuis quelques années pour mieux protéger leurs secrets et miques, scientifiques ou de la liberté d'expression. De son côté, le département du com-

surveiller d'un peu plus près leurs merce impose une licence

De notre correspondant

le niveau des MCM dans chaque Etat membre serait dorénavant établi par rapport à la monnaie la plus forte au sein du système monétaire européen. L'effort allemand, même s'il ne correspond pas an vœu de Paris, n'est pas négligeable puisqu'il siginifie un gel des prix en marks pendant trois ou quatre ans.

Deuxième point : les prix. « Il n'y pas eu de vrai débat sur les prix car tout le monde sait qu'il faut une politique restrictive., a commenté M. Rocard. Le conseil semble acquis à l'idée d'une hausse des prix en ECU quasi symbolique, voisine de celle proposée par la commis-sion : en moyenne + de 0,6 % avec gel pour le lait et les céréales. Les aiustements de prix nécessaires pour tenir compte de l'inflation seraient opérés dans les pays à monnaie faible par réduction des MCM négatifs. En Italie, en Belgique, au Dane-mark, où il n'y a pas actuellement de MCM négatifs, ce relèvement des prix serait rendu possible grâce au transfert des MCM positifs allemands. La France applique déjà des MCM négatifs d'un peu plus de 4 %. Compte tenu de la légère hausse des prix en ECU, elle n'aurait pas besoin du tranfert des MCM ouestallemands pour aboutir à une hausse des prix en francs de l'ordre de 5 %.

Toisième point: le lait. La situation laitlère est effrayante... Dès qu'on fouille le détail de l'application d'un système de limitation des quantités, que ce soit par laiterie, par quotas individuels ou par une nouvelle taxe souple, mais très brutale, quand on se met à réfléchir aux situations personnelles d'exploitation, on s'aperçoit que c'est dur », a commenté M. Rocard. Comment interpréter ces propos? Le conseil semble acquis à l'idée que la production laitière dans la Communauté doit être ramenée à 97,2 millions de tonnes, de MCM positifs, mais uniquement augmentation des MCM négatifs coûterait trop cher. La production dans les autres pays. Autrement dit, en 1983 a été de l'ordre de 103 milsion. Accepter un niveau plus élevé

lions de tonnes. En combien de

temps faut-il la ramener à 97,2 mil-lions de tonnes ? (Des 1984 ou progressivement en deux ou trois campagnes?) Comment repartir l'effort entre les pays? Quel mécanisme adopter pour s'assurer que le seuil fixé ne sera pas dépassé? La troisième question est la plus imporsieme question est la pius impor-tante, car elle conditionne l'avenir. Cinq pays (RFA, Pays-Bas, Royaume-Uni, Belgique, Grèce) sont favorables à un système de quotas fixés par exploitation. C'est le dispositif le moins souple, mais celui qui devrait le mieux garantir que le plasond fixé pour la CEE ne sera pas dépassé.

Comment se présente dans ce débat compliqué la position fran-çaise? - Il semble bien qu'un accord sur les MCM soit possible, mais rien n'est fait », a observé M. Rocard : le transfert des MCM positifs en MCM négatifs, comme il l'a souligné, est . nécessaire - pour permettre de relever les prix dans des pays comme l'Italie et la Belgique. Répétons qu'il n'était pas nécessaire dans le cas de la France. Pour les agriculteurs français, le transfert de MCM positifs en MCM négatifs ne changerait pas grand chose par rapport à la situation présente ; les agriculteurs ouestallemands continueraient à bénéficier de prix plus élevés et d'un avantage sur le plan commercial.

Il aurait été plus intéressant d'obtenir une augmentation significative des prix en ECU (+ 1,5 % ou 2 %) et de l'utiliser pour réduire les MCM ouest-allemands. Une telle formule se serait traduite par une diminution effective des MCM appliqués entre la France et la RFA. Il semble que cette augmentation soit exclue pour des raisons budgétaires. Dans ses commentaires, M. Rocard est revenu à deux reprises sur ce point. Cela ne signifie pas que le ministre français estime qu'il faille rester dans les limites des crédits qui sont inscrits dans le budget de la Communauté pour 1984 : 16,5 milliards d'ECU, soit 110 milliards de francs. Il apparaît en effet que, compte tenu du rythme des dépenses actuel, ce montant sera en tout état de cause dépassé. Il est légitime d'envisager des financements complémentaires, mais l'opération ne sera acceptable par les partenaires que si l'on reste dans des limites raisonnables. On peut penser en outre que M. Rocard voudrait voir le conseil dégager quelques crédits pour alléger le sacrifice que la nouvelle politique laitière va impliquer pour les petits agriculteurs.

PHILIPPE LEMAITRE.

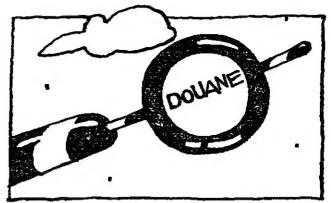
Le Monde RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SELECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

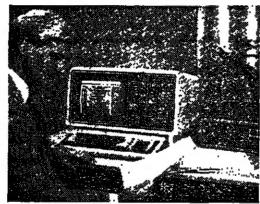
LES FRONTIÈRES S'OUVRENT DEVANT NOUS.



XP n'est pas seulement un transporteur express. XP se charge aussi des formalités douanières pour vos cois à desunation de l'étranger. Tous nos services sont dans notre nouveau Guide de Service XP, Demandez-le au 2085332, il



Le TRS-80 Modèle 12. ainsi que le préconise la Commis-

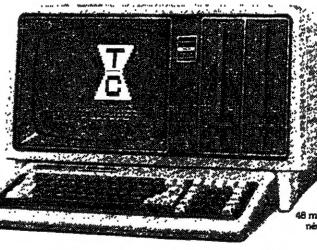


texte, en passant par l'analyse financière, les stocks, la facturation, la paye... le microordinateur TRS-80 Modèle 12 couvre tous les secteurs d'activité de la plupart des entreprises. Voilà pour le présent. Mais il est intéressant de savoir qu'en donnant la préférence à ce précieux auxiliaire, vous prenez une excellente option sur l'avenir. Conçu, en effet, dans une optique d'extensibilité, le Modèle 12 suit aisément l'évolution et la croissance de

Investissement judicieux, le Modèle 12 est bien l'outil de gestion par excellence des entreprises soucieuses de rentabilité et d'efficacité. Aujourd'hui et

Pour vous en convaincre, adresseznous le coupon ci-dessous et vous recevrez une documentation détaillée. Ou mieux: venez exposer vos besoins informatiques dans l'un de nos Centres Ordinateurs ou magasins spécialisés en micro-informatique.

Sa structure modulaire en fait le micro-ordinateur aisément adaptable au développement de votre entreprise.



Microprocesseur Z-80A 8 bits (4 MHz). Structure modulaire en vue, entre autres, de l'adjonction d'un microprocesseur 16 bits - Possibilité d'extension sur disques durs jusqu'à 48 millions d'octets pour le stockage de données ou de programmes · Mémoire : 64 K + 16 K · Clavier Azeny accentué.

Modèle illustré: 262-4005, avec 2 unités de disques souples

Il existe également un Modèle 12 avec 1 unité de disques souples (réf. 262-4004) 32.995 F* (TVA 18,60% incl.)

Tandy[®] le micro-ordinateur TRS-80 est un des plus utilisés

dans le monde. • Performances et possibilités d'évolution à la hauteur de vos besoins. • Service après-vente efficace : deux formules de Contrat de Service

(en nos ateliers ou maintenance sur site). • Assistance et conseils dans tous nos Centres Ordinateurs et magasins spécialisés en micro-informatique (une centaine en Europe). Formation dans nos Centres Ordinateurs.

TRS-80, le micro-ordinateur toutes professions. Prix au 1º novembre 1983 sous réserve de modification du programme de vente ou des tarifs. Les prix peuvent varier dans les magasins franchisés.



vos activités. Une certitude plutôt rassurante, non?

cler. Il y a quelques samaines, IBM a adressé une lettre aux sociétés britanniques de location d'ordinateurs, les avertissant que toute vente ou tout changement dans la localisation ou l'utilisation de ses grands ordinateurs demain.

• Fiabilité exemplaire:

devait être préalablement auto-risé per Washington. On murmure que Mª Thatcher a pris un coup de sang. Elle a en tous cas dépêché immédiatement, outre-Atlantique, son secrétaire d'Etat au commerce et à l'industrie, M. Tebbit, pour y faire connaître l'irritation grandissante de la Grande-Bretagne face à la politique américaine. Parlent devant la Chambre de commerce améri-caine, M. Tebbit a déclaré que «la cause de tension la plus importante entre les deux pays résidait dans la prétention de Washington d'imposer ses pro-pres lois aux peuples des autres pays, jusque dans leurs maisona,

d'exportation pour toute « info

metion sensible ». Une procédure

qui vise, entre autres, les com-

munications scientifiques lors

des symposiums où sont pré-

que la politique restrictive de

l'administration Reagan va beau-

coup plus loin que ce qui était ini-

tialement prévu, et risque de ce

De fait, les meilleurs alliés des

Etats-Unis commencent à rené-

fait de porter atteints aux inté-

rête même du pays.

Les rapporteurs de l'Académie nationale des sciences estiment

et leurs affaires ». Il est vrai que l'attitude de Washington na manque pas de piquent. Au moment où l'administration américaine restreint la circulation de l'information scientifique vers tous les autres pays, elle développe une vaste offensive dans toutes les instances internationales pour favoriser une déréclementation des communications mondiales. Au nom, bien sûr, de la libre circulation des mations et des données.

J.-M. QUATREPOINT

mandé une stratégie sélective basée sur des restrictions spécifiques, et une plus grande vigilance dans certains contrats. Mais, en aucun cas, cette politique ne devait, estimaient-ils, porter atteinte à la libre circula--Or tel n'est pas le cas. Le rapport de l'Académie nationale des sciences relève que Engine Ti Azirigia le gouvernement a étandu sa sur-F. Frit Van . lance aux échanges scientifiques en envoyant, notamment, des « agents » dans les congrès scientifiques. En outre, une cartaine confusion règne dans l'administration, chaque département édictant ses propres rècles. Le ministère de la défense ne se

000 744 155

A PARTY

And the second second gar tigaga a menerum n The figure of the first street or the (1) 10 mm (1) - Company of the Company Say region for market a second The second second Fr Fire Conference on the see have not been

Commence of the second the same of MAN COMMENT OF THE PARTY OF THE Surger was see to the A THE PARTY OF THE The same of the same

Andrews and State of the State

AFFAIRES

LE FONDS INDUSTRIEL DE MODERNISATION **VA ACCORDER 500 MILLIONS DE FRANCS** A PEUGEOT

Le comité directeur du Fonds industriel de modernisation (FIM) a finalement donné un avis favorable à la demande déposée par Peu-geot d'un prêt de 500 millions de francs (le Monde du 14 février). Celui-ci est destiné à financer la modernisation du site de Poissy, sur lequel Peugeot s'est engagé à inves-tir 1,2 milliard de francs pour y construire une nouvelle voiture, la C 28. Cette décision doit cependant être confirmée par M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, qui préside ce comité directeur, et recevoir la signature de M. Delors, puisque les prêts supérieurs à 150 millions de francs sont garantis au coup pour coup par

Le Fonds industriel de modernisation, qui dispose pour 1984 d'un peu plus de 7 milliards de francs drainés par les CODEVI) — sans compter les 2 milliards prévus pour » les pôles de conversion », — a déjà distribué pour près de 2 milliards de francs de prêts participatifs à 9,75 % ou de crédit-bail. Avec Renault (750 millions de francs) et Peugeot, Cautomobile s'est taillée la meilleure l'automobile s'est taillée la meilleure part de cette enveloppe. La chimie, la pharmacie (hors biotechnologies) et l'électronique ont reçu, pour une dizaine de dossiers dans chaque branche, un peu plus de 100 millions

 Le conseil général de la Hante-Vienne solidaire de RVI. — Le conseil général de la Haute-Vienne a voté le 27 février une motion d'urgence pour . attires l'attention des départements ministériels intéressés sur la nécessité de maintenir l'activité de Renault-Véhicules industriels. »

L'assemblée départementale a tenu à prendre position contre le projet annoncé par la direction de Renault de supprimer à court terme cent cinquante emplois à l'usine RVI de Limoges.

Nouveau report du plan industriel de Boussac-Saint Frères

Le choix d'un plan industriel pour la Compagnie Bousao-Saint Frères (CBSF) est à nouveau reporté. De quinze jours. La réunion entre des représentants du ministère de l'industrie et des délégués des syndicats ouvriers le lundi 27 février à Paris s'est terminée par un compromis après cinq heures de discussion. Les deux parties sont convenues de se revoir le lundi 12 mars dans la

LE CONSTRUCTEUR AÉRO-NAUTIQUE MAC DONNELL

DOUGLAS VA ACHETER LA COMPAGNIE DE SERVICES INFORMATIQUES TYM-

SHARE

Le constructeur aéronautique américaiin Mac Donnell Douglas a annoncé le 27 février, la conclusion d'un accord au terme duquel, il va racheter par le biais d'une OPA, la compagnie de services informati-ques américains Tymshare. Mac Donnell se propose de racheter chaque action à 25 dollars.

Le constructeur aéronautique détient dejà deux filiales dans l'informatique (Microdata, et Mac Don-nell Automations) où elle réalise un chiffre d'affaires d'affaires de 1 milliard de dollars.

Tymshare est l'une des premières sociétés américaines spécialisée dans la location de temps machines sur ses ordinateurs. Elle réalise un chiffre d'affaires de 2,4 milliards de francs et possède le réseau de transmissions de données Tymnet d'envergure mondiale. Peu spécialisée, Tymshare subit les revers d'un marché qui se restreint, au fur et à mesure que ses clients achètent leurs propres ordinateurs. Le développement de la micro-informatique accélère la disparition de cet ancien métier. Tymshare était en difficultés et cherchait un partenaire sinancier depuis quelques mois

matinée. Entre-temps, la direction de la compagnie est invitée à repren-dre les discussions avec les syndi-cats. En fait à réunir à nouveau un comité central d'entreprise ; le dernier en date, il y a quelquez jours, n'a pu se tenir régulièrement, la salle de réunion ayant été occupée par des ouvriers qui ont retenu sur place la direction (le Monde du 25 février). Les syndicats s'opposent à la suppression de mille cinq cents emplois en 1984 comme le prévoit le plan - défendu par la direction. Or, le redressement financier de la firme exige - entre autres - l'application de ces mesures.

Le 12 mars au matin, si la direction de la CBSF et les délégués syndicaux ne sont pas parvenus à s'en-tendre, une réunion tripartite (direction, syndicats, pouvoirs pu-blics) sera convoquée dans l'aprèsmidi . afin de fixer le calendrier des discussions internes - à l'entreprise selon un représentant du ministère de l'industrie.

Il semble que les pouvoirs publica cherchent à gagner du temps pour annoncer à haute voix la politique industrielle qu'ils choisiront pour la CBSF, celle qui, précisément, pré-voit la suppression d'emplois et aussi la cession partielle ou totale de certaines des activités de l'entreprise. Ces prochains jours devrait être, en effet, précisé l'échéancier des moyens financiers qui seront mis à la disposition de la compagnie en 1984. La firme a besoin d'environ milliard de france, dont 190 millions de francs très rapidement, afin d'assurer sa trésorerie des pro-

naines semaines. D'ici à quinze jours, a-t-on promis aux représentants ouvriers de la CBS, le ministère de la justice fera également le point sur les accords passés en juillet dernier entre MM. Willot et la direction de la compagnie. Or, depuis plusieurs se-maines, on ne sait comment dire clairement dans les milieux gouvernementaux que ces accords sont ca-ducs. - A. T.

Olivetti crée une filiale au Japon avec Sony

De notre correspondant

Rome. - Nouvelle prise de participation d'Olivetti dans le capital d'une entreprise étrangère - cette fois au Japon. Le groupe italien a participé ainsi à la création de la société Dixy qui produit des écrans à plasma pour ordinateurs personnels. Selon le communiqué d'Olivetti, il s'agit de la « première prise de participation de ce type réalisée au Japon ». Les partenaires d'Olivetti sont Sony et la société américaine Pacific Technology Venture Fund. La Dixy permettra à Olivetti d'accéder à une technologie avancée dévoloppée par les Japonais. La prise de participation du groupe italien s'éleve à 500 000 dollars, soit 20 % du capital de la Dixy. Au cours de ces dernières années, Olivetti a stratégie pour s'implanter au Japon.
conclu vingt-sept accords de prise de - PH. P.

participation à l'étranger, en Europe (avec le reprise de Legabex en France et de Hermes Precisa International en Suisse) et surtout aux Etats-Unis. En décembre dernier, le groupe American Telephone and Telegraph a pris 25 % du capital de la firme italienne et s'est engagé à diffuser ses matériels outre-Atlantique. Olivetti, grâce à ces accords, étond ses réseaux commerciaux et se donne une stature de géant mondial de la bureautique. Jusqu'à présent, sa percée au Japon, pays très « fermé », était limitée. Olivetti distribuait quelques ordinateurs de hitachi en Europe. Le nouvel accord avec Sony inaugure une nouvelle

MACHINISME AGRICOLE

Les négociations entre Renault et International Harvester seraient sur le point d'aboutir

Il n'est pas exclu que l'accord pré-minaire entre la régie Renault et dans une perspective européeane (s International Harvester pour la création ultérieure d'une filiale industrielle commune intervienne dans les prochains jours, l'ouverture du Salon de l'agriculture le 4 mars prochain offrant un moment privilégié pour l'annonce d'un rapproche-ment attendu dans le machinisme

Il ne s'agit au reste pour l'instant que d'une - lettre d'intention », suf-

dans une perspective européeme (la groupe américain exploita égale-ment des filiales en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne), l'étade plus approfondie d'un réel rappro chement. Dans un premier temps, il ne serait question, au sein d'une éventuelle filiale industrielle, que de la définition de lignes de produits communs, les deux réseaux come ciaux conservant leur personnelité et

THE WAY

- Turk

17 A

F 45 . *

in with it is m Surplies - La

1 miles 1 miles 1 miles

War Williams

 $2\pi(d^{(1)},(d^{(1)d^{(1)d}})^{(n)}$

3 37 47 - 37

Marine Marine

Jane 19 19

1 37 15 4 11

PROFESSION AND THE

Property

AND CAR

BASKS ALP II

B' F Thermal

Maria de la compansión de la compansión

Pathaga A. . មែត បាន១៤ ៤ un tur e e - .

a respectively. $\lim_{n\to\infty}\frac{\partial B_n}{\partial x_n} = (1-x_n)^{\frac{n}{2}} \cdot (1-x_n)^{\frac{n}{2}} = 0$ And the second

-

124 8

NATE: 1

Carried Services

SOCIAL

UN RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Les pertes d'emplois industriels ne sont pas dues à l'informatique

Le Conseil économique et social examine, le 28 et 29 février, le rapport « Informatique et emploi », pré-senté par M. Bernard Boisson, qui va l'encontre de certaines idées trop

La corrélation entre l'emploi et l'introduction de l'informatique n'apparaît pas comme une donnée facile à établir, varie salon les situations, et plus particulièrement entre le secteur secondaire et le secteur tertiaire. Ainsi, les pertes d'emplois enregistrées dans l'industrie seraient davantage dues au visitissement de l'outil de production et à la dégradation des investissements. La France est « relativement peu équipée en matériel robotique et (...) le reterd est important per rapport sux concurrents », note le rapporteur, qui observe que les entreprises qui ont maintenu ou développé leurs effectifs sont précisément celles qui ont mené une politique active d'investiss sement en technologies nouvelles et se sont équipées en tamps youlu.

Parallèlement, l'essor du se tertisire, en activité comme en elfectifs, n'a pes été contrané par l'attivée des nouveeux metériels. Mieux, constate M. Boisson en infirment les prévisions généralement admises, « le développement de l'informatique tion n'e pes d'effets négatifs sur l'emploi du secteur tertieire considéré dans son ensemble ».

Le rapporteur recommande: doncde e jouer pleinement la carte de l'informatique ». Le développement de l'informatisation, estime le rapporteur, e qualles que spient les difficultés à court terme, est à la base de touts politique visant à résoudre à . moven et à long terme le problème de l'amploi s. Toutefois, cette appréciation optimiste doit être tempérée : il y aura, en effet, reconnsit M. Boisson, une « phase de transition », perfois déficate, pendant isquelle les salariés pourront éprouver des difficultés, tant de formation que

Un système bureautique, ça ne doit oublier personne.



Exxon Office Systems. La bureautique pour tous.

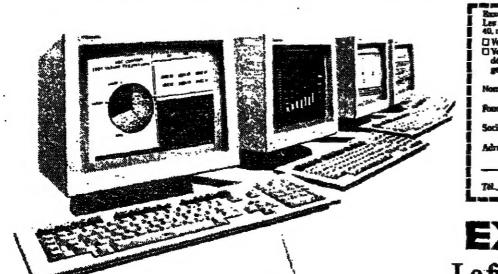
Exxon Office Systems a abordé la bureautique à partir d'un concept simple ; un système de traitement de l'information doit pouvoir integrer tous les collaborateurs de l'entreprise. Tous,

La nouvelle Série Exxon 700 offre au dirigeant, au gestionnaire, au cadre et à la secrétaire un poste de travail immédiatement efficace. Le système intégre Exxon Sèrie 700 permet de travailler textes, graphiques, tableurs ou fichiers. La haute résolution de son écran graphique permet de disposer de plusieurs fenètres et de passer simultanément d'un travail à l'autre. L'Exxon Série 700 peut, en plus des imprimantes traditionnelles, recevoir en periphérique l'imprimante à jet d'encre Exxon 965 ou une table traçante à 6 couleurs.

Comme les postes de travail de la Série Exxon 500, le système Exxon Série 700 peut être relié au multiposte Exxon Série 8400 basé sur le système d'exploitation Unix", un des plus solides standards de l'avenir : c'est la possibilité de courrier électronique, d'archivage et de consultation de tous documents.

Il est bien entendu compatible avec la gamme existante des Exxon 500 et totalement évolutif : être simple, c'est vous garder la possibilité permanente, silrement et pas à pas, d'aller vers le futur et d'y entrer sans secousses. C'est la vraie promesse et la vraie signature de notre société et de nos produits : le futur_ sans le choc.

Marque dénosee Bell Labs.



	 Veullet m'appeler pour une démon Veuillet me faire parvenir une doc détaillée sur le syntème de bureger geation Exam. 	unentation
ı	Nom	
1	Fonction	
	Societé	
i	Adressee :	.
-		

EXON OFFICE SYSTEMS Le futur... sans le choc.

FAITS ET CHIFFRES

maritime Japon Line. - La compa-gnie Japan Line Limited vient d'annoncer son intention de réduire (sur un total de trois mille) à la fin de mars, en raison de difficultés financières. Japan Line, l'un des principaux armateurs japonais, est aussi le numéro deux mondiel du transport maritime de pétrole.

 Bechtel va rédaire de 10 % ses effectifs. — Bechtel, principal groupe d'ingénierie américain, a fait rat, le 27 février, de la possibilité de réduire son personnel qualifié de 10 % (sur près de 40 000 personnes) en raison principalement de la réduction et de l'annulation de commandes de centrales nucléaires. « Nous sommes convaincus, affir-ment toutefois les responsables de Bochtel, que les investissements dans le nucléaire restent une bonne affaire », après deux années, 1984 et 1985, qui devraient être mauveises. — (AFP.)

· Levée du secret hancaire en Suisse à propos d'une affaire d'exportation technologique vers d'exportation technologique vers FURSS. – Le tributal fédéral de Lausanne a donné son accord à la levée du secret bancaire à propos d'une affaire d'exportation illégale de matériel électronique vers l'URSS. Cette décision fait suite à une demande du département amé-ricain de la justice formalée en mai 1983, après la découverte, aux Etats-Unis, d'une filière utilisant la Suisse pour contourner l'embargo actuel sur les exportations américaines de produits de haute technologie vers les pays de l'Est. Accusé d'avoir livré, à plusieurs reprises, à I'URSS des ordinateurs pour une valeur d'environ 15 millions de dollars, trois personnes avaient été inculpées. - (AFP, Reuter.)

Étranger

. La production industrielle brésilieune a baissé de 5,70 % ca 1983. L'industrie des biens d'équipement a été la plus touchée, avec une chute de 20,21 % sur 1982, en raison de la grave récession économique que comaît le pays. Le seul secteur qui a vu sa production croître a été l'extraction minière, en progression de 14,58 % sur 1982 — (AFP.)

ETATS-UNIS

la consommation a augmenté de 0,6% en janvier, au lieu de 0,2% en

produits alimentaires (1,6%). Il s'agit de la plus forte hausse de cet indice depuis avril 1983 (0,7%). Le coût de la vie n'avait augmenté que de 3,2% en 1983, ce qui constitue la meilleure performance depuis 1967, contre 6,1 % en 1982 et 10,4% en 1981. La plupart des experts prévoient une augmentation d'environ 5% pour 1984 (4,1 % entre janvier 1982 et janvier 1984).

La hansse des produits alimentaires en janvier était attendue per les spécialistes du fait de la sécheresse enregistrée l'été dernier et des récentes gelées hivernales qui ont fait monter les prix des fruits et des légumes. En outre, le démantèle-ment de la compagnie ATT s'est traduit par une augmentation de 5,2% des tarifs de téléphone le mois dernier ann Etats-Unis. Enfin, les prix du mazout de chauffage out ac nettement augmenté (2,6%) en raison du froid. - (AFP).

GRANDE-BRETAGNE

· BP samule sa con plate-forme pétrolière à Scott Lith-gow. — British Petroleum a annulé le 27 sévrier la commande d'une plate-forme pétrolière, construite à 95 %, passée au channier Scott Lith-gow. BP souhaitait réviser les termes du contrat qui a pris dix-huir mois de retard : la plate-forme aurait di-être livrée il y un an et ne poavait être achevée avant juin 1984.

· Cargo à voile britaunique. voilier Guinness, le premier bâteau a voiles commercial à pren dre la mer depuis un demi-siècle, été lancé le 19 février à Borth at Pays de Galles. Le Gidmess, qui mesure 30 mètres de long, conquigar le navigateur et ingénieur Jeff Allen, dans le but d'économiser l'énergie, devrait, à partir de l'étéprochain, effectuer des voyages transatlantiques vers les petites des des Carathes pour y transporter des marchandises. - (Reuter).

 Diminution de Pexcéd balance commerciale ovestallemande. La balance commerciale a affiché un excédent de 1,9 milliard de marks (8,8 milliards de francs) en janvier, an lieu de 2,7 milliards en janvier 1983. En de cembre dernier, cette balance avait enregistré un surplus de 4,1 milliards de marks. Les importations se sont chiffrees à 34 622 millions (+ 17% en un an), et les exports tions à 36 561 millions (+ 13 %). La balance des paiements courants a accusé un déficir de 600 millions de marks en janvier, après avoir été circédentaire de 5,5 milliards de marks en décembre 1983. En janvier 1983, cette balance avait été déficitaire de 120 millions de marks. - (AFP)

وعياس الأرمل

0 30

VALEURS Émission Rachat

VALEURS Cours.

850

| Solid | 197 | 197 | 197 | 197 | 198 | 199 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 19

COTE DES CHANGES COURS DES BILLETS ALIX CHICAETS

MARCHÉ OFFICIEL COURS préc. 28/2

Etaza-Unis (\$ 1)
Alliamagna (100 DM)
Belgique (100 F)
Pays Bas (100 R.)
Danamari. (100 lord)
Morvéga (100 k)
Grande-Bestagne (£ 1)
Grèce (100 direchmas)
stale (100 lins)
Suissa (100 lins)
Suissa (100 lord)
Espagna (100 pes.)
Portugal (100 pes.)
Lepagna (100 pes.)
Lepagna (100 pes.)

henrollect France ingressleens lackest. lavest. net invest. Obligataire favest. St-Honorii Ladich-cri-terme

Conspension VALEURS Cours précident cours cours +-- Compansion VALEURS Cours précident cours cours +-- Cours précident cours précident cours cours cours cours cours précident cours précident cours précident cours cours cours cours cours précident cours précident cours cours cours cours précident cours précident cours précident cours cours précident cours précident cours précident cours précident cours précident cours cours précident cours précident

Achet Vente

De Beers (port.)

Dow Chemical

Oresdoer Basik

Entrep. Bell Casada

Ferames d'Auj.

Finautremer

86 70 92 80 146 273 10 276 279 276 114 20 108 80 134 80

Règlement mensuel

Compac-section VALEURS

28 FEVRIER

Emesion Frais incl.

417 48 427 20 104 75 100 6 23164 51 23118 27

1849 55 1758 77 132 75 132 75 384 05 376 21 1118 19 1117 07 122 165 07122043 03 574 01 843 45

+ 209 - 007 + 013 - 061 + 468 + 517 - 090 + 338 + 187

28/2

103100 103000

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES

e : coupon détaché; * : droit détaché; e : offert; d : demandé; * : pris précédent.

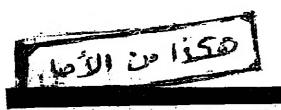
VALEURS

VALEURS

SICAV 27/2

Comptant

VALEURS



PARIS

28 février En baisse: - 1,2%

L'ambiance était animée mardi sur le marché des changes (au sous-soi du palais Brongniat) où le dollar est retombé à 8,0260 P en séance officielle, confirmant la chute du billet vert constatée lundi soir sur les places américaines. Le vif recul motivé par les informations selon lesquelles l'armée trakienne aurait bombardé le terminal tranien de l'île de Kharg a eu, par contre, un effet haussier sur le cours de l'or

l'or

A Londres, le métal fin a brusquement gagné 6 dollars par rapport au

fixing > de la veille pour s'établir à
400 dollars l'once mardi en fin de
matinée. Sur notre marché, le lingot
est stationnaire, à 103 000 F
(inchangé), tandis que le napoléon
perd 2 F à 656 F.

Ces mêmes événements relatifs à la
guerre du Golfe n'ont pas pesé à proprenent parier sur les actions françaises.

Tout au plus les investisseurs

Tout au plus les investisseurs apparaissent-ils assez réservés, mais cette attitude de « wait and soo », reflé-

cette attitude de « wait and see », reflé-tée dans le volume des transactions, en baisse sensible depuis quelques jours, est surtout motivée par l'idée que l'on peut avoir à Paris sur la pérennité de la reprise des cours intervenue depuis quarante-huit heures à Wall Street plutôt que par les conséquences que pourrait avoir l'arrêt éventuel des tivraisons de pétrole en provenance de cette région très chaude du globe. D'ailleurs aucun vent de panique

cette région très chaude du globe.
D'ailleurs, aucun vent de panique
n'a soufflé sur les valeurs pétrolières.
Si Raffinage a perdu un peu de terrain
(-3%), à l'inverse la CFP a mis 1%
à son actif. Par ailleurs, Martell, SGESB, Nobel et Chantiers FranceDunkerque ont perdu aux alemours de
6%.

Bonne tenue des mines d'or, notam-ment Amgold, Président Brand et Pré-sident Steyn, en hausse de 5 %.

Dollar-titre : 10,45 F environ, prati-quement inchangé sur la veille.

BANQUE SOFINCO. - Cet établisse

ment, qui emploie mille quatre cent qua-ment, qui emploie mille quatre cent qua-ment personnes réparties dans un réseau de plus de quatre-vingts agences, a réalisé au cours de l'exercice 1983 un bénéfice net de 38,4 millions de france contre 55,8 millions l'amée précédente, une nouvelle progres-sion étant escomptée pour l'année 1984. A la fin décembre 1983, son encours de crédit atreignait 6,8 milliards de france, Sofince syant financé 5,5 milliards de france de des-niers de crédit à la consommation, dont plus

syant imance 5,5 miliards de francs de dos-sient de crédit à la consommation, dont plus de 50-% au bépéfice de l'équipossout su foyer. Ces résultats, fait remarquer la ban-que, lui procurent un « mateix» suffisant, à la fois pour renforcer ses fonds propres et pour prendre l'initiative de procéder à un absissement sélectif du coût du crédit à la consommation pour les personnes à faible sevenn (le Monde du 28 février).

C" DES AGENTS DE CHANGE (Bese 100 : 31 dic. 1581) 24 fer. 27 fév.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

Compan-estion VALEURS Coars Premier coars

MARCHÉS FINANCIERS BOURSE DE PARIS

NEW-YORK

Nouvelle hausse

Poursnivant sur sa lancée (Wall Street avait mis plus de 30 points à son actif le vendred précédent), le marché new-yorkais a enregistré une nouvelle hausse lundi soit (le vendred précédent), le marché new-yorkais a enregistré une nouvelle hausse lundi soit (le vendred précédent), le marché new-yorkais a enregistré une nouvelle hausse lundi soit (le vendred précédent), le marché new-yorkais a enregistré une nouvelle hausse lundi soit (le vendred précédent), le marché new-yorkais a enregistré une nouvelle hausse lundi soit (le vendred précédent), le marché new-yorkais a enregistré une nouvelle hausse lundi soit (le vendred précédent), le marché new-yorkais a enregistré une nouvelle hausse lundi soit (le vendred précédent), le marché new-yorkais a enregistré une nouvelle des cartains que le président Reagan allait permettre des relèvements d'impôts l'aunée prochaine, à l'encourte de la politique qu'il a prénée depuis son entre à la Maison Blanche.

A ce sujet, les spécialistes du Big Board out trouvé un certain encouragement dans les dernières statistiques relatives à l'évolution du déficit budgétaire fétéral selon les quelles il a été compriné à 5.5 milliards de dollars en jauvier contre 9 milliards le mois précédent. Pourtant, une légère tension a été constatée sur les taux. Ainsi, lors de la dernière statistiques relatives à l'évolution du déficit budgétaire fétéral selon les rendements des effets à trois mois sont remontés à 9.2 % courre 9,1% la semaine précédent. Pourtant, une légère tension a set constatée sur les taux. Ainsi, lors de la dernière s'estificat selon les rendements des effets à trois mois sont remontés à 9,2 % courre 9,1% la semaine précédent. Pourtant, une légère tension a set constatée sur les taux d'intérêt versé sur les bons à six mois remontait à 9,33 % courre 9,28 huit jeurs plus têt. De son côté, la Bankers Trust fiziait savoir qu'elle portait de 10,25 % à 10,50 % le taux préférentiel qu'elle consent aux couriers, susceptible de faire varier le teux de base (p

tion of a déficit budgétaire fédéral suion les quelles il a été comprisé à 5.5 milliards de dollars en jurvier contre 9 milliards le mois précédents. Lord et comprisé de le mois précédents, tantés que le taux d'auts, leves de la récht de la mois précédents, tantés que le taux d'intérêt versit mois sout remoutté à 9.7 % course 9.1 % la sensime précédents, tantés que le taux d'intérêt versit mois sout remoutté à 9.2 % course 9.1 % la sensime précédents, tantés que le taux d'intérêt versit entre sur les bons à siz rands remonnait à 9.3 % codé, la Reinvan Trust faints avoir qu'interest portait de 10.25 % à 10.50 % le taux prééérentiel qu'elle consent sur courriers, susceptible de fainte vurier le mux de base (prime part) des faints vurier le mux de base (prime part) des faints vurier le mux de base (prime part) des faints vurier le mux de base (prime part) des faints vurier le mux de base (prime part) des faints vurier le mux de base (prime part) des faints vurier le mux de base (prime part) des faints vurier le mux de base (prime part) des faints vurier le mux de base (prime part) des faints vurier le mux de base (prime part) des faints vurier le mux de base (prime part) des faints vurier le mux de base (prime part) de faint de faint vurier le mux de base (prime part) de faint de f

| Marie | Mari

eorbon # qr

VALFURS

de nom.

A laternational Haras Palant sur le point d'éde

MAI.

And the second of the second o

Marie Care Control -SECTION OF THE

Denn is questribus colorum. Signature las variations on potrometroges, des colores de la relención jour par rappor 2 acons de la relención jour par rappor 2 acons de la vallentica de la potro par rappor 2 acons de la vallentica de la vallentica

The could see

pertos d'emplois industra seems pas dues à l'infomes

TSET CHIFFEES

TOTAL . See Section 1

All Lateral C. Williams - The Andrew St. States of

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LES FRANÇAISES ET LA POLITIQUE : « Ce que femme vote... », par Janine Mossuz-Lavau : a 1944-1984 : la résistible ascension », par Mariette

LU : Apollonie, de Henri Jurquet et

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE 3 à 5. PROCHE-DRIENT

Une lettre de l'ambassadeur du Liban. 6. ASIE

AMÉRIQUES 6-7. AFRICUE

- CAMEROUN ; peine de mort requise contre l'ancien président Ahidio.

7 et 9. EUROPE - « Roumania : des trous dans la

mythe » (II), par Jan Krauze.

POLITIQUE

10. La préparation des élections municiales partielles.

Les suites de l'opération A 2 - Libéra-

SOCIÉTÉ

 Deux manifestations à Bayonne après l'assassinat d'un réfugié basque 15. DEFENSE.

DOSSIER 14. Le point sur... l'enseignement privé.

CULTURE

16. CINÉMA : SOB, de Blake Edwards

Gorky Park, de Michael Apted.

19. COMMUNICATION: « Les droits de

l'équipe rédactionnelle », point de vue de D. Perier-Daville et T. Gandillot. **ÉCONOMIE**

34. CONJONCTURE : la hausse des prix se ralentic en France : + 0,7 % en

35. MARCHÉ COMMUN : dures perspectives pour les agriculteurs. 36. AFFAIRES

SOCIAL .

RADIO-TÉLÉVISION (19) INFORMATIONS SERVICES - (32):

Vie associative: Journal officiel' » : Météorologie : Mots croisés.

Amnonces classées (20 à 31); Carnet (33); Programmes des spectacles (17-18); Marchés financiers (37).

 La langue française au Mani-toba (Canada). – Le gouvernement du Manitoba a finalement échoué dans sa tentative de restaurer les droits du français et d'en faire la deuxième langue officielle après l'anglais dans cette province de l'ouest canadien (un million d'habitants, dont cinquante mille franco-



LA VISITE A PARIS DU « NUMÉRO DEUX » IRAKIEN LES MINISTRES EUROPÉENS M. MAUROY: Le conflit menace de déboucher

sur une crise majeure

Peu avant l'arrivée à Paris, lundi estimons que la France peut jouer l'février, du « numéro deux » ira-en. M. Taha Yassine Ramadan, le le gouvernement irakien, ajoute le 27 février, du « numéro deux » ira-kien, M. Taha Yassine Ramadan, le Parti démocratique du Kurdistan irakien, qui détient trois Français en

stage depuis le 2 décembre dernier, a lancé un nouvel appel à la France pour qu'elle fasse pression sur les autorités de Bagdad afin d'obtenir la libération de cinquante-sept Kurdes condamnés à mort en Irak Dans un communiqué, le PDKI.

qui réclame également le retour au Kurdistan de huit mille Kurdes déportés dans le Sud irakien en août 1983, souligne que les trois Français — MM. Jean-Christophe Lefas, Robert Laurent et Yves Moy - seront libérés des que Bagdad aura répondu positivement à ces deux « de-mandes humanitaires ».

· Compte tenu de ses relations étroites avec le régime irakien, nous

La destruction du Boeing sud-coréen

LA CHASSE SOVIÉTIQUE N'A PAS OBSERVÉ LES RÈGLES INTERNATIONALES, estiment les experts de l'OACI

Montréal (AFP). - Des experts de la commission de navigation de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), chargés de réviser le rapport d'enquête sur la destruction, le 1e septembre 1983, du Boeing 747 sud-coréen avec deux cent soizante-neuf personnes à bord (1), ont conclu que les pilotes soviétiques qui ont intercepté l'appa-reil n'ont pas observé les règles inter-

En se fondant, notamment, sur la transcription des communications radio entre les pilotes de la chasse soviétique et les aiguilleurs au sol, les experts ne voient aucun signe indiquant que les Soviétiques se soient places dans le champ de vision du Boeing, comme le recommande le règlement de l'OACI dans le cas de l'interception d'un avion

(1) Le Monde du 10 décembre 1983.

· L'équipe de France de football. Pour rencontrer l'Angleterre, mercredi 29 février, au Parc des princes, l'équipe de France de football aura la composition suivante : Bats: Battiston, Le Roux, Bossis, Amoros ; Fernandez, Giresse, Tigana, Platini (cap.); Touré, Bellone. A la demande de la Fédération, la rencontre ne sera pas télévisée, pour « protéger l'environnement de l'équipe de France ».



En visite à Paris, M. Ramadan, « numéro deux » du régime irakien a été mardi, l'hôte à déjeuner de M. Pierre Mauroy. Dans son allocution, le premier ministre a notam-ment déclaré que les problèmes sus-pens allaient, à l'occasion de cette visite recevoir « l'impulsion définitive nécessaire ». A propos de la guerre du Golfe, M. Pierre Mauroy, redoutant qu'elle ne « débouche sur une crise majeure dans la région », appelle la communauté internatio-nale à - prendre des initiatives appropriées ».

• Sept mercenaires britanniques ont été libérés en Angola. – Le gonvernement angolais a relâché sept mercenaires britanniques qu'il déte-nait depuis buit ans, a annoncé, lundi 27 février, le Foreign Office Les mercenaires, qui avaient été condamnés à des peines allant de seize à trente ans de prison pour avoir combattu les forces gouvernementales angolaises, ont pris un avion, dont la destination n'a pas été précisée. - (AFP.)

Le gouvernement semble avoir choisi la fermeté dans la négociation salariale concernant la fonction

publique. La réunion du 29 février entre M. Anicet Le Pors et les sept

fédérations de fonctionnaires

s'annonce extrêmement difficile et

devrait se solder par un - constat de

désaccord > sus « l'apurement » de

1982 et 1983. Les pouvoirs publics

entendent appliquer la clause de sauvegarde prévue par le relevé de conclusions du 22 novembre 1982

(signé par la FEN, FO, la CFDT et

les autonomes) mais à partir d'une

La clause de sauvegarde ne jouera

qu'en masse, en vue du maintien du

pouvoir d'achat moyen, et portera bien sur 1982 et 1983. Mais le gou-

vernement considère que le décalage

entre l'évolution de la masse sala-

riale sur ces deux années et la

hausse moyenne des prix est de l'ordre de 0,5 % à 0,6 %, le pouvoir d'achat ayant progressé pour les traitements égaux ou inférieurs à

5000 F et ayant été maintenu globa-lement de 5000 F à 7000 F.

M. Le Pors devrait donc proposer l'octroi d'une prime, sans doute uni-

forme, de 400 F à 500 F, qui inter-

viendrait en mars, soit un coût pour le budget de l'Etat de 1,2 milliard de

Une certaine marge de discus

sions n'est pas exclue sur les moda-

lités de versement de cette prime,

mais le gouvernement écarte -

contrairement à ce que réclament notamment la FEN, FO et parmi les non-signataires la CGT – tout rat-

trapage en niveau qui réintroduirait par la bande une indexation des

salaires sur les prix que l'on veut

prioritairement casser. Une clause de sauvegarde en niveau coûterait

en année pleine 4 milliards. Si la

politique contractuelle c'est l'indexation, dit-on, ce n'est pas réa-

lisable ne serait-ce qu'en raison de

l'effet qu'une telle concession aurait

dans le secteur privé, où les négocia-

tions salariales se passent mieux que

prévu. Les accords 1983 qui pré-

voyaient explicitement une clause

Le numéro du « Monde »

daté 28 février 1984

a été tiré à 498 685 exemplaires

francs.

iecture qui ne corre

des principaux syndicats.

DE L'INDUSTRIE ONT APPROUVÉ LE PROGRAMME « ESPRIT »

De notre correspondant Bruxelles (Communautés euro-péennes). - Succès pour la Communauté : les ministres de l'industrie des Dix, réunis à Bruxelles, ont approuvé le programme « Esprit » de recherche et de développement dans le domaine des techniques de

Pinformation. L'objectif du programme est de favoriser, grâce à l'octroi de subven-tions de la Communauté, la coopération entre les entreprises, les centres de recherche et les universités des Dix dans les cinq secteurs suivants : la micro-électronique de pointe ; les technologies du logiciel ; le traite-ment avancé de l'information ; la bureautique; la production assistée par ordinateur. L'espoir est de parvenir, grâce à cet effort collectif, à rattraper une partie du retard pris par l'Europe dans ces domaines visà-vis de ses concurrents américains et japonais.

Les crédits qui seront affectés na la Communauté à . Esprit . au cours des cinq années à venir (de 1984 à 1988) out été fixés à 700 millions d'ECU, soit 5.20 milliards de

de sauvegarde en niveau n'ont pas

été appliqués à la lettre dans les entreprises publiques. Ainsi, au CEA la clause a été « renégociée ».

Dans les banques, buit points uni-formes ont été accordés. A la

SNECMA, où il y avait aussi une

clause en niveau, les discussions

En jouant la fermeté le gouverne-

ment prend un double risque politi-

que. Si on peut s'interroger sur l'atti-tude de la CFDT, les autres

organisations reletterant les proposi-

contacts étant déjà avancés en vue

de l'organisation d'une grève géné-rale unitaire de vingt-quatre heures.

S'agira-t-il d'un baroud d'honneur?

Dans les milieux gouvernemen-

mux.on ne semble pas redouter une

fronde des fonctionnaires aussi

importante que celle qu'ont connue

la Belgique et les Pays Bas en 1983.

Mais les fédérations risquent de

refuser - FEN en tête - de négo-cier les propositions 1984 - les pou-voirs publics prenant alors des

mesures unilatérales, — ce qui por-tera un coup extrêmement sérieux à

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VETEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

NOUVELLE COLLECTION

3 000 tissus

Boutique Femme

TAULEURS, JUPES, MANTEAUX

SEE MESURE

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Peris - Opéra Téléphone : 742-70-61.

Du lundi au semedi, de 10 h à 18 h.

avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS A pertir de

COSTUMES

MESURE

MICHEL NOBLECOURT.

1 550 F

la politique contractuelle.

n'ont pas encore abouti.

LES NÉGOCIATIONS SALARIALES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Le gouvernement proposerait une prime

de 400 francs à 500 francs en mars

PHILIPPE LEMAITRE.

-Sur le vit

Mammouths

chefs d'Etat africains sont « passés en jugement », la semaine demière, à Genève. Ils ont été rinculpés» de massacre d'éléphants par la Cour internationale de justice des droits de l'animal. Trois d'entre eux, les présidents du Zaire, du Centrafrique et du Rwanda, ont accepté de comparaître par ambassadeur. interposé. Les autres, les Nyerere, les Nemeiry et les Begaze, responsables de la Tanzanie, du Sourien et du Burundi, ont été

condamnés par défaut. Une grande victoire. Une victoire applaudie par la presse se et américaine. Une victoire d'autant plus remarquable que cette Cour ne représente qu'elle même. Elle ne bénéficie d'aucune aide gouvernementale. Plus culottée en cela que le World Wildlife Fund, elle n'a pourtant pas hésité à prononcer un formidable réquisitoire contra des abus de pouvoir su plus haut niveau destinés à encourager en sous-main le trafic, interdit en principe, de l'ivoire brut.

Un trafic en direction de Hong kong et du Japon. Retour en Europe et aux Etats-Unis sous forme d'objets manufacturée. Un

Vous étiez au courant? Six trafic de l'ordre de ?7 sonnes par an, exigeant le sacrifice de 50 000 à 80 000 éléphants. Un trafic qui rapporte des miliards. Un trafic régiementé par les gros bonnets stricains : ils stockent les dépouilles, les défenses pour faire monter les cours et spéculer à ban escient.

> Après délibérations, le jury composé de onze personne de différentes nationalités non, B.B. n'en faissit pas partie! - a suspendu la procedure engegée contre les présidents qui s'étaient fait représenter pour leur permettre de répondre plus en détail à l'acte d'accusation. Et il a déclaré les autres coupables de «s'entichir personnellement de leur pays, d'en seper l'économis et de donner l'exemple de l'irresponsabilité et de la barbe-

Au fait, ces présidents à vie. ces chefs d'Etat qui se maintiennent au pouvoir pendant des mouths, cas tánosaures da la politique, ils ont is dent dure en aussi. Si on faisait le trafic de leurs canines pour changer?

CLAUDE SARRAUTE.

AU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

M. François Heisbourg va être chargé des ventes d'armes à l'étranger

Le ministre de la défense, M. Charles Hersu, s'apprête à confier le poste important de directeur des affaires internationales i la délégation générale pour l'armement à M. François Heisbourg, conseiller des generale pour l'armement a M. François thessourg, conseiger des affaires étrangères et, depuis juin 1981, comeiller technique à son cabinet pour les problèmes diplomatiques jusqu'an 5 mars prochain. Cette décision, qui sera aumoncée par un prochain conseil des ministres, participe de la réorganisation en cours (le Monde du 19 janvier) qui affecte le secteux, dens l'administration française, chargé des ventes d'armes à l'étranger.

de la délégation générale pour l'armement traite, principalement, de deux importants dosses : les exportations d'armes et la coopération militaire avec les pays alliés, bilatérale ou multilatérale.

C'est la deuxième fois en une vingtaire d'amées qu'un fonction-naire civil, diplomate de mêtier, est responsable de cette tâche, même s'il n'est précisé, dans aucun texte officiel, que le directeur des affaires internationales sera obligatoirement un officier général. Le précédent est celui de M. Gérard Hibon, ministre plénipotentiaire et chargé de mission dans plusieurs cabinets ministériels qui occupa cette fonction entre 1977 et 1981. Il y fut, du reste, nommé par M. Yvon Bourges, alors ministre de la défense, dont il fut membre du

cabinet entre 1975 et 1977. Comme du temps de M. Hibon, qui est aujourd'hui directeur général adjoint de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), le nomination, attendue, de M. Heisbourg indique une volonté gouverne-mentale d'assurer un contrôle politique plus étroit et plus direct sur l'easemble des activités internation nales de l'armement, à commencer par les ventes d'armes françaises à l'étranger. Dans une note confiden-tielle, le délégné général pour l'armement, M. Emile Blanc, avait exprimé récemment le souhait de réorganiser les structures administratives chargées de l'exportation pour en améliorer l'efficacité et les résultats dès 1984.

Le titulaire actuel du poste, l'ingénieur général Cauchie, devrait représenter la France à l'agence de l'OTAN d'entretien et d'approvisionnement NAMSA. Cette agence instituée en 1964, est notamment chargée d'obtenir des forces alliées

A ce poste, M. Heisbourg doit remplacer l'ingénieur général Marc Cauchie, qui l'occupe depuis juin 1981. Au ministère de la défense, le directeur des affaires internationales de la défense par le la défense de la défense manuel de la défense de l'autre de l'Alliance d atlantique. C'est la première foi qu'un fonctionnaire français est appelé à la présidence de l'agence NAMSA et cette décision a été approuvée, à l'OTAN, à l'unanimité des représentants des pays membres de l'organisation alliée.

A la date du départ de M. Heisurg, c'est son adjoint actuel, M. Jean-Luc Sibiude, conseiller des affaires étrangères, consciller tech-nique an cabinet du ministre de la défense, qui sura la fonction de conseiller diplomatique de M. Charles Heron.

> – (Publicité) –– Chez Duriez

2 Mach. Ecrire à mémoire pour tous.

10) BROTHER CE 70. Mémoire 8 8000 caractères, divisible en 10 sous-mémoires et 10 mises en pages différentes + stock de 17 § atilisables toutes mises en page. • Impression par margnerite • Alignement ganche 6a D + G • Ecran 20 caractères • Coractères • rection 2 figues : 7986 F ttc.

• Connectable à ordinateur par interface série et parallèle : (2315 F rtc) et (3950 F rtc).

2°) BROTHER EP 22 toute élec-tromque pr. sac à main. Epaiss. 4.5 cm. Mémoire 2000 caract. Ecran de contrôle avant frappe Sert. d'imprimante pour ordinateur : 2500 F ttc, piles et raccord secteur compris. Duriez 112, bd St-Germain, Ma



FESTIVAL

du 29 FEVRIER au 17 MARS 3º ETAGE

DE5 MILLIERS D'ALBUMS.

> DES DEDICACES Tous les jours

UNE EXPO VENTE DE SERIGRAPHIES NUMEROTÉES

> ET POUR LES COLLECTIONNEURS des B.D épuisées ETC...

